Conférence internationale du Travail, 104e session, 2015

Bureau
international
du Travail

Genève

Application des normes internationales du travail, 2015 (II)

au 31 décembre 2014

Document d'information
sur les ratifications
et les activités normatives

Conférence internationale du Travail, 104e session, 2015

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2014)

Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application des conventions et recommandations

Rapport III (Partie 2)

Bureau international du Travail, Genève

ISBN 978-92-2-229009-3 (imprimé)
ISBN 978-92-2-229010-9 (pdf Web)
ISSN 0251-3218

Première édition 2015

Tableaux générés par la base de données APPLIS
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Mis en pages par TTF: réf. CONFREP-ILC104-III(2)-[NORME-150210-1]-Fr.docx
Imprimé par le Bureau international du Travail, Genève, Suisse

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (Rapport III (Partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2014. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (Rapport III (Partie 1A)). La Partie I de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La Partie II comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la Partie III présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

Page

Note au lecteur iii

Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail 1

Politique normative 1

A. Amélioration des activités normatives 1
1. Développements résultant des discussions au sein du Conseil d'administration 1
2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité 4
3. Instrument d'amendement de 1997 à la Constitution de l'OIT 4

B. Ordre du jour des prochaines sessions de la Conférence internationale du Travail 4

Procédures constitutionnelles et autres 7

A. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT 7
B. Réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution 10
C. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale 13

Assistance et coopération techniques 14

A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions 14
B. Coopération technique fournie par les bureaux extérieurs 16
1. Afrique 16
2. Amériques 21
3. Etats arabes 25
4. Asie 26
5. Europe 30
6. Centre international de formation de l'OIT 30
C. Activités promotionnelles 38

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail 43

A. Système des Nations Unies 43
B. Conseil de l'Europe 46

Annexes à la Partie I

I. Informations générales 47

II. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 49

Partie II. Liste des ratifications par convention et protocole 53

Partie III. Profils par pays 193

Annexe. Liste des conventions adoptées par session 301

Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail

Politique normative

A. Amélioration des activités normatives

1. Développements résultant des discussions au sein du Conseil d'administration

La politique normative et l'Initiative de l'OIT sur les normes

1. La Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008 (la Déclaration de 2008), réaffirme que l'Organisation doit promouvoir sa politique normative en tant que pierre angulaire de ses activités, en renforçant sa pertinence pour le monde du travail, et s'assurer que les normes remplissent bien leur rôle dans la réalisation de ses objectifs constitutionnels.

2. En novembre 2010, un consensus s'est dégagé au sein du Conseil d'administration sur le fait que la politique normative de l'OIT comportait les éléments suivants:

- la détermination des meilleurs moyens de tenir à jour le corpus de normes;
- le recensement des normes qui doivent être révisées ou faire l'objet d'une autre mesure;
- le recensement et la promotion des normes à jour;
- la recherche de nouvelles thématiques et de nouvelles approches dans le domaine de l'action normative;
- l'élaboration et l'adoption de normes.

3. En novembre 2011, le Conseil d'administration a approuvé la mise en place d'un mécanisme d'examen des normes (MEN). Ce mécanisme doit permettre à l'OIT de disposer d'un corpus solide, clairement défini et à jour de normes internationales du travail. Le Conseil d'administration a recommandé d'engager d'autres consultations tripartites sur les divers aspects de ce mécanisme et, à sa 313e session (mars 2012), il a noté qu'il convenait de poursuivre les consultations sur cette question. Les discussions sur la politique normative de l'OIT et le mécanisme d'examen des normes ont été suspendues en application de la décision adoptée par la Conférence à sa 101e session (2012) en vue de renvoyer certaines questions découlant du rapport de la Commission de l'application des normes au Conseil d'administration. Dans son rapport à la 102e session (2013) de la Conférence, le Directeur général a proposé de faire figurer parmi les initiatives du centenaire une Initiative sur les normes ayant pour but de «renforcer le consensus tripartite

sur un système de contrôle faisant autorité et améliorer la pertinence des normes internationales du travail au moyen d'un mécanisme d'examen des normes» [1].

4. Le Conseil d'administration a examiné les questions relatives à l'Initiative sur les normes à ses 319e (octobre 2013), 320e (mars 2014) et 322e (octobre-novembre 2014) sessions.

5. Lors de sa 322e session (octobre-novembre 2014), le Conseil d'administration a pris la décision suivante:

> Décision concernant la cinquième question à l'ordre du jour: Initiative sur les normes: Suivi de la session de 2012 de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail
>
> A la suite de la discussion de vaste portée qui a eu lieu sur la cinquième question à l'ordre du jour de la Section institutionnelle, le Conseil d'administration a décidé:
>
> 1) de convoquer une réunion tripartite de trois jours en février 2015, ouverte à la participation d'observateurs ayant un droit de parole par l'intermédiaire de leur groupe, présidée par le Président du Conseil d'administration et composée de 32 membres gouvernementaux, 16 membres employeurs et 16 membres travailleurs, en vue de présenter un rapport à la 323e session du Conseil d'administration (mars 2015) sur:
>
> - la question de la convention (nº 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, pour ce qui est du droit de grève;
> - les modalités et les pratiques de l'action de grève au niveau national;
>
> 2) d'inscrire à l'ordre du jour de sa 323e session le résultat des travaux et le rapport de cette réunion afin que, sur cette base, le Conseil d'administration prenne une décision sur la nécessité ou non de demander à la Cour internationale de Justice de rendre d'urgence un avis consultatif concernant l'interprétation de la convention (nº 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, pour ce qui est du droit de grève;
>
> 3) de prendre les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement des travaux de la Commission de l'application des normes à la 104e session de la Conférence internationale du Travail et, à cette fin, de convoquer à nouveau le groupe de travail sur les méthodes de travail de la Commission de l'application des normes de la Conférence afin qu'il prépare des recommandations pour la 323e session du Conseil d'administration (mars 2015), en particulier au sujet de l'établissement de la liste de cas et l'adoption des conclusions;
>
> 4) de reporter à ce stade l'examen de la création éventuelle d'un tribunal en vertu du paragraphe 2 de l'article 37 de la Constitution;
>
> 5) dans le cadre de cet ensemble de mesures, de soumettre à sa 323e session ce qui suit:
>
> *a)* la mise en place du mécanisme d'examen des normes et, à cette fin, la création d'un groupe de travail tripartite composé de 16 membres gouvernementaux, huit membres employeurs et huit membres travailleurs, qui sera chargé de faire à la 323e session du Conseil d'administration (mars 2015) des propositions sur les modalités, le champ et le calendrier de la mise en œuvre de ce mécanisme;
>
> *b)* une demande au Président de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR), M. le juge Abdul Koroma (Sierra Leone), et au Président du Comité de la liberté syndicale (CLS), M. le professeur Paul van der Heijden (Pays-Bas), afin qu'ils préparent ensemble un rapport sur l'interaction, le fonctionnement et l'amélioration possible des différentes procédures de contrôle découlant des articles 22, 23, 24 et 26 de la Constitution de l'OIT et du mécanisme de traitement des plaintes relatives à la liberté syndicale [2].

[1] Rapport du Directeur général: *Vers le centenaire de l'OIT: Réalités, renouveau et engagement tripartite*, Conférence internationale du Travail, 102e session, Genève, 2013, Rapport I(A), paragr. 155 2).

[2] Document GB.322/INS/5(Add.2), paragr. 1, tel que modifié selon les discussions du Conseil d'administration.

Autres activités normatives

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

6. Suite à l'entrée en vigueur de la MLC, 2006, le 20 août 2013, le Conseil d'administration a décidé de convoquer la première réunion de la Commission tripartite spéciale établie conformément à l'article XIII de la convention. L'une des principales missions de la Commission tripartite spéciale est d'examiner les propositions d'amendements au code de la convention, conformément à l'article XV de la convention. La Commission tripartite spéciale s'est réunie à Genève en avril 2014 et elle a adopté deux séries d'amendements au code de la convention. Ces amendements portent sur deux points importants: l'abandon des gens de mer et les demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'incapacité de longue durée des gens de mer résultant d'un accident du travail, d'une maladie professionnelle ou d'un risque professionnel. A sa 103e session (juin 2014), la Conférence a approuvé ces amendements. A sa 322e session (octobre-novembre 2014), le Conseil d'administration a décidé d'organiser une seconde réunion de la Commission tripartite spéciale au cours du premier trimestre de 2016, à condition de prendre des mesures financières à cette fin [3].

Coopération internationale relative à la convention (no 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

7. A sa 320e session (mars 2014), le Conseil d'administration, sur la base des discussions concernant les mesures à prendre eu égard à certaines questions relatives à l'application de la convention no 185, a décidé de convoquer une réunion associant experts maritimes et experts des visas afin d'examiner les divers aspects de l'application de la convention. Cette réunion d'experts se tiendra du 4 au 6 février 2015 [4].

Choix des conventions et recommandations devant faire l'objet de rapports en 2015 au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT

8. Lors de sa 321e session (juin 2014), le Conseil d'administration a décidé de demander aux gouvernements de présenter en 2015, en vertu de l'article 19 de la Constitution, des rapports sur les instruments concernant la migration de travail en vue de la préparation de l'étude d'ensemble par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR) en 2015 et son examen par la Commission de la Conférence sur l'application des normes en 2016. Il a également approuvé le rapport correspondant. En ce qui concerne l'étude d'ensemble qui sera menée par la commission d'experts en 2016 et discutée par la Conférence en 2017, lors de sa 322e session (octobre-novembre 2014):

> Le Conseil d'administration a demandé au Bureau d'établir, pour qu'il l'examine à sa 323e session (mars 2015), un projet de formulaire de rapport pour l'étude d'ensemble de 2016 sur la convention (nº 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988, la convention (nº 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995, et la convention (nº 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001, ainsi que leurs recommandations respectives dans le contexte la convention (nº 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, et sa recommandation correspondante, en tenant compte des conclusions de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations dans son étude d'ensemble de 2009 sur la convention (nº 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, la recommandation (nº 164) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, de même que le protocole de 2002 relatif à la convention no 155 ainsi que les discussions et

[3] Documents GB.322/LILS/3 et GB.322/LILS/PV/Projet, paragr. 17.

[4] Documents GB.320/LILS/5 et GB.320/PV, paragr. 617.

conclusions apparentées de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail à sa 98e session (2009) [5].

2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité

9. Suite au lancement réussi, en 2012, du nouveau système d'information relatif aux normes internationales du travail (NORMLEX), le Bureau est passé à l'étape suivante avec la mise en œuvre d'un système de présentation des rapports en ligne, mis à profit par un petit nombre de pays pour la présentation des rapports de 2012 et 2013. En mars 2014, tous les Etats Membres qui en avaient exprimé le souhait ont pu utiliser le nouveau système pour la présentation des rapports de 2014.

10. La base de données NATLEX s'est enrichie entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014 de plus de 3 000 nouvelles entrées, soit 260 par mois en moyenne. NATLEX n'avait pas été modifiée pour l'essentiel depuis sa mise en service il y a une dizaine d'années. Au deuxième semestre de 2014, NORMES a lancé une nouvelle version, améliorée sur plusieurs points, de cette application, sous une interface similaire à celle de NORMLEX.

11. S'agissant des publications, l'ouvrage «Les règles du jeu: Une brève introduction aux normes internationales du travail», publié initialement en 2005, a été révisé pour la deuxième fois en octobre 2014. Ce guide vise à aider les mandants de l'OIT ainsi que des lecteurs moins avertis et le grand public à mieux comprendre les grands principes des conventions et recommandations de l'OIT, l'application des normes internationales du travail et son contrôle et l'importance de ces instruments pour l'économie mondiale. Il a semblé opportun de réviser la deuxième édition de l'ouvrage, notamment pour y faire figurer les instruments adoptés récemment, pour signaler l'entrée en vigueur de la MLC, 2006, et pour mettre en évidence le rôle clé que les normes internationales du travail peuvent jouer face à la crise actuelle de l'emploi.

3. Instrument d'amendement de 1997 à la Constitution de l'OIT

12. L'instrument d'amendement de 1997 à la Constitution de l'OIT, qui a pour but de permettre à la Conférence d'abroger les conventions devenues obsolètes, entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par les deux tiers des Membres de l'Organisation (124/185). Une campagne de ratification a été lancée afin de favoriser l'entrée en vigueur de cet instrument d'amendement qui, à ce jour, a déjà été ratifié ou accepté par 122 Etats Membres. La dernière ratification, celle du Soudan du Sud, a été enregistrée le 30 novembre 2012 [6].

B. Ordre du jour des prochaines sessions de la Conférence internationale du Travail

13. Les règles applicables en matière d'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail sont énoncées dans la Constitution de l'OIT [7], le Règlement de la Conférence

[5] Document GB.322/LILS/4(Rev.), paragr. 7, tel que modifié selon les discussions du Conseil d'administration, et document GB.322/PV/Projet, paragr. 518.

[6] Voir, à l'annexe II, la liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'instrument d'amendement.

[7] Art. 14, paragr. 1, et art. 16, paragr. 3.

internationale du Travail [8] et le Règlement du Conseil d'administration [9]. L'ordre du jour la Conférence comprend des questions inscrites d'office et des questions ad hoc.

14. Les questions que le Conseil d'administration doit inscrire d'office tous les ans à l'ordre du jour de la Conférence sont les suivantes:

- les rapports du Président du Conseil d'administration et du Directeur général;
- les questions financières et budgétaires;
- les informations et les rapports sur l'application des conventions et recommandations.

15. La pratique habituelle veut également que soient inscrites à l'ordre du jour de la Conférence trois questions ad hoc supplémentaires en vue soit d'une discussion générale, soit d'une action normative. Les questions normatives sont en principe examinées dans le cadre d'une procédure de double discussion, mais le Conseil d'administration peut opter pour une simple discussion. Les questions ad hoc devant être inscrites à l'ordre du jour de la Conférence sont examinées à deux sessions successives du Conseil d'administration. Conformément à la pratique actuelle, le Conseil d'administration a tenu sa première discussion des questions proposées pour les futures sessions de la Conférence à sa session de novembre.

16. La Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008, et son annexe sur le suivi ont instauré un dispositif de discussions récurrentes par la Conférence en vue de permettre à l'OIT de mieux comprendre la situation et les besoins divers de ses Membres en rapport avec chacun des objectifs stratégiques, d'y répondre de manière plus efficace en utilisant l'ensemble des moyens d'action à sa disposition et d'ajuster en conséquence ses priorités et ses programmes d'action [10]. Les discussions récurrentes sont destinées à jouer un rôle clé dans le cadre de l'ordre du jour de la Conférence. Le Conseil d'administration a d'abord décidé que ces discussions récurrentes suivraient un cycle de sept ans [11], avec deux discussions concernant l'emploi, les principes et droits fondamentaux au travail et la protection sociale, et une discussion concernant le dialogue social [12] en fonction de la séquence suivante: l'emploi (première discussion récurrente, 2010); la protection sociale (sécurité sociale) (première discussion récurrente, 2011); principes et droits fondamentaux au travail (première discussion récurrente, 2012); dialogue social (première discussion récurrente, 2013); l'emploi (deuxième discussion récurrente, 2014); protection sociale (protection des travailleurs) (deuxième discussion récurrente, 2015); et les principes et droits fondamentaux au travail (deuxième discussion récurrente, 2016).

17. Cette séquence a ensuite été ajustée suite à la décision du Conseil d'administration d'inscrire l'évaluation de l'impact de la Déclaration sur la justice sociale à l'ordre du jour de la 105e session (2016) de la Conférence, et de reporter la deuxième discussion récurrente sur les principes et droits fondamentaux au travail de la 105e session (2016) à la 106e session (2017) de la Conférence.

[8] En particulier, art. 7, 7 *bis*, 8 et 12.

[9] Art. 5 et 6.2.

[10] Déclaration sur la justice sociale, Partie II A i) et son Annexe, Partie II B i).

[11] En vertu de la Partie II B de l'Annexe à la Déclaration, les modalités des discussions récurrentes sont décidées au sein du Conseil d'administration.

[12] Document GB.304/PV, paragr. 183 *b)*.

Une approche stratégique et cohérente à l'établissement de l'ordre du jour de la Conférence

18. Lors de sa 322e session (octobre-novembre 2014), le Conseil d'administration a adopté le concept d'une approche stratégique et cohérente pour l'établissement de l'ordre du jour de la Conférence pour les 106e (2017), 107e (2018) et 108e (2019) sessions de la Conférence, eu égard notamment aux éléments suivants: l'opportunité fournie par la préparation du centenaire de la Conférence, le renforcement de la cohérence entre l'ordre du jour de la Conférence et d'autres processus qui contribuent à l'orientation stratégique de l'OIT, l'appropriation tripartite et la nécessité d'assurer une flexibilité suffisante dans le choix des questions à l'ordre du jour de la Conférence. Dans ce cadre, le Conseil d'administration examinera en outre l'ordre du jour des futures sessions de la Conférence à sa 323e session (mars 2015), y compris l'examen de trois questions proposées: i) la coopération au développement efficace de l'OIT dans un contexte mondial en évolution (discussion générale); ii) la violence contre les femmes et les hommes dans le monde du travail (action normative, double discussion); iii) la migration de travail (discussion générale) [13].

19. A ce jour, en application des décisions du Conseil d'administration, les questions ad hoc inscrites à l'ordre du jour des sessions de la Conférence de ces trois prochaines années sont les suivantes.

Tableau 1. Questions ad hoc inscrites à l'ordre du jour de la Conférence pour la période 2015-2017

104e session (juin 2015)	105e session (juin 2016)	106e session (juin 2017)
1. Faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle – Action normative, procédure de double discussion (seconde discussion)	1. Le travail décent au service de la paix, de la sécurité et de la résilience aux catastrophes: révision de la recommandation (no 71) sur l'emploi (transition de la guerre à la paix), 1944 – Action normative, procédure de double discussion (première discussion)	1. Le travail décent au service de la paix, de la sécurité et de la résilience aux catastrophes: révision de la recommandation (no 71) sur l'emploi (transition de la guerre à la paix), 1944 – Action normative, procédure de double discussion (seconde discussion)
2. Les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs – Discussion générale	2. Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales – Discussion générale	2. Discussion récurrente sur l'objectif stratégique des principes et droits fondamentaux au travail en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable
3. Discussion récurrente sur l'objectif stratégique de la protection sociale (protection des travailleurs) en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable	3. Evaluation de l'impact de la Déclaration de l'OIT de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable	

[13] Documents GB.322/INS/2 et GB.322/PV/Projet, paragr. 17.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

20. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention, un délégué à la Conférence ou le Conseil d'administration d'office. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

Bahreïn

21. Le 15 juin 2011, des délégués travailleurs à la 100e session (2011) de la Conférence internationale du Travail ont présenté une plainte contre le gouvernement de Bahreïn, en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, pour non-respect de la convention (no 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. La question de la recevabilité de la plainte a été soumise au Conseil d'administration à ses 312e (novembre 2011), 313e (mars 2012), 316e (novembre 2012), 317e (mars 2013) et 319e (octobre 2013) sessions et, enfin, à sa 320e session (mars 2014).

22. En novembre 2011, le Conseil d'administration a décidé de reporter tout examen de la plainte à sa prochaine session, suite à la proposition du gouvernement de Bahreïn d'instituer au niveau national une commission tripartite chargée d'examiner la question des licenciements et des réintégrations signalés dans la plainte et de faire parvenir au Directeur général un rapport d'étape [14]. Trois missions du Bureau ont eu lieu dans le pays. La première mission s'est déroulée du 29 février au 11 mars 2012 et faisait suite à une demande adressée au Directeur général du BIT par la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU). Pendant la mission, le 11 mars 2012, les mandants tripartites ont signé un accord tripartite concernant les questions soulevées dans le cadre de la plainte [15]. A la demande de la GFBTU, une autre mission du Bureau s'est rendue sur place du 7 au 10 octobre 2012. Cependant, même si certains progrès ont été accomplis, il n'a pas été possible d'aboutir à un accord pendant la mission [16]. Le Conseil d'administration ayant demandé en mars 2013 que l'on recueille toutes les informations pertinentes sur l'application de l'accord tripartite de 2012 [17], une autre mission a été envoyée dans le pays les 7 et 8 octobre 2013 [18].

23. L'«Accord tripartite sur le règlement définitif du dossier concernant les travailleurs licenciés», signé par le gouvernement, la GFBTU et la Chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn (BCCI), a été remis au Bureau le 10 mars 2014. Le Bureau a également reçu une lettre signée par les parties signataires de l'Accord tripartite complémentaire, 2014, qui demandait au Conseil d'administration de considérer que la plainte n'exigeait plus d'action complémentaire de sa part. A sa 320e session (mars 2014), le Conseil d'administration a accueilli favorablement l'Accord tripartite complémentaire de 2014 conclu par le gouvernement de Bahreïn, la GFBTU et la BCCI,

[14] Document GB.312/INS/16/1, paragr. 2, tel que modifié.

[15] Document GB.313/INS/13/1, paragr. 8 et 9, et annexe I.

[16] Document GB.316/INS/15/1(Rev.), paragr. 9 et 17.

[17] Document GB.317/INS/13/1, paragr. 39, tel que modifié.

[18] Document GB.320/INS/9.

considérant que, avec l'Accord tripartite de 2012, il traitait tous les problèmes visés par la plainte et prévoyait des mesures pour résoudre toutes les questions en suspens. Le Conseil d'administration a également invité la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations à procéder, dans le cadre de l'examen de la mise en œuvre par le gouvernement de Bahreïn de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, au suivi de l'application de l'Accord tripartite de 2012 et de l'Accord tripartite complémentaire de 2014, et il a invité le Bureau à accorder une assistance technique, si le gouvernement de Bahreïn, la GFBTU et la BCCI en faisaient la demande, aux fins de l'application complète et effective des deux accords susmentionnés.

24. Le Conseil d'administration a également décidé que la plainte n'appelait pas d'action complémentaire de sa part. Il a déclaré close la procédure engagée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT et concernant la plainte visée [19].

Bélarus

25. On rappellera que, à sa 288e session (novembre 2003), le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le gouvernement du Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête en novembre 2004 et a chargé le Comité de la liberté syndicale de contrôler le suivi des recommandations de la commission et de celles que la commission d'experts formule dans son examen périodique de l'application de ces conventions. En juin 2013, la Commission de l'application des normes a invité le gouvernement à accepter une mission de contacts directs en vue d'obtenir un panorama complet de la situation des droits syndicaux dans le pays et d'aider le gouvernement à mettre en œuvre, rapidement et efficacement, toutes les recommandations en suspens qui ont été formulées par la commission d'enquête. A sa 320e session (mars 2014), le Conseil d'administration a été saisi d'un rapport de la mission de contacts directs qui s'était rendue au Bélarus en janvier 2014. La mission de contacts directs a conclu que la situation des droits syndicaux avait évolué mais qu'il n'y avait pas eu de changement fondamental ni de progrès notable dans la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête visant à amender la législation en vigueur. En outre, si certains problèmes précédemment soulevés s'étaient atténués, de nouveaux avaient surgi. Le Conseil d'administration a pris note des informations contenues dans le rapport et fourni des orientations au Bureau.

26. En juin 2014, la Commission de l'application des normes a noté que, à la lumière des conclusions et des propositions concrètes formulées par la mission de contacts directs, le gouvernement a accepté l'assistance technique du BIT pour réaliser une série d'activités destinées à améliorer le dialogue social et la coopération entre les mandants tripartites à tous les niveaux, ainsi qu'à renforcer la connaissance et la prise de conscience des droits afférents à la liberté syndicale. Elle a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ces activités contribueront à la mise en œuvre effective des recommandations de la commission d'enquête et elle a formulé l'espoir que ces activités seraient suivies de résultats concrets. La Commission de l'application des normes a invité le gouvernement à communiquer à la commission d'experts, en vue de sa réunion de cette année, des informations détaillées sur les résultats des activités précitées et toutes autres mesures prises afin de mettre en œuvre les recommandations en suspens

[19] Document GB.320/INS/15/1, paragr. 20, tel que modifié.

des organes de contrôle de l'OIT, et elle a déclaré qu'elle voulait croire qu'elle serait en mesure de noter, à sa prochaine session, des progrès significatifs concernant toutes les questions en suspens. La commission a décidé de faire figurer ses conclusions dans un paragraphe spécial de son rapport.

Fidji

27. A sa 319e session (octobre 2013), le Conseil d'administration a décidé que la plainte présentée, en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, par des délégués des travailleurs à la 102e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2013), contre le gouvernement des Fidji pour non-respect de la convention (no 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, était recevable. A sa 320e session (mars 2014), compte tenu des inquiétudes que continue d'inspirer la situation des syndicats aux Fidji, le Conseil d'administration: *a)* a prié une fois encore le gouvernement des Fidji d'accepter d'accueillir la mission de contacts directs du BIT, dotée du mandat précédemment convenu sur la base des conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale dans le cas no 2723; et *b)* a décidé que, si la mission de contacts directs n'avait pas lieu à temps pour qu'un rapport soit soumis au Conseil d'administration lors de sa 322e session (octobre-novembre 2014), celui-ci devrait constituer lors de cette 322e session une commission d'enquête en vertu de l'article 26. La mission de contacts directs a eu lieu du 6 au 11 octobre 2014 et son rapport a été soumis au Conseil d'administration lors de sa 322e session (octobre-novembre 2014) [20]. Prenant note des informations contenues dans le rapport, le Conseil d'administration a reporté sa décision concernant l'établissement d'une commission d'enquête à sa 323e session (mars 2015) et a invité le gouvernement à fournir des informations supplémentaires concernant la plainte.

Guatemala

28. Par une déclaration adressée à la 101e session (juin 2012) de la Conférence, 10 délégués travailleurs ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement du Guatemala pour non-respect de la convention no 87. A sa 316e session (novembre 2012), considérant la plainte recevable, le Conseil d'administration a prié le Bureau d'obtenir du gouvernement et des organisations d'employeurs et de travailleurs du Guatemala des informations pertinentes et de faire rapport au Conseil d'administration à sa session de mars 2013.

29. A sa 317e session (mars 2013), le Conseil d'administration a décidé de reporter à sa 319e session (octobre 2013) la décision de constituer une commission d'enquête chargée d'examiner la plainte en question. Le Conseil d'administration a pris cette décision compte tenu du protocole d'accord conclu le 26 mars 2013 entre le groupe des travailleurs du Conseil d'administration du BIT et le gouvernement du Guatemala. Pour donner suite au protocole d'entente, une représentation de l'OIT a été établie au Guatemala au début du mois de juillet 2013, et il a été convenu qu'une mission tripartite de haut niveau se rendrait au Guatemala pour s'assurer que le protocole d'entente était appliqué. Cette mission s'est déroulée du 23 au 27 septembre 2013.

30. A sa 319e session (octobre 2013), le Conseil d'administration a décidé de reporter, à sa 320e session (mars 2014), la décision de constituer une commission d'enquête. Il a pris cette décision compte tenu, d'une part, des conclusions de la mission tripartite de haut niveau et, d'autre part, de la feuille de route adoptée par le gouvernement du Guatemala en consultation avec les partenaires sociaux du pays pour accélérer la mise en

[20] Document GB.322/INS/9/2.

œuvre du protocole d'accord mentionné précédemment. A sa 320e session (mars 2014), le Conseil d'administration a décidé de reporter la décision de constituer une commission d'enquête à sa 322e session (octobre-novembre 2014), compte tenu des informations fournies par le gouvernement et les partenaires sociaux du Guatemala au sujet de l'application du protocole d'accord et de la feuille de route. A sa 322e session (octobre-novembre 2014), le Conseil d'administration a décidé de reporter à sa 323e session (mars 2015) la décision de constituer une commission d'enquête. Il a pris cette décision compte tenu, d'une part, des informations fournies par le gouvernement et par les organisations d'employeurs et de travailleurs du Guatemala et, d'autre part, des informations recueillies par la mission de l'OIT qui s'est déroulée en septembre 2014 au sujet de la suite donnée à la feuille de route adoptée le 17 octobre 2013 par le gouvernement du Guatemala en concertation avec les partenaires sociaux du pays pour accélérer la mise en œuvre du protocole d'accord conclu le 26 mars 2013 entre le groupe des travailleurs du Conseil d'administration du BIT et le gouvernement du Guatemala.

Qatar

31. A la 103e session de la Conférence (juin 2014), par une communication adressée au Directeur général, 12 délégués travailleurs ont présenté une plainte contre le gouvernement du Qatar, en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, alléguant le non-respect de la convention (no 29) sur le travail forcé, 1930, et de la convention (no 81) sur l'inspection du travail, 1947. A sa 322e session (octobre-novembre 2014), le Conseil d'administration a déclaré la plainte recevable et a demandé au Bureau d'obtenir du gouvernement et des organisations d'employeurs et de travailleurs du Qatar des informations pertinentes et de faire rapport au Conseil d'administration en mars 2015.

Zimbabwe

32. A sa 303e session (novembre 2008), le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le gouvernement du Zimbabwe de la convention (no 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (no 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. En mars 2010, le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête. A cette même session, il a soutenu la proposition de la commission selon laquelle le BIT devrait continuer d'aider le gouvernement et les partenaires sociaux à mettre en œuvre les recommandations de la commission.

33. A la 102e session (juin 2013) de la Conférence, la Commission de l'application des normes a invité le gouvernement à accepter une mission d'assistance technique de haut niveau chargée d'évaluer les obstacles à l'application rapide des recommandations de la commission d'enquête et à la mise en application pleine et entière de la convention no 87, en droit et dans la pratique. La mission s'est rendue au Zimbabwe en février 2014; le gouvernement lui a apporté son plein soutien.

B. Réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution

34. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la commission d'experts. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2014.

Pays	Convention	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Argentine	Convention (nº 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948	Centrale des travailleurs argentins (CTA)	Close: retrait de la réclamation par l'organisation plaignante
Bolivie (Etat plurinational de)	Convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Centrale des travailleurs de Bolivie (COB)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 321e session (juin 2014)
Chili	Convention (nº 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, convention (nº 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933	Collège des professeurs du Chili A.G.	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 308e session (juin 2010)
Chili	Convention (nº 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Premier syndicat inter-entreprises de boulangers mapuches de Santiago	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 320e session (mars 2014)
Chili	Convention (nº 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006	Collège des professeurs du Chili A.G.	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 320e session (mars 2014)
Emirats arabes unis	Convention (nº 29) sur le travail forcé, 1930	Confédération syndicale internationale (CSI)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322e session (octobre-novembre 2014)
Espagne	Convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947	Fédération publique des associations de sous-inspecteurs du travail et de la sécurité sociale (FESESS)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 321e session (juin 2014). Document GB.321/INS/9/2
Espagne	Convention (nº 158) sur le licenciement, 1982	Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) et Union générale des travailleurs (UGT)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 321e session (juin 2014). Document GB.321/INS/9/4
Espagne	Convention (nº 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957	Association professionnelle Forum judiciaire indépendant	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322e session (octobre-novembre 2014)
Espagne	Convention (nº 131) sur la fixation des salaires minima, 1970	Union générale des travailleurs (UGT); Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322e session (octobre-novembre 2014)
France	Convention (nº 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957	Confédération générale du travail-Force ouvrière (FO)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322e session (octobre-novembre 2014)
République de Moldova	Convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947	Confédération nationale des syndicats de Moldova (NCTUM)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 319e session (octobre 2013)
Pays-Bas	Convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947, convention (nº 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, convention (nº 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV); Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV); et Confédération syndicale des cadres moyens et supérieurs (MHP)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 316e session (novembre 2012)

Pays	Convention	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Pérou	Convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947	Confédération autonome des travailleurs du Pérou (CATP)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 321e session (juin 2014). Document GB.321/INS/9/1
Pologne	Convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Alliance nationale des syndicats de Pologne	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 321e session (juin 2014)
Portugal	Convention (nº 137) sur le travail dans les ports, 1973	Syndicat des aconiers, des débardeurs et des employés chargés de la vérification du Portugal central et méridional; Syndicat XXI-Association syndicale du personnel administratif, des techniciens, et exploitants aux terminaux de cargaison des conteneurs du port de Sines; Syndicat des débardeurs du port d'Aveiro; et Syndicat des aconiers, des débardeurs et des employés chargés de la vérification du port de Caniçal	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 319e session (octobre 2013)
Portugal	Convention (nº 29) sur le travail forcé, 1930, convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Fédération nationale des syndicats des travailleurs des services sociaux du secteur public (FNSTFPS)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322e session (octobre-novembre 2014)
Portugal	Convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947, convention (nº 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, convention (nº 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Syndicat des inspecteurs du travail (SIT)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 319e session (octobre 2013)
Qatar	Convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Confédération syndicale internationale (CSI); Fédération internationale des ouvriers du transport	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 322e session (octobre-novembre 2014)
Qatar	Convention (nº 29) sur le travail forcé, 1930	Confédération syndicale internationale (CSI); et Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 320e session (mars 2014). Document GB.320/INS/14/8
Royaume-Uni	Convention (nº 29) sur le travail forcé, 1930	Syndicats UNISON, GMB et Napo	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 320e session (mars 2014)
Slovaquie	Convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, convention (nº 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969	Association syndicale slovaque des soins de santé et des services sociaux	Close: déclarée non recevable par le Conseil d'administration à sa 322e session (octobre-novembre 2014)

C. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

35. Lors de ses dernières sessions (mars, juin et novembre 2014), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 189 cas concernant 78 pays. Il a présenté à leur sujet des conclusions intérimaires ou définitives, ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (371e, 372e et 373e rapports). Un grand nombre de ces cas ont été examinés par le Comité de la liberté syndicale à plusieurs reprises. Le comité a par ailleurs été saisi de deux nouveaux cas depuis la dernière session de la commission d'experts. Le comité a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas nos 2963 (Chili), 2684 (Equateur), 3013 (El Salvador), 2990 (Honduras) et 2892 (Turquie).

Assistance et coopération techniques

A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions

Arabie saoudite

36. Suite aux conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail, lors de sa 102e session (2013), et aux questions soulevées par la commission d'experts à sa 84e session (novembre-décembre 2013) sur l'application de la convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, une mission de contacts directs s'est rendue à Riyad du 1er au 6 février 2014. Les objectifs de la mission étaient les suivants: évaluer les progrès accomplis dans la formulation et l'adoption d'une politique nationale d'égalité visant à lutter contre la discrimination fondée sur tous les motifs énumérés par la convention nº 111; examiner la situation des travailleurs et des travailleuses migrants, y compris les travailleurs domestiques; et faire des suggestions afin d'aider le gouvernement et les partenaires sociaux à continuer à faire des progrès tangibles dans l'application de la convention nº 111. La mission a pris note d'une demande d'assistance technique afin d'élaborer une politique nationale d'égalité, notamment des mesures de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités des fonctionnaires, y compris les inspecteurs du travail, et des agences gouvernementales ainsi que des magistrats et des représentants des employeurs et des travailleurs.

République islamique d'Iran

37. Lors de la 102e session (2013) de la Conférence internationale du Travail, la Commission de l'application des normes a prié instamment le gouvernement d'accepter une mission de haut niveau afin d'examiner les questions soulevées par la commission d'experts et la Commission de la Conférence sur l'application de la convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. Une mission de haut niveau a été effectuée par le Bureau du 4 au 8 mai 2014. L'objectif de cette mission était d'examiner et de discuter avec les mandants et autres parties intéressées les questions relatives à la discrimination à l'encontre des femmes et des minorités religieuses et ethniques et à l'égalité des chances en matière d'éducation, de formation, d'emploi et de profession ainsi que toute question législative pertinente. La mission a également eu l'occasion de discuter des dernières évolutions en matière de liberté syndicale dans le pays et de solutions pour aller de l'avant avec le gouvernement et les partenaires sociaux. Au cours de la mission, a été exprimée la nécessité d'obtenir de l'assistance technique et de partager des informations en ce qui concerne les recherches sur la situation des femmes sur le marché du travail et les indicateurs du travail décent, la sensibilisation des fonctionnaires du gouvernement et du public en général, les activités visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin, notamment dans de nouveaux domaines tels que les technologies de l'information et de la communication et les emplois verts, et à développer les compétences des femmes ainsi que le renforcement des capacités des organisations de travailleurs dans le pays. Lors de la session de juin 2014 de la Conférence internationale du Travail, un protocole d'accord a été signé entre le ministère des Coopératives, du Travail et de la Protection sociale de la République islamique d'Iran et le Centre international de formation de l'OIT, dans lequel sont énoncées les thématiques prioritaires en vue d'une coopération future.

Kenya

38. Une mission d'assistance technique s'est déroulée en août 2014 pour donner suite aux conclusions adoptées par la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail en juin 2013 concernant l'application par le Kenya de la convention (nº 138) sur l'âge minimum, 1973. La mission s'est réunie avec les représentants de plusieurs ministères ainsi qu'avec les partenaires sociaux pour discuter des lacunes de mise en œuvre en ce qui concerne les conventions relatives au travail des enfants. La mission a été informée qu'un projet de réglementation en matière de travail des enfants serait adopté rapidement, conformément à la demande formulée en ce sens par les organes de contrôle depuis plusieurs années.

Paraguay

39. En juin 2013, la Commission de la Conférence a examiné l'application par le Paraguay de la convention (nº 29) sur le travail forcé, 1930, et a demandé au Bureau de fournir une assistance technique renforcée et étendue. A l'invitation du gouvernement, une mission pluridisciplinaire conduite par la directrice du Département des normes internationales du travail s'est rendue dans le pays en octobre 2014. La mission a rencontré le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, les plus hauts représentants des partenaires sociaux, ainsi que des représentants du pouvoir judiciaire et d'autres institutions publiques. Dans le cadre de cette mission, les représentants du gouvernement et des partenaires sociaux ont signé un protocole d'accord relatif aux normes internationales du travail, qui prévoit notamment, avec l'assistance et l'appui de l'OIT, la création d'un programme d'éducation et de formation en matière de normes internationales du travail, la réalisation d'une étude sur les possibilités de mettre les normes en adéquation avec les dispositions des instruments ratifiés par le Paraguay et l'organisation d'un séminaire tripartite national sur les normes internationales du travail relatives à la négociation collective.

B. Coopération technique fournie par les bureaux extérieurs

1. Afrique

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Afrique du Sud (mars)	NORMES et SECTOR au siège, un spécialiste des normes	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), et convention (nº 188) sur le travail dans la pêche, 2007	Formation et renforcement des capacités	Ministère du Travail, partenaires sociaux, Autorité sud-africaine pour la sécurité maritime (SAMSA), ministère des Transports	Renforcer les capacités du ministère du Travail en ce qui concerne les deux conventions et promouvoir la collaboration avec la SAMSA et le ministère des Transports aux fins de la présentation de rapports et la mise en œuvre des conventions.
Afrique du Sud (mars)	Spécialiste des normes	Convention (nº 100) sur l'égalité de rémunération, 1951	Formation	Organisations de travailleurs	Aider les organisations de travailleurs lors du processus d'amendement de la législation.
Afrique du Sud (septembre)	NORMES	Obligation de faire rapport	Suivi des commentaires des organes de contrôle	Mandants tripartites	Renforcer les capacités en matière d'élaboration et communication des rapports.
Afrique du Sud (octobre)	Spécialiste des normes	Validation des recommandations prioritaires en vue de donner effet aux commentaires de la CEACR	Suivi des commentaires de la CEACR	Mandants tripartites/ niveau interministériel	Sensibiliser les administrations publiques (au-delà du seul ministère du Travail) et les partenaires sociaux aux mesures devant être adoptées pour donner effet aux commentaires de la CEACR. Aider le pays à se fixer des priorités à cet effet et établir des plans d'action concrets.
Afrique du Sud (octobre)	Spécialistes des statistiques et des normes	Convention (nº 160) sur les statistiques du travail, 1985	Activités promotionnelles	Ministère du Travail, ministère des Statistiques, partenaires sociaux	Information sur la convention en vue de sa ratification.
Bénin (juillet)	NORMES	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)	Renforcement des capacités	Gouvernement	Elaboration du premier rapport sur la MLC, 2006.
Bénin (juillet)	Spécialiste des normes	Inspection du travail	Renforcement des capacités	Inspecteurs du travail	Renforcer les capacités des inspecteurs du travail.
Bénin (novembre)	Spécialistes des normes, ACTRAV, ACT/EMP, FPRW	DPI 8	Renforcement des capacités	Mandants tripartites	Identification des secteurs à évaluer pour éradiquer les formes inacceptables de travail.
Bénin (décembre)	Spécialiste des normes	Convention (nº 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et convention (nº 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006	Services consultatifs	Mandants tripartites	Réalisation d'une analyse comparative. Atelier de validation prévu en 2015.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Botswana (février)	Spécialiste des normes, directeur adjoint du bureau de l'OIT à Pretoria	Réunion des ministres du Travail de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)	Promotion de toutes les conventions relatives à la gouvernance et de la convention (nº 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978	Délégations tripartites du travail des pays de la SADC	Proposition faite à la SADC d'inclure les demandes de ses membres pour la réalisation d'une analyse des lacunes en ce qui concerne les conventions relatives à la gouvernance encore non ratifiées ainsi que la convention nº 151.
Botswana (août)	Spécialiste des normes, spécialistes de l'administration du travail et du dialogue social	Atelier de validation de l'analyse des lacunes sur la convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947	Promotion de la ratification de la convention nº 81	Mandants tripartites et autres ministères techniques (notamment ministères des Mines et de la Défense et service du Conseiller juridique)	Promotion de la ratification de la convention en recensant les lacunes de la législation. Validation de l'analyse des lacunes effectuée à cette fin. Fourniture des avis consultatifs sur demande.
Botswana (août)	Spécialiste des normes (secondé par des spécialistes d'ACT/EMP et ACTRAV)	Validation des recommandations prioritaires visant à donner effet aux commentaires de la CEACR	Suivi des commentaires de la CEACR	Mandants tripartites et autres ministères techniques (notamment ministères des Mines et de la Défense et service du Conseiller juridique)	Sensibilisation des administrations publiques en général (au-delà du seul ministère du Travail) et des partenaires sociaux sur les mesures à prendre pour donner suite aux commentaires de la CEACR. Aider le pays à définir des priorités à cet effet et à établir des plans d'action concrets. Plans d'action élaborés, en attente de finalisation. Appui à cet égard.
Burkina Faso (mars)	Spécialiste des normes	Normes internationales du travail	Suivi des commentaires des organes de contrôle	Mandants tripartites	Validation de l'étude pour la mise en conformité de la législation avec les normes internationales du travail.
Cameroun (janvier-février)	Spécialiste des normes	Sécurité sociale, développement des ressources humaines	Promotion de la ratification	Mandants tripartites	Etude sur la possibilité de ratifier les conventions nºs 102 et 142.
Cameroun (février)	Spécialiste des normes	Travail des enfants, convention (nº 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999	Suivi des commentaires de la CEACR	Mandants tripartites	Elaboration et validation d'un plan d'action national de lutte contre le travail des enfants.
Cameroun (avril)	Spécialiste des normes Spécialiste de la protection sociale	Sécurité et santé au travail	Activité de promotion	Mandants tripartites	Activité de sensibilisation en ce qui concerne les risques chimiques sur le lieu de travail et les instruments de l'OIT relatifs à la SST.
Cameroun (juillet)	Spécialiste des normes avec la participation du Centre de Turin	Renforcement des capacités	Formation	Parlementaires	Atelier de formation sur les normes internationales du travail à l'intention des sénateurs et députés.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Cameroun (août)	Spécialiste des normes Spécialiste de genre CNUDHD-AC	Peuples indigènes, convention (nº 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Formation	Journalistes	Atelier national de renforcement des capacités pour les professionnels des médias en ce qui concerne les droits des peuples autochtones, à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones. Elaboration d'un guide sur ce sujet.
Côte d'Ivoire (décembre)	Spécialiste des normes	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), et convention (nº 188) sur le travail dans la pêche, 2007	Services consultatifs	Mandants tripartites	Réalisation d'une analyse comparative. Atelier de validation prévu en 2015.
Egypte (août)	Spécialiste des normes	Commentaires sur le projet de législation relative au travail (en cours)	Services consultatifs	Gouvernement et partenaires sociaux	Soutenir le pays dans son projet d'améliorer sa législation du travail suite à l'adoption de la Constitution et l'élection présidentielle de 2014.
Lesotho (mars)	Spécialiste des normes (secondé par des spécialistes de l'administration du travail, du dialogue social, d'ACT/EMP et d'ACTRAV)	Validation des recommandations prioritaires en vue de donner effet aux commentaires de la CEACR	Suivi des commentaires de la CEACR	Mandants tripartites et autres ministères techniques (notamment le service du Conseiller juridique)	Sensibiliser l'ensemble des administrations publiques (au-delà du seul ministère du Travail) et les partenaires sociaux aux mesures devant être prises pour donner suite aux commentaires de la CEACR. Aider le pays à se fixer des priorités à cet effet et à établir des plans d'action concrets.
Lesotho (mars)	Spécialiste des normes Spécialiste de l'administration du travail et du dialogue social	Révision de la législation du travail	Services consultatifs	Ministère du Travail, service du Conseiller juridique	Révision de la législation du travail.
Lesotho (septembre)	Spécialiste des normes	Normes internationales du travail (informations générales, présentation de rapports, suite à donner aux commentaires de la CEACR)	Renforcement des capacités et formation	Equipe de cinq juristes du ministère du Travail, service du Conseiller juridique, un parlementaire	Renforcement des capacités du service juridique du ministère du Travail en ce qui concerne les normes internationales dans leur ensemble. Formulation de recommandations pour donner effet aux commentaires de la CEACR.
Madagascar (octobre-décembre)	NORMES	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006); convention (nº 188) sur le travail dans la pêche, 2007; convention (nº 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011	Services consultatifs	Mandants tripartites	Analyse comparative sur la MLC, 2006, la convention nº 188 et la convention nº 189.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Malawi (octobre)	Spécialistes du travail des enfants et des normes	Travaux sur le domaine de première importance (DPI 8) (travail forcé, travail des enfants)	Suivi des commentaires de la CEACR	Ministère du Travail, autres ministères intéressés, partenaires sociaux	Assistance en matière d'élimination du travail forcé et du travail des enfants dans les plantations (stade préliminaire).
Maroc (février-novembre)	NORMES	Normes internationales du travail	Formation	Inspecteurs du travail	Guide sur les normes internationales du travail pour les inspecteurs du travail.
Maroc (septembre)	NORMES	Normes internationales du travail	Services consultatifs	Normes internationales du travail et Code du travail: étude comparative	Prendre en considération les normes internationales du travail dans le processus de révision du Code de travail.
Namibie (août)	Spécialiste des normes (secondé par un spécialiste d'ACT/EMP)	Validation des recommandations prioritaires en vue de donner effet aux commentaires de la CEACR	Suivi des commentaires de la CEACR	Mandants tripartites et autres ministères techniques (notamment ministère des Mines, de l'Education et de la Défense), forces de l'ordre	Sensibiliser l'ensemble des administrations publiques (au-delà du seul ministère du Travail) et les partenaires sociaux aux mesures devant être adoptées pour donner suite aux commentaires de la CEACR. Aider le pays à se fixer des priorités à cet effet et à établir des plans d'action concrets.
Namibie (septembre)	NORMES et SECTOR au siège, un spécialiste des normes	Convention (nº 188) sur le travail dans la pêche, 2007	Activités promotionnelles	Ministère du Travail, partenaires sociaux	Analyse des lacunes de la législation namibienne en vue de la ratification de la convention nº 188.
Rwanda (mars)	Spécialiste des normes, «Institute of Legal Practice and Development» et Centre de formation de Turin	Liberté syndicale et égalité	Formation	Magistrats, inspecteurs du travail, techniciens juridiques	Atelier national tripartite.
Rwanda (mars-juillet)	Spécialiste des normes CIF-OIT Association des journalistes du Rwanda	Droits fondamentaux	Formation	Journalistes	Atelier national de renforcement des capacités des professionnels des médias.
Rwanda (mai-juillet)	Spécialiste des normes CIF-OIT NORMES	Droits fondamentaux	Formation	Parlementaires	Atelier de sensibilisation.
Sénégal (septembre)	Spécialiste des normes	Convention (nº 183) sur la protection de la maternité, 2000	Services consultatifs	Mandants tripartites	Analyse comparative sur la convention nº 183.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Soudan (février-novembre)	Spécialiste des normes	Normes internationales du travail et économie informelle	Services consultatifs	Mandants tripartites	Réalisation d'une étude nationale sur l'économie informelle, sa nature et son étendue, ainsi que sur l'application des lois du travail aux travailleurs de l'économie informelle.
Soudan (mai)	Spécialiste des normes	Convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947	Invitation par la commission d'experts à se prévaloir de l'assistance du BIT pour mettre en œuvre la convention nº 81	Participation tripartite élargie, magistrats et parlementaires	Donner à tous les partenaires sociaux la même vision de la convention nº 81. Remédier aux lacunes dans la mise en œuvre de la convention par un programme et une stratégie fondés sur une évaluation rapide en association avec les parties prenantes. Formation de 53 inspecteurs du travail, sur des effectifs de 250 personnes, dans les 18 Etats du Soudan, un cours de formation des formateurs étant envisagé à titre de suivi pour la formation des inspecteurs restants. Les nouveaux formateurs devront en principe assumer les fonctions d'instructeurs. Un projet de stratégie visant à résoudre les problèmes organisationnels et structurels auxquels le ministère du Travail est confronté a été mis au point. Le système judiciaire a élaboré un rapport contenant les informations demandées par la commission d'experts.
Soudan (octobre)	NORMES	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)	Renforcement des capacités	Mandants tripartites	Appui au comité tripartite nouvellement établi; promotion de la ratification de la MLC, 2006.
Soudan du Sud (septembre)	NORMES	Présentation des rapports sur les normes internationales du travail	Suivi des commentaires des organes de contrôle	Mandants tripartites	Renforcement de la capacité de présenter un rapport sur les normes internationales du travail.
Swaziland (janvier)	Chef du Service de la liberté syndicale de NORMES, directeur du bureau de pays de Pretoria, spécialiste des normes assistant de programme	Mission d'enquête de haut niveau Liberté syndicale	Services consultatifs	Ensemble des administrations publiques (ministère de la Justice, service du Conseiller juridique, Vice-Premier ministre, etc.) et partenaires sociaux	Traiter des obstacles à la liberté syndicale dans le pays.
Tanzanie (Rép.-Unie de) (mars)	Spécialistes des normes (Pretoria et Dakar)	Normes internationales du travail	Formation	Tribunal du travail et autres instances judiciaires, tribunal d'arbitrage	Inciter les magistrats à tenir compte des normes internationales du travail dans les affaires relatives au travail, en vue de promouvoir la justice sociale.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Tchad (septembre)	Spécialiste des normes	Convention (nº 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976	Formation, suivi de la discussion de la Conférence	Mandants tripartites	Atelier national de formation sur les normes internationales du travail et sur le système de contrôle, l'accent étant mis sur la convention nº 144.
Togo (janvier-février)	Spécialiste des normes	Normes internationales du travail	Services consultatifs	Mandants tripartites	Analyses comparatives sur les conventions nos 81, 129, 150, 183, 187, 189, et MLC, 2006.
Togo (août)	NORMES/spécialiste des normes	Normes internationales du travail	Renforcement des capacités	Ministère du Travail	Elaboration du premier rapport sur la MLC, 2006.
Zimbabwe (novembre)	Spécialiste des normes, consultant du BIT	Normes internationales du travail	Formation	Tribunal du travail, services du Conseiller juridique	Inciter les magistrats à tenir compte des normes internationales du travail dans les affaires relatives au travail, en vue de promouvoir la justice sociale.

2. Amériques

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Bolivie (Etat plurinational de) (mai)	Spécialiste des normes	Discrimination (harcèlement sexuel et harcèlement au travail)	Services consultatifs (élaboration de lois)	Représentants du Parlement, syndicats, ministère du Travail, Service du Défenseur du peuple et membres du Groupe de travail pour l'élaboration d'un avant-projet de loi sur le harcèlement au travail et le harcèlement sexuel	Avant-projet de loi sur le harcèlement au travail et le harcèlement sexuel. Présentation de certains exemples de législation comparée de même que des commentaires formulés par la commission d'experts à la lumière de la convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.
Brésil (octobre)	Spécialiste des normes Spécialiste du VIH/sida	Egalité des chances en matière d'emploi, en particulier en ce qui concerne le VIH/sida	Renforcement des capacités et activités de formation	ENAMAT (Escola Nacional de Formação e Aperfeiçoamento de Magistrados do Trabalho) et juges du travail	Renforcement des connaissances et des capacités des juges du travail issus de 24 tribunaux du travail régionaux du Brésil et de procureurs en ce qui concerne l'égalité des chances en matière d'emploi, en particulier s'agissant de la discrimination relative au VIH/sida. Quatre-vingt-dix juges et procureurs ont participé au séminaire, dont les séances étaient retransmises par Internet à de nombreux tribunaux régionaux.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Chili (janvier)	Spécialiste des normes	Migrations, convention (nº 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975	Renforcement des capacités, activités de formation; et activités promotionnelles (en vue de la ratification de la convention nº 143)	Administration locale (municipalité de Santiago)	Séminaire «Migrations et droits de l'homme», exposé sur les droits de l'homme, les normes internationales du travail et les mouvements migratoires en Amérique latine. La municipalité de Santiago a assumé l'obligation institutionnelle quant à la définition d'un programme pour un emploi de qualité et sans exclus afin de promouvoir le travail décent à l'échelon local. A partir de juin, le BIT et la municipalité de Santiago ont travaillé ensemble à la mise en place du programme de travail pour la qualité de l'emploi et l'intégration, qui vise notamment l'insertion véritable des personnes handicapées (en lien avec la convention (nº 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983) et l'intégration professionnelle et sociale des travailleurs migrants (convention nº 143).
Chili (janvier)	Spécialiste des normes	Liberté syndicale et négociation collective	Renforcement des capacités et suivi des commentaires des organes de contrôle	Dirigeants et conseillers des centrales affiliées à la CUT-Chili	Dans le cadre de la campagne continentale pour la liberté syndicale, la négociation collective et l'autoréforme syndicale de la CSA, la CUT-Chili a organisé une série d'ateliers d'été. Ces ateliers ont visé à renforcer les connaissances des syndicats et leur capacité de défendre les droits syndicaux en tenant compte des principes énoncés dans les conventions de l'OIT sur la liberté syndicale et le droit de négociation collective et des commentaires des organes de contrôle.
Chili (mars-avril)	Spécialiste des normes	Discrimination et droits des peuples autochtones	Renforcement des capacités et activités de formation	Ecole de la magistrature du Chili	Collaboration entre le BIT et l'Ecole de la magistrature dans le domaine de la formation des juges. Elaboration conjointe d'un programme de formation qui s'inscrit dans le système du programme d'enseignement de l'Ecole de la magistrature.
Chili (avril)	Spécialiste des normes	Droits des peuples autochtones	Renforcement des capacités et activités de formation	Entreprises membres du réseau *Pacto Global Chile*	Exposé sur les principes énoncés dans la convention (nº 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, l'accent étant mis sur le droit des peuples autochtones à la consultation (décret suprême nº 66 sur la consultation des peuples autochtones). Les entreprises membres du *Pacto Global Chile* s'engagent à œuvrer pour la mise en œuvre des dix principes que le réseau défend.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Chili (mai)	Spécialiste des normes	Droits des peuples autochtones	Renforcement des capacités et activités de formation	Professionnels mapuches de la région du Bío Bío	Séminaire de l'Association des cadres mapuches (ENAMA). Participation à une série d'exposés sur le thème «La convention nº 169 et l'enjeu du Chili plurinational», aux côtés de représentants de l'Institut national des droits de l'homme (INDH), de la Confédération de la production et du commerce (CPC) et de l'association ENAMA. L'exposé était fondé sur les observations formulées par la commission d'experts au sujet de l'application de la convention nº 169 au Chili. Le thème de la représentativité des peuples autochtones a été abordé également, un règlement devant encore être adopté en la matière.
Chili (juillet)	Spécialiste des normes	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), et convention (nº 188) sur le travail dans la pêche, 2007	Renforcement des capacités, activités de formation et activités promotionnelles (en vue de la ratification de la MLC, 2006, et de la convention nº 188)	Fédération des syndicats maritimes de Puerto Montt (FESIMAR) et CUT; Direction générale du territoire maritime et de la marine marchande (DIRECTEMAR) de Puerto Montt	Assistance technique pour la tenue d'ateliers d'information et de formation sur la MLC, 2006, et la convention nº 188, et pour la réalisation d'activités de promotion visant à promouvoir la ratification de ces deux textes. Avec la tenue de ce séminaire, la FESIMAR a lancé en collaboration avec la CUT une série d'activités d'information et de formation.
Chili (septembre)	Spécialiste des normes	Peuples autochtones	Renforcement des capacités et activités de formation	Mandants tripartites	Séminaire «Application de la convention nº 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux» de la Direction régionale du travail de l'Araucanía.
Chili (novembre)	Spécialiste des normes	Discrimination	Renforcement des capacités et activités de formation	Ecole de la magistrature du Chili	Dans le cadre de la coopération mise en place entre l'OIT et l'Ecole de la magistrature du Chili, un premier cours de formation a été organisé à l'intention des candidats souhaitant occuper des fonctions au sein de la magistrature *(escalafón primario)*. Le cours, qui s'est déroulé sur trois jours et demi, a fait partie intégrante de la formation des futures juges.
Chili (décembre)	Spécialiste des normes	Migration	Activités promotionnelles (en vue de la ratification de la convention nº 143)	Mandants tripartites	Exposition, dans le cadre du séminaire «Interculturalité, inclusion sociale et migration», sur la convention nº 143, les normes internationales du travail et le travail décent.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Paraguay (février)	Spécialiste des normes	Travail forcé et droits des peuples autochtones	Suivi des commentaires des organes de contrôle	Commission nationale tripartite sur les droits fondamentaux au travail et la prévention du travail forcé; Direction des droits de l'homme de la Cour suprême de justice et représentants des peuples autochtones	Suivi des commentaires formulés par la commission d'experts au sujet de l'application de la convention (nº 29) sur le travail forcé, 1930, et de la convention (nº 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, à l'intention de la Commission nationale tripartite sur les droits fondamentaux au travail et la prévention du travail forcé et en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale pour l'élimination du travail forcé; présentation d'un document rassemblant et synthétisant les informations communiquées susceptibles de contribuer à la définition d'un plan national: «Mesures immédiates en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale à long terme pour l'élimination du travail forcé». Des ateliers régionaux et sectoriels sont organisés en ce moment pour débattre des modalités et méthodes d'application du plan national et de l'élaboration d'une stratégie nationale à long terme pour l'élimination et la prévention du travail forcé. Les conclusions de ces travaux seront soumises à la commission tripartite en vue de leur utilisation aux fins des activités de cette instance pour l'élaboration d'une stratégie nationale à long terme.
Paraguay (juillet)	Spécialiste des normes	Elaboration des rapports en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'OIT	Renforcement des capacités et activités de formation (obligations constitutionnelles)	Fonctionnaires chargés de l'élaboration des rapports sur l'application des conventions ratifiées des différentes unités du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et représentants d'autres ministères	L'Atelier sur l'établissement de rapports a lieu chaque année pour renforcer les capacités du gouvernement de satisfaire aux obligations constitutionnelles. En outre, en l'absence d'une culture collaborative bien établie entre les ministères et les autres institutions de l'Etat, l'atelier a rassemblé des représentants d'administrations publiques qui devront fournir des informations techniques en vue de l'établissement de rapports.

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Paraguay (décembre)	Spécialiste des normes	Normes	Renforcement des capacités et activités de formation	Mandants tripartites	Réunion tripartite visant à lancer le programme d'éducation et de formation en matière de normes internationales du travail conformément au protocole d'accord signé entre l'OIT (NORMES) et le gouvernement et les partenaires sociaux en octobre 2014. Les thèmes suivants y ont été abordés: liberté syndicale et négociation collective, règlement des conflits du travail selon les bonnes pratiques internationales, travail forcé. Cette réunion visait à préparer et à favoriser l'élaboration d'un programme de formation en matière de normes internationales du travail qui sera mis en œuvre entre février et juillet 2015.

3. Etats arabes

National

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Jordanie (avril)	BIT-Beyrouth	Normes internationales du travail	Renforcement des capacités	Mandants tripartites	Renforcement de la capacité sur les droits des travailleuses.
Jordanie (septembre)	Spécialiste des normes	Convention (nº 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011	Services consultatifs et activités de formation	Mandants tripartites et parlementaires	Promotion de la ratification de la convention nº 189 et de la compréhension et de l'application des principes et dispositions de cette convention. Introduction des observations de l'OIT dans le projet de loi jordanien sur les travailleurs domestiques.
Liban (novembre)	Spécialiste des normes	Convention (nº 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983	Services consultatifs et activités de formation	Organisations de travailleurs	Atelier sur la pertinence des normes internationales du travail en vue de la réadaptation des anciens combattants et de leur réinsertion sur le marché du travail.
Oman (juin)	Spécialiste des normes	Convention (nº 122) sur la politique de l'emploi, 1964	Services consultatifs et activités de formation	Participation tripartite élargie	Présentation de la convention nº 122 et des normes internationales du travail connexes. Promotion de questions plus globales relatives aux normes internationales du travail auprès du ministère de la Main-d'œuvre.

National					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Yémen (septembre)	Spécialiste des normes	Convention (nº 29) sur le travail forcé, 1930, et protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930	Services consultatifs et activités de formation	Mandants tripartites et pouvoir judiciaire	Promotion de la ratification du nouveau protocole relatif au travail forcé. Promotion des normes internationales du travail relatives au travail forcé et à la traite dans le cadre de l'examen du nouveau projet de loi yéménite sur la traite. Participation à l'élaboration de commentaires sur ce projet de loi.
Sous-régional					
Turquie (octobre) Pays arabes	Spécialiste des normes	Convention (nº 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011	Services consultatifs et activités de formation	Participation tripartite élargie	Promotion de la ratification de la convention nº 189 et de la compréhension et de l'application des principes et dispositions de cette convention.

4. Asie

National					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Bangladesh (avril)	Spécialiste des normes	Collecte de fonds pour un projet relatif aux peuples autochtones	Suivi des commentaires des organes de contrôle et sensibilisation	Gouvernement, institutions des Nations Unies et représentants des peuples autochtones	Mise en œuvre au Bangladesh également du Programme pour la promotion de la convention nº 169 (PRO 169).
Bangladesh (septembre)	Spécialiste des normes	Présentation de rapports sur les normes internationales du travail et préparation de la mission de contacts directs	Formation, sensibilisation, services consultatifs, suivi des commentaires des organes de contrôle	Mandants tripartites	Présentation de rapports de meilleure qualité et organisation d'une mission de contacts directs concernant l'application de la convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947.
Cambodge (mars/mai/août)	Spécialiste des normes	Projet de loi sur les syndicats	Suivi des commentaires de la CEACR	Ministère du Travail, partenaires sociaux	Présentation des commentaires du Bureau sur des questions encore en suspens en ce qui concerne la conformité du projet de loi sur les syndicats avec les conventions nºs 87 et 98; atelier tripartite devant permettre de recueillir les observations des organisations d'employeurs et de travailleurs sur le projet de texte.
Cambodge (août)	Spécialiste des normes	Formation sur les obligations en matière de présentation de rapports	Renforcement des capacités	Ministère du Travail	Atelier sur les obligations en matière de présentation de rapport et discussion avec le ministère du projet des rapports devant être soumis.

National					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Chine (septembre)	NORMES OIT-Beijing	Convention (nº 138) sur l'âge minimum, 1973, convention (nº 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999	Suivi des commentaires des organes de contrôle	Mandants tripartites	Meilleure application des conventions sur le travail des enfants.
Inde (février)	Spécialiste des normes	Pratiques en matière de recrutement dans la confection	Services consultatifs et activités de formation	Participation tripartite élargie	Suivi dans le cadre de l'Initiative pour un commerce éthique (ETI), étant entendu qu'une équipe est présente sur le terrain. Ces activités devraient contribuer à l'adoption d'une nouvelle législation et à la ratification de la convention (nº 181) sur les agences d'emploi privées, 1997.
Inde (juin)	Spécialiste des normes	Publication d'un rapport sur l'exclusion en Inde en 2013-14, qui comprend un chapitre sur le travail décent	Sensibilisation	Participation tripartite élargie	Connaissance plus approfondie des pratiques d'exclusion sur le marché du travail indien.
Inde (octobre)	Spécialiste des normes	Guide sur l'élimination de la vidange manuelle des latrines	Suivi des commentaires des organes de contrôle	Participation tripartite élargie	Contribution à la publication du guide.
Inde (novembre)	Spécialiste des normes	DPI 8	Services consultatifs	Mandants tripartites	Lancement de l'étude sur les devadasi en Inde (prostitution forcée liée à la caste).
Indonésie (mars)	Spécialiste des normes	Cadre juridique sur la sous-traitance	Services consultatifs	Mandants tripartites	Séminaire sur le régime de relations professionnelles en Indonésie, l'accent étant mis sur la réglementation de l'externalisation et la sous-traitance. Suivi en cours.
Indonésie (septembre)	Spécialiste des normes	Convention (nº 188) sur le travail dans la pêche, 2007	Renforcement des capacités	Ministère du Travail	Présentations sur les conventions fondamentales de l'OIT relatives au travail forcé et à la liberté syndicale dans le cadre d'un atelier de trois jours destiné à renforcer les connaissances des inspecteurs du travail concernant les droits de l'homme fondamentaux dans le monde du travail. Présentation de la convention nº 188 à des fonctionnaires du ministère du Travail. Un haut fonctionnaire du ministère a déclaré que la ratification de cette convention constituerait une priorité en 2015.

National

Pays/dates	Bureau de l'OIT/spécialiste	Thème	Type d'activité	Groupe cible	Objectifs, principaux résultats et suivi proposé
Iran (Rép. islamique d') (mai)	Spécialiste des normes	L'emploi des femmes et des minorités religieuses	Suivi des commentaires des organes de contrôle sur la convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958	Mandants tripartites	Modifications apportées à la politique relative au travail.
Rép. démocratique populaire lao (février)	Spécialiste des normes	Atelier d'ACTRAV sur la liberté syndicale	Services consultatifs	Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale	Exposé sur les conventions relatives à la liberté syndicale dans le cadre de l'atelier organisé par ACTRAV pour promouvoir les droits correspondants.
Maldives (Rép. des) (novembre)	Spécialiste des normes	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)	Formation et sensibilisation	Mandants tripartites	Appui en vue de la ratification et de la mise en œuvre de la MLC, 2006.
Népal (septembre)	Spécialiste des normes	Elaboration de rapports sur l'application des normes internationales du travail	Formation	Syndicats	Participation accrue aux activités relatives à la présentation de rapports sur l'application des normes.
Népal (septembre)	Spécialiste des normes	Finalisation des FAQ sur la convention (nº 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Suivi des commentaires des organes de contrôle	Participation tripartite élargie	Meilleure application de la convention nº 169.
Pakistan (mars et avril)	Spécialiste des normes	Préparatifs/participation à la Conférence sur le travail pour l'Asie du Sud	Activités promotionnelles	Participation tripartite élargie	Nouvelle loi sur le travail en servitude (Pakistan). Nouvelles politiques sur le travail en servitude et le travail des enfants (Etat du Pendjab). Niveau sous-régional: prise en compte des questions relatives au travail dans la charte de l'ASACR.
Pakistan (septembre)	Spécialiste des normes	Elaboration de rapports sur l'application des normes internationales du travail	Formation	Mandants tripartites	Présentation d'informations plus adéquates par les institutions provinciales et coordination plus précise par le ministère des Ressources humaines à l'échelon national.

National					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Philippines (février)	Spécialiste des normes	Convention (nº 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978	Activités promotionnelles	Directeurs de la Commission de la fonction publique	Exposé sur la convention nº 151. Réponse aux préoccupations sur la portée des droits de négociation des fonctionnaires. Le fonctionnaire national responsable est resté en contact avec la Commission de la fonction publique. Décision d'août 2014 en vue de la présentation de la convention nº 151 au Sénat dans le cadre du processus de ratification.
Philippines (février)	Spécialiste des normes	Convention (nº 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949	Suivi des commentaires de la CEACR	Représentants du ministère du Travail, autres services chargés du contrôle des marchés publics	Exposé sur les prescriptions de la convention nº 94. Examen du projet de circulaire administrative visant à donner effet aux principes de cette convention et formulation d'observations à cet égard.
Philippines (août)	Spécialiste des normes	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), et convention (nº 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011	Renforcement des capacités et élaboration des rapports	Représentants du ministère du Travail et de l'Emploi, autres institutions intéressées	Exposé sur la convention nº 189 et la MLC, 2006, discussion sur les questions restées en suspens au sujet des formulaires de rapport pour ces deux conventions. Premiers rapports pour les deux conventions dus pour 2014.
Sri Lanka (septembre)	NORMES	Convention (nº 183) sur la protection de la maternité, 2000	Services consultatifs	Mandants tripartites	Validation de l'étude sur les normes internationales du travail et sur la protection de la maternité.
Viet Nam (avril)	Spécialiste des normes	Examen des modifications au Code du travail	Services consultatifs	Ministère du Travail	Observations du Bureau sur les modifications envisagées au Code du travail en ce qui concerne la négociation collective et les travailleurs domestiques. Des recommandations relatives à des aspects mineurs ont été adoptées (certaines parties ont été adoptées sans qu'il soit tenu compte des observations du BIT).
Viet Nam (août)	Spécialiste des normes	Examen des propositions de modifications au Code pénal	Services consultatifs	Ministère du Travail	Observations et recommandations du Bureau sur les projets de dispositions du Code pénal relatives au travail forcé et à la traite des personnes. (Des consultations plus approfondies doivent encore être organisées.)

Sous-régional					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Asie du Sud (octobre)	Spécialiste des normes	Publication sur les quinze ans de l'action de l'OIT contre le travail en servitude en Asie du Sud	Sensibilisation et recherche	Université	Meilleure compréhension du travail en servitude en Asie du Sud.
Asie (novembre)	Spécialiste des normes	Intervention auprès des jurés lors d'auditions publiques relatives aux travailleurs domestiques ou aux ouvriers de la confection en Asie	Sensibilisation et suivi des commentaires des organes de contrôle	Participation tripartite élargie	Participation renforcée et plus adéquate des syndicats aux travaux du système normatif.

5. Europe

Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Moldova (Rép. de) (juin-octobre)	NORMES/spécialiste des normes	Normes internationales du travail	Renforcement des capacités	Magistrats et avocats	Renforcement de la capacité sur les normes internationales du travail et leur usage dans les tribunaux nationaux.
Ouzbékistan (mars)	NORMES/spécialiste des normes	Normes internationales du travail	Renforcement des capacités	Participation tripartite élargie	Fournir une assistance technique en vue de l'élaboration d'un PPTD mettant l'accent sur le travail des enfants et le travail forcé. Le PPTD a été adopté en avril 2014.

6. Centre international de formation de l'OIT

National					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Burundi (janvier 2013 -décembre 2014)	CIF-OIT	Egalité entre hommes et femmes	Renforcement des capacités et activités de formation	Responsables de niveau intermédiaire dans les ministères compétents et partenaires de la société civile	Faire en sorte qu'il soit tenu compte des questions relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes dans le cadre de la mise en œuvre des politiques et des stratégies sectorielles et d'intégrer ces questions d'égalité dans un système efficace d'établissement de budget, de suivi et d'évaluation. Les activités ont notamment permis une prise de conscience accrue des questions relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes et une meilleure prise en compte de ces questions dans le cycle budgétaire.

National					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Rwanda (mars-avril)	CIF-OIT, bureau de l'OIT à Dar es-Salaam «Institute of Legal Practice and Development», spécialiste des normes à Yaoundé	Le système des normes internationales du travail *(Normes internationales du travail: une formation des formateurs à l'intention des juges, juristes et professeurs de droit)*	Formation des formateurs	Juges, juristes et professeurs de droit	Juges et juristes: quand et comment utiliser les normes internationales du travail pour régler des différends relatifs au travail; les normes internationales du travail relatives aux sujets suivants: la liberté syndicale et le droit de négociation collective, l'égalité et la non-discrimination, le licenciement. Les participants ont acquis des connaissances et des compétences qui leur permettront d'utiliser les normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle de l'OIT pour régler des différends relatifs au travail et de dispenser des formations sur le système des normes internationales du travail. Les décisions de justice communiquées par les participants seront incorporées dans le Recueil des décisions de justice en ligne (http://www.compendium.itcilo.org).
Rwanda (mai-juillet)	CIF-OIT, bureaux de l'OIT à Dar es-Salaam, Yaoundé, Addis-Abeba NORMES	*(Normes internationales du travail: un atelier de sensibilisation à l'intention des parlementaires)*	Services consultatifs et activités de formation	Parlementaires, représentants de la Commission nationale des droits de l'homme	L'OIT et son système de normes internationales du travail; le rôle des parlements nationaux dans le système des normes internationales du travail: les participants ont été familiarisés avec l'OIT et son système de normes. Suivi: élaboration d'un guide introductif sur les normes internationales du travail à l'intention des parlementaires.
Rwanda (mai-juillet)	CIF-OIT, bureaux de l'OIT à Dar es-Salaam, Yaoundé, Addis-Abeba NORMES	*(La communication relative aux droits des travailleurs: un cours de formation à l'intention des journalistes et des professionnels des médias)*	Formation	Journalistes et autres professionnels des médias	Les participants ont acquis les connaissances et les compétences qui leur permettront d'utiliser les normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle de l'OIT. Suivi: nouvelles rédigées par les participants et collectées pour le concours «Les médias pour les droits au travail au Rwanda».

National					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Rwanda (juillet)	CIF-OIT, bureaux de l'OIT à Dar es-Salaam, Yaoundé, Addis-Abeba	*(La communication relative aux droits des travailleurs: un cours de formation à l'intention des responsables de la communication institutionnelle)*	Formation	Professionnels des relations publiques, responsables de l'information et de la communication et attachés de presse des ministères et organismes gouvernementaux, organisations d'employeurs et de travailleurs, organisations gouvernementales et non gouvernementales	Les participants ont acquis les connaissances et les compétences qui leur permettront d'utiliser les normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle de l'OIT au niveau national.
Rwanda (octobre)	CIF-OIT NORMES	*(Prix «Médias pour les droits au travail au Rwanda»)*	Prix	Journalistes et autres professionnels des médias	Remise du premier prix de journalisme relatif aux droits au travail utilisée pour diffuser des informations sur les normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle internationaux dans le pays. Vainqueur du prix: Remy Maurice Ufitinema pour son article «Congé de maternité: les travailleuses rwandaises divisées entre la raison et la santé».
Interrégional					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Argentine, Bahreïn, Ghana, Inde, Maurice, Nigéria, Philippines, Portugal, Samoa, Trinité-et-Tobago, Zimbabwe (mai)	CIF-OIT	Le système des normes internationales du travail; «Les nouvelles formes de relations d'emploi et le travail décent»	Formation	Représentants du ministère du Travail et des organisations de travailleurs et d'employeurs, juges et juristes, chercheurs, représentants d'ONG	Les normes internationales du travail relatives aux sujets suivants: le travail à durée déterminée ou à temps partiel, le travail à domicile, le travail domestique, le travail pour des agences de placement, les relations de travail ambiguës ou déguisées. Renforcement de la capacité des participants d'utiliser les normes internationales du travail pour améliorer la protection des droits au travail et la protection sociale des travailleurs au bénéfice de relations d'emploi atypiques. Les décisions de justice communiquées par les participants seront incorporées dans le Recueil des décisions de justice en ligne.

Interrégional					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Bangladesh, Bénin, Botswana, Cameroun, Rép. centrafricaine, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Maldives (Rép. des), Népal, Nigéria, Philippines, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Tchad, Zambie, Zimbabwe (juin-juillet)	CIF-OIT en collaboration avec NORMES	Le système des normes internationales du travail; «Normes internationales du travail pour juges, juristes et professeurs de droit»	Formation	Juges, juristes et professeurs de droit	Juges et juristes: quand et comment utiliser les normes internationales du travail pour régler des différends relatifs au travail; les normes internationales du travail relatives aux sujets suivants: la liberté syndicale et le droit de négociation collective, l'égalité et la non-discrimination, le travail forcé, le travail des enfants, le licenciement, la sécurité et la santé au travail. Les participants ont acquis des connaissances et des compétences qui leur permettront d'utiliser les normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle de l'OIT pour régler des différends relatifs au travail et de dispenser des enseignements sur ce sujet. Les décisions de justice communiquées par les participants seront incorporées dans le Recueil des décisions de justice en ligne. D'autres types d'activités de suivi seront annoncés sur la communauté de pratique en ligne sur les normes internationales du travail pour juges, juristes et professeurs de droit.
Argentine, Colombie, Guatemala, Mexique, Panama, Pérou	CIF-OIT en collaboration avec NORMES	Le système des normes internationales du travail; «Normes internationales du travail pour juges, juristes et professeurs de droit»	Formation	Juges, juristes et professeurs de droit	Juges et juristes: quand et comment utiliser les normes internationales du travail pour régler des différends relatifs au travail; les normes internationales du travail relatives aux sujets suivants: la liberté syndicale et le droit de négociation collective, l'égalité et la non-discrimination, le travail forcé. Les participants ont acquis des connaissances et des compétences qui leur permettront d'utiliser les normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle de l'OIT pour résoudre des différends relatifs au travail et de dispenser des enseignements sur ce sujet. Les décisions de justice communiquées par les participants seront incorporées dans le Recueil des décisions de justice en ligne. D'autres types d'activités de suivi seront annoncés sur la communauté de pratique en ligne sur les normes internationales du travail pour juges, juristes et professeurs de droit.

Interrégional					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Costa Rica, Rép. dominicaine, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique Nicaragua, Panama	CIF-OIT en collaboration avec NORMES, le bureau de l'OIT à San José et l'OIE	*(Atelier sur les mécanismes de contrôle de l'OIT pour les organisations d'employeurs d'Amérique centrale)*	Formation	Dirigeants des organisations d'employeurs chargés des questions relatives à l'OIT	Capacité accrue des organisations d'employeurs à participer activement au mécanisme de contrôle de l'OIT. Suivi: poursuivre la formation des employeurs sur ces questions et étendre l'activité à d'autres régions.
Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Rép. démocratique du Congo, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo	CIF-OIT en collaboration avec ACTRAV et la CSI	*(Formation sous-régionale sur l'utilisation des normes internationales du travail par les tribunaux nationaux, avec un accent spécial sur la liberté syndicale)*	Formation	Juristes travaillant dans les structures syndicales ou étant étroitement liés à leurs activités	Les participants ont acquis des connaissances et des compétences qui leur permettront d'invoquer les normes internationales du travail dans le cadre des conflits du travail portés devant les juridictions nationales.
Argentine, Bolivie (Etat plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Rép. bolivarienne du Venezuela	CIF-OIT en collaboration avec NORMES et l'OIE	*(Atelier sur les mécanismes de contrôle de l'OIT à l'intention des organisations d'employeurs d'Amérique du Sud)*	Formation	Dirigeants des organisations d'employeurs chargés des questions relatives à l'OIT	Renforcement de la capacité des organisations d'employeurs à participer activement au mécanisme de contrôle de l'OIT. Suivi: poursuivre la formation des employeurs sur ces questions et étendre cette activité à d'autres régions.

Interrégional					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Burkina Faso, Cameroun, Madagascar, Mali, Niger, Rép. centrafricaine, Rwanda, Tchad	CIF-OIT en collaboration avec NORMES et l'OIE	*(Communiquer sur les droits au travail: cours de formation à l'intention des journalistes et des autres professionnels des médias)*	Formation	Journalistes et professionnels des médias	Les participants ont acquis des connaissances et des compétences qui leur permettront d'utiliser les normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle de l'OIT lorsqu'ils couvrent des questions liées au travail et aux affaires sociales. Suivi: les articles sur les droits au travail rédigés par les participants ont été rassemblés sur le site Web du cours et sont en lice pour le prochain prix journalistique «Médias pour les droits au travail».
Brésil, Egypte, France, Gambie, Ghana, Groenland, Libéria, Népal, Pakistan, Tanzanie (Rép.-Unie de), Yémen	CIF-OIT en collaboration avec NORMES	*(Formation à distance aux meilleures pratiques en matière de présentation de rapports sur les normes internationales du travail)*	Formation	Fonctionnaires chargés de la présentation de rapports sur les normes internationales du travail; représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs chargés du suivi des activités de présentation de rapports sur les normes internationales du travail	Capacité accrue des participants à s'acquitter de leurs obligations relatives à la présentation de rapports sur les normes internationales du travail au titre de la Constitution de l'OIT.

Interrégional					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Argentine, Barbade, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Groenland, Haïti, Honduras, Hong-kong, Iles Salomon, Indonésie, Kenya, Libéria, Madagascar, Niger, Ouzbékistan, Pakistan, Pérou, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Zambie, Zimbabwe	CIF-OIT en collaboration avec NORMES	*(Normes internationales du travail)*	Formation	Participation tripartite élargie	Capacité accrue des participants à suivre les procédures relatives aux normes internationales du travail, y compris à s'acquitter de leurs obligations relatives à la présentation de rapports sur les normes internationales du travail au titre de la Constitution de l'OIT.
Arabie saoudite, Inde, Italie, Pakistan, Pays-Bas, Roumanie, Tanzanie (Rép.-Unie de)	CIF-OIT en collaboration avec MULTI	*(Normes internationales du travail et responsabilité sociale des entreprises: cadres et pratiques)*	Formation	Participation tripartite élargie	Capacité accrue des participants à promouvoir l'application de la Déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale, ainsi que les normes internationales du travail, dans le cadre des politiques et pratiques relatives à la responsabilité sociale des entreprises.
Toutes les régions (mai)	CIF-OIT en collaboration avec NORMES	*(Guide sur les normes internationales du travail)*	Activité promotionnelle	Participation tripartite élargie	Publication de la version actualisée du «Guide sur les normes internationales du travail» (disponible en anglais, français et espagnol).

Interrégional					
Pays/dates	**Bureau de l'OIT/spécialiste**	**Thème**	**Type d'activité**	**Groupe cible**	**Objectifs, principaux résultats et suivi proposé**
Toutes les régions (juin)	CIF-OIT	*(Introduction aux normes internationales du travail)*	Activité promotionnelle en ligne	Participation tripartite élargie	Mise à jour de la version anglaise du module d'auto-apprentissage en ligne «Introduction aux normes internationales du travail»; mise au point de la version espagnole de ce module.
Toutes les régions (octobre)	CIF-OIT	*(Guide sur les conventions fondamentales de l'OIT)*	Activité promotionnelle	Participation tripartite élargie	Publication du «Guide sur les conventions fondamentales de l'OIT» contenant un résumé des instruments et des recommandations qui les accompagnent (disponible en anglais et en français).
Toutes les régions (novembre)	CIF-OIT en collaboration avec NORMES	Les normes internationales du travail relatives au travail des enfants et au travail forcé et leur utilisation sur le plan judiciaire	Publication	Juges, juristes et professeurs de droit	Incorporation de deux chapitres supplémentaires sur le travail des enfants et le travail forcé dans l'ouvrage intitulé *Droit international du travail et droit interne: Manuel de formation pour juges, juristes et professeurs de droit* (disponible en anglais, en français et en espagnol).
Toutes les régions (décembre)	CIF-OIT	Les normes internationales du travail et leur utilisation sur le plan judiciaire	Services consultatifs	Juges, juristes et professeurs de droit	Diffusion d'informations sur l'utilisation des normes internationales du travail et des travaux des organes de contrôle de l'OIT par les tribunaux nationaux et internationaux *(Recueil des décisions de justice).* Mise à jour du Recueil des décisions de justice en ligne (disponible en anglais, en français et en espagnol).
Toutes les régions (décembre)	CIF-OIT	Le système des normes internationales du travail	Services consultatifs	Juges, juristes et professeurs de droit	Informations sur le système des normes internationales du travail, la documentation et les bases de données correspondantes, l'utilisation judiciaire de cet outil et l'enseignement en la matière. Création d'une communauté de pratique en ligne ouverte aux personnes ayant suivi le cours du CIF-OIT sur les normes internationales du travail pour les juges, juristes et professeurs de droit (en anglais et en français).
Toutes les régions (décembre)	CIF-OIT	*(Introduction aux normes internationales du travail)*	Activité promotionnelle en ligne	Participation tripartite élargie	Mise au point de la version française du module d'auto-apprentissage en ligne «Introduction aux normes internationales du travail».

C. Activités promotionnelles

a) Activités pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

40. En septembre 2006, le Bureau international du Travail a adopté un plan d'action sur cinq ans (2006-2011) visant à promouvoir une ratification large et rapide de la convention, ainsi que son application effective. La stratégie adoptée a donné d'excellents résultats pour ce qui est du premier objectif du plan d'action puisque la MLC, 2006, est entrée en vigueur le 20 août 2013, devenant ainsi un instrument international contraignant pour les 30 premiers Membres dont la ratification avait été enregistrée en date du 20 août 2012 [21]. Pour les Membres dont la ratification a été enregistrée après le 20 août 2012, et conformément au paragraphe 4 de son article VIII, la MLC, 2006, entrera en vigueur douze mois après la date de l'enregistrement de cette ratification par le Directeur général. A ce jour, le nombre de ratifications d'instruments reçues et enregistrées est de 64, ce qui représente au total largement plus de 80 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale. De plus, les ratifications de deux Membres [22] seront enregistrées dès que le Bureau aura reçu les renseignements relatifs aux branches de la protection de sécurité sociale devant lui être communiqués en vertu des paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5 de la convention.

41. En avril 2014, la Commission tripartite spéciale instituée en vertu de l'article XIII de la MLC, 2006, a tenu sa première réunion et adopté un ensemble de propositions d'amendement au code de la convention faisant obligation aux armateurs de mettre en place une garantie financière en cas d'abandon des gens de mer ou encore en vue de l'indemnisation des gens de mer et de leur famille en cas de décès ou d'incapacité de longue durée des gens de mer résultant d'un accident du travail ou d'un risque professionnel.

42. En juin 2014, lors de la 103e session de la Conférence, les mandants ont voté massivement en faveur de ces amendements [23]. Ceux-ci ont par la suite été communiqués aux Etats Membres pour qu'ils les examinent en application de la «procédure d'acceptation tacite» prévue à l'article XV, paragraphe 7, de la MLC, 2006, relative à l'amendement du Code de la convention. Les amendements adoptés entreront en vigueur au début de 2017, sauf désaccord important des gouvernements des Etats ayant ratifié la convention [24].

---

[21] Les ratifications des 30 Membres suivants avaient été enregistrées en date du 20 août 2012 et représentaient au total près de 60 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale: Antigua-et-Barbuda, Australie, Bahamas, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark (ratification élargie aux îles Féroé), Espagne, îles Marshall, Kiribati, Lettonie, Libéria, Luxembourg, Norvège, Palaos, Panama, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Fédération de Russie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Singapour, Suède, Suisse, Togo et Tuvalu.

[22] Le Liban et le Monténégro ont également ratifié la convention, mais l'enregistrement des ratifications est en attente des informations demandées.

[23] Les textes adoptés sont accessibles à l'adresse suivante: http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/103/reports/committee-reports/WCMS_248906/lang--fr/index.htm.

[24] Les paragraphes 7 et 8 de la MLC, 2006, énoncent les principes applicables à l'entrée en vigueur des amendements au Code en vertu de la procédure d'acceptation tacite:

> «7. Un amendement approuvé par la Conférence est réputé avoir été accepté sauf si, avant la fin du délai prescrit, plus de 40 pour cent des Membres ayant ratifié la convention et représentant 40 pour cent au

43. Il convient de rappeler à cet égard que la Sous-commission sur les salaires des gens de mer de la Commission paritaire maritime s'est réunie en février 2014 et qu'elle a mis à jour le montant mensuel du salaire de base des matelots qualifiés. Ce montant passera de 585 à 592 dollars E.-U. à compter du 1er janvier 2015 puis à 614 dollars E.-U. à compter du 1er janvier 2016.

44. Outre l'entrée en vigueur de la MLC, 2006, des mesures ont été prises pour assurer la mise en œuvre effective de l'instrument au niveau national, en renforçant les capacités des systèmes d'inspection du travail maritime dans les Etats du pavillon et dans les Etats du port avant que la convention n'y entre en vigueur. On espère, avec ce renforcement anticipé des capacités d'inspection, que les pays qui ratifieront la MLC, 2006, seront mieux à même de venir à bout de la tâche colossale que représentent l'inspection et la certification des navires avant l'entrée en vigueur de la convention.

45. A cet effet, le Bureau a mis au point différents cours et ateliers de formation qui s'inscrivent pour la plupart dans le cadre de l'Académie du travail maritime créée par le Centre de Turin.

- Lancée en 2011, l'Académie du travail maritime de l'OIT offre un programme de six formations spécialisées (volets 1 à 6). Cinq formations sont venues s'ajouter à la formation de formateurs et d'inspecteurs maritimes sur l'application de la MLC, 2006 (volet 1); elles s'adressent aux conseillers juridiques qui interviendront dans la transposition des dispositions de la MLC, 2006, dans la législation nationale (volet 2); aux exploitants de navires et aux officiers de marine (volet 3); aux représentants des gens de mer (volet 4); au secteur des croisières (volet 5); et aux agences de recrutement et de placement (volet 6).
- D'après les informations du Centre de Turin, au 26 août 2014, 20 personnes avaient suivi le volet 1 du programme et 29 le volet 2. Ont été organisées une autre session du volet 1 (septembre) et une première session du volet 3 (décembre), du volet 4 (octobre) et du volet 6 (septembre).

46. Le Bureau a également répondu aux demandes d'assistance des Membres souhaitant se doter des moyens nécessaires pour mener à bien les travaux législatifs préalables à la ratification de la MLC, 2006, ce qui l'a amené notamment à coordonner son action avec celle des bureaux régionaux ou sous-régionaux de l'OIT afin d'aider quelque 40 pays à analyser les lacunes de leur législation. Il a par ailleurs apporté une assistance technique aux mandants tripartites sous la forme d'ateliers nationaux. Ainsi, un atelier tripartite a eu lieu en Namibie (février), en Afrique du Sud (mars) et à Maurice (mai) sur les principales dispositions de la MLC, 2006. Lors des ateliers tenus en Namibie et en Afrique du Sud, il a été question en outre de la convention (no 188) sur le travail dans la pêche, 2007. Lors de l'atelier tenu à Maurice, un projet de règlement donnant effet aux dispositions de la MLC, 2006, a été présenté et débattu.

47. En octobre 2014, une réunion d'experts s'est tenue afin d'examiner et d'adopter des directives pour la mise en œuvre des dispositions relatives à la sécurité et la santé des gens de mer de la MLC, 2006. Les Membres pourront s'appuyer sur ces directives pour donner effet à la règle 4.3 et aux dispositions correspondantes du code concernant la protection de la santé et de la sécurité et la prévention des accidents.

---

moins de la jauge brute de la flotte marchande des Membres ayant ratifié la convention expriment formellement leur désaccord auprès du Directeur général.

8. Un amendement réputé avoir été accepté entre en vigueur six mois après la fin du délai fixé pour tous les Membres ayant déjà ratifié la convention, sauf ceux ayant exprimé formellement leur désaccord conformément aux dispositions du paragraphe 7 du présent article et n'ayant pas retiré ce désaccord …».

48. On rappellera que le Conseil d'administration a décidé à sa 320e session (mars 2014) de convoquer du 4 au 6 février 2015 une réunion associant experts maritimes et experts des visas afin d'examiner la faisabilité, y compris sous l'angle du rapport coûts-avantages, des diverses options envisageables afin de traiter les questions relatives à l'application de la convention (no 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, pour les Etats du pavillon, les Etats du port et les Etats pourvoyeurs de gens de mer, qu'ils aient ou non ratifié la convention, ainsi que pour les armateurs et les gens de mer.

b) Plan d'action visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs à travers une large ratification et une mise en œuvre effective de la convention (no 188) sur le travail dans la pêche, 2007

49. Le plan d'action 2011-2016 visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs a été adopté en novembre 2010. Une réunion tripartite d'experts qui doit avoir lieu du 21 au 25 septembre 2015 examinera le texte de directives pour l'inspection par l'Etat du pavillon au titre de la convention no 188.

c) Plan d'action pour parvenir à une large ratification et à une mise en œuvre effective des instruments relatifs à la sécurité et à la santé au travail (convention no 155 et son protocole de 2002, et convention no 187)

50. Le plan d'action pour parvenir à une large ratification et à une mise en œuvre effective des trois instruments relatifs à la sécurité et à la santé au travail (SST) [25], qui a été adopté par le Conseil d'administration en mars 2010, couvre la période 2010-2016. Les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan ont compris la fourniture d'une assistance technique aux pays et la mise au point d'outils de promotion. L'assistance technique a consisté en la réalisation d'analyses de projets de loi et en la formulation de conseils juridiques, à la lumière des principaux instruments relatifs à la SST; des analyses ont ainsi été consacrées aux lacunes de la législation et de la pratique nationales par rapport aux conventions pertinentes, et une assistance a pu être apportée aux fins de la formulation de politiques, de stratégies, de profils et de programmes en matière de SST au niveau national.

51. Au cours de l'année écoulée, les pays ci-après ont bénéficié d'analyses et de recommandations concernant des projets de loi ou de conseils juridiques formulés à la lumière des conventions relatives à la SST: Bangladesh, Belize, Egypte, Equateur, Gabon, Géorgie, Haïti, République des Maldives, Mexique, Mongolie, Myanmar, Niger, Qatar, Viet Nam et Zambie.

52. Des activités de coopération technique visant à promouvoir la création d'une culture de la prévention en matière de SST ont été menées à bien sous la forme de consultations tripartites, de services consultatifs ou d'ateliers dans les pays suivants: Bangladesh, Botswana, Cameroun, Chili, Costa Rica, El Salvador, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Kenya, République démocratique populaire lao, ex-République yougoslave de Macédoine, Malawi, Namibie, Népal, Pakistan, Pérou, territoires palestiniens occupés, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Seychelles, Tadjikistan, République-Unie de Tanzanie, Timor-Leste et Zambie. Avec l'appui du Bureau, des politiques ou stratégies

[25] Convention (no 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et son protocole de 2002, et convention (no 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006.

nationales dans le domaine de la SST ont été adoptées dans les pays suivants: Bangladesh, Botswana, Kenya, Namibie, Pakistan, Seychelles, République-Unie de Tanzanie et Zambie. Des profils nationaux en matière de SST ont été élaborés au Botswana, en Jamaïque, au Malawi et dans les territoires palestiniens occupés; des programmes nationaux sur la SST ont été adoptés au Malawi et en Zambie.

53. A la suite de l'accident minier de Soma, le BIT a envoyé une mission interdépartementale d'assistance technique en matière de SST en Turquie en octobre 2014. Dans le cadre de cette mission, une feuille de route visant à améliorer les conditions de sécurité et de santé au travail notamment dans le secteur minier a été adoptée par le gouvernement, des représentants des employeurs et des travailleurs et d'autres parties prenantes.

54. S'agissant des activités mondiales, il convient de signaler la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail (28 avril 2014), qui a été consacrée à la question de la sécurité et de la santé dans l'utilisation de produits chimiques au travail. Des manifestations ont été organisées dans plusieurs pays. En août 2014, le BIT a coorganisé à Francfort (Allemagne) le 20e Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail. Il a organisé dans ce cadre des ateliers techniques sur le renforcement des stratégies et des systèmes de SST et sur l'échange de données d'expérience sur la mise en œuvre de la convention n° 155, de son protocole de 2002, et de la convention n° 187.

55. Entre l'adoption du plan d'action en 2010 et le mois d'août 2014, 28 nouvelles ratifications de la convention n° 155, de son protocole de 2002, ou de la convention n° 187 [26] ont été enregistrées (dont sept ratifications en 2014), de même que 27 ratifications d'autres conventions à jour sur la SST [27].

d) Plan d'action pour une large ratification et une application effective des conventions de gouvernance

56. Le plan d'action, qui couvre la période 2010-2016, a été adopté par le Conseil d'administration en novembre 2009 [28]. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, le Bureau encourage activement tant la ratification des conventions relatives à l'inspection du travail que l'application de ces instruments et, pour ce faire, procède à des évaluations des besoins, fournit des conseils aux gouvernements, apporte son appui au dialogue social sur l'inspection du travail, organise des activités de formation et facilite l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de méthodologies concernant certaines questions particulières telles que l'économie informelle et le

[26] Convention n° 155: Argentine (13.01.14), Belgique (28.11.11), Grenade (26.06.12), Guyana (17.09.12), Maurice (25.07.14), Ukraine (04.01.12) et Zambie (23.12.13). Protocole de la convention n° 155: Argentine (13.01.14), Australie (10.08.11), Portugal (12.11.10) et Slovénie (01.03.10). Convention n° 187: Albanie (24.04.12), Allemagne (21.07.10), Argentine (13.01.14), Autriche (20.05.10), Bosnie-Herzégovine (09.03.10), Canada (13.06.11), Chili (27.04.11), ex-République yougoslave de Macédoine (03.10.12), Malaisie (07.06.12), Maurice (19.11.12), Fédération de Russie (24.02.11), Singapour (11.06.12), Slovénie (12.02.14), Togo (30.03.12), Turquie (16.01.14), Viet Nam (16.05.14) et Zambie (23.12.13).

[27] Convention n° 115: République de Corée (07.11.11) et Lituanie (27.05.13). Convention n° 127: Honduras (13.04.12) et Inde (26.03.10). Convention n° 139: République de Corée (07.11.11) et Ukraine (17.06.10). Convention n° 161: Belgique (28.02.11), Bulgarie (01.03.12) et Ukraine (17.06.10). Convention n° 162: Australie (10.08.11), Kazakhstan (05.04.11) et Maroc (13.04.11). Convention n° 167: Albanie (24.04.13). Convention n° 170: Finlande (21.01.14). Convention n° 174: Finlande (28.02.13), Fédération de Russie (10.02.12), Slovénie (01.03.10) et Ukraine (15.06.11). Convention n° 176: Belgique (02.10.12), Maroc (04.06.13), Fédération de Russie (19.07.13), Slovénie (01.03.10), Ukraine (15.06.11) et Uruguay (05.06.14). Convention n° 184: Ghana (06.06.11) et Portugal (08.11.12).

[28] Documents GB.303/PV, paragr. 253 *i)*; GB.306/LILS/6(&Corr.); GB.306/PV, paragr. 208 *b)*.

travail non déclaré, la sécurité et la santé au travail, l'égalité entre les hommes et les femmes ou le travail domestique.

57. Le Bureau a fourni aux pays ci-après une assistance consistant en l'examen de projets de loi et la formulation de recommandations à leur sujet ou en la fourniture de conseils juridiques à la lumière des conventions sur l'inspection du travail, notamment à travers des analyses des lacunes de la législation et de la pratique nationales au regard des dispositions de ces conventions: Bangladesh, Equateur, Gabon, Haïti, Honduras, Maroc, Mongolie, Niger, Paraguay, Pérou, Serbie et Viet Nam. Au Botswana, une analyse des lacunes de la législation et de la pratique nationales en ce qui concerne la convention n° 81 a été présentée lors d'un atelier tenu en août 2014. Cette analyse effectuée à la demande du gouvernement doit faciliter la ratification et la mise en œuvre de la convention. Au Soudan, un atelier national tripartite sur la convention n° 81 a été organisé en mai 2014 et a débouché sur la formation de 53 inspecteurs du travail et l'élaboration d'un projet de stratégie pour la réforme du système d'inspection du travail dans le pays. En 2014, des formations ont été organisées à l'intention des inspecteurs du travail de plusieurs pays, notamment Haïti et l'Arabie saoudite, sur la base du programme de formation du Centre international de formation de l'OIT (Centre de Turin) relatif à la mise en place de systèmes d'inspection du travail modernes et efficaces. Un cours international de deux semaines sur l'inspection et l'administration du travail a eu lieu au Centre de Turin en novembre 2014 et a réuni 39 hauts fonctionnaires de l'administration du travail de 17 pays, qui ont pu examiner les questions, tendances et difficultés clés en lien avec la mise en place de systèmes d'inspection et d'administration du travail et échanger leurs données d'expérience. En outre, au Maroc, à l'issue d'un projet d'assistance technique sur le renforcement de l'efficacité du système d'inspection du travail, un guide à l'usage des inspecteurs du travail sur les droits fondamentaux au travail a été élaboré. Il doit constituer un ouvrage de référence sur lequel les inspecteurs pourront se fonder dans l'exercice de leurs fonctions. Par ailleurs, un atelier de haut niveau sur la planification stratégique à l'intention des responsables de l'inspection du travail a été organisé dans le pays.

58. D'autres activités visant à promouvoir la ratification et l'application des conventions relatives à l'inspection du travail seront menées à bien dans le cadre du domaine de première importance (DPI) sur le thème «Renforcer la conformité des lieux de travail par l'inspection du travail». Le projet a été mis à l'œuvre à titre expérimental dans trois pays (Burkina Faso, Colombie et Viet Nam); son déploiement dans d'autres pays et régions est prévu dans le courant de 2014 et 2015.

59. Depuis l'adoption du plan d'action (soit entre novembre 2009 et décembre 2014), quatre nouvelles ratifications ont été enregistrées pour la convention n° 81 [29] et cinq pour la convention n° 129 [30]. En outre, la convention n° 122 a été ratifiée par sept pays [31] et la convention n° 144 par 15 pays [32].

[29] Afrique du Sud (20.06.13), République tchèque (16.03.11), Togo (30.03.12) et Zambie (23.12.13).

[30] Fidji (18.01.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), République tchèque (16.03.11), Togo (30.03.12) et Zambie (23.12.13).

[31] Convention n° 122: Fidji (18.01.10), Rwanda (05.08.10), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.11.10), Suisse (11.02.13), Togo (30.03.12), Trinité-et-Tobago (19.08.13) et Viet Nam (11.06.12).

[32] Afghanistan (07.04.10), Canada (13.06.11), Comores (06.06.14), Ethiopie (06.06.11), Ghana (06.06.11), Honduras (12.06.12), Israël (21.01.10), République démocratique populaire lao (29.10.10), Maroc (16.05.13), Fédération de Russie (18.12.14), Saint-Vincent-et-les Grenadines (09.10.10), Singapour (04.10.10), Slovénie (29.06.11), Tadjikistan (23.01.14) et Tunisie (11.02.14). En outre, la convention a été déclarée applicable sur le territoire non métropolitain de Saint-Martin en 2013.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Système des Nations Unies

60. Dans le cadre de la coopération instaurée avec d'autres organisations internationales sur les questions concernant le contrôle de l'application d'instruments internationaux portant sur des sujets d'intérêt commun, il est demandé aux Nations Unies, à certaines institutions spécialisées, ainsi qu'à d'autres organisations intergouvernementales avec lesquelles l'OIT a conclu des arrangements spéciaux, d'indiquer si elles possèdent des informations sur l'application des conventions. La liste des conventions concernées et des organisations internationales consultées est la suivante:

- convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957: Organisation des Nations Unies (ONU), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la santé (OMS) et Institut interaméricain d'affaires indigènes de l'Organisation des Etats américains;
- convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960: Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);
- convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962: ONU, HCDH, FAO et UNESCO;
- convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970, et convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976: Organisation maritime internationale (OMI);
- convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975: ONU, HCDH et FAO;
- convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975: UNESCO;
- convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975: ONU, HCDH, UNESCO et OMS;
- convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977: OMS;
- convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989: ONU, HCDH, FAO, UNESCO, OMS et Institut interaméricain d'affaires indigènes de l'Organisation des Etats américains.

61. Les normes internationales du travail et les dispositions correspondantes des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement. Par conséquent, une coopération étroite entre l'OIT et les Nations Unies en ce qui concerne ces traités est une stratégie importante pour accroître l'influence des normes de l'OIT et garantir la concordance et la cohérence dans le système des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme au travail. Dans ce contexte, il est également important de rappeler que, à la lumière des enseignements tirés de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la réflexion a continué à l'échelle mondiale sur la forme que devrait prendre un programme pour l'après-2015 afin d'incarner les valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme,

l'égalité et la durabilité. En juillet 2014, le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable a présenté son document final dans lequel il propose 17 objectifs de développement durable (ODD). Les questions qui intéressent l'OIT tiennent une place importante dans le document, plus particulièrement avec l'objectif de développement durable n° 8 relatif à la croissance inclusive et au travail décent. L'une des cibles relevant de l'ODD 8 appelle explicitement à engager une action pour parvenir, d'ici à 2030, «au plein emploi productif et garantir un travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, et une rémunération égale pour un travail de valeur égale». Il est également fait référence à des sujets intéressant l'OIT dans plusieurs autres cibles relevant des objectifs de développement durable. Pour participer activement à ce processus et veiller à ce que le travail décent soit accepté comme une composante essentielle de ce programme, le Conseil d'administration, à sa 322e session (octobre-novembre 2014), a demandé au Bureau d'intensifier les activités relatives au cadre de développement durable pour l'après-2015 menées au titre de la stratégie en six points qu'il a adoptée à sa 319e session (octobre 2013).

Coopération avec les organes créés en vertu de la Charte des Nations Unies et ceux chargés de la surveillance de l'application des traités sur les droits de l'homme

62. Le Bureau a continué de développer des activités avec les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme chargés de contrôler l'application des instruments suivants:

- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- Convention relative aux droits de l'enfant;
- Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- Convention relative aux droits des personnes handicapées.

63. Le Bureau soumet régulièrement aux différents organes créés en vertu de la charte et ceux chargés de la surveillance de l'application des traités des rapports contenant des informations concernant les normes de l'OIT pour les pays qu'ils examinent. Ces rapports comprennent des informations sur la ratification des conventions de l'OIT ayant un lien avec les dispositions des traités respectifs des Nations Unies sur les droits de l'homme, des résumés des conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'OIT et, le cas échéant, des renseignements sur l'assistance technique du BIT. De plus, des représentants du Bureau participent aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités et fournissent oralement des informations et des avis sur certains pays ou sujets. Le Bureau contribue aussi aux activités de certains groupes de travail ou aux sessions de ces organes de surveillance (Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), etc.) et formule des commentaires d'ordre général concernant des questions qui relèvent de la compétence de l'OIT (par

exemple, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, projet d'observation générale sur le droit à des conditions équitables et satisfaisantes de travail).

Coopération avec le Conseil des droits de l'homme

64. Le Bureau a poursuivi ses activités de promotion des normes internationales du travail dans le contexte du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Dans le cadre de l'examen périodique universel, le Bureau appelle régulièrement l'attention du Secrétariat de l'ONU sur les rapports émanant des organes de contrôle de l'OIT. La documentation préparée par le secrétariat aux fins de l'examen périodique universel comprend des informations au sujet de la ratification des conventions fondamentales de l'OIT par les pays faisant l'objet de cet examen, ainsi que des références aux commentaires de la commission d'experts. Le Bureau apporte également sa contribution aux activités d'autres mécanismes et missions établis par le Conseil des droits de l'homme, notamment le mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, de même qu'aux travaux des rapporteurs spéciaux. On soulignera en particulier qu'il maintient une collaboration étroite avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones.

Coopération avec d'autres organes et entités des Nations Unies

65. L'OIT continue de développer des relations avec l'Organisation maritime internationale (OMI). Les mandats des deux organisations sont complémentaires dans le domaine de la marine marchande: l'OIT est responsable des questions sociales et relatives au travail, tandis que l'OMI se charge des autres aspects. L'OMI a reconnu officiellement la MLC, 2006, comme le quatrième pilier de la réglementation maritime internationale, aux côtés de trois conventions de l'OMI portant respectivement sur la sécurité des navires; les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille; et la prévention de la pollution de la mer (conventions SOLAS, STCW et MARPOL). L'OMI encourage également la ratification de la MLC, 2006, par ses Etats membres. Par ailleurs, l'OIT collabore avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dans le cadre de l'application de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003. Cette convention prévoit en effet que les documents d'identité des gens de mer doivent être conformes à certaines spécifications établies par l'OACI.

66. Le Bureau a continué de participer activement aux travaux du mécanisme d'intégration des droits de l'homme du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), qui est devenu le Groupe de travail des droits de l'homme à compter de janvier 2015 et dont l'objectif général est de faire des droits de l'homme un élément central des activités de développement des Nations Unies. L'OIT est désormais représentée au Comité de gestion des ressources, lequel a approuvé des propositions tendant à créer ou à étendre plusieurs postes de conseillers aux droits de l'homme aux niveaux national et régional. L'OIT continue en outre de servir de relais au mécanisme d'intégration, notamment dans le contexte du Programme de développement pour l'après-2015, pour que le travail décent figure au nombre de ces droits et que les conventions fondamentales et les organes de contrôle de l'OIT soient considérés comme faisant partie intégrante du cadre des Nations Unies pour les droits de l'homme.

B. Conseil de l'Europe

Code européen de sécurité sociale et son Protocole

67. Conformément à la procédure de contrôle établie en vertu de l'article 74, paragraphe 4, du Code et des arrangements pris entre l'OIT et le Conseil de l'Europe, la commission d'experts sera à nouveau appelée à examiner un certain nombre de rapports concernant l'application du Code et, le cas échéant, de son Protocole. Les conclusions de la commission sur ces rapports seront communiquées au Conseil de l'Europe. Par ailleurs, des représentants de l'OIT ont participé, en qualité de conseillers techniques, à la réunion du Comité d'experts normatif dans le domaine de la sécurité sociale à Strasbourg (France) en mai 2014. Le comité gouvernemental a examiné l'application du Code et du Protocole sur la base des conclusions de la commission d'experts de l'OIT, lesquelles ont par la suite été approuvées par le biais de résolutions sur l'application de ces instruments dans les pays concernés adoptées par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Dans le but d'améliorer l'application et la supervision des dispositions pertinentes du Code, le comité gouvernemental a demandé à l'OIT de procéder à un examen des méthodologies utilisées par les Etats parties au Code pour définir le salaire de référence pour le calcul des prestations et de lui fournir une étude comparative des dispositions statutaires concernant le droit de réclamation et d'appel en matière de sécurité sociale.

Charte sociale européenne

68. En vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, l'OIT participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée. Ainsi, un échange de vues avec le Comité européen a eu lieu à l'occasion de sa 273e session en septembre 2014, à Strasbourg (France), sur le thème du travail et des droits syndicaux.

Annexe I. Informations générales

Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

Ratifications

Depuis le 1er janvier 2014, **52** ratifications de conventions internationales du travail et un protocole ont été enregistrés, ce qui porte le nombre de ratifications à **7 967** au 31 décembre 2014.

Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

Suite à la ratification de la convention du travail maritime, 2006, par 13 Etats Membres en 2014, 36 des conventions maritimes de l'OIT et un protocole seront considérés *ipso jure* comme dénoncés dès l'entrée en vigueur de la convention du travail maritime, 2006, pour ces Etat Membres.

Déclarations d'application

Le Directeur général a enregistré, le 13 février 2014, la déclaration par le gouvernement du **Royaume-Uni** concernant l'application *sans modification* de la convention du travail maritime, 2006, aux îles Caïmanes.

Le Directeur général a enregistré, le 2 mai 2014, la déclaration par le gouvernement du **Royaume-Uni** concernant l'application *sans modification* de la convention du travail maritime, 2006, aux Bermudes.

Le Directeur général a enregistré, le 17 octobre 2014, la déclaration par le gouvernement des **Pays-Bas** concernant l'application *sans modification* de la convention (nº 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, à Curaçao.

Le Directeur général a enregistré, le 29 octobre 2014, la déclaration par le gouvernement de la **France** concernant l'application *sans modification* de la convention (nº 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, à la Nouvelle-Calédonie.

Annexe II. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 [1]

122 ratifications/acceptations

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Afghanistan	Ratification	7 avril 2010
Afrique du Sud	Ratification	1er octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	4 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Bosnie-Herzégovine	Ratification	26 mai 2010
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brésil	Ratification	8 février 2010
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Burkina Faso	Ratification	28 octobre 2009
Cambodge	Ratification	27 mars 2007
Cameroun	Ratification	18 décembre 2009
Canada	Acceptation	10 février 1998
Cabo Verde	Acceptation	9 juin 2008
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004

[1] Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 124 sur 185), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997
Croatie	Ratification	3 juillet 2008
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Erythrée	Acceptation	23 septembre 2009
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Fidji	Ratification	18 janvier 2010
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guatemala	Ratification	29 février 2008
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Iles Salomon	Ratification	13 avril 2012
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Israël	Ratification	1er février 2008
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Jamaïque	Ratification	17 décembre 2008
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1er juin 2007
Lettonie	Acceptation	6 février 2009
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Acceptation	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Mongolie	Ratification	16 septembre 2010
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Mozambique	Acceptation	15 septembre 2008

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Oman	Ratification	22 avril 2010
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Serbie	Ratification	16 septembre 2009
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Slovénie	Ratification	29 juin 2011
Soudan du Sud	Ratification	30 novembre 2012
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1er août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1er juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
Total: 122/185		

Partie II. Liste des ratifications par convention * et protocole

* N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant. Le nombre total de ratifications de chaque convention comprend l'ensemble des ratifications enregistrées depuis l'adoption de la convention concernée, indépendamment de toute dénonciation ultérieure.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921**

52 ratifications

Angola	04.06.1976	**Arabie saoudite**	15.06.1978	**Argentine**	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	**Belgique**	06.09.1926	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	**Burundi**	30.07.1971	**Canada**	21.03.1935
Chili	15.09.1925	**Colombie**	20.06.1933	**Comores**	23.10.1978
Costa Rica	01.03.1982	**Cuba**	20.09.1934	**Djibouti**	03.08.1978
Dominicaine, République	04.02.1933	**Egypte**	10.05.1960	**Emirats arabes unis**	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	**Ghana**	19.06.1973	**Grèce**	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Guinée équatoriale**	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	**Inde**	14.07.1921	**Iraq**	24.08.1965
Israël	26.06.1951	**Koweït**	21.09.1961	**Liban**	01.06.1977
Libye	27.05.1971	**Lituanie**	19.06.1931	**Luxembourg**	16.04.1928
Malte	09.06.1988	**Mozambique**	06.06.1977	**Myanmar**	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	**Pakistan**	14.07.1921	**Paraguay**	21.03.1966
Portugal	03.07.1928	**Pérou**	08.11.1945	**Roumanie**	13.06.1921
Slovaquie	01.01.1993	**Syrienne, République arabe**	10.05.1960	**Tchèque, République**	01.01.1993
Uruguay	06.06.1933	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	**France**	02.06.1927	**Italie**	06.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénoncée

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	Dénoncée le 09.06.1989

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921**

57 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	**Allemagne**	06.06.1925	**Argentine**	30.11.1933
Australie	15.06.1972	**Autriche**	12.06.1924	**Belgique**	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Centrafricaine, République**	09.06.1964	**Chili**	31.05.1933
Chypre	08.10.1965	**Colombie**	20.06.1933	**Corée, République de**	07.11.2011
Danemark	13.10.1921	**Djibouti**	03.08.1978	**Egypte**	03.07.1954
Equateur	05.02.1962	**Espagne**	04.07.1923	**Estonie**	20.12.1922
Ethiopie	11.06.1966	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Finlande**	19.10.1921
France	25.08.1925	**Grèce**	19.11.1920	**Guyana**	08.06.1966

Hongrie	01.03.1928	**Irlande**	04.09.1925	**Islande**	17.02.1958
Italie	10.04.1923	**Japon**	23.11.1922	**Kenya**	13.01.1964
Luxembourg	16.04.1928	**Malte**	04.01.1965	**Maroc**	14.10.1960
Maurice	02.12.1969	**Monténégro**	03.06.2006	**Myanmar**	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	**Norvège**	23.11.1921	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Pays-Bas**	06.02.1932	**Pologne**	21.06.1924
Roumanie	13.06.1921	**Royaume-Uni**	14.07.1921	**Serbie**	24.11.2000
Seychelles	06.02.1978	**Slovénie**	29.05.1992	**Soudan**	18.06.1957
Suisse	09.10.1922	**Suède**	27.09.1921	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960
Turquie	14.07.1950	**Ukraine**	16.05.1994	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944

Dénoncée

Bulgarie	14.02.1922	**Inde**	14.07.1921	**Uruguay**	06.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		*Dénoncée le 16.04.1938*		*Dénoncée le 11.11.1982*

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921**

34 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Allemagne**	31.10.1927	**Argentine**	30.11.1933
Bulgarie	14.02.1922	**Burkina Faso**	30.06.1969	**Cameroun**	25.05.1970
Centrafricaine, République	09.06.1964	**Colombie**	20.06.1933	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961	**Espagne**	04.07.1923
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**France**	16.12.1950	**Gabon**	13.06.1961
Grèce	19.11.1920	**Guinée**	12.12.1966	**Italie**	22.10.1952
Lettonie	03.06.1926	**Libye**	27.05.1971	**Luxembourg**	16.04.1928
Mauritanie	08.11.1963	**Nicaragua**	12.04.1934	**Panama**	03.06.1958
Roumanie	13.06.1921	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944		

Dénoncée

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Brésil**	26.04.1934	**Chili**	15.09.1925
	Dénoncée le 14.12.2011		*Dénoncée le 26.07.1961*		*Dénoncée le 03.10.1997*
Hongrie	19.04.1928	**Serbie**	24.11.2000	**Uruguay**	06.06.1933
	Dénoncée le 25.05.2010		*Dénoncée le 02.12.2011*		*Dénoncée le 17.10.1955*

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Monténégro	03.06.2006	**Slovénie**	29.05.1992
	Dénoncée le 11.09.2012		*Dénoncée le 01.03.2010*

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921**

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	**Angola**	04.06.1976	**Bangladesh**	22.06.1972
Burkina Faso	21.11.1960	**Burundi**	11.03.1963	**Bénin**	12.12.1960
Cambodge	24.02.1969	**Centrafricaine, République**	27.10.1960	**Colombie**	20.06.1933
Cuba	06.08.1928	**Côte d'Ivoire**	21.11.1960	**Espagne**	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Inde**	14.07.1921
Madagascar	01.11.1960	**Mali**	22.09.1960	**Maroc**	13.06.1956
Niger	27.02.1961	**Pakistan**	14.07.1921	**Rwanda**	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	**Sénégal**	04.11.1960	**Tchad**	10.11.1960
Togo	07.06.1960				

Dénoncée

Afrique du Sud	01.11.1921	**Albanie**	17.03.1932	**Argentine**	30.11.1933
	Dénoncée le 20.10.1935		*Dénoncée le 11.08.1964*		*Dénoncée le 03.03.1992*
Autriche	12.06.1924	**Belgique**	12.07.1924	**Brésil**	26.04.1934
	Dénoncée le 26.07.2001		*Dénoncée le 13.08.1937*		*Dénoncée le 12.05.1937*
Bulgarie	14.02.1922	**Cameroun**	07.06.1960	**Chili**	08.10.1931
	Dénoncée le 20.07.1960		*Dénoncée le 11.04.1975*		*Dénoncée le 27.08.1976*
Congo	10.11.1960	**France**	14.05.1925	**Grèce**	19.11.1920
	Dénoncée le 04.06.1971		*Dénoncée le 08.11.1955*		*Dénoncée le 30.06.1936*
Guinée	21.01.1959	**Hongrie**	19.04.1928	**Irlande**	04.09.1925
	Dénoncée le 28.05.1968		*Dénoncée le 18.12.1936*		*Dénoncée le 15.03.1937*
Italie	10.04.1923	**Lao, République démocratique populaire**	23.01.1964	**Lituanie**	19.06.1931
	Dénoncée le 06.08.2001		*Dénoncée le 04.06.2014*		*Dénoncée le 11.11.2003*
Luxembourg	16.04.1928	**Malte**	09.06.1988	**Mauritanie**	20.06.1961
	Dénoncée le 19.02.1982		*Dénoncée le 11.02.1991*		*Dénoncée le 02.08.1965*
Myanmar	14.07.1921	**Nicaragua**	12.04.1934	**Pays-Bas**	04.09.1922
	Dénoncée le 09.11.1961		*Dénoncée le 03.02.2014*		*Dénoncée le 12.06.1937*
Portugal	10.05.1932	**Pérou**	08.11.1945	**Roumanie**	13.06.1921
	Dénoncée le 08.12.1993		*Dénoncée le 05.02.1997*		*Dénoncée le 28.05.1957*
Royaume-Uni	14.07.1921	**Sri Lanka**	08.10.1951	**Suisse**	09.10.1922
	Dénoncée le 25.01.1937		*Dénoncée le 16.02.1954*		*Dénoncée le 04.06.1936*

Tunisie	15.05.1957	**Uruguay**	06.06.1933	**Venezuela, République bolivarienne du**	07.03.1933
	Dénoncée le 24.05.1974		*Dénoncée le 17.10.1955*		*Dénoncée le 20.11.1944*

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921**

72 ratifications

Inde	09.09.1955	**Sainte-Lucie**	14.05.1980

Dénoncée

Bulgarie	14.02.1922	**Uruguay**	06.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		*Dénoncée le 17.10.1955*

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	17.03.1932	**Argentine**	30.11.1933	**Autriche**	26.02.1936
	Dénoncée le 16.02.1998		*Dénoncée le 11.11.1996*		*Dénoncée le 18.09.2000*
Bahamas	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967	**Belgique**	12.07.1924
	Dénoncée le 31.10.2001		*Dénoncée le 04.01.2000*		*Dénoncée le 19.04.1988*
Belize	15.12.1983	**Bolivie, Etat plurinational de**	19.07.1954	**Brésil**	26.04.1934
	Dénoncée le 06.03.2000		*Dénoncée le 11.06.1997*		*Dénoncée le 28.06.2001*
Burkina Faso	21.11.1960	**Bénin**	12.12.1960	**Cameroun**	07.06.1960
	Dénoncée le 11.02.1999		*Dénoncée le 11.06.2001*		*Dénoncée le 13.08.2001*
Centrafricaine, République	27.10.1960	**Chili**	15.09.1925	**Colombie**	20.06.1933
	Dénoncée le 28.06.2000		*Dénoncée le 01.02.1999*		*Dénoncée le 02.02.2001*
Comores	23.10.1978	**Congo**	10.11.1960	**Cuba**	06.08.1928
	Dénoncée le 17.03.2004		*Dénoncée le 26.11.1999*		*Dénoncée le 07.03.1975*
Côte d'Ivoire	21.11.1960	**Danemark**	04.01.1923	**Djibouti**	03.08.1978
	Dénoncée le 07.02.2003		*Dénoncée le 13.11.1997*		*Dénoncée le 14.06.2006*
Dominicaine, République	04.02.1933	**Espagne**	29.09.1932	**Estonie**	20.12.1922
	Dénoncée le 15.06.1999		*Dénoncée le 16.05.1977*		*Dénoncée le 15.03.2008*
Fidji	19.04.1974	**France**	29.04.1939	**Gabon**	14.10.1960
	Dénoncée le 03.01.2003		*Dénoncée le 13.07.1990*		*Dénoncée le 25.10.2011*
Grenade	09.07.1979	**Grèce**	19.11.1920	**Guinée**	21.01.1959
	Dénoncée le 14.05.2003		*Dénoncée le 14.03.1986*		*Dénoncée le 06.06.2003*
Guyana	08.06.1966	**Haïti**	12.04.1957	**Irlande**	04.09.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		*Dénoncée le 03.06.2009*		*Dénoncée le 22.06.1978*
Israël	23.12.1953	**Japon**	07.08.1926	**Kenya**	13.01.1964
	Dénoncée le 21.06.1979		*Dénoncée le 05.06.2000*		*Dénoncée le 09.04.1979*
Lesotho	31.10.1966	**Lettonie**	03.06.1926	**Luxembourg**	16.04.1928
	Dénoncée le 14.06.2001		*Dénoncée le 02.06.2007*		*Dénoncée le 24.03.1977*

Madagascar	01.11.1960	**Mali**	22.09.1960	**Malte**	04.01.1965
	Dénoncée le 31.05.2000		*Dénoncée le 11.03.2002*		*Dénoncée le 09.06.1988*
Maurice	02.12.1969	**Mauritanie**	20.06.1961	**Nicaragua**	12.04.1934
	Dénoncée le 30.07.1990		*Dénoncée le 03.12.2001*		*Dénoncée le 02.11.1981*
Niger	27.02.1961	**Norvège**	07.07.1937	**Ouganda**	04.06.1963
	Dénoncée le 04.12.1978		*Dénoncée le 08.07.1980*		*Dénoncée le 25.03.2003*
Pays-Bas	21.07.1928	**Pologne**	21.06.1924	**Roumanie**	13.06.1921
	Dénoncée le 14.09.1976		*Dénoncée le 22.03.1978*		*Dénoncée le 19.11.1975*
Royaume-Uni	14.07.1921	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998	**Seychelles**	06.02.1978
	Dénoncée le 07.06.2000		*Dénoncée le 25.07.2007*		*Dénoncée le 07.03.2000*
Sierra Leone	15.06.1961	**Singapour**	25.10.1965	**Slovaquie**	01.01.1993
	Dénoncée le 11.06.2011		*Dénoncée le 07.11.2006*		*Dénoncée le 29.09.1997*
Sri Lanka	27.09.1951	**Suisse**	09.10.1922	**Swaziland**	26.04.1978
	Dénoncée le 11.02.2000		*Dénoncée le 17.08.1999*		*Dénoncée le 23.10.2002*
Sénégal	04.11.1960	**Tanzanie. Zanzibar**	22.06.1964	**Tchad**	10.11.1960
	Dénoncée le 15.12.1999		*Dénoncée le 16.12.1998*		*Dénoncée le 21.03.2005*
Tchèque, République	01.01.1993	**Togo**	07.06.1960	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944
	Dénoncée le 26.04.2008		*Dénoncée le 16.03.1984*		*Dénoncée le 15.07.1987*
Viet Nam	03.10.1994	**Zambie**	02.12.1964		
	Dénoncée le 24.06.2003		*Dénoncée le 09.02.1976*		

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921**

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	**Algérie**	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976
Argentine	30.11.1933	**Autriche**	12.06.1924	**Bangladesh**	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	**Brésil**	26.04.1934	**Bulgarie**	14.02.1922
Burkina Faso	21.11.1960	**Bénin**	12.12.1960	**Cambodge**	24.02.1969
Centrafricaine, République	27.10.1960	**Chili**	15.09.1925	**Colombie**	13.04.1983
Comores	23.10.1978	**Congo**	10.11.1960	**Cuba**	06.08.1928
Côte d'Ivoire	21.11.1960	**Danemark**	04.01.1923	**Espagne**	29.09.1932
Estonie	20.12.1922	**France**	25.08.1925	**Gabon**	14.10.1960
Grèce	19.11.1920	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Hongrie**	19.04.1928
Inde	14.07.1921	**Irlande**	04.09.1925	**Italie**	10.04.1923
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	**Lettonie**	03.06.1926	**Lituanie**	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	**Madagascar**	01.11.1960	**Mali**	22.09.1960
Mauritanie	20.06.1961	**Myanmar**	14.07.1921	**Nicaragua**	12.04.1934
Niger	27.02.1961	**Pakistan**	14.07.1921	**Pologne**	21.06.1924
Portugal	10.05.1932	**Roumanie**	13.06.1921	**Suisse**	09.10.1922
Sénégal	04.11.1960	**Tchad**	10.11.1960	**Togo**	07.06.1960
Venezuela, République bolivarienne du	07.03.1933	**Viet Nam**	03.10.1994		

Dénoncée

Cameroun	07.06.1960	**Djibouti**	03.08.1978	**Guinée**	21.01.1959
	Dénoncée le 11.04.1975		*Dénoncée le 29.05.2008*		*Dénoncée le 28.05.1968*
Mexique	20.05.1937	**Pays-Bas**	17.03.1924	**Royaume-Uni**	14.07.1921
	Dénoncée le 20.06.1956		*Dénoncée le 22.10.1954*		*Dénoncée le 04.10.1947*
Sri Lanka	26.10.1950	**Tunisie**	12.01.1959	**Uruguay**	06.06.1933
	Dénoncée le 16.02.1954		*Dénoncée le 24.05.1974*		*Dénoncée le 17.10.1955*

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921**

53 ratifications

Sainte-Lucie	14.05.1980

Dénoncée

Brésil	08.06.1936	**Mexique**	17.08.1948	**Pays-Bas**	26.03.1925
	Dénoncée le 09.01.1974		*Dénoncée le 18.07.1952*		*Dénoncée le 08.07.1947*
Uruguay	06.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	**Angola**	04.06.1976	**Argentine**	30.11.1933
	Dénoncée le 08.04.1976		*Dénoncée le 13.06.2001*		*Dénoncée le 11.11.1996*
Bahamas	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967	**Belgique**	04.02.1925
	Dénoncée le 31.10.2001		*Dénoncée le 04.01.2000*		*Dénoncée le 19.04.1988*
Belize	15.12.1983	**Bulgarie**	16.03.1923	**Chili**	18.10.1935
	Dénoncée le 06.03.2000		*Dénoncée le 23.04.1980*		*Dénoncée le 01.02.1999*
Chine	02.12.1936	**Colombie**	20.06.1933	**Cuba**	06.08.1928
	Dénoncée le 28.04.1999		*Dénoncée le 02.02.2001*		*Dénoncée le 07.03.1975*
Danemark	12.05.1924	**Dominicaine, République**	04.02.1933	**Espagne**	20.06.1924
	Dénoncée le 13.11.1997		*Dénoncée le 15.06.1999*		*Dénoncée le 16.05.1977*
Estonie	03.03.1923	**Finlande**	10.10.1925	**Grenade**	09.07.1979
	Dénoncée le 15.03.2008		*Dénoncée le 13.01.1976*		*Dénoncée le 14.05.2003*
Grèce	16.12.1925	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Guyana**	08.06.1966
	Dénoncée le 14.03.1986		*Dénoncée le 05.03.2009*		*Dénoncée le 15.04.1998*
Hongrie	01.03.1928	**Irlande**	04.09.1925	**Italie**	14.07.1932
	Dénoncée le 28.05.1998		*Dénoncée le 22.06.1978*		*Dénoncée le 28.07.1981*
Jamaïque	08.07.1963	**Japon**	07.06.1924	**Lettonie**	03.06.1926
	Dénoncée le 13.10.2003		*Dénoncée le 05.06.2000*		*Dénoncée le 02.06.2007*
Luxembourg	16.04.1928	**Malaisie - Sarawak**	03.03.1964	**Malte**	04.01.1965
	Dénoncée le 24.03.1977		*Dénoncée le 09.09.1997*		*Dénoncée le 09.06.1988*

Maurice	02.12.1969	**Nicaragua**	12.04.1934	**Norvège**	07.10.1927
	Dénoncée le 30.07.1990		*Dénoncée le 02.11.1981*		*Dénoncée le 08.07.1980*
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Pologne**	21.06.1924	**Portugal**	24.10.1960
	Dénoncée le 02.06.2000		*Dénoncée le 22.03.1978*		*Dénoncée le 20.05.1998*
Roumanie	08.05.1922	**Royaume-Uni**	14.07.1921	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998
	Dénoncée le 19.11.1975		*Dénoncée le 07.06.2000*		*Dénoncée le 25.07.2007*
Seychelles	06.02.1978	**Sierra Leone**	15.06.1961	**Singapour**	25.10.1965
	Dénoncée le 07.03.2000		*Dénoncée le 11.06.2011*		*Dénoncée le 07.11.2006*
Sri Lanka	02.09.1950	**Suède**	27.09.1921	**Tanzanie. Zanzibar**	22.06.1964
	Dénoncée le 11.02.2000		*Dénoncée le 23.04.1990*		*Dénoncée le 16.12.1998*
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944				
	Dénoncée le 15.07.1987				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Australie	28.06.1935	**Canada**	31.03.1926
	Dénoncée le 21.12.2011		*Dénoncée le 15.06.2010*

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufrage), 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923**

60 ratifications

Argentine	30.11.1933	**Chili**	18.10.1935	**Colombie**	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	**Cuba**	06.08.1928	**Dominique**	28.02.1983
Estonie	03.03.1923	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Fidji**	19.04.1974
Grenade	09.07.1979	**Iles Salomon**	06.08.1985	**Iraq**	19.04.1966
Jamaïque	08.07.1963	**Japon**	22.08.1955	**Liban**	06.12.1993
Mexique	20.05.1937	**Monténégro**	03.06.2006	**Nouvelle-Zélande**	11.01.1980
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Portugal**	19.05.1981	**Pérou**	04.04.1962
Roumanie	10.11.1930	**Sainte-Lucie**	14.05.1980	**Sierra Leone**	15.06.1961
Slovénie	29.05.1992	**Sri Lanka**	25.04.1951	**Tunisie**	14.04.1970
Uruguay	06.06.1933				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	04.03.1930	**Australie**	28.06.1935	**Belgique**	04.02.1925
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 21.12.2011*		*Dénoncée le 20.08.2013*
Belize	15.12.1983	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Bulgarie**	16.03.1923
	Dénoncée le 08.07.2014		*Dénoncée le 18.01.2010*		*Dénoncée le 12.04.2010*

Canada	31.03.1926	**Croatie**	08.10.1991	**Danemark**	15.02.1938
	Dénoncée le 15.06.2010		*Dénoncée le 12.02.2010*		*Dénoncée le 23.06.2011*
Espagne	20.06.1924	**Finlande**	20.01.1950	**France**	21.03.1929
	Dénoncée le 04.02.2010		*Dénoncée le 09.01.2013*		*Dénoncée le 28.02.2013*
Ghana	18.03.1965	**Grèce**	16.12.1925	**Irlande**	05.07.1930
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 04.01.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*
Italie	08.09.1924	**Lettonie**	29.08.1930	**Luxembourg**	16.04.1928
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 12.08.2011*		*Dénoncée le 20.09.2011*
Malte	04.01.1965	**Maurice**	02.12.1969	**Nicaragua**	12.04.1934
	Dénoncée le 22.01.2013		*Dénoncée le 30.05.2014*		*Dénoncée le 20.12.2013*
Nigéria	16.06.1961	**Norvège**	21.07.1936	**Panama**	19.06.1970
	Dénoncée le 18.06.2013		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 06.02.2009*
Pays-Bas	15.12.1937	**Pologne**	21.06.1924	**Royaume-Uni**	12.03.1926
	Dénoncée le 13.12.2011		*Dénoncée le 03.05.2012*		*Dénoncée le 07.08.2013*
Serbie	24.11.2000	**Seychelles**	06.02.1978	**Singapour**	25.10.1965
	Dénoncée le 15.03.2013		*Dénoncée le 07.01.2014*		*Dénoncée le 15.06.2011*
Suisse	21.04.1960	**Suède**	01.01.1935		
	Dénoncée le 21.02.2011		*Dénoncée le 12.06.2012*		

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921**

41 ratifications

Argentine	30.11.1933	**Cameroun**	25.05.1970	**Chili**	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	**Cuba**	06.08.1928	**Djibouti**	03.08.1978
Egypte	04.08.1982	**Estonie**	03.03.1923	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Israël	19.06.1969	**Japon**	23.11.1922	**Liban**	06.12.1993
Mexique	01.09.1939	**Monténégro**	03.06.2006	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938
Pérou	04.04.1962	**Roumanie**	10.11.1930	**Slovénie**	29.05.1992
Uruguay	06.06.1933				

Dénoncée

Australie	03.08.1925				
	Dénoncée le 31.08.1998				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Bulgarie	16.03.1923	**Croatie**	08.10.1991	**Finlande**	07.10.1922
	Dénoncée le 12.06.2003		*Dénoncée le 18.11.2005*		*Dénoncée le 25.05.1999*
France	25.01.1928	**Nigéria**	04.03.2004	**Norvège**	23.11.1921
	Dénoncée le 27.04.2004		*Dénoncée le 22.03.2004*		*Dénoncée le 11.06.1999*

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	06.06.1925	**Belgique**	04.02.1925	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 18.01.2010*
Danemark	23.08.1938	**Espagne**	23.02.1931	**Grèce**	16.12.1925
	Dénoncée le 23.06.2011		*Dénoncée le 04.02.2010*		*Dénoncée le 04.01.2013*
Italie	08.09.1924	**Lettonie**	03.06.1926	**Luxembourg**	16.04.1928
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 12.08.2011*		*Dénoncée le 20.09.2011*
Nicaragua	12.04.1934	**Panama**	19.06.1970	**Pays-Bas**	09.01.1948
	Dénoncée le 20.12.2013		*Dénoncée le 06.02.2009*		*Dénoncée le 13.12.2011*
Pologne	21.06.1924	**Serbie**	24.11.2000	**Suède**	27.09.1921
	Dénoncée le 03.05.2012		*Dénoncée le 15.03.2013*		*Dénoncée le 12.06.2012*

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923**

55 ratifications

Australie	24.12.1957	**Cameroun**	25.05.1970	**Nouvelle-Zélande**	08.07.1947
Sénégal	22.10.1962				

Dénoncée

Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 05.07.2001

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	**Algérie**	19.10.1962	**Allemagne**	20.03.1957
	Dénoncée le 16.02.1998		*Dénoncée le 30.04.1984*		*Dénoncée le 08.04.1976*
Argentine	26.05.1936	**Autriche**	12.06.1924	**Bahamas**	25.05.1976
	Dénoncée le 11.11.1996		*Dénoncée le 18.09.2000*		*Dénoncée le 31.10.2001*
Barbade	02.10.1978	**Belgique**	13.06.1928	**Belize**	15.12.1983
	Dénoncée le 04.01.2000		*Dénoncée le 19.04.1988*		*Dénoncée le 06.03.2000*
Bulgarie	06.03.1925	**Bélarus**	06.11.1956	**Centrafricaine, République**	09.06.1964
	Dénoncée le 23.04.1980		*Dénoncée le 03.05.1979*		*Dénoncée le 28.06.2000*
Chili	18.10.1935	**Colombie**	13.04.1983	**Comores**	23.10.1978
	Dénoncée le 01.02.1999		*Dénoncée le 02.02.2001*		*Dénoncée le 17.03.2004*
Cuba	22.08.1935	**Djibouti**	03.08.1978	**Dominicaine, République**	04.02.1933
	Dénoncée le 07.03.1975		*Dénoncée le 14.06.2006*		*Dénoncée le 15.06.1999*
Espagne	29.08.1932	**Estonie**	08.09.1922	**France**	07.06.1951
	Dénoncée le 16.05.1977		*Dénoncée le 15.03.2008*		*Dénoncée le 13.07.1990*
Gabon	13.06.1961	**Grenade**	09.07.1979	**Guatemala**	14.06.1988
	Dénoncée le 25.10.2011		*Dénoncée le 14.05.2003*		*Dénoncée le 27.04.1990*

Guinée	12.12.1966	**Guyana**	08.06.1966	**Hongrie**	02.02.1927
	Dénoncée le 06.06.2003		*Dénoncée le 15.04.1998*		*Dénoncée le 28.05.1998*
Irlande	26.05.1925	**Israël**	23.12.1953	**Italie**	08.09.1924
	Dénoncée le 22.06.1978		*Dénoncée le 21.06.1979*		*Dénoncée le 28.07.1981*
Japon	19.12.1923	**Luxembourg**	16.04.1928	**Malte**	04.01.1965
	Dénoncée le 05.06.2000		*Dénoncée le 24.03.1977*		*Dénoncée le 09.06.1988*
Nicaragua	12.04.1934	**Norvège**	28.01.1957	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	01.05.1976
	Dénoncée le 02.11.1981		*Dénoncée le 08.07.1980*		*Dénoncée le 02.06.2000*
Pays-Bas	28.11.1956	**Pologne**	21.06.1924	**Pérou**	01.02.1960
	Dénoncée le 14.09.1976		*Dénoncée le 22.03.1978*		*Dénoncée le 13.11.2002*
Roumanie	10.11.1930	**Royaume-Uni**	11.07.1963	**Russie, Fédération de**	10.08.1956
	Dénoncée le 19.11.1975		*Dénoncée le 07.06.2000*		*Dénoncée le 03.05.1979*
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	**Seychelles**	06.02.1978	**Slovaquie**	01.01.1993
	Dénoncée le 25.07.2007		*Dénoncée le 07.03.2000*		*Dénoncée le 29.09.1997*
Sri Lanka	29.11.1991	**Suède**	27.11.1923	**Tchèque, République**	01.01.1993
	Dénoncée le 11.02.2000		*Dénoncée le 23.04.1990*		*Dénoncée le 26.04.2008*
Ukraine	14.09.1956	**Uruguay**	06.06.1933		
	Dénoncée le 03.05.1979		*Dénoncée le 02.06.1977*		

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923**

122 ratifications

Albanie	03.06.1957	**Algérie**	19.10.1962	**Allemagne**	06.06.1925
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	**Argentine**	26.05.1936	**Australie**	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bahamas**	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	**Barbade**	08.05.1967	**Belgique**	19.07.1926
Belize	15.12.1983	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Brésil**	25.04.1957
Bulgarie	06.03.1925	**Burkina Faso**	21.11.1960	**Burundi**	11.03.1963
Bélarus	06.11.1956	**Bénin**	12.12.1960	**Cameroun**	07.06.1960
Centrafricaine, République	27.10.1960	**Chili**	15.09.1925	**Chine**	27.04.1934
Chypre	08.10.1965	**Colombie**	20.06.1933	**Comores**	23.10.1978
Congo	10.11.1960	**Costa Rica**	16.09.1963	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	22.08.1935	**Côte d'Ivoire**	21.11.1960	**Danemark**	20.06.1930
Djibouti	03.08.1978	**Dominique**	28.02.1983	**Egypte**	03.07.1954
Equateur	10.03.1969	**Espagne**	29.08.1932	**Estonie**	08.09.1922
Ethiopie	04.06.1963	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Fidji**	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	**France**	23.03.1929	**Gabon**	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	**Grenade**	09.07.1979	**Grèce**	13.06.1952
Guatemala	14.06.1988	**Guinée**	21.01.1959	**Guyana**	08.06.1966
Iles Salomon	06.08.1985	**Inde**	11.05.1923	**Iraq**	01.04.1985
Irlande	17.06.1924	**Islande**	21.08.1956	**Italie**	08.09.1924
Jamaïque	08.07.1963	**Kenya**	13.01.1964	**Kirghizistan**	31.03.1992

Lesotho	31.10.1966	**Lettonie**	09.09.1924	**Lituanie**	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	**Madagascar**	01.11.1960	**Malaisie - Péninsulaire**	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	03.03.1964	**Malawi**	22.03.1965	**Mali**	22.09.1960
Malte	04.01.1965	**Maroc**	20.05.1957	**Maurice**	02.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	**Mexique**	20.05.1937	**Moldova, République de**	04.04.2003
Monténégro	03.06.2006	**Mozambique**	06.06.1977	**Myanmar**	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	**Niger**	27.02.1961	**Nigéria**	16.06.1961
Norvège	11.06.1929	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938	**Ouganda**	04.06.1963
Pakistan	11.05.1923	**Panama**	19.06.1970	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	01.05.1976
Paraguay	16.05.1968	**Pays-Bas**	20.08.1926	**Pologne**	21.06.1924
Portugal	27.09.1977	**Pérou**	08.11.1945	**Roumanie**	10.11.1930
Royaume-Uni	06.08.1923	**Russie, Fédération de**	10.08.1956	**Rwanda**	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998	**Sainte-Lucie**	14.05.1980
Serbie	24.11.2000	**Seychelles**	06.02.1978	**Singapour**	25.10.1965
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Sri Lanka**	25.08.1952
Suisse	23.05.1940	**Suriname**	15.06.1976	**Suède**	27.11.1923
Swaziland	26.04.1978	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960	**Sénégal**	04.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	**Tanzanie, République-Unie de**	19.11.1962	**Tchad**	10.11.1960
Tchèque, République	01.01.1993	**Togo**	07.06.1960	**Tunisie**	15.05.1957
Turquie	29.03.1961	**Ukraine**	14.09.1956	**Uruguay**	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	**Zambie**	02.12.1964		

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923**

77 ratifications

Allemagne	06.06.1925	**Angola**	04.06.1976	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983
Argentine	26.05.1936	**Australie**	07.06.1960	**Autriche**	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967	**Belgique**	26.10.1932
Belize	15.12.1983	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Brésil**	25.04.1957
Bulgarie	06.03.1925	**Burundi**	11.03.1963	**Chili**	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	**Comores**	23.10.1978	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	22.08.1935	**Danemark**	26.02.1923	**Djibouti**	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	**El Salvador**	11.10.1955	**Espagne**	01.10.1931
Estonie	08.09.1922	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Fidji**	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	**France**	04.04.1928	**Gabon**	13.06.1961
Grenade	09.07.1979	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Guyana**	08.06.1966
Haïti	19.04.1955	**Hongrie**	08.06.1956	**Iles Salomon**	06.08.1985
Irlande	17.06.1924	**Italie**	01.09.1930	**Kenya**	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	**Luxembourg**	16.04.1928	**Madagascar**	10.08.1962
Malaisie - Péninsulaire	05.06.1961	**Malaisie - Sarawak**	03.03.1964	**Malawi**	22.03.1965

Malte	04.01.1965	**Maroc**	20.09.1956	**Maurice**	02.12.1969
Mexique	01.11.1937	**Monténégro**	03.06.2006	**Nicaragua**	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938	**Ouganda**	04.06.1963
Panama	03.06.1958	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	01.05.1976	**Pays-Bas**	20.08.1926
Pologne	21.06.1924	**Portugal**	16.05.1960	**Pérou**	04.04.1962
Royaume-Uni	06.08.1923	**Rwanda**	18.09.1962	**République démocratique du Congo**	20.09.1960
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	**Sainte-Lucie**	14.05.1980	**Serbie**	24.11.2000
Singapour	25.10.1965	**Slovaquie**	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992
Suède	27.11.1923	**Swaziland**	26.04.1978	**Sénégal**	22.10.1962
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Tunisie**	15.05.1957
Zambie	02.12.1964				

Dénoncée

Uruguay	06.06.1933
Dénoncée le	*28.07.1978*

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923**

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	**Algérie**	19.10.1962	**Argentine**	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Belgique**	19.07.1926
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Bulgarie**	06.03.1925	**Burkina Faso**	21.11.1960
Bénin	12.12.1960	**Cambodge**	24.02.1969	**Cameroun**	07.06.1960
Centrafricaine, République	27.10.1960	**Chili**	15.09.1925	**Colombie**	20.06.1933
Comores	23.10.1978	**Congo**	10.11.1960	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	07.07.1928	**Côte d'Ivoire**	21.11.1960	**Djibouti**	03.08.1978
Espagne	20.06.1924	**Estonie**	08.09.1922	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Finlande	05.04.1929	**France**	19.02.1926	**Gabon**	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	**Guatemala**	05.01.1990	**Guinée**	21.01.1959
Hongrie	08.06.1956	**Iraq**	19.04.1966	**Italie**	22.10.1952
Lao, République démocratique populaire	23.01.1964	**Lettonie**	09.09.1924	**Luxembourg**	16.04.1928
Madagascar	01.11.1960	**Mali**	22.09.1960	**Malte**	09.06.1988
Maroc	13.06.1956	**Mauritanie**	20.06.1961	**Mexique**	07.01.1938
Monténégro	03.06.2006	**Nicaragua**	12.04.1934	**Niger**	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	**Panama**	19.06.1970	**Pays-Bas**	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	**Roumanie**	04.12.1925	**Russie, Fédération de**	10.10.1991
Serbie	24.11.2000	**Slovaquie**	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992
Suriname	15.06.1976	**Suède**	27.11.1923	**Sénégal**	04.11.1960
Tchad	10.11.1960	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Togo**	07.06.1960

Tunisie	12.06.1956	**Uruguay**	06.06.1933	**Venezuela, République bolivarienne du**	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923**

119 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	**Algérie**	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	**Arabie saoudite**	15.06.1978	**Argentine**	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bahamas**	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	**Bangladesh**	22.06.1972	**Belgique**	19.07.1926
Belize	22.06.1999	**Bolivie, Etat plurinational de**	19.07.1954	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Botswana	03.02.1988	**Brésil**	25.04.1957	**Bulgarie**	06.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	**Burundi**	11.03.1963	**Bélarus**	26.02.1968
Bénin	12.12.1960	**Cameroun**	07.06.1960	**Canada**	21.03.1935
Centrafricaine, République	27.10.1960	**Chili**	15.09.1925	**Chine**	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	**Comores**	23.10.1978	**Congo**	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	**Croatie**	08.10.1991	**Cuba**	20.07.1953
Côte d'Ivoire	21.11.1960	**Danemark**	30.08.1935	**Djibouti**	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	**Egypte**	10.05.1960	**Espagne**	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	**Ethiopie**	28.01.1991	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	**France**	03.09.1926	**Gabon**	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	**Grenade**	09.07.1979	**Grèce**	11.05.1929
Guatemala	14.06.1988	**Guinée**	21.01.1959	**Guinée - Bissau**	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	**Haïti**	14.05.1952	**Honduras**	17.11.1964
Hongrie	08.06.1956	**Iles Salomon**	06.08.1985	**Inde**	11.05.1923
Iran, République islamique d'	10.06.1972	**Iraq**	12.05.1960	**Irlande**	22.07.1930
Israël	26.06.1951	**Italie**	08.09.1924	**Kenya**	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	**Lesotho**	31.10.1966	**Lettonie**	09.09.1924
Liban	26.07.1962	**Libye**	27.05.1971	**Lituanie**	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	**Madagascar**	01.11.1960	**Malaisie - Sarawak**	03.03.1964
Mali	22.09.1960	**Malte**	09.06.1988	**Maroc**	20.09.1956
Maurice	02.12.1969	**Mauritanie**	20.06.1961	**Mexique**	07.01.1938
Monténégro	03.06.2006	**Mozambique**	06.06.1977	**Myanmar**	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	**Niger**	27.02.1961	**Norvège**	07.07.1937
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	**Népal**	10.12.1986	**Pakistan**	11.05.1923
Paraguay	21.03.1966	**Pays-Bas**	14.07.1965	**Pologne**	21.06.1924
Portugal	03.07.1928	**Pérou**	08.11.1945	**Roumanie**	18.08.1923
Russie, Fédération de	22.09.1967	**Rwanda**	18.09.1962	**République démocratique du Congo**	20.09.1960
Sainte-Lucie	14.05.1980	**Serbie**	24.11.2000	**Slovaquie**	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	**Suisse**	16.01.1935	**Suriname**	15.06.1976

Suède	22.12.1931	**Swaziland**	26.04.1978	**Syrienne, République arabe**	10.05.1960
Sénégal	04.11.1960	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tchad**	10.11.1960
Tchèque, République	01.01.1993	**Thaïlande**	05.04.1968	**Togo**	07.06.1960
Tunisie	15.05.1957	**Turquie**	27.12.1946	**Ukraine**	19.06.1968
Uruguay	06.06.1933	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944	**Viet Nam**	03.10.1994
Yémen	29.07.1976	**Zimbabwe**	06.06.1980		

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922**

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	**Cameroun**	03.09.1962	**Canada**	31.03.1926
Inde	20.11.1922	**Mauritanie**	08.11.1963	**Myanmar**	20.11.1922
Nouvelle-Zélande	26.11.1959	**Sainte-Lucie**	14.05.1980		

Dénoncée

Australie	28.06.1935
	Dénoncée le 02.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	**Argentine**	26.05.1936	**Belgique**	19.07.1926
	Dénoncée le 08.04.1976		*Dénoncée le 11.11.1996*		*Dénoncée le 19.04.1988*
Belize	15.12.1983	**Bulgarie**	06.03.1925	**Bélarus**	06.11.1956
	Dénoncée le 06.03.2000		*Dénoncée le 23.04.1980*		*Dénoncée le 03.05.1979*
Chili	18.10.1935	**Chine**	02.12.1936	**Chypre**	23.09.1960
	Dénoncée le 01.02.1999		*Dénoncée le 28.04.1999*		*Dénoncée le 02.10.1997*
Colombie	20.06.1933	**Cuba**	07.07.1928	**Danemark**	12.05.1924
	Dénoncée le 02.02.2001		*Dénoncée le 07.03.1975*		*Dénoncée le 13.11.1997*
Djibouti	03.08.1978	**Espagne**	20.06.1924	**Estonie**	08.09.1922
	Dénoncée le 14.06.2006		*Dénoncée le 16.05.1977*		*Dénoncée le 15.03.2008*
Finlande	10.10.1925	**France**	16.01.1928	**Ghana**	20.05.1957
	Dénoncée le 13.01.1976		*Dénoncée le 13.07.1990*		*Dénoncée le 06.06.2011*
Grenade	09.07.1979	**Grèce**	14.06.1930	**Guatemala**	13.06.1989
	Dénoncée le 14.05.2003		*Dénoncée le 14.03.1986*		*Dénoncée le 27.04.1990*
Guyana	08.06.1966	**Hongrie**	01.03.1928	**Iraq**	19.04.1966
	Dénoncée le 15.04.1998		*Dénoncée le 28.05.1998*		*Dénoncée le 13.02.1985*
Irlande	05.07.1930	**Islande**	21.08.1956	**Italie**	08.09.1924
	Dénoncée le 22.06.1978		*Dénoncée le 06.12.1999*		*Dénoncée le 28.07.1981*
Jamaïque	26.12.1962	**Japon**	04.12.1930	**Kenya**	13.01.1964
	Dénoncée le 13.10.2003		*Dénoncée le 05.06.2000*		*Dénoncée le 09.04.1979*

Lettonie	09.09.1924	**Liban**	01.06.1977	**Luxembourg**	16.04.1928
	Dénoncée le 02.06.2007		*Dénoncée le 10.06.2003*		*Dénoncée le 24.03.1977*
Malaisie - Sabah	03.03.1964	**Malaisie - Sarawak**	03.03.1964	**Malte**	04.01.1965
	Dénoncée le 09.09.1997		*Dénoncée le 09.09.1997*		*Dénoncée le 09.06.1988*
Maroc	14.03.1958	**Maurice**	02.12.1969	**Nicaragua**	12.04.1934
	Dénoncée le 06.01.2000		*Dénoncée le 30.07.1990*		*Dénoncée le 02.11.1981*
Nigéria	17.10.1960	**Norvège**	07.10.1927	**Pakistan**	20.11.1922
	Dénoncée le 02.10.2002		*Dénoncée le 08.07.1980*		*Dénoncée le 06.07.2007*
Panama	19.06.1970	**Pays-Bas**	17.06.1931	**Pologne**	21.06.1924
	Dénoncée le 31.10.2000		*Dénoncée le 14.09.1976*		*Dénoncée le 22.03.1978*
Roumanie	18.08.1923	**Royaume-Uni**	08.03.1926	**Russie, Fédération de**	10.08.1956
	Dénoncée le 19.11.1975		*Dénoncée le 07.06.2000*		*Dénoncée le 03.05.1979*
Seychelles	06.02.1978	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965
	Dénoncée le 07.03.2000		*Dénoncée le 11.06.2011*		*Dénoncée le 07.11.2006*
Sri Lanka	25.04.1951	**Suisse**	21.04.1960	**Suède**	14.07.1925
	Dénoncée le 11.02.2000		*Dénoncée le 17.08.1999*		*Dénoncée le 23.04.1990*
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	**Trinité-et-Tobago**	24.05.1963	**Turquie**	29.09.1959
	Dénoncée le 16.12.1998		*Dénoncée le 03.09.2004*		*Dénoncée le 30.10.1998*
Ukraine	14.09.1956	**Uruguay**	06.06.1933	**Yémen**	14.04.1969
	Dénoncée le 03.05.1979		*Dénoncée le 02.06.1977*		*Dénoncée le 15.06.2000*

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922**

82 ratifications

Albanie	03.06.1957	**Argentine**	26.05.1936	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	**Brésil**	08.06.1936	**Bélarus**	06.11.1956
Cameroun	03.09.1962	**Chili**	18.10.1935	**Chine**	02.12.1936
Colombie	20.06.1933	**Costa Rica**	23.07.1991	**Cuba**	07.07.1928
Djibouti	03.08.1978	**Dominique**	28.02.1983	**Estonie**	08.09.1922
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Grenade**	09.07.1979	**Guatemala**	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	**Iles Salomon**	06.08.1985	**Inde**	20.11.1922
Iraq	19.04.1966	**Jamaïque**	26.12.1962	**Japon**	07.06.1924
Kirghizistan	31.03.1992	**Malaisie - Sabah**	03.03.1964	**Malaisie - Sarawak**	03.03.1964
Mexique	09.03.1938	**Monténégro**	03.06.2006	**Myanmar**	20.11.1922
Nouvelle-Zélande	05.12.1961	**Pakistan**	20.11.1922	**Roumanie**	18.08.1923
Sainte-Lucie	14.05.1980	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Slovénie**	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	**Sri Lanka**	25.04.1951	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	**Trinité-et-Tobago**	24.05.1963	**Tunisie**	14.04.1970
Ukraine	14.09.1956	**Uruguay**	06.06.1933	**Yémen**	14.04.1969

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	11.06.1929	**Australie**	28.06.1935	**Belgique**	19.07.1926
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 21.12.2011*		*Dénoncée le 20.08.2013*
Belize	15.12.1983	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Bulgarie**	06.03.1925
	Dénoncée le 08.07.2014		*Dénoncée le 18.01.2010*		*Dénoncée le 12.04.2010*
Canada	31.03.1926	**Chypre**	23.09.1960	**Croatie**	08.10.1991
	Dénoncée le 15.06.2010		*Dénoncée le 20.07.2012*		*Dénoncée le 12.02.2010*
Danemark	23.04.1938	**Espagne**	20.06.1924	**Finlande**	10.10.1925
	Dénoncée le 23.06.2011		*Dénoncée le 04.02.2010*		*Dénoncée le 09.01.2013*
France	22.03.1928	**Ghana**	20.05.1957	**Grèce**	28.06.1930
	Dénoncée le 28.02.2013		*Dénoncée le 16.08.2013*		*Dénoncée le 04.01.2013*
Hongrie	01.03.1928	**Irlande**	05.07.1930	**Italie**	08.09.1924
	Dénoncée le 31.07.2013		*Dénoncée le 21.07.2014*		*Dénoncée le 19.11.2013*
Kenya	09.02.1971	**Lettonie**	09.09.1924	**Luxembourg**	16.04.1928
	Dénoncée le 31.07.2014		*Dénoncée le 12.08.2011*		*Dénoncée le 20.09.2011*
Malte	04.01.1965	**Maurice**	02.12.1969	**Nicaragua**	12.04.1934
	Dénoncée le 22.01.2013		*Dénoncée le 30.05.2014*		*Dénoncée le 20.12.2013*
Nigéria	17.10.1960	**Norvège**	05.12.1980	**Panama**	19.06.1970
	Dénoncée le 18.06.2013		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 06.02.2009*
Pays-Bas	09.03.1928	**Pologne**	21.06.1924	**Royaume-Uni**	08.03.1926
	Dénoncée le 13.12.2011		*Dénoncée le 03.05.2012*		*Dénoncée le 07.08.2013*
Russie, Fédération de	10.08.1956	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998	**Serbie**	24.11.2000
	Dénoncée le 20.08.2012		*Dénoncée le 09.11.2010*		*Dénoncée le 15.03.2013*
Seychelles	06.02.1978	**Singapour**	25.10.1965	**Suisse**	21.04.1960
	Dénoncée le 07.01.2014		*Dénoncée le 15.06.2011*		*Dénoncée le 21.02.2011*
Suède	14.07.1925				
	Dénoncée le 12.06.2012				

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 01.04.1927**

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Allemagne**	14.06.1955	**Angola**	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	**Argentine**	14.03.1950	**Arménie**	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	**Bahamas**	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967
Belgique	03.10.1927	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Bulgarie	05.09.1929	**Burkina Faso**	30.06.1969	**Burundi**	11.03.1963
Cabo Verde	03.04.1979	**Centrafricaine, République**	09.06.1964	**Colombie**	20.06.1933
Comores	23.10.1978	**Croatie**	08.10.1991	**Cuba**	06.08.1928
Djibouti	03.08.1978	**Egypte**	10.05.1960	**Espagne**	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Finlande**	20.01.1950	**France**	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	**Guinée**	12.12.1966	**Guinée - Bissau**	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	**Hongrie**	19.04.1928	**Iraq**	05.07.1960

Kenya	13.01.1964	**Kirghizistan**	06.06.2005	**Lettonie**	29.05.1928
Liban	01.06.1977	**Luxembourg**	16.04.1928	**Malaisie - Péninsulaire**	11.11.1957
Mali	12.07.1968	**Maroc**	20.09.1956	**Maurice**	02.12.1969
Mauritanie	08.11.1963	**Mexique**	12.05.1934	**Monténégro**	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	**Myanmar**	16.02.1956	**Nicaragua**	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	**Ouganda**	04.06.1963	**Panama**	03.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	**Philippines**	17.11.1960	**Pologne**	03.11.1937
Portugal	27.03.1929	**Royaume-Uni**	28.06.1949	**Rwanda**	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	**Sainte-Lucie**	14.05.1980	**Sao Tomé-et-Principe**	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Slovaquie**	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	**Somalie**	18.11.1960	**Suriname**	15.06.1976
Syrienne, République arabe	10.05.1960	**Tanzanie, République-Unie de**	30.01.1962	**Tchèque, République**	01.01.1993
Tunisie	15.05.1957	**Zambie**	02.12.1964		

Dénoncée

Chili	08.10.1931	**Suède**	08.09.1926	**Uruguay**	06.06.1933
Dénoncée le 08.08.2000		*Dénoncée le 17.06.1969*		*Dénoncée le 28.07.1978*	

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 01.04.1927**

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Allemagne**	18.09.1928	**Angola**	04.06.1976
Argentine	24.09.1956	**Arménie**	18.05.2005	**Australie**	22.04.1959
Autriche	29.09.1928	**Bangladesh**	22.06.1972	**Belgique**	03.10.1927
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Bulgarie**	05.09.1929	**Burkina Faso**	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	**Bénin**	12.12.1960	**Centrafricaine, République**	09.06.1964
Colombie	20.06.1933	**Comores**	23.10.1978	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	**Côte d'Ivoire**	21.11.1960	**Danemark**	18.06.1934
Djibouti	03.08.1978	**Egypte**	10.05.1960	**Espagne**	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Finlande**	17.09.1927	**France**	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Inde**	30.09.1927
Iraq	26.11.1938	**Italie**	22.01.1934	**Japon**	08.10.1928
Lettonie	29.11.1929	**Luxembourg**	16.04.1928	**Mali**	22.09.1960
Maroc	20.09.1956	**Mauritanie**	20.06.1961	**Monténégro**	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	**Myanmar**	30.09.1927	**Nicaragua**	12.04.1934
Niger	27.02.1961	**Norvège**	11.06.1929	**Pakistan**	30.09.1927
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Pologne**	03.11.1937	**Portugal**	27.03.1929
Rwanda	18.09.1962	**République démocratique du Congo**	20.09.1960	**Sao Tomé-et-Principe**	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	**Slovaquie**	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992
Sri Lanka	17.05.1952	**Suisse**	16.11.1927	**Syrienne, République arabe**	10.05.1960

Tchèque, République	01.01.1993	**Tunisie**	12.01.1959	**Zambie**	22.02.1965
					Dénoncée
Chili	31.05.1933	**Hongrie**	19.04.1928	**Irlande**	25.11.1927
	Dénoncée le 08.08.2000		*Dénoncée le 25.05.2010*		*Dénoncée le 15.03.1937*
Pays-Bas	01.11.1928	**Royaume-Uni**	06.10.1926	**Suède**	15.10.1929
	Dénoncée le 01.09.1939		*Dénoncée le 29.04.1936*		*Dénoncée le 24.02.1937*
Sénégal	04.11.1960	**Uruguay**	06.06.1933		
	Dénoncée le 10.05.1971		*Dénoncée le 17.10.1955*		

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 08.09.1926**

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	**Algérie**	19.10.1962	**Allemagne**	18.09.1928
Angola	04.06.1976	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983	**Argentine**	14.03.1950
Australie	12.06.1959	**Autriche**	29.09.1928	**Bahamas**	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	**Barbade**	08.05.1967	**Belgique**	03.10.1927
Belize	15.12.1983	**Bolivie, Etat plurinational de**	19.07.1954	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Botswana	03.02.1988	**Brésil**	25.04.1957	**Bulgarie**	05.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	**Burundi**	11.03.1963	**Cabo Verde**	18.02.1987
Cameroun	03.09.1962	**Centrafricaine, République**	09.06.1964	**Chili**	08.10.1931
Chine	27.04.1934	**Chypre**	23.09.1960	**Colombie**	20.06.1933
Comores	23.10.1978	**Corée, République de**	29.03.2001	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	06.08.1928	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961	**Danemark**	31.03.1928
Djibouti	03.08.1978	**Dominicaine, République**	05.12.1956	**Dominique**	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	**Espagne**	22.02.1929	**Estonie**	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Fidji**	19.04.1974	**Finlande**	17.09.1927
France	04.04.1928	**Gabon**	13.06.1961	**Ghana**	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	**Grèce**	30.05.1936	**Guatemala**	02.08.1961
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Guyana**	08.06.1966	**Haïti**	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	**Iles Salomon**	06.08.1985	**Inde**	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	**Iran, République islamique d'**	10.06.1972	**Iraq**	30.04.1940
Irlande	05.07.1930	**Israël**	05.05.1958	**Italie**	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	**Japon**	08.10.1928	**Kenya**	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	**Lettonie**	29.05.1928	**Liban**	01.06.1977
Lituanie	28.09.1934	**Luxembourg**	16.04.1928	**Madagascar**	10.08.1962
Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957	**Malaisie - Sarawak**	03.03.1964	**Malawi**	22.03.1965
Mali	17.08.1964	**Malte**	04.01.1965	**Maroc**	13.06.1956
Maurice	02.12.1969	**Mauritanie**	08.11.1963	**Mexique**	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	**Myanmar**	30.09.1927	**Nicaragua**	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	**Norvège**	11.06.1929	**Ouganda**	04.06.1963
Pakistan	30.09.1927	**Panama**	19.06.1970	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	01.05.1976

Pays-Bas	13.09.1927	**Philippines**	26.04.1994	**Pologne**	28.02.1928
Portugal	27.03.1929	**Pérou**	08.11.1945	**Royaume-Uni**	06.10.1926
Rwanda	18.09.1962	**République démocratique du Congo**	20.09.1960	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	**Sao Tomé-et-Principe**	01.06.1982	**Serbie**	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965	**Slovaquie**	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	**Somalie**	18.11.1960	**Soudan**	18.06.1957
Suisse	01.02.1929	**Suriname**	15.06.1976	**Suède**	08.09.1926
Swaziland	26.04.1978	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960	**Sénégal**	22.10.1962
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Thaïlande**	05.04.1968
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	**Tunisie**	12.06.1956	**Uruguay**	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944	**Yémen**	14.04.1969	**Zambie**	02.12.1964
Zimbabwe	06.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928**

17 ratifications

Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	**Bulgarie**	05.09.1929	**Chili**	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	**Cuba**	06.08.1928	**Espagne**	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	**Israël**	26.07.1951	**Panama**	19.06.1970

Dénoncée

Argentine	17.02.1955	**Finlande**	26.05.1928	**Irlande**	15.03.1937
	Dénoncée le 11.03.1981		*Dénoncée le 31.03.1983*		*Dénoncée le 22.12.1980*
Luxembourg	16.04.1928	**Nicaragua**	12.04.1934	**Pérou**	04.04.1962
	Dénoncée le 02.06.1998		*Dénoncée le 19.09.1950*		*Dénoncée le 18.06.1996*
Suède	05.01.1940	**Uruguay**	06.06.1933		
	Dénoncée le 12.06.1970		*Dénoncée le 26.05.1978*		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927**

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	**Autriche**	29.12.1927	**Bangladesh**	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	**Bulgarie**	29.11.1929	**Colombie**	20.06.1933
Cuba	07.09.1954	**Danemark**	18.05.1955	**Finlande**	05.04.1929
Inde	14.01.1928	**Irlande**	05.07.1930	**Japon**	08.10.1928
Luxembourg	16.04.1928	**Malte**	09.06.1988	**Mexique**	09.03.1938
Myanmar	14.01.1928	**Nicaragua**	12.04.1934	**Norvège**	28.01.1957
Pakistan	14.01.1928	**Panama**	19.06.1970	**Pays-Bas**	13.09.1927
Slovaquie	01.01.1993	**Suède**	28.01.1957	**Tchèque, République**	01.01.1993
Uruguay	06.06.1933	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	**Royaume-Uni**	16.09.1927		

Dénoncée

Albanie	17.03.1932	**Australie**	18.04.1931	**Belgique**	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		*Dénoncée le 02.04.2002*		*Dénoncée le 14.08.1998*
Hongrie	03.02.1931	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938		
	Dénoncée le 25.05.2010		*Dénoncée le 02.06.1982*		

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 04.04.1928**

60 ratifications

Argentine	14.03.1950	**Bangladesh**	22.06.1972	**Brésil**	18.06.1965
Chili	18.10.1935	**Chine**	02.12.1936	**Colombie**	20.06.1933
Cuba	07.07.1928	**Djibouti**	03.08.1978	**Dominique**	28.02.1983
Egypte	04.08.1982	**Estonie**	10.05.1929	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Inde	31.10.1932	**Iraq**	04.10.1966	**Japon**	22.08.1955
Mauritanie	08.11.1963	**Mexique**	12.05.1934	**Monténégro**	03.06.2006
Myanmar	31.10.1932	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938	**Pakistan**	31.10.1932
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Portugal**	23.05.1983	**Pérou**	04.04.1962
Roumanie	11.10.2000	**Sierra Leone**	15.06.1961	**Slovénie**	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	**Tunisie**	14.04.1970	**Uruguay**	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	20.11.1944				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	20.09.1930	**Australie**	01.04.1935	**Bahamas**	25.05.1976
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 21.12.2011*		*Dénoncée le 11.02.2008*
Barbade	08.05.1967	**Belgique**	03.10.1927	**Belize**	15.12.1983
	Dénoncée le 20.06.2013		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 08.07.2014*
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Bulgarie**	29.11.1929	**Canada**	30.06.1938
	Dénoncée le 18.01.2010		*Dénoncée le 12.04.2010*		*Dénoncée le 15.06.2010*
Croatie	08.10.1991	**Espagne**	23.02.1931	**Finlande**	08.04.1947
	Dénoncée le 12.02.2010		*Dénoncée le 04.02.2010*		*Dénoncée le 09.01.2013*
France	04.04.1928	**Ghana**	18.03.1965	**Irlande**	05.07.1930
	Dénoncée le 28.02.2013		*Dénoncée le 16.08.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*
Italie	10.10.1929	**Libéria**	21.06.1977	**Luxembourg**	16.04.1928
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 07.06.2006*		*Dénoncée le 20.09.2011*
Malte	04.01.1965	**Maroc**	14.03.1958	**Nicaragua**	12.04.1934
	Dénoncée le 22.01.2013		*Dénoncée le 10.09.2012*		*Dénoncée le 20.12.2013*
Norvège	29.03.1940	**Panama**	19.06.1970	**Pays-Bas**	15.12.1937
	Dénoncée le 10.02.2009		*Dénoncée le 06.02.2009*		*Dénoncée le 13.12.2011*
Pologne	08.08.1931	**Royaume-Uni**	14.06.1929	**Serbie**	24.11.2000
	Dénoncée le 03.05.2012		*Dénoncée le 07.08.2013*		*Dénoncée le 15.03.2013*
Seychelles	28.10.2005	**Singapour**	25.10.1965		
	Dénoncée le 07.01.2014		*Dénoncée le 15.06.2011*		

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928**

47 ratifications

Argentine	14.03.1950	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Chine**	02.12.1936
Colombie	20.06.1933	**Cuba**	07.07.1928	**Djibouti**	03.08.1978
Egypte	04.08.1982	**Estonie**	09.07.1928	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Iraq	23.09.1976	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Mauritanie**	08.11.1963
Monténégro	03.06.2006	**Nouvelle-Zélande**	11.01.1980	**Portugal**	23.05.1983
Pérou	04.04.1962	**Slovénie**	29.05.1992	**Somalie**	18.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	**Tunisie**	14.04.1970	**Ukraine**	17.06.1970
Uruguay	06.06.1933				

Dénoncée

Mexique	12.05.1934
	Dénoncée le 15.03.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.03.1930	**Belgique**	03.10.1927	**Belize**	15.07.2005
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 08.07.2014*
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Bulgarie**	29.11.1929	**Chypre**	19.09.1995
	Dénoncée le 18.01.2010		*Dénoncée le 12.04.2010*		*Dénoncée le 20.07.2012*
Croatie	08.10.1991	**Espagne**	23.02.1931	**France**	04.03.1929
	Dénoncée le 12.02.2010		*Dénoncée le 04.02.2010*		*Dénoncée le 28.02.2013*
Ghana	18.03.1965	**Grèce**	06.05.1981	**Irlande**	05.07.1930
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 04.01.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*
Italie	10.10.1929	**Libéria**	21.06.1977	**Luxembourg**	16.04.1928
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 07.06.2006*		*Dénoncée le 20.09.2011*
Nicaragua	12.04.1934	**Panama**	19.06.1970	**Pays-Bas**	05.05.1948
	Dénoncée le 20.12.2013		*Dénoncée le 06.02.2009*		*Dénoncée le 13.12.2011*
Philippines	17.11.1960	**Pologne**	08.08.1931	**Royaume-Uni**	03.06.1985
	Dénoncée le 20.08.2012		*Dénoncée le 03.05.2012*		*Dénoncée le 07.08.2013*
Russie, Fédération de	04.11.1969	**Serbie**	24.11.2000	**Suisse**	21.04.1960
	Dénoncée le 20.08.2012		*Dénoncée le 15.03.2013*		*Dénoncée le 21.02.2011*

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928**

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Allemagne**	23.01.1928	**Autriche**	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Bulgarie**	01.11.1930	**Chili**	08.10.1931
Colombie	20.06.1933	**Croatie**	08.10.1991	**Djibouti**	03.08.1978
Equateur	05.02.1962	**Espagne**	29.09.1932	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
France	17.05.1948	**Haïti**	19.04.1955	**Hongrie**	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	**Lituanie**	19.06.1931	**Luxembourg**	16.04.1928
Monténégro	03.06.2006	**Nicaragua**	12.04.1934	**Norvège**	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	**Pologne**	29.09.1948	**Pérou**	08.11.1945
Roumanie	28.06.1929	**Royaume-Uni**	20.02.1931	**Serbie**	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénoncée

Uruguay	06.06.1933
	Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928**

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	**Autriche**	18.02.1929	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Bulgarie	01.11.1930	**Chili**	08.10.1931	**Colombie**	20.06.1933
Croatie	08.10.1991	**Espagne**	29.09.1932	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	**Luxembourg**	16.04.1928	**Monténégro**	03.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	**Norvège**	29.05.1961	**Pays-Bas**	15.11.1965
Pologne	29.09.1948	**Pérou**	01.02.1960	**Royaume-Uni**	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	**Slovénie**	29.05.1992		

Dénoncée

Uruguay	06.06.1933				
Dénoncée le 28.07.1978					

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930**

104 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	**Albanie**	02.08.2001	**Allemagne**	30.05.1929
Angola	04.06.1976	**Argentine**	14.03.1950	**Arménie**	27.01.2006
Australie	09.03.1931	**Autriche**	15.03.1974	**Bahamas**	25.05.1976
Barbade	08.05.1967	**Belgique**	11.08.1937	**Belize**	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	19.07.1954	**Brésil**	25.04.1957	**Bulgarie**	04.06.1935
Burkina Faso	21.11.1960	**Burundi**	11.03.1963	**Bélarus**	15.09.1993
Bénin	12.12.1960	**Cameroun**	07.06.1960	**Canada**	25.04.1935
Centrafricaine, République	27.10.1960	**Chili**	31.05.1933	**Chine**	05.05.1930
Colombie	20.06.1933	**Comores**	23.10.1978	**Congo**	10.11.1960
Corée, République de	27.12.2001	**Costa Rica**	16.03.1972	**Cuba**	24.02.1936
Côte d'Ivoire	21.11.1960	**Djibouti**	03.08.1978	**Dominicaine, République**	05.12.1956
Dominique	28.02.1983	**Egypte**	10.05.1960	**Equateur**	06.07.1954
Espagne	08.04.1930	**Fidji**	19.04.1974	**France**	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	**Ghana**	02.07.1959	**Grenade**	09.07.1979
Guatemala	04.05.1961	**Guinée**	21.01.1959	**Guinée - Bissau**	21.02.1977
Guyana	08.06.1966	**Hongrie**	30.07.1932	**Iles Salomon**	06.08.1985
Inde	10.01.1955	**Iraq**	26.11.1962	**Irlande**	03.06.1930
Italie	09.09.1930	**Jamaïque**	08.07.1963	**Japon**	29.04.1971
Kenya	13.01.1964	**Lesotho**	31.10.1966	**Liban**	26.07.1962
Libye	27.05.1971	**Luxembourg**	03.03.1958	**Madagascar**	01.11.1960
Malawi	22.03.1965	**Mali**	22.09.1960	**Malte**	04.01.1965
Maroc	14.03.1958	**Maurice**	02.12.1969	**Mauritanie**	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	**Myanmar**	21.05.1954	**Nicaragua**	12.04.1934

Niger	27.02.1961	**Nigéria**	16.06.1961	**Norvège**	07.07.1933
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	**Ouganda**	04.06.1963	**Panama**	19.06.1970
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Paraguay**	24.06.1964	**Pays-Bas**	10.11.1936
Portugal	10.11.1959	**Pérou**	04.04.1962	**Rwanda**	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998	**Sainte-Lucie**	14.05.1980
Seychelles	06.02.1978	**Sierra Leone**	15.06.1961	**Slovaquie**	01.01.1993
Soudan	18.06.1957	**Sri Lanka**	09.06.1971	**Suisse**	07.05.1947
Swaziland	26.04.1978	**Syrienne, République arabe**	10.05.1960	**Sénégal**	04.11.1960
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	**Tchad**	10.11.1960	**Tchèque, République**	01.01.1993
Togo	07.06.1960	**Tunisie**	15.05.1957	**Turquie**	29.01.1975
Uruguay	06.06.1933	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944	**Zambie**	02.12.1964
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénoncée

Royaume-Uni	14.06.1929
Dénoncée le	*25.07.1985*

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 09.03.1932**

66 ratifications

Allemagne	05.07.1933	**Angola**	04.06.1976	**Argentine**	14.03.1950
Australie	09.03.1931	**Autriche**	16.08.1935	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	**Belgique**	06.06.1934	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Bulgarie	04.06.1935	**Burundi**	11.03.1963	**Bélarus**	11.03.1970
Canada	30.06.1938	**Chili**	31.05.1933	**Chine**	24.06.1931
Croatie	08.10.1991	**Cuba**	07.09.1954	**Danemark**	01.10.1981
Espagne	29.08.1932	**Estonie**	18.01.1932	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Finlande	08.08.1932	**France**	29.07.1935	**Grèce**	30.05.1936
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Honduras**	09.06.1980	**Hongrie**	06.12.1937
Inde	07.09.1931	**Indonésie**	12.06.1950	**Iraq**	21.11.1966
Irlande	05.07.1930	**Italie**	18.07.1933	**Japon**	16.03.1931
Kenya	09.02.1971	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Lituanie**	28.09.1934
Luxembourg	01.04.1931	**Maroc**	20.09.1956	**Mexique**	12.05.1934
Monténégro	03.06.2006	**Myanmar**	07.09.1931	**Nicaragua**	12.04.1934
Norvège	01.07.1932	**Pakistan**	07.09.1931	**Panama**	19.06.1970
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Pays-Bas**	04.01.1933	**Pologne**	18.06.1932
Portugal	01.03.1932	**Pérou**	04.04.1962	**Roumanie**	07.12.1932
Russie, Fédération de	04.11.1969	**République démocratique du Congo**	20.09.1960	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Suisse**	08.11.1934

Suriname	15.06.1976	**Suède**	11.04.1932	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	**Ukraine**	17.06.1970	**Uruguay**	06.06.1933
Venezuela, République bolivarienne du	17.12.1932	**Viet Nam**	03.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud	21.02.1933

Convention (n°28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 01.04.1932**

4 ratifications

Nicaragua	12.04.1934

Dénoncée

Luxembourg	01.04.1931
	Dénoncée le 09.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne	29.08.1932	**Irlande**	05.07.1930
	Dénoncée le 28.07.1934		*Dénoncée le 13.06.1972*

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 01.05.1932**

177 ratifications

Afrique du Sud	05.03.1997	**Albanie**	25.06.1957	**Algérie**	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	**Angola**	04.06.1976	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	**Argentine**	14.03.1950	**Arménie**	17.12.2004
Australie	02.01.1932	**Autriche**	07.06.1960	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	**Bahreïn**	11.06.1981	**Bangladesh**	22.06.1972
Barbade	08.05.1967	**Belgique**	20.01.1944	**Belize**	15.12.1983
Bolivie, Etat plurinational de	31.05.2005	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Botswana**	05.06.1997
Brésil	25.04.1957	**Bulgarie**	22.09.1932	**Burkina Faso**	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	**Bélarus**	21.08.1956	**Bénin**	12.12.1960
Cabo Verde	03.04.1979	**Cambodge**	24.02.1969	**Cameroun**	07.06.1960
Canada	13.06.2011	**Centrafricaine, République**	27.10.1960	**Chili**	31.05.1933
Chypre	23.09.1960	**Colombie**	04.03.1969	**Comores**	23.10.1978
Congo	10.11.1960	**Costa Rica**	02.06.1960	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	20.07.1953	**Côte d'Ivoire**	21.11.1960	**Danemark**	11.02.1932
Djibouti	03.08.1978	**Dominicaine, République**	05.12.1956	**Dominique**	28.02.1983
Egypte	29.11.1955	**El Salvador**	15.06.1995	**Emirats arabes unis**	27.05.1982

Equateur	06.07.1954	**Erythrée**	22.02.2000	**Espagne**	29.08.1932
Estonie	07.02.1996	**Ethiopie**	02.09.2003	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	**Finlande**	13.01.1936	**France**	24.06.1937
Gabon	14.10.1960	**Gambie**	04.09.2000	**Ghana**	20.05.1957
Grenade	09.07.1979	**Grèce**	13.06.1952	**Guatemala**	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Guinée équatoriale**	13.08.2001
Guyana	08.06.1966	**Géorgie**	22.06.1993	**Haïti**	04.03.1958
Honduras	21.02.1957	**Hongrie**	08.06.1956	**Iles Salomon**	06.08.1985
Inde	30.11.1954	**Indonésie**	12.06.1950	**Iran, République islamique d'**	10.06.1957
Iraq	27.11.1962	**Irlande**	02.03.1931	**Islande**	17.02.1958
Israël	07.06.1955	**Italie**	18.06.1934	**Jamaïque**	26.12.1962
Japon	21.11.1932	**Jordanie**	06.06.1966	**Kazakhstan**	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Kiribati**	03.02.2000
Koweït	23.09.1968	**Lao, République démocratique populaire**	23.01.1964	**Lesotho**	31.10.1966
Lettonie	02.06.2006	**Liban**	01.06.1977	**Libye**	13.06.1961
Libéria	01.05.1931	**Lituanie**	26.09.1994	**Luxembourg**	24.07.1964
Madagascar	01.11.1960	**Malaisie**	11.11.1957	**Malawi**	19.11.1999
Maldives, République des	04.01.2013	**Mali**	22.09.1960	**Malte**	04.01.1965
Maroc	20.05.1957	**Maurice**	02.12.1969	**Mauritanie**	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	**Moldova, République de**	23.03.2000	**Mongolie**	15.03.2005
Monténégro	03.06.2006	**Mozambique**	16.06.2003	**Myanmar**	04.03.1955
Namibie	15.11.2000	**Nicaragua**	12.04.1934	**Niger**	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	**Norvège**	01.07.1932	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938
Népal	03.01.2002	**Oman**	30.10.1998	**Ouganda**	04.06.1963
Ouzbékistan	13.07.1992	**Pakistan**	23.12.1957	**Panama**	16.05.1966
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Paraguay**	28.08.1967	**Pays-Bas**	31.03.1933
Philippines	15.07.2005	**Pologne**	30.07.1958	**Portugal**	26.06.1956
Pérou	01.02.1960	**Qatar**	12.03.1998	**Roumanie**	28.05.1957
Royaume-Uni	03.06.1931	**Russie, Fédération de**	23.06.1956	**Rwanda**	23.05.2001
République démocratique du Congo	20.09.1960	**Saint-Kitts-et-Nevis**	12.10.2000	**Saint-Marin**	01.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	**Sainte-Lucie**	14.05.1980	**Samoa**	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	**Serbie**	24.11.2000	**Seychelles**	06.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965	**Slovaquie**	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	**Somalie**	18.11.1960	**Soudan**	18.06.1957
Soudan du Sud	29.04.2012	**Sri Lanka**	05.04.1950	**Suisse**	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	**Suède**	22.12.1931	**Swaziland**	26.04.1978
Syrienne, République arabe	26.07.1960	**Sénégal**	04.11.1960	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	**Tchad**	10.11.1960	**Tchèque, République**	01.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	**Timor-Leste**	16.06.2009	**Togo**	07.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	**Tunisie**	17.12.1962	**Turkménistan**	15.05.1997
Turquie	30.10.1998	**Ukraine**	10.08.1956	**Uruguay**	06.09.1995
Vanuatu	28.08.2006	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944	**Viet Nam**	05.03.2007
Yémen	14.04.1969	**Zambie**	02.12.1964	**Zimbabwe**	27.08.1998

Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 103ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur:**

0 ratifications

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933**

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	**Argentine**	14.03.1950	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	**Chili**	18.10.1935	**Colombie**	04.03.1969
Cuba	24.02.1936	**Egypte**	10.05.1960	**Espagne**	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	**Guatemala**	04.08.1961	**Guinée équatoriale**	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	**Iraq**	26.11.1962	**Israël**	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	**Liban**	01.06.1977	**Luxembourg**	03.03.1958
Maroc	22.07.1974	**Mexique**	12.05.1934	**Mozambique**	06.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	**Norvège**	29.06.1953	**Panama**	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	**Syrienne, République arabe**	10.05.1960	**Uruguay**	06.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche	16.02.1933

Dénoncée

Finlande	13.01.1936	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938
Dénoncée le 23.06.1999		*Dénoncée le 09.06.1989*	

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934**

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Argentine**	14.03.1950	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	**Belgique**	02.07.1952	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	**Bélarus**	11.03.1970	**Canada**	06.04.1946
Chili	18.10.1935	**Chine**	30.11.1935	**Croatie**	08.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Honduras**	17.11.1964	**Inde**	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	**Kenya**	13.01.1964	**Kirghizistan**	31.03.1992
Malte	04.01.1965	**Maurice**	02.12.1969	**Monténégro**	03.06.2006
Nigéria	16.06.1961	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938	**Pakistan**	10.02.1947
Panama	04.06.1971	**Royaume-Uni**	10.01.1935	**Serbie**	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	**Singapour**	25.10.1965	**Slovénie**	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	**Ukraine**	17.06.1970	**Uruguay**	06.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	07.09.1954	**Danemark**	22.06.1970	**Espagne**	28.07.1934
	Dénoncée le 15.10.1982		*Dénoncée le 22.12.1989*		*Dénoncée le 03.03.1982*
Finlande	23.08.1949	**France**	27.05.1955	**Italie**	30.10.1933
	Dénoncée le 05.12.1981		*Dénoncée le 30.07.1985*		*Dénoncée le 07.06.2000*
Mexique	12.05.1934	**Norvège**	23.06.1956	**Pays-Bas**	25.08.1964
	Dénoncée le 10.02.1982		*Dénoncée le 05.12.1981*		*Dénoncée le 13.05.1998*
Pérou	04.04.1962	**Russie, Fédération de**	04.11.1969	**Suède**	03.08.1938
	Dénoncée le 19.04.1988		*Dénoncée le 14.07.2004*		*Dénoncée le 05.12.1981*
Tanzanie. Tanganyika	19.11.1962				
	Dénoncée le 30.05.1983				

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 06.06.1935**

25 ratifications

Cameroun	07.06.1960	**Mauritanie**	20.06.1961

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
	Dénoncée le 05.05.1971

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	**Autriche**	26.02.1936	**Belgique**	06.06.1934
	Dénoncée le 11.11.1996		*Dénoncée le 18.09.2000*		*Dénoncée le 19.04.1988*
Burkina Faso	21.11.1960	**Bénin**	12.12.1960	**Centrafricaine, République**	27.10.1960
	Dénoncée le 11.02.1999		*Dénoncée le 11.06.2001*		*Dénoncée le 28.06.2000*
Comores	23.10.1978	**Congo**	10.11.1960	**Cuba**	24.02.1936
	Dénoncée le 17.03.2004		*Dénoncée le 26.11.1999*		*Dénoncée le 07.03.1975*
Côte d'Ivoire	21.11.1960	**Djibouti**	03.08.1978	**France**	29.04.1939
	Dénoncée le 07.02.2003		*Dénoncée le 14.06.2006*		*Dénoncée le 13.07.1990*
Gabon	14.10.1960	**Guinée**	21.01.1959	**Madagascar**	01.11.1960
	Dénoncée le 25.10.2011		*Dénoncée le 06.06.2003*		*Dénoncée le 31.05.2000*
Mali	22.09.1960	**Niger**	27.02.1961	**Pays-Bas**	12.07.1935
	Dénoncée le 11.03.2002		*Dénoncée le 04.12.1978*		*Dénoncée le 14.09.1976*
Sénégal	04.11.1960	**Tchad**	10.11.1960	**Togo**	07.06.1960
	Dénoncée le 15.12.1999		*Dénoncée le 21.03.2005*		*Dénoncée le 16.03.1984*
Uruguay	06.06.1933				
	Dénoncée le 02.06.1977				

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936**

11 ratifications

Chili	18.10.1935

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	**Espagne**	27.04.1935	**Finlande**	13.01.1936
	Dénoncée le 19.09.1996		*Dénoncée le 05.05.1971*		*Dénoncée le 22.12.1951*
Mexique	21.02.1938	**Norvège**	04.07.1949	**Suède**	01.01.1936
	Dénoncée le 01.03.1991		*Dénoncée le 29.06.1950*		*Dénoncée le 18.07.1950*
Turquie	27.12.1946				
	Dénoncée le 23.01.1952				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	**Slovaquie**	01.01.1993	**Tchèque, République**	01.01.1993
	Dénoncée le 24.03.2005		*Dénoncée le 25.07.2007*		*Dénoncée le 09.10.2000*

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937**

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	**Bulgarie**	29.12.1949	**Chili**	18.10.1935
Djibouti	03.08.1978	**France**	23.08.1939	**Italie**	22.10.1947
Malte	04.01.1965	**Pologne**	29.09.1948	**Pérou**	08.11.1945
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur	05.02.1962
	Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937**

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	**Bulgarie**	29.12.1949	**Chili**	18.10.1935
Djibouti	03.08.1978	**France**	23.08.1939	**Italie**	22.10.1947
Malte	04.01.1965	**Pologne**	29.09.1948	**Pérou**	01.02.1960
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937**

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	**Chili**	18.10.1935	**Djibouti**	03.08.1978
France	23.08.1939	**Italie**	22.10.1947	**Pologne**	29.09.1948
Pérou	08.11.1945	**Royaume-Uni**	18.07.1936	**Slovaquie**	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur	05.02.1962
	Dénoncée le 05.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937**

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	**Chili**	18.10.1935	**Djibouti**	03.08.1978
France	23.08.1939	**Italie**	22.10.1947	**Pologne**	29.09.1948
Pérou	01.02.1960	**Royaume-Uni**	18.07.1936	**Slovaquie**	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 08.11.1946**

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	**Italie**	22.10.1952	**Pologne**	29.09.1948
Pérou	08.11.1945	**Royaume-Uni**	18.07.1936	**Slovaquie**	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur	05.02.1962
Dénoncée le	*05.04.1978*

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949**

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	**Italie**	22.10.1952	**Pologne**	29.09.1948
Pérou	01.02.1960	**Royaume-Uni**	18.07.1936	**Slovaquie**	01.01.1993

Dénoncée

Tchèque, République	01.01.1993
Dénoncée le	*27.09.2000*

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936**

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	**Argentine**	14.03.1950	**Burkina Faso**	21.11.1960
Bénin	12.12.1960	**Centrafricaine, République**	27.10.1960	**Côte d'Ivoire**	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	**Gabon**	14.10.1960	**Mali**	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	**Niger**	27.02.1961	**Suriname**	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	**Togo**	07.06.1960	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944

Dénoncée

Hongrie	18.12.1936	**Myanmar**	22.11.1935	**Pérou**	08.11.1945
	Dénoncée le 15.11.1977		*Dénoncée le 30.03.1967*		*Dénoncée le 13.01.1997*
Royaume-Uni	25.01.1937				
	Dénoncée le 04.10.1947				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	**Belgique**	04.08.1937	**Brésil**	08.06.1936
	Dénoncée le 02.03.1950		*Dénoncée le 01.04.1952*		*Dénoncée le 25.04.1957*
Congo	10.11.1960	**Egypte**	11.07.1947	**France**	25.01.1938
	Dénoncée le 04.06.1971		*Dénoncée le 26.07.1960*		*Dénoncée le 21.09.1953*
Grèce	30.05.1936	**Guinée**	21.01.1959	**Inde**	22.11.1935
	Dénoncée le 27.04.1959		*Dénoncée le 12.12.1966*		*Dénoncée le 27.02.1950*
Iraq	28.03.1938	**Irlande**	15.03.1937	**Madagascar**	01.11.1960
	Dénoncée le 17.11.1967		*Dénoncée le 14.01.1952*		*Dénoncée le 10.11.2008*
Mauritanie	20.06.1961	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938	**Pakistan**	22.11.1935
	Dénoncée le 08.11.1963		*Dénoncée le 10.11.1950*		*Dénoncée le 14.02.1951*
Pays-Bas	09.12.1935	**Sri Lanka**	02.09.1950	**Suisse**	04.06.1936
	Dénoncée le 22.10.1954		*Dénoncée le 31.03.1966*		*Dénoncée le 06.05.1950*
Sénégal	04.11.1960				
	Dénoncée le 22.10.1962				

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936**

53 ratifications

Afrique du Sud	26.02.1952	**Algérie**	19.10.1962	**Argentine**	14.03.1950
Australie	29.04.1959	**Autriche**	26.02.1936	**Bahamas**	25.05.1976
Barbade	08.05.1967	**Belize**	15.12.1983	**Brésil**	08.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	**Burundi**	11.03.1963	**Comores**	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	**Danemark**	22.06.1939	**Espagne**	24.06.1958
France	17.05.1948	**Grèce**	13.06.1952	**Guyana**	08.06.1966
Haïti	19.04.1955	**Honduras**	17.11.1964	**Hongrie**	17.06.1935
Iles Salomon	06.08.1985	**Inde**	13.01.1964	**Iraq**	25.07.1941
Italie	22.10.1952	**Malte**	04.01.1965	**Maroc**	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	**Mexique**	20.05.1937	**Myanmar**	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938	**Panama**	16.02.1959
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Pologne**	29.09.1948	**Royaume-Uni**	29.04.1936
Rwanda	18.09.1962	**Slovaquie**	01.01.1993	**Suriname**	15.06.1976
Tchèque, République	01.01.1993	**Turquie**	27.12.1946		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	**Belgique**	03.08.1949	**Bolivie, Etat plurinational de**	19.07.1954
Dénoncée le 01.03.1972		*Dénoncée le 22.04.1970*		*Dénoncée le 31.01.1977*	
Chili	14.10.1994	**Finlande**	20.01.1950	**Irlande**	15.03.1937
Dénoncée le 30.09.1999		*Dénoncée le 23.09.1968*		*Dénoncée le 09.06.1969*	
Japon	06.06.1936	**Luxembourg**	03.03.1958	**Pays-Bas**	01.09.1939
Dénoncée le 07.06.1974		*Dénoncée le 24.07.1972*		*Dénoncée le 02.08.1966*	
République démocratique du Congo	20.09.1960	**Suède**	24.02.1937	**Uruguay**	18.03.1954
Dénoncée le 05.09.1967		*Dénoncée le 17.06.1969*		*Dénoncée le 28.06.1973*	

Convention (n°43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938**

13 ratifications

Belgique	04.08.1937	**Bulgarie**	29.12.1949	**Djibouti**	03.08.1978
France	05.02.1938	**Irlande**	15.05.1939	**Malte**	09.06.1988
Mexique	09.03.1938	**Norvège**	21.05.1935	**Panama**	19.06.1970
Slovaquie	01.01.1993	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Uruguay**	18.03.1954

		Dénoncée
Royaume-Uni	13.01.1937	
	Dénoncée le 04.12.1958	

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938**

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Bulgarie**	29.12.1949	**Chypre**	08.10.1965
Djibouti	03.08.1978	**Espagne**	05.05.1971	**France**	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	**Italie**	22.10.1952	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	**Pérou**	04.04.1962	**Royaume-Uni**	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège	20.05.1957	**Suisse**	14.06.1939
	Dénoncée le 19.06.1990		*Dénoncée le 17.10.1990*

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937**

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	**Afrique du Sud**	25.06.1936	**Angola**	04.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	**Argentine**	14.03.1950	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	**Bangladesh**	22.06.1972	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Brésil**	22.09.1938	**Bulgarie**	29.12.1949
Bélarus	04.08.1961	**Cameroun**	03.09.1962	**Chine**	02.12.1936
Chypre	23.09.1960	**Costa Rica**	22.03.1960	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	14.04.1936	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961	**Dominicaine, République**	12.08.1957
Egypte	11.07.1947	**Equateur**	06.07.1954	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	**Gabon**	13.06.1961	**Ghana**	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	**Guatemala**	07.03.1960	**Guinée**	12.12.1966
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Guyana**	08.06.1966	**Haïti**	05.04.1960
Honduras	20.06.1960	**Iles Salomon**	06.08.1985	**Inde**	25.03.1938
Indonésie	12.06.1950	**Japon**	11.06.1956	**Kenya**	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	**Lesotho**	31.10.1966	**Liban**	26.07.1962
Malaisie - Péninsulaire	11.11.1957	**Malawi**	22.03.1965	**Maroc**	20.09.1956
Mexique	21.02.1938	**Monténégro**	03.06.2006	**Nicaragua**	01.03.1976
Nigéria	17.10.1960	**Ouganda**	04.06.1963	**Pakistan**	25.03.1938
Panama	16.02.1959	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	01.05.1976	**Portugal**	18.10.1937
Russie, Fédération de	04.05.1961	**Serbie**	24.11.2000	**Sierra Leone**	13.06.1961

Singapour	25.10.1965	**Somalie**	18.11.1960	**Sri Lanka**	20.12.1950
Suisse	23.05.1940	**Swaziland**	05.06.1981	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	**Tanzanie. Tanganyika**	30.01.1962	**Tunisie**	15.05.1957
Turquie	21.04.1938	**Ukraine**	04.08.1961	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.11.1944
Viet Nam	03.10.1994				

Dénoncée

Allemagne	15.11.1954	**Australie**	07.10.1953	**Autriche**	03.07.1937
	Dénoncée le 25.04.2008		*Dénoncée le 20.05.1988*		*Dénoncée le 03.04.2008*
Belgique	04.08.1937	**Canada**	16.09.1966	**Chili**	16.03.1946
	Dénoncée le 30.05.2008		*Dénoncée le 19.05.1978*		*Dénoncée le 30.05.1997*
Djibouti	03.08.1978	**Espagne**	24.06.1958	**Estonie**	04.06.1937
	Dénoncée le 29.05.2008		*Dénoncée le 14.04.2008*		*Dénoncée le 06.12.2007*
Finlande	03.03.1938	**France**	25.01.1938	**Hongrie**	19.12.1938
	Dénoncée le 19.09.1997		*Dénoncée le 02.05.2008*		*Dénoncée le 30.05.2008*
Irlande	20.08.1936	**Italie**	22.10.1952	**Luxembourg**	03.03.1958
	Dénoncée le 27.05.1988		*Dénoncée le 29.05.2008*		*Dénoncée le 29.04.1988*
Malte	09.06.1988	**Nouvelle-Zélande**	29.03.1938	**Pays-Bas**	20.02.1937
	Dénoncée le 29.05.2008		*Dénoncée le 23.06.1987*		*Dénoncée le 29.04.1998*
Pologne	15.06.1957	**Pérou**	08.11.1945	**Royaume-Uni**	18.07.1936
	Dénoncée le 29.05.2008		*Dénoncée le 09.06.1997*		*Dénoncée le 26.05.1988*
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Suède**	11.07.1936
	Dénoncée le 20.02.2008		*Dénoncée le 18.03.2008*		*Dénoncée le 15.06.1967*
Tchèque, République	01.01.1993	**Uruguay**	18.03.1954	**Zambie**	02.12.1964
	Dénoncée le 24.04.2008		*Dénoncée le 26.05.1978*		*Dénoncée le 03.03.1998*
Zimbabwe	06.06.1980				
	Dénoncée le 30.05.2008				

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957**

15 ratifications

Australie	22.10.1970	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bélarus**	21.08.1956
Corée, République de	07.11.2011	**Finlande**	23.11.1989	**Kirghizistan**	31.03.1992
Lituanie	26.09.1994	**Moldova, République de**	09.12.1997	**Norvège**	13.03.1979
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	**Ouzbékistan**	13.07.1992	**Russie, Fédération de**	23.06.1956
Suède	11.08.1982	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Ukraine**	10.08.1956

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938**

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Croatie**	08.10.1991	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Israël	16.01.1963	**Italie**	22.10.1952	**Monténégro**	03.06.2006
Serbie	24.11.2000	**Slovénie**	29.05.1992		

Dénoncée

Hongrie	10.08.1937	**Pays-Bas**	06.10.1938	**Pologne**	21.03.1938
	Dénoncée le 27.10.1983		*Dénoncée le 27.07.1999*		*Dénoncée le 10.08.1973*

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	08.07.1937
	Dénoncée le 11.09.1986

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938**

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	**Djibouti**	03.08.1978	**France**	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	**Malte**	09.06.1988	**Mexique**	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	**Slovaquie**	01.01.1993	**Tchèque, République**	01.01.1993

Dénoncée

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	Dénoncée le 09.06.1989

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 08.09.1939**

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	**Bahamas**	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967
Burundi	11.03.1963	**Cameroun**	03.09.1962	**Fidji**	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	**Grenade**	09.07.1979	**Guatemala**	13.06.1989
Guyana	08.06.1966	**Jamaïque**	26.12.1962	**Japon**	08.09.1938
Kenya	13.01.1964	**Malaisie**	11.11.1957	**Malawi**	07.06.1966
Nigéria	17.10.1960	**Norvège**	07.07.1937	**Nouvelle-Zélande**	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	**Royaume-Uni**	22.05.1939	**Rwanda**	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	**Sainte-Lucie**	14.05.1980	**Seychelles**	06.02.1978

Sierra Leone	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965	**Swaziland**	26.04.1978
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	**Trinité-et-Tobago**	24.05.1963	**Zambie**	02.12.1964

Dénoncée

Belgique	26.07.1948	**Maurice**	02.12.1969	**Somalie**	18.11.1960
	Dénoncée le 13.09.1999		*Dénoncée le 02.03.2000*		*Dénoncée le 15.09.1981*

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939**

54 ratifications

Albanie	03.06.1957	**Argentine**	14.03.1950	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Bulgarie	29.12.1949	**Burundi**	30.07.1971	**Bélarus**	06.11.1956
Centrafricaine, République	09.06.1964	**Colombie**	07.06.1963	**Comores**	23.10.1978
Cuba	20.07.1953	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961	**Danemark**	22.06.1939
Djibouti	03.08.1978	**Dominicaine, République**	05.12.1956	**Egypte**	03.07.1954
France	23.08.1939	**Gabon**	13.06.1961	**Grèce**	13.06.1952
Géorgie	22.06.1993	**Israël**	22.08.1951	**Kirghizistan**	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	**Liban**	26.07.1962	**Libye**	20.06.1962
Mali	12.07.1968	**Maroc**	20.09.1956	**Mauritanie**	08.11.1963
Mexique	09.03.1938	**Myanmar**	21.05.1954	**Nouvelle-Zélande**	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	**Panama**	03.06.1958	**Paraguay**	21.03.1966
Pérou	01.02.1960	**Slovaquie**	01.01.1993	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960
Sénégal	22.10.1962	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tunisie**	15.05.1957

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	**Burkina Faso**	30.06.1969	**Cameroun**	25.05.1970
	Dénoncée le 23.09.1998		*Dénoncée le 12.07.1974*		*Dénoncée le 07.08.1973*
Espagne	05.05.1971	**Finlande**	23.08.1949	**Guinée**	12.12.1966
	Dénoncée le 30.06.1972		*Dénoncée le 15.01.1990*		*Dénoncée le 02.06.1977*
Hongrie	08.06.1956	**Iraq**	12.05.1960	**Italie**	22.10.1952
	Dénoncée le 19.08.1998		*Dénoncée le 19.02.1974*		*Dénoncée le 28.07.1981*
Madagascar	10.08.1962	**Russie, Fédération de**	10.08.1956	**Tchad**	08.06.1961
	Dénoncée le 08.02.1972		*Dénoncée le 06.09.2010*		*Dénoncée le 15.12.2000*
Tchèque, République	01.01.1993	**Ukraine**	14.09.1956	**Uruguay**	18.03.1954
	Dénoncée le 23.08.1996		*Dénoncée le 25.10.2001*		*Dénoncée le 02.06.1977*

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939**

37 ratifications

Brésil	12.10.1938	**Cuba**	05.02.1971	**Djibouti**	03.08.1978
Egypte	20.05.1939	**Estonie**	20.06.1938	**Etats-Unis**	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Israël**	19.06.1969	**Libye**	15.11.1974
Mauritanie	08.11.1963	**Mexique**	01.09.1939	**Monténégro**	03.06.2006
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	**Pérou**	04.04.1962	**Slovénie**	29.05.1992
Syrienne, République arabe	26.07.1960	**Turquie**	22.04.2005		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	18.11.1988	**Argentine**	17.02.1955	**Belgique**	11.04.1938
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 28.05.2014*		*Dénoncée le 20.08.2013*
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Bulgarie**	29.12.1949	**Corée, République de**	11.04.2003
	Dénoncée le 18.01.2010		*Dénoncée le 12.04.2010*		*Dénoncée le 09.01.2014*
Croatie	08.10.1991	**Danemark**	13.07.1938	**Espagne**	05.05.1971
	Dénoncée le 12.02.2010		*Dénoncée le 23.06.2011*		*Dénoncée le 04.02.2010*
Finlande	08.04.1947	**France**	19.06.1947	**Irlande**	10.06.1985
	Dénoncée le 09.01.2013		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*
Italie	22.10.1952	**Libéria**	09.05.1960	**Luxembourg**	15.02.1991
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 07.06.2006*		*Dénoncée le 20.09.2011*
Malte	19.09.2002	**Norvège**	07.07.1937	**Panama**	19.06.1970
	Dénoncée le 22.01.2013		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 06.02.2009*
Philippines	17.11.1960	**Serbie**	24.11.2000		
	Dénoncée le 20.08.2012		*Dénoncée le 15.03.2013*		

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939**

18 ratifications

Djibouti	03.08.1978	**Egypte**	04.08.1982	**Etats-Unis**	29.10.1938
Mexique	15.09.1939	**Pérou**	04.04.1962	**Tunisie**	14.04.1970
Turquie	17.03.2005				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Belgique	11.04.1938	**Belize**	15.07.2005	**Bulgarie**	29.12.1949
	Dénoncée le 20.08.2013		*Dénoncée le 08.07.2014*		*Dénoncée le 12.04.2010*

Espagne	30.11.1971	**France**	19.06.1947	**Grèce**	19.06.1968
	Dénoncée le 04.02.2010		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 04.01.2013*
Italie	22.10.1952	**Libéria**	09.05.1960	**Luxembourg**	15.02.1991
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 07.06.2006*		*Dénoncée le 20.09.2011*
Maroc	14.03.1958	**Panama**	04.06.1971		
	Dénoncée le 10.09.2012		*Dénoncée le 06.02.2009*		

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 09.12.1949**

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Djibouti**	03.08.1978	**Egypte**	04.08.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Mexique**	01.02.1984	**Monténégro**	03.06.2006
Pérou	04.04.1962	**Slovénie**	29.05.1992		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	12.12.1956	**Belgique**	03.08.1949	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 18.01.2010*
Bulgarie	29.12.1949	**Croatie**	08.10.1991	**Espagne**	30.11.1971
	Dénoncée le 12.04.2010		*Dénoncée le 12.02.2010*		*Dénoncée le 04.02.2010*
France	09.12.1948	**Luxembourg**	15.02.1991	**Norvège**	06.06.1966
	Dénoncée le 28.02.2013		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 10.02.2009*
Panama	04.06.1971	**Royaume-Uni**	30.09.1944	**Serbie**	24.11.2000
	Dénoncée le 06.02.2009		*Dénoncée le 07.08.2013*		*Dénoncée le 15.03.2013*

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939**

51 ratifications

Etats-Unis	29.10.1938	**Fidji**	19.04.1974	**Guatemala**	30.10.1961
Liban	06.12.1993	**Mauritanie**	08.11.1963	**Mexique**	18.07.1952
Nouvelle-Zélande	07.06.1946	**Pérou**	04.04.1962	**Sri Lanka**	18.05.1959
Tanzanie. Zanzibar	22.06.1964	**Yémen**	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	**Algérie**	19.10.1962	**Brésil**	12.10.1938
	Dénoncée le 16.02.1998		*Dénoncée le 30.04.1984*		*Dénoncée le 28.06.2001*

Bélarus	06.11.1956	**Cuba**	20.07.1953	**Djibouti**	03.08.1978
	Dénoncée le 03.05.1979		*Dénoncée le 07.03.1975*		*Dénoncée le 14.06.2006*
Grenade	09.07.1979	**Iraq**	30.12.1939	**Islande**	21.08.1956
	Dénoncée le 14.05.2003		*Dénoncée le 13.02.1985*		*Dénoncée le 06.12.1999*
Jamaïque	26.12.1962	**Kenya**	13.01.1964	**Sierra Leone**	13.06.1961
	Dénoncée le 13.10.2003		*Dénoncée le 09.04.1979*		*Dénoncée le 11.06.2011*
Tunisie	14.04.1970	**Turquie**	29.09.1959	**Ukraine**	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		*Dénoncée le 30.10.1998*		*Dénoncée le 03.05.1979*
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 02.06.1977				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Argentine	17.02.1955	**Australie**	11.06.1992	**Belgique**	11.04.1938
	Dénoncée le 28.05.2014		*Dénoncée le 21.12.2011*		*Dénoncée le 20.08.2013*
Belize	15.12.1983	**Bulgarie**	29.12.1949	**Canada**	10.09.1951
	Dénoncée le 08.07.2014		*Dénoncée le 12.04.2010*		*Dénoncée le 15.06.2010*
Chypre	10.01.1995	**Danemark**	04.06.1955	**Espagne**	05.05.1971
	Dénoncée le 20.07.2012		*Dénoncée le 23.06.2011*		*Dénoncée le 04.02.2010*
France	09.12.1948	**Ghana**	20.05.1957	**Grèce**	09.10.1963
	Dénoncée le 28.02.2013		*Dénoncée le 16.08.2013*		*Dénoncée le 04.01.2013*
Italie	22.10.1952	**Japon**	22.08.1955	**Libéria**	09.05.1960
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 05.08.2013*		*Dénoncée le 07.06.2006*
Maurice	02.12.1969	**Nigéria**	16.06.1961	**Norvège**	07.07.1937
	Dénoncée le 30.05.2014		*Dénoncée le 18.06.2013*		*Dénoncée le 10.02.2009*
Panama	19.06.1970	**Pays-Bas**	08.07.1947	**Russie, Fédération de**	10.08.1956
	Dénoncée le 06.02.2009		*Dénoncée le 13.12.2011*		*Dénoncée le 20.08.2012*
Seychelles	06.02.1978	**Suisse**	21.04.1960	**Suède**	06.01.1939
	Dénoncée le 07.01.2014		*Dénoncée le 21.02.2011*		*Dénoncée le 12.06.2012*

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941**

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	**Guatemala**	13.06.1989	**Liban**	01.06.1977
Nouvelle-Zélande	08.07.1947	**Paraguay**	21.03.1966	**Pérou**	04.04.1962
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	**Yémen**	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	03.06.1957	**Bulgarie**	22.07.1960	**Burundi**	30.07.1971
	Dénoncée le 16.02.1998		*Dénoncée le 23.04.1980*		*Dénoncée le 19.07.2000*
Bélarus	06.11.1956	**Chine**	21.02.1940	**Cuba**	07.09.1954
	Dénoncée le 03.05.1979		*Dénoncée le 28.04.1999*		*Dénoncée le 07.03.1975*

Espagne	05.05.1971	**Fidji**	19.04.1974	**Ghana**	20.05.1957
	Dénoncée le 16.05.1977		*Dénoncée le 03.01.2003*		*Dénoncée le 06.06.2011*
Iraq	05.07.1960	**Italie**	22.10.1952	**Kenya**	13.01.1964
	Dénoncée le 13.02.1985		*Dénoncée le 28.07.1981*		*Dénoncée le 09.04.1979*
Libye	27.05.1971	**Luxembourg**	03.03.1958	**Maurice**	02.12.1969
	Dénoncée le 19.06.1975		*Dénoncée le 24.03.1977*		*Dénoncée le 30.07.1990*
Mongolie	03.06.1969	**Nigéria**	16.06.1961	**Norvège**	26.08.1938
	Dénoncée le 16.12.2002		*Dénoncée le 02.10.2002*		*Dénoncée le 08.07.1980*
Pakistan	26.05.1955	**Philippines**	17.11.1960	**Roumanie**	06.06.1973
	Dénoncée le 06.07.2006		*Dénoncée le 04.06.1998*		*Dénoncée le 19.11.1975*
Russie, Fédération de	10.08.1956	**Sierra Leone**	15.06.1961	**Swaziland**	26.04.1978
	Dénoncée le 03.05.1979		*Dénoncée le 11.06.2011*		*Dénoncée le 23.10.2002*
Tunisie	14.04.1970	**Turquie**	12.07.1993	**Ukraine**	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		*Dénoncée le 30.10.1998*		*Dénoncée le 03.05.1979*
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 02.06.1977				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950**

11 ratifications

Dénoncée

Nouvelle-Zélande	08.07.1947	**Paraguay**	21.03.1966
	Dénoncée le 11.07.1961		*Dénoncée le 12.12.2001*

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bulgarie	29.12.1949	**Bélarus**	06.11.1956	**Cuba**	07.09.1954
	Dénoncée le 23.04.1980		*Dénoncée le 03.05.1979*		*Dénoncée le 07.03.1975*
Espagne	05.05.1971	**Italie**	22.10.1952	**Luxembourg**	03.03.1958
	Dénoncée le 16.05.1977		*Dénoncée le 28.07.1981*		*Dénoncée le 24.03.1977*
Russie, Fédération de	10.08.1956	**Ukraine**	14.09.1956	**Uruguay**	18.03.1954
	Dénoncée le 03.05.1979		*Dénoncée le 03.05.1979*		*Dénoncée le 02.06.1977*

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 04.07.1942**

30 ratifications

Belgique	03.10.1951	**Bulgarie**	29.12.1949	**Burundi**	11.03.1963
Centrafricaine, République	09.06.1964	**Egypte**	25.03.1982	**Espagne**	24.06.1958
France	16.12.1950	**Grèce**	29.08.1984	**Guinée**	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	**Irlande**	13.06.1972	**Malte**	09.06.1988
Mauritanie	08.11.1963	**Pays-Bas**	02.05.1950	**Pologne**	17.04.1950
Pérou	04.04.1962	**Rwanda**	18.09.1962	**République démocratique du Congo**	20.09.1960
Suisse	23.05.1940	**Suriname**	15.06.1976	**Tunisie**	12.01.1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Algérie	19.10.1962	**Allemagne**	14.06.1955	**Colombie**	04.03.1969
	Dénoncée le 06.06.2006		*Dénoncée le 18.11.1993*		*Dénoncée le 06.09.1994*
Danemark	30.11.1972	**Finlande**	08.04.1947	**Guatemala**	09.01.1973
	Dénoncée le 10.07.1995		*Dénoncée le 23.01.1997*		*Dénoncée le 07.10.1991*
Hongrie	08.06.1956	**Mexique**	04.07.1941	**Uruguay**	18.03.1954
	Dénoncée le 22.05.1989		*Dénoncée le 05.10.1990*		*Dénoncée le 25.05.2005*

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940**

34 ratifications

Afrique du Sud	08.08.1939	**Algérie**	19.10.1962	**Barbade**	08.05.1967
A l'exclusion des parties II et IV				*A l'exclusion de la partie III*	
Chili	10.05.1957	**Cuba**	07.09.1954	**Djibouti**	03.08.1978
A l'exclusion de la partie III					
Egypte	05.10.1940	**France**	28.06.1951	**Kenya**	13.01.1964
A l'exclusion des parties III et IV					
Myanmar	24.11.1961	**Nicaragua**	01.10.1981	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960
A l'exclusion des parties III et IV				*A l'exclusion des parties III et IV*	
Tanzanie, République-Unie de	19.11.1962	**Uruguay**	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	**Australie**	05.09.1939	**Autriche**	26.11.1958
	Dénoncée le 25.04.1991		*Dénoncée le 24.04.1988*		*Dénoncée le 24.04.1988*
Canada	06.04.1946	**Danemark**	22.06.1939	**Espagne**	05.05.1971
	Dénoncée le 22.11.1995		*Dénoncée le 24.04.1988*		*Dénoncée le 03.10.1989*
Finlande	08.04.1947	**Guatemala**	04.08.1961	**Irlande**	09.10.1946
	Dénoncée le 24.04.1988		*Dénoncée le 07.04.1993*		*Dénoncée le 27.10.1995*
Maurice	02.12.1969	**Mexique**	16.07.1942	**Norvège**	29.03.1940
	Dénoncée le 14.06.1994		*Dénoncée le 24.04.1988*		*Dénoncée le 24.04.1988*
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	**Panama**	15.07.1971	**Pays-Bas**	09.03.1940
	Dénoncée le 06.11.2001		*Dénoncée le 03.04.1996*		*Dénoncée le 05.10.1991*
Portugal	24.02.1983	**Royaume-Uni**	26.05.1947	**Sri Lanka**	25.08.1952
	Dénoncée le 08.12.1993		*Dénoncée le 27.05.1987*		*Dénoncée le 01.04.1993*
Suisse	23.05.1940	**Suède**	21.06.1939		
	Dénoncée le 24.04.1988		*Dénoncée le 24.04.1988*		

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 08.07.1948**

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	**Burundi**	11.03.1963	**Cameroun**	03.09.1962
Fidji	19.04.1974	**Ghana**	20.05.1957	**Grenade**	09.07.1979
Guatemala	13.06.1989	**Guyana**	08.06.1966	**Jamaïque**	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	**Lesotho**	31.10.1966	**Malaisie**	11.11.1957
Malawi	07.06.1966	**Nigéria**	17.10.1960	**Nouvelle-Zélande**	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	**Panama**	19.06.1970	**Royaume-Uni**	24.08.1943
Rwanda	18.09.1962	**République démocratique du Congo**	20.09.1960	**Sainte-Lucie**	14.05.1980
Seychelles	06.02.1978	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	**Tanzanie, République-Unie de**	30.01.1962	**Yémen**	14.04.1969
Zambie	02.12.1964				

Dénoncée

Belgique	26.07.1948	**Maurice**	02.12.1969	**Somalie**	18.11.1960
	Dénoncée le 18.11.1998		*Dénoncée le 08.07.1999*		*Dénoncée le 11.09.1978*

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 08.07.1948**

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967	**Cameroun**	03.09.1962
Fidji	19.04.1974	**Ghana**	20.05.1957	**Grenade**	09.07.1979
Guatemala	04.08.1961	**Guyana**	08.06.1966	**Jamaïque**	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	**Lesotho**	31.10.1966	**Libéria**	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	**Malawi**	22.03.1965	**Maroc**	27.03.1963
Niger	23.03.1962	**Nigéria**	17.10.1960	**Nouvelle-Zélande**	08.07.1947
Ouganda	04.06.1963	**Panama**	19.06.1970	**Royaume-Uni**	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	**Seychelles**	06.02.1978	**Sierra Leone**	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	**Somalie**	18.11.1960	**Swaziland**	26.04.1978
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	**Trinité-et-Tobago**	24.05.1963	**Tunisie**	17.12.1962
Yémen	14.04.1969	**Zambie**	02.12.1964		

Dénoncée

Maurice	02.12.1969
Dénoncée le	*08.07.1999*

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955**

4 ratifications

Centrafricaine, République	09.06.1964	**Cuba**	20.07.1953	**Pérou**	04.04.1962

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay	18.03.1954
Dénoncée le	*19.06.1989*

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957**

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976	**Egypte**	10.08.1982
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Guinée équatoriale**	23.04.1996	**Nouvelle-Zélande**	31.05.1977
Portugal	13.06.1952	**Pérou**	04.04.1962	**Roumanie**	11.10.2000
Turquie	17.03.2005				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Argentine	24.09.1956	**Belgique**	05.12.1951	**Bulgarie**	29.12.1949
	Dénoncée le 28.05.2014		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 12.04.2010*
Canada	19.03.1951	**Espagne**	14.07.1971	**France**	09.12.1948
	Dénoncée le 15.06.2010		*Dénoncée le 04.02.2010*		*Dénoncée le 28.02.2013*
Grèce	28.08.1981	**Irlande**	12.06.1956	**Italie**	22.10.1952
	Dénoncée le 04.01.2013		*Dénoncée le 21.07.2014*		*Dénoncée le 19.11.2013*
Luxembourg	15.02.1991	**Norvège**	28.01.1957	**Panama**	04.06.1971
	Dénoncée le 20.09.2011		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 06.02.2009*
Pays-Bas	17.06.1958	**Pologne**	13.04.1954	**Royaume-Uni**	06.08.1953
	Dénoncée le 13.12.2011		*Dénoncée le 03.05.2012*		*Dénoncée le 07.08.2013*

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953**

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Djibouti	03.08.1978	**Egypte**	04.08.1982	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Indonésie**	30.03.1992	**Kirghizistan**	31.03.1992
Monténégro	03.06.2006	**Nouvelle-Zélande**	11.01.1980	**Portugal**	13.06.1952
Pérou	04.04.1962	**Slovénie**	29.05.1992	**Tadjikistan**	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	**Ukraine**	17.06.1970		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Australie	29.08.1995	**Belgique**	05.12.1951	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
	Dénoncée le 21.12.2011		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 18.01.2010*
Bulgarie	29.12.1949	**Canada**	19.03.1951	**Croatie**	08.10.1991
	Dénoncée le 12.04.2010		*Dénoncée le 15.06.2010*		*Dénoncée le 12.02.2010*
Espagne	05.05.1971	**France**	09.12.1948	**Ghana**	18.03.1965
	Dénoncée le 04.02.2010		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 16.08.2013*

Grèce	09.10.1963	**Irlande**	16.06.1951	**Italie**	22.10.1952
	Dénoncée le 04.01.2013		*Dénoncée le 21.07.2014*		*Dénoncée le 19.11.2013*
Japon	29.07.1975	**Luxembourg**	15.02.1991	**Norvège**	06.03.1952
	Dénoncée le 05.08.2013		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 10.02.2009*
Panama	04.06.1971	**Pays-Bas**	23.02.1951	**Pologne**	13.04.1954
	Dénoncée le 06.02.2009		*Dénoncée le 13.12.2011*		*Dénoncée le 03.05.2012*
Royaume-Uni	29.07.1949	**Russie, Fédération de**	04.11.1969	**Serbie**	24.11.2000
	Dénoncée le 07.08.2013		*Dénoncée le 20.08.2012*		*Dénoncée le 15.03.2013*

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962**

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Argentine**	17.02.1955	**Bulgarie**	29.12.1949
Djibouti	03.08.1978	**Egypte**	04.08.1982	**France**	09.12.1948
Grèce	02.12.1986	**Italie**	10.04.1962	**Liban**	06.12.1993
Norvège	04.07.1949	**Panama**	04.06.1971	**Pays-Bas**	27.08.1957
Pérou	04.04.1962				

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955**

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Djibouti	03.08.1978	**Egypte**	10.08.1982	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Liban**	06.12.1993
Monténégro	03.06.2006	**Portugal**	13.06.1952	**Pérou**	04.04.1962
Slovénie	29.05.1992	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tunisie**	14.04.1970
Turquie	17.03.2005	**Ukraine**	17.06.1970	**Uruguay**	18.03.1954

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	08.10.1976	**Argentine**	17.02.1955	**Australie**	29.08.1995
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 28.05.2014*		*Dénoncée le 21.12.2011*
Belgique	05.12.1951	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Bulgarie**	29.12.1949
	Dénoncée le 20.08.2013		*Dénoncée le 18.01.2010*		*Dénoncée le 12.04.2010*
Canada	19.03.1951	**Corée, République de**	09.12.1992	**Croatie**	08.10.1991
	Dénoncée le 15.06.2010		*Dénoncée le 09.01.2014*		*Dénoncée le 12.02.2010*

Danemark	28.07.1980	**Espagne**	14.07.1971	**Finlande**	15.05.1956
	Dénoncée le 23.06.2011		*Dénoncée le 04.02.2010*		*Dénoncée le 09.01.2013*
France	09.12.1948	**Grèce**	06.05.1981	**Irlande**	06.06.1986
	Dénoncée le 28.02.2013		*Dénoncée le 04.01.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*
Italie	22.10.1952	**Japon**	22.08.1955	**Lituanie**	19.11.1997
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 05.08.2013*		*Dénoncée le 20.08.2013*
Luxembourg	15.02.1991	**Malte**	18.05.1990	**Norvège**	17.02.1955
	Dénoncée le 20.09.2011		*Dénoncée le 22.01.2013*		*Dénoncée le 10.02.2009*
Panama	04.06.1971	**Pays-Bas**	17.06.1958	**Pologne**	13.04.1954
	Dénoncée le 06.02.2009		*Dénoncée le 13.12.2011*		*Dénoncée le 03.05.2012*
Russie, Fédération de	04.11.1969	**Serbie**	24.11.2000	**Seychelles**	28.10.2005
	Dénoncée le 20.08.2012		*Dénoncée le 15.03.2013*		*Dénoncée le 07.01.2014*
Suède	09.01.1962				
	Dénoncée le 12.06.2012				

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951**

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976	**Egypte**	30.03.1967
Etats-Unis	09.04.1953	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Guinée - Bissau**	21.02.1977
Liban	06.12.1993	**Monténégro**	03.06.2006	**Nouvelle-Zélande**	05.12.1961
Portugal	13.06.1952	**Slovénie**	29.05.1992		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Barbade	08.05.1967	**Belgique**	05.12.1951	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
	Dénoncée le 20.06.2013		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 18.01.2010*
Canada	19.03.1951	**Croatie**	08.10.1991	**Espagne**	05.05.1971
	Dénoncée le 15.06.2010		*Dénoncée le 12.02.2010*		*Dénoncée le 04.02.2010*
France	09.12.1948	**Ghana**	18.03.1965	**Irlande**	21.06.1957
	Dénoncée le 28.02.2013		*Dénoncée le 16.08.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*
Italie	23.06.1981	**Luxembourg**	15.02.1991	**Malte**	19.09.2002
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 22.01.2013*
Maurice	02.12.1969	**Panama**	04.06.1971	**Pays-Bas**	14.07.1950
	Dénoncée le 30.05.2014		*Dénoncée le 06.02.2009*		*Dénoncée le 13.12.2011*
Pologne	13.04.1954	**Royaume-Uni**	13.05.1952	**Serbie**	24.11.2000
	Dénoncée le 03.05.2012		*Dénoncée le 07.08.2013*		*Dénoncée le 15.03.2013*

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950**

43 ratifications

Albanie	03.06.1957	**Algérie**	19.10.1962	**Argentine**	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	**Belgique**	10.04.1979	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	**Bélarus**	06.11.1956	**Cameroun**	25.05.1970
Comores	23.10.1978	**Cuba**	13.01.1954	**Djibouti**	03.08.1978
Dominicaine, République	19.06.1973	**El Salvador**	15.06.1995	**Equateur**	18.07.1975
Espagne	05.05.1971	**France**	28.06.1951	**Grèce**	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	**Haïti**	12.04.1957	**Hongrie**	08.06.1956
Iraq	13.01.1951	**Israël**	23.12.1953	**Italie**	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	**Liban**	01.06.1977	**Luxembourg**	03.03.1958
Malte	18.05.1990	**Nicaragua**	01.03.1976	**Panama**	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	**Philippines**	17.11.1960	**Pologne**	11.12.1947
Portugal	23.05.1983	**Pérou**	04.04.1962	**Russie, Fédération de**	10.08.1956
Slovaquie	01.01.1993	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tchèque, République**	01.01.1993
Tunisie	14.04.1970	**Turquie**	02.11.1984	**Ukraine**	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950**

39 ratifications

Albanie	03.06.1957	**Algérie**	19.10.1962	**Argentine**	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973	**Bulgarie**	29.12.1949
Bélarus	06.11.1956	**Cameroun**	25.05.1970	**Comores**	23.10.1978
Cuba	07.09.1954	**Djibouti**	03.08.1978	**El Salvador**	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	**Espagne**	05.05.1971	**France**	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	**Guatemala**	13.02.1952	**Haïti**	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	**Hongrie**	08.06.1956	**Iraq**	05.07.1960
Israël	23.12.1953	**Italie**	22.10.1952	**Kirghizistan**	31.03.1992
Liban	01.06.1977	**Luxembourg**	03.03.1958	**Malte**	18.05.1990
Nicaragua	01.03.1976	**Panama**	19.06.1970	**Paraguay**	21.03.1966
Pologne	11.12.1947	**Portugal**	23.05.1983	**Pérou**	04.04.1962
Russie, Fédération de	10.08.1956	**Slovaquie**	01.01.1993	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	**Ukraine**	14.09.1956	**Uruguay**	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950**

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bulgarie**	29.12.1949
Bélarus	06.11.1956	**Cuba**	07.09.1954	**Dominicaine, République**	22.09.1953
Espagne	05.05.1971	**Guatemala**	13.02.1952	**Israël**	23.12.1953
Italie	22.10.1952	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Lituanie**	26.09.1994
Luxembourg	03.03.1958	**Paraguay**	21.03.1966	**Pologne**	11.12.1947
Pérou	04.04.1962	**Russie, Fédération de**	10.08.1956	**Tadjikistan**	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	**Uruguay**	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947**

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	**Algérie**	19.10.1962	**Argentine**	14.03.1950
Australie	25.01.1949	**Autriche**	31.03.1949	**Bangladesh**	22.06.1972
Belgique	03.08.1949	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Brésil**	13.04.1948
Bulgarie	07.11.1955	**Canada**	31.07.1947	**Chili**	03.11.1949
Chine	04.08.1947	**Colombie**	10.06.1947	**Cuba**	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	**Dominicaine, République**	29.08.1947	**Egypte**	07.06.1949
Espagne	24.06.1958	**Etats-Unis**	24.06.1948	**Ethiopie**	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Finlande**	28.06.1947	**France**	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	**Guatemala**	01.10.1947	**Inde**	17.11.1947
Iraq	09.09.1947	**Irlande**	14.06.1947	**Italie**	11.12.1947
Japon	27.05.1954	**Lituanie**	26.09.1994	**Luxembourg**	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	**Mexique**	20.04.1948	**Monténégro**	03.06.2006
Norvège	05.01.1949	**Nouvelle-Zélande**	08.07.1947	**Pakistan**	25.03.1948
Panama	13.05.1954	**Pays-Bas**	15.01.1948	**Pologne**	11.12.1947
Pérou	04.04.1962	**Royaume-Uni**	28.05.1947	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Sri Lanka**	19.09.1950
Suisse	22.04.1947	**Suède**	29.05.1947	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960
Tchèque, République	01.01.1993	**Thaïlande**	05.12.1947	**Turquie**	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954	**Venezuela, République bolivarienne du**	13.09.1948	**Viet Nam**	03.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 07.04.1950**

145 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	**Albanie**	18.08.2004	**Algérie**	19.10.1962
Allemagne	14.06.1955	**Angola**	04.06.1976	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983
				A l'exclusion de la partie II	
Arabie saoudite	15.06.1978	**Argentine**	17.02.1955	**Arménie**	17.12.2004
Australie	24.06.1975	**Autriche**	30.04.1949	**Azerbaïdjan**	09.08.2000
A l'exclusion de la partie II				*A ratifié le Protocole de 1995*	
Bahamas	25.05.1976	**Bahreïn**	11.06.1981	**Bangladesh**	22.06.1972
Barbade	08.05.1967	**Belgique**	05.04.1957	**Belize**	15.12.1983
A l'exclusion de la partie II					
Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Brésil**	11.10.1989
Bulgarie	29.12.1949	**Burkina Faso**	21.05.1974	**Burundi**	30.07.1971
Bélarus	25.09.1995	**Bénin**	11.06.2001	**Cabo Verde**	16.10.1979
Cameroun	03.09.1962	**Centrafricaine, République**	09.06.1964	**Chypre**	23.09.1960
A l'exclusion de la partie II				*A ratifié le Protocole de 1995*	
Colombie	13.11.1967	**Comores**	23.10.1978	**Congo**	26.11.1999
A l'exclusion de la partie II					
Corée, République de	09.12.1992	**Costa Rica**	02.06.1960	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	07.09.1954	**Côte d'Ivoire**	05.06.1987	**Danemark**	06.08.1958
Djibouti	03.08.1978	**Dominicaine, République**	22.09.1953	**Dominique**	28.02.1983
Egypte	11.10.1956	**El Salvador**	15.06.1995	**Emirats arabes unis**	27.05.1982
Equateur	26.08.1975	**Espagne**	30.05.1960	**Estonie**	01.02.2005
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Fidji**	28.05.2008	**Finlande**	20.01.1950
				A ratifié le Protocole de 1995	
France	16.12.1950	**Gabon**	17.07.1972	**Ghana**	02.07.1959
Grenade	09.07.1979	**Grèce**	16.06.1955	**Guatemala**	13.02.1952
A l'exclusion de la partie II					
Guinée	26.03.1959	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Guyana**	08.06.1966
				A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.	
Haïti	31.03.1952	**Honduras**	06.05.1983	**Hongrie**	04.01.1994
Iles Salomon	06.08.1985	**Inde**	07.04.1949	**Indonésie**	29.01.2004
		A l'exclusion de la partie II			
Iraq	13.01.1951	**Irlande**	16.06.1951	**Islande**	24.03.2009
		A ratifié le Protocole de 1995			
Israël	07.06.1955	**Italie**	22.10.1952	**Jamaïque**	26.12.1962
				A l'exclusion de la partie II	
Japon	20.10.1953	**Jordanie**	27.03.1969	**Kazakhstan**	06.07.2001
Kenya	13.01.1964	**Kirghizistan**	26.07.2000	**Koweït**	23.11.1964
Lesotho	14.06.2001	**Lettonie**	25.07.1994	**Liban**	26.07.1962
Libye	27.05.1971	**Libéria**	25.03.2003	**Lituanie**	26.09.1994
Luxembourg	03.03.1958	**Madagascar**	21.12.1971	**Malaisie**	01.07.1963

Malawi	22.03.1965	**Mali**	02.03.1964	**Malte**	04.01.1965
				A l'exclusion de la partie II	
Maroc	14.03.1958	**Maurice**	02.12.1969	**Mauritanie**	08.11.1963
Moldova, République de	12.08.1996	**Monténégro**	03.06.2006	**Mozambique**	06.06.1977
A ratifié le Protocole de 1995					
Niger	09.01.1979	**Nigéria**	17.10.1960	**Norvège**	05.01.1949
		A l'exclusion de la partie II		*A ratifié le Protocole de 1995*	
Nouvelle-Zélande	30.11.1959	**Ouganda**	04.06.1963	**Pakistan**	10.10.1953
A l'exclusion de la partie II		*A l'exclusion de la partie II*			
Panama	03.06.1958	**Paraguay**	28.08.1967	**Pays-Bas**	15.09.1951
Pologne	02.06.1995	**Portugal**	12.02.1962	**Pérou**	01.02.1960
Qatar	18.08.1976	**Roumanie**	06.06.1973	**Royaume-Uni**	28.06.1949
				A l'exclusion de la partie II	
Russie, Fédération de	02.07.1998	**Rwanda**	02.12.1980	**République démocratique du Congo**	19.04.1968
A ratifié le Protocole de 1995					
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	**Sao Tomé-et-Principe**	01.06.1982	**Serbie**	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965
		A l'exclusion de la partie II			
Slovaquie	17.09.2009	**Slovénie**	29.05.1992	**Soudan**	22.10.1970
Sri Lanka	03.04.1956	**Suisse**	13.07.1949	**Suriname**	15.06.1976
Suède	25.11.1949	**Swaziland**	05.06.1981	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960
A ratifié le Protocole de 1995					
Sénégal	22.10.1962	**Tadjikistan**	21.10.2009	**Tanzanie. Tanganyika**	30.01.1962
				A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.	
Tchad	30.11.1965	**Tchèque, République**	16.03.2011	**Togo**	30.03.2012
Trinité-et-Tobago	17.08.2007	**Tunisie**	15.05.1957	**Turquie**	05.03.1951
Ukraine	10.11.2004	**Uruguay**	28.06.1973	**Venezuela, République bolivarienne du**	21.07.1967
Viet Nam	03.10.1994	**Yémen**	29.07.1976	**Zambie**	23.12.2013
Zimbabwe	16.09.1993				

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 82ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 09.06.1998**

11 ratifications

Azerbaïdjan	09.08.2000	**Chypre**	21.01.2000	**Finlande**	09.06.1997
Guyana	15.04.1998	**Irlande**	09.06.1998	**Luxembourg**	08.04.2008
Moldova, République de	28.04.2000	**Norvège**	11.06.1999	**Russie, Fédération de**	02.07.1998
Suède	09.06.1997	**Tanzanie. Tanganyika**	15.03.1999		

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955**

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	**France**	26.07.1954	**Nouvelle-Zélande**	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974**

2 ratifications

Royaume-Uni	27.03.1950

Dénoncée

Australie	15.06.1973
	Dénoncée le 03.09.2004

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 01.07.1953**

9 ratifications

Belgique	27.01.1955	**Fidji**	19.04.1974	**France**	26.07.1954
Iles Salomon	28.05.1984	**Maurice**	25.11.1969	**Mauritanie**	09.02.1987
Nouvelle-Zélande	01.07.1952	**Royaume-Uni**	27.03.1950	**Somalie**	29.05.1984

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955**

11 ratifications

Belgique	27.01.1955	**Bénin**	12.12.1960	**Fidji**	19.04.1974
France	26.07.1954	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	01.05.1976	**Royaume-Uni**	27.03.1950
Somalie	18.11.1960	**Tanzanie. Zanzibar**	22.06.1964	**Togo**	07.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963				

Dénoncée

Australie	30.09.1954
	Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953**

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967	**Equateur**	03.10.1969
Fidji	19.04.1974	**Grenade**	09.07.1979	**Guatemala**	13.02.1952
Guyana	08.06.1966	**Jamaïque**	26.12.1962	**Kenya**	13.01.1964
Malaisie - Sabah	03.03.1964	**Malaisie - Sarawak**	03.03.1964	**Malawi**	22.03.1965
Maurice	02.12.1969	**Ouganda**	04.06.1963	**Panama**	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	**Tanzanie, République-Unie de**	30.01.1962	**Yémen**	14.04.1969
Zambie	02.12.1964				

Dénoncée

Australie	15.06.1973
	Dénoncée le 06.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 04.07.1950**

153 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	**Albanie**	03.06.1957	**Algérie**	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	**Angola**	13.06.2001	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983
Argentine	18.01.1960	**Arménie**	02.01.2006	**Australie**	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bahamas**	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	**Barbade**	08.05.1967	**Belgique**	23.10.1951
Belize	15.12.1983	**Bolivie, Etat plurinational de**	04.01.1965	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Botswana	22.12.1997	**Bulgarie**	08.06.1959	**Burkina Faso**	21.11.1960
Burundi	25.06.1993	**Bélarus**	06.11.1956	**Bénin**	12.12.1960
Cabo Verde	01.02.1999	**Cambodge**	23.08.1999	**Cameroun**	07.06.1960
Canada	23.03.1972	**Centrafricaine, République**	27.10.1960	**Chili**	01.02.1999
Chypre	24.05.1966	**Colombie**	16.11.1976	**Comores**	23.10.1978
Congo	10.11.1960	**Costa Rica**	02.06.1960	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	25.06.1952	**Côte d'Ivoire**	21.11.1960	**Danemark**	13.06.1951
Djibouti	03.08.1978	**Dominicaine, République**	05.12.1956	**Dominique**	28.02.1983
Egypte	06.11.1957	**El Salvador**	06.09.2006	**Equateur**	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	**Espagne**	20.04.1977	**Estonie**	22.03.1994
Ethiopie	04.06.1963	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Fidji**	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	**France**	28.06.1951	**Gabon**	14.10.1960
Gambie	04.09.2000	**Ghana**	02.06.1965	**Grenade**	25.10.1994
Grèce	30.03.1962	**Guatemala**	13.02.1952	**Guinée**	21.01.1959
Guinée équatoriale	13.08.2001	**Guyana**	25.09.1967	**Géorgie**	03.08.1999
Haïti	05.06.1979	**Honduras**	27.06.1956	**Hongrie**	06.06.1957
Iles Salomon	13.04.2012	**Indonésie**	09.06.1998	**Irlande**	04.06.1955
Islande	19.08.1950	**Israël**	28.01.1957	**Italie**	13.05.1958
Jamaïque	26.12.1962	**Japon**	14.06.1965	**Kazakhstan**	13.12.2000
Kirghizistan	31.03.1992	**Kiribati**	03.02.2000	**Koweït**	21.09.1961
Lesotho	31.10.1966	**Lettonie**	27.01.1992	**Libye**	04.10.2000
Libéria	25.05.1962	**Lituanie**	26.09.1994	**Luxembourg**	03.03.1958
Madagascar	01.11.1960	**Malawi**	19.11.1999	**Maldives, République des**	04.01.2013
Mali	22.09.1960	**Malte**	04.01.1965	**Maurice**	01.04.2005
Mauritanie	20.06.1961	**Mexique**	01.04.1950	**Moldova, République de**	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	**Monténégro**	03.06.2006	**Mozambique**	23.12.1996
Myanmar	04.03.1955	**Namibie**	03.01.1995	**Nicaragua**	31.10.1967
Niger	27.02.1961	**Nigéria**	17.10.1960	**Norvège**	04.07.1949
Ouganda	02.06.2005	**Pakistan**	14.02.1951	**Panama**	03.06.1958
Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	**Paraguay**	28.06.1962	**Pays-Bas**	07.03.1950
Philippines	29.12.1953	**Pologne**	25.02.1957	**Portugal**	14.10.1977
Pérou	02.03.1960	**Roumanie**	28.05.1957	**Royaume-Uni**	27.06.1949
Russie, Fédération de	10.08.1956	**Rwanda**	08.11.1988	**République démocratique du Congo**	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	**Saint-Marin**	19.12.1986	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	09.11.2001

Sainte-Lucie	14.05.1980	**Samoa**	30.06.2008	**Sao Tomé-et-Principe**	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	**Seychelles**	06.02.1978	**Sierra Leone**	15.06.1961
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Somalie**	20.03.2014
Sri Lanka	15.09.1995	**Suisse**	25.03.1975	**Suriname**	15.06.1976
Suède	25.11.1949	**Swaziland**	26.04.1978	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960
Sénégal	04.11.1960	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tanzanie, République-Unie de**	18.04.2000
Tchad	10.11.1960	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Timor-Leste**	16.06.2009
Togo	07.06.1960	**Trinité-et-Tobago**	24.05.1963	**Tunisie**	18.06.1957
Turkménistan	15.05.1997	**Turquie**	12.07.1993	**Ukraine**	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	**Vanuatu**	28.08.2006	**Venezuela, République bolivarienne du**	20.09.1982
Yémen	29.07.1976	**Zambie**	02.09.1996	**Zimbabwe**	09.04.2003

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950**

89 ratifications

Albanie	07.01.2009	**Algérie**	19.10.1962	**Allemagne**	22.06.1954
Angola	04.06.1976	**Argentine**	24.09.1956	**Australie**	24.12.1949
Autriche	25.09.1973	**Azerbaïdjan**	11.03.1993	**Bahamas**	25.05.1976
Belgique	16.03.1953	**Belize**	15.12.1983	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Brésil**	25.04.1957	**Bélarus**	25.09.1995
Canada	24.08.1950	**Centrafricaine, République**	09.06.1964	**Chypre**	23.09.1960
Colombie	31.10.1967	**Corée, République de**	27.12.2001	**Costa Rica**	02.06.1960
Cuba	29.04.1952	**Danemark**	30.11.1972	**Djibouti**	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	**Egypte**	03.07.1954	**El Salvador**	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	**Espagne**	30.05.1960	**Ethiopie**	04.06.1963
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Finlande**	23.11.1989	**France**	15.10.1952
Ghana	04.04.1961	**Grèce**	16.06.1955	**Guatemala**	13.02.1952
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Géorgie**	11.09.2002	**Hongrie**	04.01.1994
Inde	24.06.1959	**Indonésie**	08.08.2002	**Iraq**	22.06.1951
Irlande	29.10.1969	**Israël**	21.08.1959	**Japon**	20.10.1953
Kazakhstan	18.05.2001	**Kenya**	13.01.1964	**Liban**	01.06.1977
Libye	20.06.1962	**Lituanie**	26.09.1994	**Luxembourg**	03.03.1958
Madagascar	03.06.1998	**Malaisie**	06.06.1974	**Malte**	04.01.1965
Maurice	03.09.2004	**Moldova, République de**	12.08.1996	**Monténégro**	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	**Nicaragua**	01.10.1981	**Nigéria**	16.06.1961
Norvège	04.07.1949	**Nouvelle-Zélande**	03.12.1949	**Panama**	19.06.1970
Pays-Bas	07.03.1950	**Philippines**	29.12.1953	**Portugal**	23.06.1972
Pérou	06.04.1962	**Roumanie**	06.06.1973	**République démocratique du Congo**	16.06.1969
Saint-Marin	23.05.1985	**Sao Tomé-et-Principe**	01.06.1982	**Serbie**	24.11.2000

Sierra Leone	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965	**Slovaquie**	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	**Suisse**	19.01.1952	**Suriname**	15.06.1976
Suède	25.11.1949	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960	**Tanzanie. Tanganyika**	30.01.1962
Tchèque, République	01.01.1993	**Thaïlande**	26.02.1969	**Tunisie**	11.10.1968
Turquie	14.07.1950	**Venezuela, République bolivarienne du**	16.11.1964		

Dénoncée

Bulgarie	29.12.1949	**Italie**	22.10.1952	**Royaume-Uni**	10.08.1949
Dénoncée le 13.03.1961		*Dénoncée le 09.08.1971*		*Dénoncée le 06.08.1971*	

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951**

67 ratifications

Afrique du Sud	02.03.1950	**Algérie**	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	**Bahreïn**	11.06.1981	**Bangladesh**	22.06.1972
Belize	15.12.1983	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Brésil	25.04.1957	**Burundi**	11.03.1963	**Cameroun**	25.05.1970
Comores	23.10.1978	**Congo**	04.06.1971	**Costa Rica**	02.06.1960
Djibouti	03.08.1978	**Egypte**	26.07.1960	**Emirats arabes unis**	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Ghana**	02.07.1959	**Guatemala**	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Inde**	27.02.1950
				A ratifié le Protocole de 1990	
Iraq	17.11.1967	**Kenya**	30.11.1965	**Koweït**	21.09.1961
Liban	26.07.1962	**Libye**	20.06.1962	**Madagascar**	10.11.2008
				A ratifié le Protocole de 1990	
Malawi	22.03.1965	**Mauritanie**	08.11.1963	**Monténégro**	03.06.2006
Pakistan	14.02.1951	**Panama**	19.06.1970	**Paraguay**	21.03.1966
Roumanie	28.05.1957	**Rwanda**	18.09.1962	**République démocratique du Congo**	20.09.1960
Serbie	24.11.2000	**Swaziland**	05.06.1981	**Syrienne, République arabe**	01.12.1949
Sénégal	22.10.1962	**Tunisie**	15.05.1957		
		A ratifié le Protocole de 1990			

Dénoncée

Autriche	05.10.1950	**Belgique**	01.04.1952	**Chypre**	08.10.1965
Dénoncée le 26.07.2001		*Dénoncée le 27.02.1992*		*Dénoncée le 09.07.2001*	

Cuba	29.04.1952	**Dominicaine, République**	22.09.1953	**Espagne**	24.06.1958
	Dénoncée le 30.12.1991		*Dénoncée le 06.11.2001*		*Dénoncée le 27.02.1992*
France	21.09.1953	**Grèce**	27.04.1959	**Irlande**	14.01.1952
	Dénoncée le 26.02.1992		*Dénoncée le 25.02.1992*		*Dénoncée le 26.02.1982*
Italie	22.10.1952	**Luxembourg**	03.03.1958	**Malte**	04.01.1965
	Dénoncée le 27.02.1992		*Dénoncée le 19.02.1982*		*Dénoncée le 11.02.1991*
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	**Pays-Bas**	22.10.1954	**Philippines**	29.12.1953
	Dénoncée le 23.03.1981		*Dénoncée le 26.02.1972*		*Dénoncée le 27.02.2012*
Portugal	02.06.1964	**Slovaquie**	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992
	Dénoncée le 27.02.1992		*Dénoncée le 11.02.2002*		*Dénoncée le 16.11.2011*
Sri Lanka	31.03.1966	**Suisse**	06.05.1950	**Tchèque, République**	01.01.1993
	Dénoncée le 25.01.1982		*Dénoncée le 24.02.1992*		*Dénoncée le 27.06.2001*
Uruguay	18.03.1954	**Zambie**	22.02.1965		
	Dénoncée le 25.02.1982		*Dénoncée le 10.09.2001*		

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 77ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 26.06.1990**

5 ratifications

Inde	21.11.2003	**Madagascar**	10.11.2008	**Tunisie**	21.08.2000

Dénoncée

Chypre	04.01.1994	**Tchèque, République**	15.03.1993		
	Dénoncée le 09.07.2001		*Dénoncée le 27.06.2001*		

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951**

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	**Argentine**	24.09.1956	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	**Barbade**	15.01.1976	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Burundi**	30.07.1971	**Bélarus**	06.11.1956
Cameroun	25.05.1970	**Chypre**	08.10.1965	**Costa Rica**	02.06.1960
Croatie	08.10.1991	**Cuba**	29.04.1952	**Dominicaine, République**	12.08.1957
Espagne	05.05.1971	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**France**	30.07.1985
Ghana	04.04.1961	**Grèce**	30.03.1962	**Guatemala**	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	**Haïti**	12.04.1957	**Inde**	27.02.1950
Israël	23.12.1953	**Italie**	22.10.1952	**Kirghizistan**	31.03.1992
Liban	26.07.1962	**Lituanie**	26.09.1994	**Luxembourg**	03.03.1958
Mauritanie	08.11.1963	**Mexique**	20.06.1956	**Monténégro**	03.06.2006

Norvège	20.05.1957	**Pakistan**	14.02.1951	**Paraguay**	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	**Philippines**	29.12.1953	**Pologne**	26.06.1968
Pérou	04.04.1962	**Russie, Fédération de**	10.08.1956	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Sri Lanka**	18.05.1959
Swaziland	05.06.1981	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tchèque, République**	01.01.1993
Tunisie	26.04.1961	**Ukraine**	14.09.1956	**Uruguay**	18.03.1954

Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967**

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976	**Belgique**	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Croatie**	08.10.1991	**Cuba**	29.04.1952
Djibouti	03.08.1978	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Guinée - Bissau**	21.02.1977
Islande	15.07.1952	**Israël**	30.03.1953	**Mauritanie**	08.11.1963
Monténégro	03.06.2006	**Norvège**	29.06.1950	**Pologne**	08.10.1956
Serbie	24.11.2000	**Slovénie**	29.05.1992	**Tunisie**	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	**Espagne**	05.05.1971	**Finlande**	22.12.1951
	Dénoncée le 24.09.1998		*Dénoncée le 09.03.1979*		*Dénoncée le 15.01.1990*
France	26.10.1951	**Italie**	05.05.1971	**Pays-Bas**	22.12.1961
	Dénoncée le 15.06.1978		*Dénoncée le 28.07.1981*		*Dénoncée le 12.11.1980*
Portugal	29.07.1952				
	Dénoncée le 25.06.1984				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953**

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Angola**	04.06.1976	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Brésil	08.06.1954	**Costa Rica**	02.06.1960	**Cuba**	29.04.1952
Egypte	04.08.1982	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Guinée - Bissau**	21.02.1977
Guinée équatoriale	23.04.1996	**Iraq**	01.12.1977	**Israël**	21.08.1980
Kirghizistan	31.03.1992	**Moldova, République de**	12.12.2005	**Monténégro**	03.06.2006
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	**Portugal**	29.07.1952	**Roumanie**	11.10.2000
Slovénie	29.05.1992	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Turquie**	17.03.2005
Ukraine	17.06.1970				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.08.1974	**Australie**	11.06.1992	**Belgique**	30.08.1962
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 21.12.2011*		*Dénoncée le 20.08.2013*
Belize	15.07.2005	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Chypre**	19.09.1995
	Dénoncée le 08.07.2014		*Dénoncée le 18.01.2010*		*Dénoncée le 20.07.2012*
Croatie	08.10.1991	**Danemark**	30.09.1950	**Espagne**	14.07.1971
	Dénoncée le 12.02.2010		*Dénoncée le 23.06.2011*		*Dénoncée le 04.02.2010*
Finlande	22.12.1951	**France**	26.10.1951	**Ghana**	18.03.1965
	Dénoncée le 09.01.2013		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 16.08.2013*
Grèce	02.12.1986	**Irlande**	21.07.1952	**Italie**	23.06.1981
	Dénoncée le 04.01.2013		*Dénoncée le 21.07.2014*		*Dénoncée le 19.11.2013*
Libéria	21.06.1977	**Luxembourg**	15.02.1991	**Norvège**	29.06.1950
	Dénoncée le 07.06.2006		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 10.02.2009*
Panama	04.06.1971	**Pays-Bas**	17.06.1958	**Pologne**	13.04.1954
	Dénoncée le 06.02.2009		*Dénoncée le 13.12.2011*		*Dénoncée le 03.05.2012*
Royaume-Uni	06.08.1953	**Russie, Fédération de**	04.11.1969	**Serbie**	24.11.2000
	Dénoncée le 07.08.2013		*Dénoncée le 20.08.2012*		*Dénoncée le 15.03.2013*
Suède	18.07.1950				
	Dénoncée le 12.06.2012				

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952**

63 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983	**Arménie**	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	**Bahamas**	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967
Belgique	13.10.1952	**Belize**	15.12.1983	**Bosnie-Herzégovine**	18.01.2010
Brésil	18.06.1965	**Bulgarie**	07.11.1955	**Burundi**	11.03.1963
Cameroun	03.09.1962	**Centrafricaine, République**	09.06.1964	**Chypre**	23.09.1960
Costa Rica	02.06.1960	**Cuba**	29.04.1952	**Danemark**	15.08.1955
Djibouti	03.08.1978	**Dominique**	28.02.1983	**Egypte**	26.07.1960
Espagne	05.05.1971	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	06.09.2010	**Finlande**	22.12.1951
France	20.09.1951	**Ghana**	04.04.1961	**Grenade**	09.07.1979
Guatemala	13.02.1952	**Guinée**	12.12.1966	**Guyana**	08.06.1966
Iles Salomon	06.08.1985	**Iraq**	25.04.1986	**Israël**	30.03.1953
Italie	22.10.1952	**Jamaïque**	26.12.1962	**Kenya**	13.01.1964
Malaisie - Sabah	03.03.1964	**Malaisie - Sarawak**	03.03.1964	**Maroc**	20.09.1956
Maurice	02.12.1969	**Mauritanie**	08.11.1963	**Nigéria**	17.10.1960
Norvège	12.02.1996	**Ouganda**	04.06.1963	**Panama**	04.06.1971
Pays-Bas	20.05.1952	**Philippines**	29.12.1953	**Rwanda**	18.09.1962
République démocratique du Congo	20.09.1960	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998	**Sainte-Lucie**	14.05.1980
Serbie	10.12.2014	**Sierra Leone**	15.06.1961	**Singapour**	25.10.1965
Somalie	18.11.1960	**Suriname**	15.06.1976	**Swaziland**	05.06.1981

Syrienne, République arabe	07.06.1957	**Tanzanie, République-Unie de**	30.01.1962	**Turquie**	29.03.1961
Uruguay	18.03.1954	**Yémen**	14.04.1969		

Dénoncée

Royaume-Uni	30.06.1950
	Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952**

97 ratifications

Afghanistan	07.01.1957	**Albanie**	02.08.2001	**Algérie**	19.10.1962
		A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)			
Argentine	24.09.1956	**Arménie**	17.12.2004	**Autriche**	10.11.1951
		A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)			
Azerbaïdjan	19.05.1992	**Bahamas**	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967
Belgique	22.04.1970	**Belize**	15.12.1983	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977
Botswana	05.06.1997	**Brésil**	25.04.1957	**Bulgarie**	07.11.1955
A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)				*A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)*	
Burkina Faso	21.11.1960	**Bélarus**	04.08.1961	**Bénin**	12.12.1960
A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)					
Cameroun	07.06.1960	**Centrafricaine, République**	27.10.1960	**Chypre**	23.09.1960
Colombie	07.06.1963	**Comores**	23.10.1978	**Congo**	10.11.1960
Costa Rica	02.06.1960	**Cuba**	29.04.1952	**Côte d'Ivoire**	21.11.1960
Djibouti	03.08.1978	**Dominicaine, République**	19.06.1973	**Dominique**	28.02.1983
Egypte	26.07.1960	**Equateur**	06.07.1954	**Espagne**	24.06.1958
				A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)	
France	15.10.1952	**Gabon**	14.10.1960	**Grenade**	09.07.1979
Grèce	16.06.1955	**Guatemala**	13.02.1952	**Guinée**	21.01.1959
Guyana	08.06.1966	**Honduras**	20.06.1960	**Hongrie**	08.06.1956
Iles Salomon	06.08.1985	**Iran, République islamique d'**	10.06.1972	**Iraq**	12.05.1960
Israël	12.01.1959	**Italie**	22.10.1952	**Kirghizistan**	31.03.1992

Liban	01.06.1977	**Libye**	20.06.1962	**Madagascar**	01.11.1960
				A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)	
Malaisie	17.11.1961	**Mali**	22.09.1960	**Malte**	04.01.1965
Maurice	02.12.1969	**Mauritanie**	20.06.1961	**Mexique**	27.09.1955
				A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)	
Moldova, République de	12.08.1996	**Nicaragua**	01.03.1976	**Niger**	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	**Norvège**	29.06.1950	**Ouganda**	04.06.1963
Panama	19.06.1970	**Paraguay**	21.03.1966	**Pays-Bas**	20.05.1952
Philippines	29.12.1953	**Pologne**	25.10.1954	**Portugal**	24.02.1983
Roumanie	06.06.1973	**Russie, Fédération de**	04.05.1961	**République démocratique du Congo**	16.06.1969
		A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	**Sainte-Lucie**	14.05.1980	**Sierra Leone**	15.06.1961
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	17.09.2009	**Somalie**	18.11.1960
A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)		*A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie III)*			
Soudan	22.10.1970	**Sri Lanka**	27.10.1983	**Suriname**	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	**Syrienne, République arabe**	07.06.1957	**Sénégal**	04.11.1960
Tadjikistan	26.11.1993	**Tanzanie, République-Unie de**	30.01.1962	**Tchad**	10.11.1960
				A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)	
Tchèque, République	01.01.1993	**Togo**	07.06.1960	**Tunisie**	28.05.1958
Turquie	29.03.1961	**Ukraine**	04.08.1961	**Uruguay**	18.03.1954
		A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)			
Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982	**Yémen**	14.04.1969	**Zambie**	23.10.1979
				A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)	

Dénoncée

Royaume-Uni	24.09.1951
Dénoncée le 16.09.1983	

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951**

42 ratifications

Argentine 19.09.1996	**Bangladesh** 22.06.1972	**Bolivie, Etat plurinational de** 19.07.1954
A accepté les dispositions de la partie III	*A accepté les dispositions de la partie II*	*A accepté les dispositions de la partie II*
Costa Rica 02.06.1960	**Cuba** 03.02.1953	**Côte d'Ivoire** 28.07.1992
A accepté les dispositions de la partie II	*A accepté les dispositions de la partie II*	*A accepté les dispositions de la partie III*
Djibouti 03.08.1978	**Egypte** 26.07.1960	**France** 10.03.1953
A accepté les dispositions de la partie II	*A accepté les dispositions de la partie II*	*A accepté les dispositions de la partie II*
Gabon 13.06.1961	**Ghana** 21.08.1973	**Guatemala** 03.01.1953
A accepté les dispositions de la partie II	*A accepté les dispositions de la partie II*	*A accepté les dispositions de la partie II*
Irlande 13.06.1972	**Libye** 20.06.1962	**Luxembourg** 15.12.1958
A accepté les dispositions de la partie III	*A accepté les dispositions de la partie II*	*A accepté les dispositions de la partie II*
Malte 09.06.1988	**Mauritanie** 31.03.1964	**Mexique** 01.03.1991
A accepté les dispositions de la partie III	*A accepté les dispositions de la partie II*	*A accepté les dispositions de la partie III*
Pakistan 26.05.1952	**Sri Lanka** 30.04.1958	**Swaziland** 05.06.1981
A accepté les dispositions de la partie II	*A accepté les dispositions de la partie III*	*A accepté les dispositions de la partie II*
Syrienne, République arabe 07.06.1957	**Sénégal** 22.10.1962	**Turquie** 23.01.1952
A accepté les dispositions de la partie II	*A accepté les dispositions de la partie III*	*A accepté les dispositions de la partie III*

Dénoncée

Allemagne 08.09.1954	**Brésil** 21.06.1957	**Finlande** 22.12.1951
Dénoncée le 10.07.1992	*Dénoncée le 14.01.1972*	*Dénoncée le 30.06.1992*
Norvège 29.06.1950	**Suède** 18.07.1950	
Dénoncée le 05.07.2002	*Dénoncée le 04.06.1992*	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie 19.10.1962	**Belgique** 04.07.1958	**Espagne** 05.05.1971
Dénoncée le 06.06.2006	*Dénoncée le 28.09.2004*	*Dénoncée le 15.06.1999*
Ethiopie 30.04.1991	**Israël** 19.06.1961	**Italie** 09.01.1953
Dénoncée le 10.05.1999	*Dénoncée le 04.10.2012*	*Dénoncée le 01.02.2000*
Japon 11.06.1956	**Panama** 15.07.1971	**Pays-Bas** 13.02.1992
Dénoncée le 28.07.1999	*Dénoncée le 10.08.1999*	*Dénoncée le 15.09.1999*

Pologne	25.10.1954	**Portugal**	07.06.1985	**Suriname**	15.06.1976
	Dénoncée le 15.09.2008		*Dénoncée le 25.03.2002*		*Dénoncée le 12.04.2006*
Uruguay	07.07.1976				
	Dénoncée le 14.06.2004				

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952**

49 ratifications

Albanie	02.03.2005	**Algérie**	19.10.1962	**Allemagne**	22.06.1959
		A exclu les dispositions de l'annexe II			
Arménie	27.01.2006	**Bahamas**	25.05.1976	**Barbade**	08.05.1967
		A exclu les dispositions des annexes I à III		*A exclu les dispositions des annexes I à III*	
Belgique	27.07.1953	**Belize**	15.12.1983	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
				A exclu les dispositions de l'annexe III	
Brésil	18.06.1965	**Burkina Faso**	09.06.1961	**Cameroun**	03.09.1962
				A exclu les dispositions des annexes I à III	
Chypre	23.09.1960	**Cuba**	29.04.1952	**Dominique**	28.02.1983
A exclu les dispositions des annexes I à III				*A exclu les dispositions des annexes I à III*	
Equateur	05.04.1978	**Espagne**	21.03.1967	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
A exclu les dispositions des annexes I à III					
France	29.03.1954	**Grenade**	09.07.1979	**Guatemala**	13.02.1952
A exclu les dispositions de l'annexe II		*A exclu les dispositions des annexes I à III*			
Guyana	08.06.1966	**Israël**	30.03.1953	**Italie**	22.10.1952
A exclu les dispositions des annexes I à III					
Jamaïque	26.12.1962	**Kenya**	30.11.1965	**Kirghizistan**	10.09.2008
A exclu les dispositions des annexes I à III		*A exclu les dispositions des annexes I à III*			
Madagascar	14.06.2001	**Malaisie - Sabah**	03.03.1964	**Malawi**	22.03.1965
A exclu les dispositions de l'annexe III		*A exclu les dispositions des annexes I à III*			
Maurice	02.12.1969	**Moldova, République de**	12.12.2005	**Monténégro**	03.06.2006
A exclu les dispositions des annexes I à III				*A exclu les dispositions de l'annexe III*	

Nigéria	17.10.1960	**Norvège**	17.02.1955	**Nouvelle-Zélande**	10.11.1950
A exclu les dispositions des annexes I à III				*A exclu les dispositions de l'annexe I*	
Pays-Bas	20.05.1952	**Philippines**	21.04.2009	**Portugal**	12.12.1978
		A exclu les dispositions des annexes III et III			
Royaume-Uni	22.01.1951	**Sainte-Lucie**	14.05.1980	**Serbie**	24.11.2000
A exclu les dispositions des annexes I et III		*A exclu les dispositions des annexes I à III*		*A exclu les dispositions de l'annexe III*	
Slovénie	29.05.1992	**Tadjikistan**	10.04.2007	**Tanzanie. Zanzibar**	22.06.1964
A exclu les dispositions de l'annexe III				*A exclu les dispositions des annexes I à III*	
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	**Uruguay**	18.03.1954	**Venezuela, République bolivarienne du**	09.06.1983
A exclu les dispositions des annexes I à III					
Zambie	02.12.1964				
A exclu les dispositions des annexes I à III					

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951**

164 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	**Albanie**	03.06.1957	**Algérie**	19.10.1962
Allemagne	08.06.1956	**Angola**	04.06.1976	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983
Argentine	24.09.1956	**Arménie**	12.11.2003	**Australie**	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bahamas**	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	**Barbade**	08.05.1967	**Belgique**	10.12.1953
Belize	15.12.1983	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Botswana	22.12.1997	**Brésil**	18.11.1952	**Bulgarie**	08.06.1959
Burkina Faso	16.04.1962	**Burundi**	10.10.1997	**Bélarus**	06.11.1956
Bénin	16.05.1968	**Cabo Verde**	03.04.1979	**Cambodge**	23.08.1999
Cameroun	03.09.1962	**Centrafricaine, République**	09.06.1964	**Chili**	01.02.1999
Chypre	24.05.1966	**Colombie**	16.11.1976	**Comores**	23.10.1978
Congo	26.11.1999	**Costa Rica**	02.06.1960	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	29.04.1952	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961	**Danemark**	15.08.1955
Djibouti	03.08.1978	**Dominicaine, République**	22.09.1953	**Dominique**	28.02.1983
Egypte	03.07.1954	**El Salvador**	06.09.2006	**Equateur**	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	**Espagne**	20.04.1977	**Estonie**	22.03.1994
Ethiopie	04.06.1963	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Fidji**	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	**France**	26.10.1951	**Gabon**	29.05.1961
Gambie	04.09.2000	**Ghana**	02.07.1959	**Grenade**	09.07.1979
Grèce	30.03.1962	**Guatemala**	13.02.1952	**Guinée**	26.03.1959

Guinée - Bissau	21.02.1977	**Guinée équatoriale**	13.08.2001	**Guyana**	08.06.1966
Géorgie	22.06.1993	**Haïti**	12.04.1957	**Honduras**	27.06.1956
Hongrie	06.06.1957	**Iles Salomon**	13.04.2012	**Indonésie**	15.07.1957
Iraq	27.11.1962	**Irlande**	04.06.1955	**Islande**	15.07.1952
Israël	28.01.1957	**Italie**	13.05.1958	**Jamaïque**	26.12.1962
Japon	20.10.1953	**Jordanie**	12.12.1968	**Kazakhstan**	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Kiribati**	03.02.2000
Koweït	09.08.2007	**Lesotho**	31.10.1966	**Lettonie**	27.01.1992
Liban	01.06.1977	**Libye**	20.06.1962	**Libéria**	25.05.1962
Lituanie	26.09.1994	**Luxembourg**	03.03.1958	**Madagascar**	03.06.1998
Malaisie	05.06.1961	**Malawi**	22.03.1965	**Maldives, République des**	04.01.2013
Mali	02.03.1964	**Malte**	04.01.1965	**Maroc**	20.05.1957
Maurice	02.12.1969	**Mauritanie**	03.12.2001	**Moldova, République de**	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	**Monténégro**	03.06.2006	**Mozambique**	23.12.1996
Namibie	03.01.1995	**Nicaragua**	31.10.1967	**Niger**	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	**Norvège**	17.02.1955	**Nouvelle-Zélande**	09.06.2003
Népal	11.11.1996	**Ouganda**	04.06.1963	**Ouzbékistan**	13.07.1992
Pakistan	26.05.1952	**Panama**	16.05.1966	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	01.05.1976
Paraguay	21.03.1966	**Pays-Bas**	22.12.1993	**Philippines**	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	**Portugal**	01.07.1964	**Pérou**	13.03.1964
Roumanie	26.11.1958	**Royaume-Uni**	30.06.1950	**Russie, Fédération de**	10.08.1956
Rwanda	08.11.1988	**République démocratique du Congo**	16.06.1969	**Saint-Kitts-et-Nevis**	04.09.2000
Saint-Marin	19.12.1986	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998	**Sainte-Lucie**	14.05.1980
Samoa	30.06.2008	**Sao Tomé-et-Principe**	17.06.1992	**Serbie**	24.11.2000
Seychelles	04.10.1999	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Singapour**	25.10.1965
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Somalie**	20.03.2014
Soudan	18.06.1957	**Soudan du Sud**	29.04.2012	**Sri Lanka**	13.12.1972
Suisse	17.08.1999	**Suriname**	05.06.1996	**Suède**	18.07.1950
Swaziland	26.04.1978	**Syrienne, République arabe**	07.06.1957	**Sénégal**	28.07.1961
Tadjikistan	26.11.1993	**Tanzanie, République-Unie de**	30.01.1962	**Tchad**	08.06.1961
Tchèque, République	01.01.1993	**Timor-Leste**	16.06.2009	**Togo**	08.11.1983
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	**Tunisie**	15.05.1957	**Turkménistan**	15.05.1997
Turquie	23.01.1952	**Ukraine**	14.09.1956	**Uruguay**	18.03.1954
Vanuatu	28.08.2006	**Venezuela, République bolivarienne du**	19.12.1968	**Yémen**	14.04.1969
Zambie	02.09.1996	**Zimbabwe**	27.08.1998		

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953**

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Allemagne**	25.02.1954	**Australie**	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	**Belgique**	17.10.1968	**Belize**	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	**Cameroun**	25.05.1970	**Centrafricaine, République**	09.06.1964
Colombie	04.03.1969	**Comores**	23.10.1978	**Costa Rica**	02.06.1960
Cuba	13.01.1954	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961	**Djibouti**	03.08.1978
El Salvador	15.06.1995	**Espagne**	04.06.1970	**France**	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	**Grenade**	09.07.1979	**Guatemala**	04.08.1961
Guinée	12.12.1966	**Hongrie**	18.06.1969	**Irlande**	22.06.1978
Italie	05.05.1971	**Kenya**	09.02.1971	**Malawi**	22.03.1965
Malte	28.11.1969	**Maroc**	14.10.1960	**Maurice**	02.12.1969
Mexique	23.08.1952	**Moldova, République de**	04.04.2003	**Nouvelle-Zélande**	01.07.1952
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Paraguay**	24.06.1964	**Pays-Bas**	11.06.1954
Philippines	29.12.1953	**Pologne**	05.07.1977	**Pérou**	01.02.1960
Seychelles	06.02.1978	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Slovaquie**	01.01.1993
Sri Lanka	05.04.1954	**Swaziland**	05.06.1981	**Syrienne, République arabe**	10.08.1965
Sénégal	22.10.1962	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Tunisie**	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	**Uruguay**	18.03.1954	**Zambie**	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénoncée

Royaume-Uni	09.06.1953				
	Dénoncée le 16.08.1994				

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953**

171 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	**Afrique du Sud**	30.03.2000	**Albanie**	03.06.1957
Algérie	19.10.1962	**Allemagne**	08.06.1956	**Angola**	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.05.2003	**Arabie saoudite**	15.06.1978	**Argentine**	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	**Australie**	10.12.1974	**Autriche**	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	**Bahamas**	14.06.2001	**Bangladesh**	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	**Belgique**	23.05.1952	**Belize**	22.06.1999
Bolivie, Etat plurinational de	15.11.1973	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Botswana**	05.06.1997
Brésil	25.04.1957	**Bulgarie**	07.11.1955	**Burkina Faso**	30.06.1969
Burundi	25.06.1993	**Bélarus**	21.08.1956	**Bénin**	16.05.1968
Cabo Verde	16.10.1979	**Cambodge**	23.08.1999	**Cameroun**	25.05.1970

Canada	16.11.1972	**Centrafricaine, République**	09.06.1964	**Chili**	20.09.1971
Chine	02.11.1990	**Chypre**	19.11.1987	**Colombie**	07.06.1963
Comores	23.10.1978	**Congo**	26.11.1999	**Corée, République de**	08.12.1997
Costa Rica	02.06.1960	**Croatie**	08.10.1991	**Cuba**	13.01.1954
Côte d'Ivoire	05.05.1961	**Danemark**	22.06.1960	**Djibouti**	03.08.1978
Dominicaine, République	22.09.1953	**Dominique**	28.02.1983	**Egypte**	26.07.1960
El Salvador	12.10.2000	**Emirats arabes unis**	24.02.1997	**Equateur**	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	**Espagne**	06.11.1967	**Estonie**	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Fidji**	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	**France**	10.03.1953	**Gabon**	13.06.1961
Gambie	04.09.2000	**Ghana**	14.03.1968	**Grenade**	25.10.1994
Grèce	06.06.1975	**Guatemala**	02.08.1961	**Guinée**	11.08.1967
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Guinée équatoriale**	12.06.1985	**Guyana**	13.06.1975
Géorgie	22.06.1993	**Haïti**	04.03.1958	**Honduras**	09.08.1956
Hongrie	08.06.1956	**Iles Salomon**	13.04.2012	**Inde**	25.09.1958
Indonésie	11.08.1958	**Iran, République islamique d'**	10.06.1972	**Iraq**	28.08.1963
Irlande	18.12.1974	**Islande**	17.02.1958	**Israël**	09.06.1965
Italie	08.06.1956	**Jamaïque**	14.01.1975	**Japon**	24.08.1967
Jordanie	22.09.1966	**Kazakhstan**	18.05.2001	**Kenya**	07.05.2001
Kirghizistan	31.03.1992	**Kiribati**	17.06.2009	**Lao, République démocratique populaire**	13.06.2008
Lesotho	27.01.1998	**Lettonie**	27.01.1992	**Liban**	01.06.1977
Libye	20.06.1962	**Lituanie**	26.09.1994	**Luxembourg**	23.08.1967
Madagascar	10.08.1962	**Malaisie**	09.09.1997	**Malawi**	22.03.1965
Maldives, République des	04.01.2013	**Mali**	12.07.1968	**Malte**	09.06.1988
Maroc	11.05.1979	**Maurice**	18.12.2002	**Mauritanie**	03.12.2001
Mexique	23.08.1952	**Moldova, République de**	23.03.2000	**Mongolie**	03.06.1969
Monténégro	03.06.2006	**Mozambique**	06.06.1977	**Namibie**	06.04.2010
Nicaragua	31.10.1967	**Niger**	09.08.1966	**Nigéria**	08.05.1974
Norvège	24.09.1959	**Nouvelle-Zélande**	03.06.1983	**Népal**	10.06.1976
Ouganda	02.06.2005	**Ouzbékistan**	13.07.1992	**Pakistan**	11.10.2001
Panama	03.06.1958	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	02.06.2000	**Paraguay**	24.06.1964
Pays-Bas	16.06.1971	**Philippines**	29.12.1953	**Pologne**	25.10.1954
Portugal	20.02.1967	**Pérou**	01.02.1960	**Roumanie**	28.05.1957
Royaume-Uni	15.06.1971	**Russie, Fédération de**	30.04.1956	**Rwanda**	02.12.1980
République démocratique du Congo	16.06.1969	**Saint-Kitts-et-Nevis**	25.08.2000	**Saint-Marin**	23.05.1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	04.12.2001	**Sainte-Lucie**	18.08.1983	**Samoa**	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	01.06.1982	**Serbie**	24.11.2000	**Seychelles**	23.11.1999
Sierra Leone	15.11.1968	**Singapour**	30.05.2002	**Slovaquie**	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	**Soudan**	22.10.1970	**Soudan du Sud**	29.04.2012
Sri Lanka	01.04.1993	**Suisse**	25.10.1972	**Suède**	20.06.1962
Swaziland	05.06.1981	**Syrienne, République arabe**	07.06.1957	**Sénégal**	22.10.1962
Tadjikistan	26.11.1993	**Tanzanie, République-Unie de**	26.02.2002	**Tchad**	29.03.1966
Tchèque, République	01.01.1993	**Thaïlande**	08.02.1999	**Togo**	08.11.1983

Trinité-et-Tobago	29.05.1997	**Tunisie**	11.10.1968	**Turkménistan**	15.05.1997
Turquie	19.07.1967	**Ukraine**	10.08.1956	**Uruguay**	16.11.1989
Vanuatu	28.07.2006	**Venezuela, République bolivarienne du**	10.08.1982	**Viet Nam**	07.10.1997
Yémen	29.07.1976	**Zambie**	20.06.1972	**Zimbabwe**	14.12.1989

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954**

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983	**Autriche**	14.06.1954
Barbade	08.05.1967	**Belize**	15.12.1983	**Burundi**	30.07.1971
Centrafricaine, République	09.06.1964	**Colombie**	04.03.1969	**Comores**	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	**Cuba**	07.09.1954	**Djibouti**	03.08.1978
Egypte	09.04.1956	**Equateur**	03.10.1969	**Espagne**	05.05.1971
France	29.03.1954	**Gabon**	13.06.1961	**Guatemala**	04.08.1961
Israël	14.07.1953	**Maroc**	14.10.1960	**Mauritanie**	08.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	**Paraguay**	21.03.1966	**Pays-Bas**	27.11.1958
Pologne	08.10.1956	**Pérou**	01.02.1960	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998
Sainte-Lucie	14.05.1980	**Sierra Leone**	15.06.1961	**Suriname**	15.06.1976
Swaziland	05.06.1981	**Syrienne, République arabe**	26.07.1960	**Sénégal**	22.10.1962
Tanzanie. Tanganyika	30.01.1962				

Dénoncée

Royaume-Uni	25.06.1956				
	Dénoncée le 16.08.1994				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne	05.01.1955	**Belgique**	20.03.1954	**Brésil**	25.04.1957
	Dénoncée le 01.10.1975		*Dénoncée le 02.06.2003*		*Dénoncée le 23.09.1998*
Burkina Faso	30.06.1969	**Cameroun**	25.05.1970	**Hongrie**	08.06.1956
	Dénoncée le 12.07.1974		*Dénoncée le 07.08.1973*		*Dénoncée le 19.08.1998*
Italie	08.06.1956	**Madagascar**	10.08.1962	**Norvège**	30.09.1954
	Dénoncée le 28.07.1981		*Dénoncée le 08.02.1972*		*Dénoncée le 22.06.1973*
Suède	12.08.1953	**Uruguay**	18.03.1954		
	Dénoncée le 07.06.1978		*Dénoncée le 02.06.1977*		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955**

50 ratifications

Albanie 18.01.2006
A accepté les parties II à VI et VIII à X.

Allemagne 21.02.1958
A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Autriche 04.11.1969
A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.

Barbade 11.07.1972
A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.

Belgique 26.11.1959
A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Bolivie, Etat plurinational de 31.01.1977
A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d) ; 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993
A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Brésil 15.06.2009
A accepté les parties II à X.

Bulgarie 14.07.2008
A accepté les parties II, III, V, VI, VII, VIII et X.

Chypre 03.09.1991
A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.

Costa Rica 16.03.1972
A accepté les parties II et V à X.

Croatie 08.10.1991
A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Danemark 15.08.1955
A accepté les parties II, IV à VI et IX.

Equateur 25.10.1974
A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Espagne 29.06.1988
A accepté les parties II à IV et VI.

Ex-République yougoslave de Macédoine 17.11.1991
A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

France 14.06.1974
A accepté les parties II et IV à IX.

Grèce 16.06.1955
A accepté les parties II à VI et VIII à X.

Honduras 01.11.2012
A accepté les parties II,III, V, VIII, IX and X

Irlande 17.06.1968
A accepté les parties III, IV et X.

Islande 20.02.1961
A accepté les parties V, VII et IX.

Israël 16.12.1955
A accepté les parties V, VI et X.

Italie 08.06.1956
A accepté les parties V, VII et VIII.

Japon 02.02.1976
A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Jordanie 12.02.2014
A accepté les parties V, VI, IX et X.

Libye 19.06.1975
A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Luxembourg 31.08.1964
A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Mauritanie 15.07.1968
A accepté les parties V à VII, IX et X.

Mexique 12.10.1961
A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.

Monténégro 03.06.2006
A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Niger 09.08.1966
A accepté les parties V à VIII.

Norvège 30.09.1954
A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Pays-Bas 11.10.1962
A accepté les parties II à X. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.

Pologne 03.12.2003

A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.

Portugal 17.03.1994

A accepté les parties II à X.

Pérou 23.08.1961

A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).

Roumanie 15.10.2009

A accepté les parties II, III, V, VII et VIII.

Royaume-Uni 27.04.1954

A accepté les parties II à V, VII et X.

République démocratique du Congo 03.04.1987

A accepté les parties V, VII, IX et X.

Serbie 24.11.2000

A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Slovaquie 01.01.1993

A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Slovénie 29.05.1992

A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Suisse 18.10.1977

A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.

Suède 12.08.1953

A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Sénégal 22.10.1962

A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Tchèque, République 01.01.1993

A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Togo 07.06.2013

A accepté les parties V, VII, VIII et X.

Turquie 29.01.1975

A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).

Uruguay 14.10.2010

A accepté les parties II, IV, VII et VIII.

Venezuela, République bolivarienne du 05.11.1982

A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 07.09.1955**

41 ratifications

Bahamas	14.06.2001	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973	**Brésil**	18.06.1965
				A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)	
Chili	14.10.1994	**Croatie**	08.10.1991	**Equateur**	05.02.1962
Espagne	17.08.1965	**Ghana**	27.05.1986	**Grèce**	18.02.1983
A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)					
Guatemala	13.06.1989	**Guinée équatoriale**	12.06.1985	**Kirghizistan**	31.03.1992
Libye	19.06.1975	**Mongolie**	03.06.1969	**Ouzbékistan**	13.07.1992
Papouasie Nouvelle-Guinée	02.06.2000	**Pologne**	10.03.1976	**Russie, Fédération de**	10.08.1956
Saint-Marin	23.09.1998	**Sri Lanka**	01.04.1993	**Tadjikistan**	26.11.1993
A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)					
Ukraine	14.09.1956	**Uruguay**	18.03.1954	**Zambie**	23.10.1979

Dénoncée

Venezuela, République bolivarienne du	10.08.1982				
Dénoncée le 28.10.1985					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	04.12.1969	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Belize**	06.03.2000
Dénoncée le 30.04.2004		*Dénoncée le 29.10.2010*		*Dénoncée le 09.11.2005*	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Bélarus**	06.11.1956	**Cuba**	07.09.1954
Dénoncée le 18.01.2010		*Dénoncée le 10.02.2004*		*Dénoncée le 01.06.2004*	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Hongrie**	08.06.1956	**Italie**	05.05.1971
Dénoncée le 03.10.2012		*Dénoncée le 04.11.2003*		*Dénoncée le 07.02.2001*	
Luxembourg	10.12.1969	**Moldova, République de**	14.02.1997	**Monténégro**	03.06.2006
Dénoncée le 08.04.2008		*Dénoncée le 28.08.2006*		*Dénoncée le 19.04.2012*	
Pays-Bas	18.09.1981	**Portugal**	02.05.1985	**Serbie**	24.11.2000
Dénoncée le 15.01.2009		*Dénoncée le 08.11.2013*		*Dénoncée le 31.08.2010*	
Slovénie	29.05.1992				
Dénoncée le 01.03.2010					

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 07.06.1958**

26 ratifications

Angola	04.06.1976	**Brésil**	18.06.1965	**Centrafricaine, République**	09.06.1964
Colombie	04.03.1969	**Cuba**	15.08.1957	**Dominicaine, République**	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	**El Salvador**	18.11.1958	**Equateur**	03.10.1969
Guatemala	14.06.1988	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Iran, République islamique d'**	13.04.1959
Libye	20.06.1962	**Libéria**	25.05.1962	**Malawi**	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	**Niger**	23.03.1962	**Nigéria**	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	**Panama**	19.06.1970	**Swaziland**	05.06.1981
Syrienne, République arabe	07.06.1957	**Thaïlande**	29.07.1964	**Tunisie**	17.12.1962
Yémen	22.08.1969				

Dénoncée

Portugal	12.04.1960
Dénoncée le	*07.10.2009*

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959**

174 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	**Afrique du Sud**	05.03.1997	**Albanie**	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	**Allemagne**	22.06.1959	**Angola**	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	**Arabie saoudite**	15.06.1978	**Argentine**	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	**Australie**	07.06.1960	**Autriche**	05.03.1958
Azerbaïdjan	09.08.2000	**Bahamas**	25.05.1976	**Bahreïn**	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	**Barbade**	08.05.1967	**Belgique**	23.01.1961
Belize	15.12.1983	**Bolivie, Etat plurinational de**	11.06.1990	**Bosnie-Herzégovine**	15.11.2000
Botswana	05.06.1997	**Brésil**	18.06.1965	**Bulgarie**	23.03.1999
Burkina Faso	25.08.1997	**Burundi**	11.03.1963	**Bélarus**	25.09.1995
Bénin	22.05.1961	**Cabo Verde**	03.04.1979	**Cambodge**	23.08.1999
Cameroun	03.09.1962	**Canada**	14.07.1959	**Centrafricaine, République**	09.06.1964
Chili	01.02.1999	**Chypre**	23.09.1960	**Colombie**	07.06.1963
Comores	23.10.1978	**Congo**	26.11.1999	**Costa Rica**	04.05.1959
Croatie	05.03.1997	**Cuba**	02.06.1958	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961
Danemark	17.01.1958	**Djibouti**	03.08.1978	**Dominicaine, République**	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	**Egypte**	23.10.1958	**El Salvador**	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	**Equateur**	05.02.1962	**Erythrée**	22.02.2000
Espagne	06.11.1967	**Estonie**	07.02.1996	**Etats-Unis**	25.09.1991

Ethiopie	24.03.1999	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	15.07.2003	**Fidji**	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	**France**	18.12.1969	**Gabon**	29.05.1961
Gambie	04.09.2000	**Ghana**	15.12.1958	**Grenade**	09.07.1979
Grèce	30.03.1962	**Guatemala**	09.12.1959	**Guinée**	11.07.1961
Guinée - Bissau	21.02.1977	**Guinée équatoriale**	13.08.2001	**Guyana**	08.06.1966
Géorgie	23.09.1996	**Haïti**	04.03.1958	**Honduras**	04.08.1958
Hongrie	04.01.1994	**Iles Salomon**	13.04.2012	**Inde**	18.05.2000
Indonésie	07.06.1999	**Iran, République islamique d'**	13.04.1959	**Iraq**	15.06.1959
Irlande	11.06.1958	**Islande**	29.11.1960	**Israël**	10.04.1958
Italie	15.03.1968	**Jamaïque**	26.12.1962	**Jordanie**	31.03.1958
Kazakhstan	18.05.2001	**Kenya**	13.01.1964	**Kirghizistan**	18.02.1999
Kiribati	03.02.2000	**Koweït**	21.09.1961	**Lesotho**	14.06.2001
Lettonie	27.01.1992	**Liban**	01.06.1977	**Libye**	13.06.1961
Libéria	25.05.1962	**Lituanie**	26.09.1994	**Luxembourg**	24.07.1964
Madagascar	06.06.2007	**Malawi**	19.11.1999	**Maldives, République des**	04.01.2013
Mali	28.05.1962	**Malte**	04.01.1965	**Maroc**	01.12.1966
Maurice	02.12.1969	**Mauritanie**	03.04.1997	**Mexique**	01.06.1959
Moldova, République de	10.03.1993	**Mongolie**	15.03.2005	**Monténégro**	03.06.2006
Mozambique	06.06.1977	**Namibie**	15.11.2000	**Nicaragua**	31.10.1967
Niger	23.03.1962	**Nigéria**	17.10.1960	**Norvège**	14.04.1958
Nouvelle-Zélande	14.06.1968	**Népal**	30.08.2007	**Oman**	21.07.2005
Ouganda	04.06.1963	**Ouzbékistan**	15.12.1997	**Pakistan**	15.02.1960
Panama	16.05.1966	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	01.05.1976	**Paraguay**	16.05.1968
Pays-Bas	18.02.1959	**Philippines**	17.11.1960	**Pologne**	30.07.1958
Portugal	23.11.1959	**Pérou**	06.12.1960	**Qatar**	02.02.2007
Roumanie	03.08.1998	**Royaume-Uni**	30.12.1957	**Russie, Fédération de**	02.07.1998
Rwanda	18.09.1962	**République démocratique du Congo**	20.06.2001	**Saint-Kitts-et-Nevis**	12.10.2000
Saint-Marin	01.02.1995	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998	**Sainte-Lucie**	14.05.1980
Samoa	30.06.2008	**Sao Tomé-et-Principe**	04.05.2005	**Serbie**	10.07.2003
Seychelles	06.02.1978	**Sierra Leone**	13.06.1961	**Slovaquie**	29.09.1997
Slovénie	24.06.1997	**Somalie**	08.12.1961	**Soudan**	22.10.1970
Soudan du Sud	29.04.2012	**Sri Lanka**	07.01.2003	**Suisse**	18.07.1958
Suriname	15.06.1976	**Suède**	02.06.1958	**Swaziland**	28.02.1979
Syrienne, République arabe	23.10.1958	**Sénégal**	28.07.1961	**Tadjikistan**	23.09.1999
Tanzanie, République-Unie de	30.01.1962	**Tchad**	08.06.1961	**Tchèque, République**	06.08.1996
Thaïlande	02.12.1969	**Togo**	10.07.1999	**Trinité-et-Tobago**	24.05.1963
Tunisie	12.01.1959	**Turkménistan**	15.05.1997	**Turquie**	29.03.1961
Ukraine	14.12.2000	**Uruguay**	22.11.1968	**Vanuatu**	28.08.2006
Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964	**Yémen**	14.04.1969	**Zambie**	22.02.1965
Zimbabwe	27.08.1998				

					Dénoncée
Malaisie	13.10.1958	**Singapour**	25.10.1965		
	Dénoncée le 10.01.1990		*Dénoncée le 19.04.1979*		

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 04.03.1959**

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	**Angola**	04.06.1976	**Arabie saoudite**	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	**Bangladesh**	22.06.1972	**Bolivie, Etat plurinational de**	15.11.1973
		Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).			
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Brésil**	18.06.1965	**Bulgarie**	22.07.1960
Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.		*Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a), c) et d).*			
Bélarus	26.02.1968	**Cameroun**	13.05.1988	**Chypre**	20.12.1966
Colombie	04.03.1969	**Comores**	23.10.1978	**Costa Rica**	04.05.1959
		Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.			
Croatie	08.10.1991	**Cuba**	02.06.1958	**Danemark**	17.01.1958
				Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).	
Djibouti	03.08.1978	**Dominicaine, République**	23.06.1958	**Egypte**	23.10.1958
Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.					
Equateur	03.10.1969	**Espagne**	05.05.1971	**Ethiopie**	28.01.1991

Ex-République yougoslave de Macédoine 17.11.1991

France 05.05.1971

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Gabon 26.04.1973

Ghana 15.12.1958

Grèce 28.08.1981

Guatemala 09.12.1959

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Guinée - Bissau 21.02.1977

Haïti 04.03.1958

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Honduras 20.06.1960

Indonésie 23.08.1972

Iran, République islamique d' 22.01.1968

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Iraq 05.07.1960

Israël 19.06.1961

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 b), c) et d).

Italie 12.08.1963

Jordanie 23.07.1979

Kirghizistan 31.03.1992

Koweït 21.09.1961

Lettonie 08.03.1993

Liban 01.06.1977

Malte 09.06.1988

Maroc 22.07.1974

Mexique 01.06.1959

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Monténégro 03.06.2006

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Pakistan 15.02.1960

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).

Paraguay 21.03.1966

Pays-Bas 02.05.2001

Portugal 24.10.1960

Pérou 11.07.1988

Russie, Fédération de 22.09.1967

Sao Tomé-et-Principe 17.06.1992

Serbie 24.11.2000

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Slovénie 29.05.1992

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Sri Lanka 27.10.1983

Suriname 15.06.1976

Syrienne, République arabe 23.10.1958

Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.

Tadjikistan 26.11.1993

Tunisie	28.05.1958	**Ukraine**	19.06.1968	**Uruguay**	28.06.1973
Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.					

Convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957

Adoptée à la 40ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 02.06.1959**

27 ratifications

Angola	04.06.1976	**Bangladesh**	22.06.1972	**Belgique**	19.11.1958
Cuba	02.06.1958	**Dominicaine, République**	23.06.1958	**Egypte**	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	**Ghana**	15.12.1958	**Guinée - Bissau**	21.02.1977
Haïti	04.03.1958	**Inde**	29.09.1958	**Iraq**	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	**Pakistan**	15.02.1960	**Panama**	04.06.1971
Syrienne, République arabe	14.01.1959	**Tunisie**	17.12.1962		

Dénoncée

Portugal	22.11.1960				
	Dénoncée le 07.10.2009				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	**Bolivie, Etat plurinational de**	12.01.1965	**Brésil**	18.06.1965
	Dénoncée le 03.07.2000		*Dénoncée le 11.12.1991*		*Dénoncée le 25.07.2002*
Colombie	04.03.1969	**Costa Rica**	04.05.1959	**Equateur**	03.10.1969
	Dénoncée le 07.08.1991		*Dénoncée le 02.04.1993*		*Dénoncée le 15.05.1998*
Mexique	01.06.1959	**Paraguay**	20.02.1969	**Pérou**	06.12.1960
	Dénoncée le 05.09.1990		*Dénoncée le 10.08.1993*		*Dénoncée le 02.02.1994*

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961**

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	**Angola**	04.06.1976	**Antigua-et-Barbuda**	02.02.1983
Barbade	08.05.1967	**Belize**	15.12.1983	**Bulgarie**	26.01.1977
Bélarus	28.02.1994	**Cameroun**	29.11.1982	**Canada**	31.05.1967
Cuba	30.12.1975	**Danemark**	26.10.1970	**Djibouti**	03.08.1978
Dominique	28.02.1983	**Estonie**	11.12.1996	**Fidji**	19.04.1974
Finlande	26.10.1970	**Ghana**	19.02.1960	**Grenade**	09.07.1979
Grèce	09.10.1963	**Guatemala**	28.11.1960	**Guinée - Bissau**	21.02.1977
Guyana	08.06.1966	**Honduras**	20.06.1960	**Iles Salomon**	06.08.1985

Inde	17.01.2005	**Iran, République islamique d'**	13.03.1967	**Iraq**	23.09.1986
Irlande	17.06.1961	**Islande**	26.10.1970	**Italie**	12.08.1963
Kirghizistan	31.03.1992	**Lettonie**	08.03.1993	**Libéria**	08.07.1981
Lituanie	19.11.1997	**Malte**	04.01.1965	**Maroc**	15.10.2001
Maurice	02.12.1969	**Mexique**	11.09.1961	**Norvège**	26.10.1970
Panama	19.06.1970	**Pologne**	15.03.1993	**Portugal**	03.08.1967
Roumanie	20.09.1976	**Royaume-Uni**	18.02.1964	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	21.10.1998
		Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.			
Sainte-Lucie	14.05.1980	**Seychelles**	06.02.1978	**Slovénie**	30.01.2003
Sri Lanka	24.11.1995	**Suède**	26.10.1970	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tanzanie. Tanganyika	26.11.1962	**Tchèque, République**	06.08.1996	**Tunisie**	26.10.1959
Turquie	07.02.2005	**Ukraine**	17.06.1970	**Uruguay**	28.06.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	**Brésil**	05.11.1963	**Espagne**	05.05.1971
Dénoncée le 17.07.2006		*Dénoncée le 21.01.2010*		*Dénoncée le 26.05.2011*	
France	08.06.1967	**Luxembourg**	15.02.1991	**Moldova, République de**	23.03.2000
Dénoncée le 27.04.2004		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 28.08.2006*	
Russie, Fédération de	04.11.1969				
Dénoncée le 26.02.2010					

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960**

12 ratifications

Cuba	30.12.1958	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961	**Equateur**	03.10.1969
A ratifié le Protocole de 1982					
Guatemala	04.08.1961	**Mexique**	20.06.1960	**Nicaragua**	01.10.1981
Panama	15.07.1971	**Philippines**	10.10.1968	**Sri Lanka**	24.04.1995
				En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues	
Uruguay	28.06.1973				
A ratifié le Protocole de 1982					

Dénoncée

Brésil	01.03.1965	**Libéria**	22.07.1959
	Dénoncée le 28.08.1970		*Dénoncée le 22.01.1971*

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adoptée à la 68ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 18.06.1982**

2 ratifications

Cuba	11.01.1984	**Uruguay**	17.12.1984

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960**

172 ratifications

Afghanistan	01.10.1969	**Afrique du Sud**	05.03.1997	**Albanie**	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	**Allemagne**	15.06.1961	**Angola**	04.06.1976
Antigua-et-Barbuda	02.02.1983	**Arabie saoudite**	15.06.1978	**Argentine**	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	**Australie**	15.06.1973	**Autriche**	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	**Bahamas**	14.06.2001	**Bahreïn**	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	**Barbade**	14.10.1974	**Belgique**	22.03.1977
Belize	22.06.1999	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Botswana	05.06.1997	**Brésil**	26.11.1965	**Bulgarie**	22.07.1960
Burkina Faso	16.04.1962	**Burundi**	25.06.1993	**Bélarus**	04.08.1961
Bénin	22.05.1961	**Cabo Verde**	03.04.1979	**Cambodge**	23.08.1999
Cameroun	13.05.1988	**Canada**	26.11.1964	**Centrafricaine, République**	09.06.1964
Chili	20.09.1971	**Chine**	12.01.2006	**Chypre**	02.02.1968
Colombie	04.03.1969	**Comores**	17.03.2004	**Congo**	26.11.1999
Corée, République de	04.12.1998	**Costa Rica**	01.03.1962	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	26.08.1965	**Côte d'Ivoire**	05.05.1961	**Danemark**	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	**Dominicaine, République**	13.07.1964	**Dominique**	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	**El Salvador**	15.06.1995	**Emirats arabes unis**	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	**Erythrée**	22.02.2000	**Espagne**	06.11.1967
Estonie	17.08.2005	**Ethiopie**	11.06.1966	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	**Finlande**	23.04.1970	**France**	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	**Gambie**	04.09.2000	**Ghana**	04.04.1961
Grenade	14.05.2003	**Grèce**	07.05.1984	**Guatemala**	11.10.1960
Guinée	01.09.1960	**Guinée - Bissau**	21.02.1977	**Guinée équatoriale**	13.08.2001
Guyana	13.06.1975	**Géorgie**	22.06.1993	**Haïti**	09.11.1976

Honduras	20.06.1960	**Hongrie**	20.06.1961	**Iles Salomon**	13.04.2012
Inde	03.06.1960	**Indonésie**	07.06.1999	**Iran, République islamique d'**	30.06.1964
Iraq	15.06.1959	**Irlande**	22.04.1999	**Islande**	29.07.1963
Israël	12.01.1959	**Italie**	12.08.1963	**Jamaïque**	10.01.1975
Jordanie	04.07.1963	**Kazakhstan**	06.12.1999	**Kenya**	07.05.2001
Kirghizistan	31.03.1992	**Kiribati**	17.06.2009	**Koweït**	01.12.1966
Lao, République démocratique populaire	13.06.2008	**Lesotho**	27.01.1998	**Lettonie**	27.01.1992
Liban	01.06.1977	**Libye**	13.06.1961	**Libéria**	22.07.1959
Lituanie	26.09.1994	**Luxembourg**	21.03.2001	**Madagascar**	11.08.1961
Malawi	22.03.1965	**Maldives, République des**	04.01.2013	**Mali**	02.03.1964
Malte	01.07.1968	**Maroc**	27.03.1963	**Maurice**	18.12.2002
Mauritanie	08.11.1963	**Mexique**	11.09.1961	**Moldova, République de**	12.08.1996
Mongolie	03.06.1969	**Monténégro**	03.06.2006	**Mozambique**	06.06.1977
Namibie	13.11.2001	**Nicaragua**	31.10.1967	**Niger**	23.03.1962
Nigéria	02.10.2002	**Norvège**	24.09.1959	**Nouvelle-Zélande**	03.06.1983
Népal	19.09.1974	**Ouganda**	02.06.2005	**Ouzbékistan**	13.07.1992
Pakistan	24.01.1961	**Panama**	16.05.1966	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	02.06.2000
Paraguay	10.07.1967	**Pays-Bas**	15.03.1973	**Philippines**	17.11.1960
Pologne	30.05.1961	**Portugal**	19.11.1959	**Pérou**	10.08.1970
Qatar	18.08.1976	**Roumanie**	06.06.1973	**Royaume-Uni**	08.06.1999
Russie, Fédération de	04.05.1961	**Rwanda**	02.02.1981	**République démocratique du Congo**	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	**Saint-Marin**	19.12.1986	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	09.11.2001
Sainte-Lucie	18.08.1983	**Samoa**	30.06.2008	**Sao Tomé-et-Principe**	01.06.1982
Serbie	24.11.2000	**Seychelles**	23.11.1999	**Sierra Leone**	14.10.1966
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Somalie**	08.12.1961
Soudan	22.10.1970	**Soudan du Sud**	29.04.2012	**Sri Lanka**	27.11.1998
Suisse	13.07.1961	**Suède**	20.06.1962	**Swaziland**	05.06.1981
Syrienne, République arabe	10.05.1960	**Sénégal**	13.11.1967	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	26.02.2002	**Tchad**	29.03.1966	**Tchèque, République**	01.01.1993
Togo	08.11.1983	**Trinité-et-Tobago**	26.11.1970	**Tunisie**	14.09.1959
Turkménistan	15.05.1997	**Turquie**	19.07.1967	**Ukraine**	04.08.1961
Uruguay	16.11.1989	**Vanuatu**	28.07.2006	**Venezuela, République bolivarienne du**	03.06.1971
Viet Nam	07.10.1997	**Yémen**	22.08.1969	**Zambie**	23.10.1979
Zimbabwe	23.06.1999				

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961**

29 ratifications

Australie	15.06.1971	**Equateur**	10.03.1969	**Guatemala**	02.08.1961
Libéria	16.05.1960	**Mauritanie**	08.11.1963	**Mexique**	09.08.1961
Pérou	04.04.1962	**Suriname**	15.06.1976		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	11.08.1964	**Allemagne**	11.02.1963	**Belgique**	08.05.1963
	Dénoncée le 16.02.1998		*Dénoncée le 08.04.1976*		*Dénoncée le 19.04.1988*
Bulgarie	02.03.1961	**Costa Rica**	29.12.1964	**Cuba**	05.02.1971
	Dénoncée le 23.04.1980		*Dénoncée le 11.06.1976*		*Dénoncée le 07.03.1975*
Danemark	27.02.1962	**Espagne**	07.08.1961	**France**	08.06.1967
	Dénoncée le 13.11.1997		*Dénoncée le 16.05.1977*		*Dénoncée le 13.07.1990*
Guinée	07.11.1960	**Israël**	19.06.1961	**Italie**	05.05.1971
	Dénoncée le 06.06.2003		*Dénoncée le 21.06.1979*		*Dénoncée le 28.07.1981*
Kenya	09.02.1971	**Norvège**	22.01.1963	**Panama**	19.06.1970
	Dénoncée le 09.04.1979		*Dénoncée le 08.07.1980*		*Dénoncée le 31.10.2000*
Pays-Bas	15.02.1965	**Pologne**	20.06.1966	**Russie, Fédération de**	04.05.1961
	Dénoncée le 14.09.1976		*Dénoncée le 22.03.1978*		*Dénoncée le 03.05.1979*
Tunisie	14.01.1963	**Ukraine**	04.08.1961	**Uruguay**	28.06.1973
	Dénoncée le 19.10.1995		*Dénoncée le 03.05.1979*		*Dénoncée le 02.06.1977*

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961**

30 ratifications

Allemagne	08.10.1976	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Belgique**	08.05.1963
Brésil	01.03.1965	**Bulgarie**	02.03.1961	**Costa Rica**	29.12.1964
Croatie	08.10.1991	**Cuba**	05.02.1971	**Equateur**	10.03.1969
Espagne	07.08.1961	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**France**	08.06.1967
Guatemala	02.08.1961	**Guinée**	07.11.1960	**Kirghizistan**	31.03.1992
Libéria	16.05.1960	**Monténégro**	03.06.2006	**Norvège**	05.12.1980
Panama	19.06.1970	**Pays-Bas**	15.12.1988	**Pologne**	11.01.1980
Pérou	04.04.1962	**Russie, Fédération de**	04.11.1969	**Serbie**	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tunisie**	14.01.1963
Ukraine	17.06.1970	**Uruguay**	28.06.1973		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Dénoncée le	*04.02.2010*

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 07.11.1961**

23 ratifications

Allemagne	01.07.1964	**Belgique**	08.05.1963	**Chypre**	20.12.1966
Costa Rica	29.12.1964	**Equateur**	05.04.1978	**Espagne**	07.08.1961
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**France**	08.06.1967	**Guatemala**	02.08.1961
Guinée	07.11.1960	**Italie**	10.04.1962	**Libéria**	16.05.1960
Mauritanie	08.11.1963	**Monténégro**	03.06.2006	**Panama**	19.06.1970
Pays-Bas	08.08.1980	**Pérou**	04.04.1962	**Royaume-Uni**	20.12.1974
Serbie	24.11.2000	**Slovénie**	29.05.1992	**Tunisie**	14.01.1963
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Dénoncée le	*04.02.2010*

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962**

50 ratifications

Allemagne	26.09.1973	**Argentine**	15.06.1978	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Barbade	08.05.1967	**Belgique**	02.07.1965	**Belize**	15.12.1983
Brésil	05.09.1966	**Bélarus**	26.02.1968	**Chili**	14.10.1994
Corée, République de	07.11.2011	**Danemark**	07.02.1974	**Djibouti**	03.08.1978
Egypte	18.03.1964	**Equateur**	09.03.1970	**Espagne**	17.07.1962
Finlande	16.10.1978	**France**	18.11.1971	**Ghana**	07.11.1961
Grèce	04.06.1982	**Guinée**	12.12.1966	**Guyana**	08.06.1966
Hongrie	08.06.1968	**Inde**	17.11.1975	**Iraq**	26.10.1962
Italie	05.05.1971	**Japon**	31.07.1973	**Kirghizistan**	31.03.1992
Lettonie	08.03.1993	**Liban**	06.12.1977	**Lituanie**	27.05.2013
Luxembourg	08.04.2008	**Mexique**	19.10.1983	**Nicaragua**	01.10.1981
Norvège	17.06.1961	**Paraguay**	10.07.1967	**Pays-Bas**	29.11.1966
Pologne	23.12.1964	**Portugal**	17.03.1994	**Royaume-Uni**	09.03.1962
Russie, Fédération de	22.09.1967	**Slovaquie**	01.01.1993	**Sri Lanka**	18.06.1986
Suisse	29.05.1963	**Suède**	12.04.1961	**Syrienne, République arabe**	15.01.1964
Tadjikistan	26.11.1993	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Turquie**	15.11.1968

Ukraine	19.06.1968	**Uruguay**	22.09.1992		

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 05.02.1962**

77 ratifications

Afrique du Sud	09.08.1963	**Allemagne**	07.10.1963	**Australie**	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bangladesh**	22.06.1972
Bolivie, Etat plurinational de	12.01.1965	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Brésil**	05.09.1966
Bulgarie	03.10.1969	**Burkina Faso**	16.04.1962	**Bélarus**	11.03.1970
Cameroun	29.12.1964	**Canada**	25.04.1962	**Centrafricaine, République**	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	**Colombie**	04.03.1969	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	05.02.1971	**Côte d'Ivoire**	02.01.1963	**Danemark**	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	**Equateur**	10.03.1969	**Espagne**	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Finlande**	01.06.1964
France	08.06.1967	**Ghana**	27.08.1963	**Guatemala**	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	**Inde**	21.06.1962	**Iraq**	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	**Israël**	24.05.1963	**Japon**	29.04.1971
Jordanie	04.07.1963	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Koweït**	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	**Luxembourg**	04.03.1964	**Madagascar**	01.06.1964
Maroc	14.11.1962	**Mauritanie**	08.11.1963	**Mexique**	03.11.1966
Monténégro	03.06.2006	**Niger**	23.03.1962	**Nigéria**	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	**Nouvelle-Zélande**	01.03.1963	**Pakistan**	17.11.1967
Panama	19.06.1970	**Paraguay**	20.02.1969	**Pays-Bas**	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	**Roumanie**	09.04.1965	**Royaume-Uni**	09.03.1962
Russie, Fédération de	04.11.1969	**République démocratique du Congo**	05.09.1967	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Sri Lanka**	26.04.1974
Suisse	05.11.1962	**Suède**	03.04.1962	**Syrienne, République arabe**	10.08.1965
Sénégal	13.11.1967	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tchad**	05.02.1962
Tchèque, République	01.01.1993	**Thaïlande**	24.09.1962	**Tunisie**	15.01.1962
Turquie	02.09.1968	**Ukraine**	17.06.1970	**Uruguay**	28.06.1973
Venezuela, République bolivarienne du	16.11.1964	**Viet Nam**	03.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964**

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977	**Brésil**	24.03.1969
Centrafricaine, République	09.06.1964	**Costa Rica**	27.01.1966	**Equateur**	03.10.1969
Espagne	08.05.1973	**Ghana**	18.06.1964	**Guatemala**	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	**Géorgie**	21.10.1997	**Israël**	15.01.1964
Italie	27.12.1966	**Jamaïque**	04.01.1966	**Jordanie**	07.03.1963
Koweït	23.04.1963	**Madagascar**	01.06.1964	**Malte**	09.06.1988
Moldova, République de	12.08.1996	**Nicaragua**	01.10.1981	**Niger**	23.11.1964
Panama	04.06.1971	**Paraguay**	20.02.1969	**Portugal**	09.01.1981
Roumanie	06.06.1973	**République démocratique du Congo**	05.09.1967	**Soudan**	22.10.1970
Syrienne, République arabe	11.12.1964	**Sénégal**	13.11.1967	**Tunisie**	14.04.1970
Venezuela, République bolivarienne du	06.09.1983	**Zambie**	02.12.1964		

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964**

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	**Bangladesh**	22.06.1972	**Barbade**	14.10.1974
A accepté les branches a) à c), g) et h)		*A accepté les branches c) et g)*		*A accepté les branches b), c) et e) à g)*	
Bolivie, Etat plurinational de	31.01.1977	**Brésil**	24.03.1969	**Cabo Verde**	08.07.1987
A accepté les branches a) à c) et i)		*A accepté les branches a) à g)*		*A accepté les branches a) à g) et i)*	
Centrafricaine, République	08.10.1964	**Danemark**	17.06.1969	**Egypte**	12.01.1993
A accepté les branches c), e), g) et i)		*A accepté les branches a), b), g) et h)*		*A accepté les branches a) à h)*	
Equateur	09.03.1970	**Finlande**	15.08.1969	**France**	13.05.1974
A accepté les branches a) à d), f) et g)		*A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).*		*A accepté les branches a) à d), f), g) et i)*	

Guatemala	04.11.1963	**Guinée**	11.08.1967	**Inde**	19.08.1964
A accepté la branche c)		*A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)*		*A accepté les branches a) à c)*	
Iraq	28.04.1978	**Irlande**	26.11.1964	**Israël**	09.06.1965
A accepté les branches a) à g)		*A accepté les branches a), b), g), h) et i)*		*A accepté les branches c), e) à g) et i)*	
Italie	05.05.1967	**Jordanie**	07.03.1963	**Kenya**	09.02.1971
A accepté les branches a) à i)		*A accepté les branches c), d), f) et g)*		*A accepté les branches d) à f)*	
Libye	19.06.1975	**Madagascar**	22.06.1964	**Mauritanie**	15.07.1968
A accepté les branches a) à i)		*A accepté les branches b) à d) et g)*		*A accepté les branches d) à g) et i)*	
Mexique	06.01.1978	**Norvège**	28.08.1963	**Pakistan**	27.03.1969
A accepté les branches a) à g)		*A accepté les branches f) et i)*		*A accepté les branches c) et g)*	
Philippines	26.04.1994	**Rwanda**	21.09.1989	**République démocratique du Congo**	01.11.1967
A accepté les branches a) à g)		*A accepté les branches d) à g)*		*A accepté les branches d), e) et g)*	
Suriname	15.06.1976	**Suède**	25.04.1963	**Syrienne, République arabe**	18.11.1963
A accepté la branche g)		*A accepté les branches a) à c), g) et h)*		*A accepté les branches d) à g)*	
Tunisie	20.09.1965	**Turquie**	25.06.1974	**Uruguay**	22.02.1983
A accepté les branches a) à g) et i)		*A accepté les branches a) à g)*		*A accepté les branches a) à c) et g) à i)*	
Venezuela, République bolivarienne du	05.11.1982				
A accepté les branches a) à g)					

Dénoncée

Pays-Bas	03.07.1964
Dénoncée le 20.12.2004	

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965**

52 ratifications

Algérie	12.06.1969	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Brésil	16.04.1992	**Bélarus**	11.03.1970	**Centrafricaine, République**	09.06.1964
Chypre	29.03.1965	**Congo**	23.11.1964	**Croatie**	08.10.1991
Danemark	22.12.1989	**Dominicaine, République**	09.03.1965	**Equateur**	03.10.1969
Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.					
Espagne	30.11.1971	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Finlande**	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	**Guatemala**	26.02.1964	**Guinée**	12.12.1966
Iraq	06.03.1987	**Italie**	05.05.1971	**Japon**	31.07.1973

Jordanie	04.05.1964	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Koweït**	23.11.1964
Lettonie	08.03.1993	**Luxembourg**	08.04.2008	**Madagascar**	01.06.1964
Malaisie	06.06.1974	**Malte**	09.06.1988	**Maroc**	22.07.1974
Moldova, République de	04.04.2003	**Monténégro**	03.06.2006	**Nicaragua**	01.10.1981
Niger	23.11.1964	**Norvège**	10.12.1969	**Panama**	15.07.1971
		Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.			
Paraguay	10.07.1967	**Pologne**	03.02.1977	**Russie, Fédération de**	04.11.1969
République démocratique du Congo	05.09.1967	**Saint-Marin**	19.04.1988	**Serbie**	24.11.2000
Sierra Leone	21.04.1964	**Slovénie**	29.05.1992	**Suisse**	16.06.1992
				En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.	
Suède	29.12.1964	**Syrienne, République arabe**	10.06.1965	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	**Turquie**	13.11.1967	**Ukraine**	17.06.1970
Uruguay	02.06.1977				

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966**

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	**Allemagne**	05.12.1973	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Belgique	17.05.1978	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977	**Brésil**	24.03.1969
Bulgarie	29.03.1965	**Bélarus**	26.02.1968	**Centrafricaine, République**	05.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	**Cuba**	05.02.1971	**Danemark**	17.06.1970
Djibouti	03.08.1978	**Equateur**	10.03.1969	**Espagne**	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	**France**	06.04.1972	**Ghana**	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	**Guinée**	12.12.1966	**Indonésie**	13.06.1969
Iraq	06.03.1987	**Italie**	05.05.1971	**Japon**	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Lettonie**	08.03.1993
Liban	01.06.1977	**Luxembourg**	08.04.2008	**Madagascar**	21.11.1966
Mexique	18.06.1968	**Norvège**	06.06.1966	**Panama**	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	**Pologne**	26.06.1968	**Portugal**	24.02.1983
Royaume-Uni	21.04.1967	**Russie, Fédération de**	22.09.1967	**République démocratique du Congo**	05.09.1967
Slovaquie	01.01.1993	**Suisse**	18.02.1966	**Suède**	11.06.1965

Syrienne, République arabe	10.06.1965	**Sénégal**	25.04.1966	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	**Tunisie**	14.04.1970	**Ukraine**	19.06.1968
Uruguay	06.09.1995	**Venezuela, République bolivarienne du**	03.06.1971	**Viet Nam**	03.10.1994

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I m

Adoptée à la 48ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967**

24 ratifications

Allemagne	01.03.1972	**Belgique**	22.04.1970	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977
				En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.	
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Chili**	30.09.1999	**Chypre**	28.07.1966
Croatie	08.10.1991	**Equateur**	05.04.1978	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
		En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.			
Finlande	23.09.1968	**Guinée**	11.08.1967	**Irlande**	09.06.1969
A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).					
Japon	07.06.1974	**Libye**	19.06.1975	**Luxembourg**	24.07.1972
A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).					
Monténégro	03.06.2006	**Pays-Bas**	02.08.1966	**République démocratique du Congo**	05.09.1967
		A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).			
Serbie	24.11.2000	**Slovénie**	29.05.1992	**Suède**	17.06.1969

Sénégal	25.04.1966	**Uruguay**	28.06.1973	**Venezuela, République bolivarienne du**	10.08.1982
		A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).			

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966**

108 ratifications

Albanie	07.01.2009	**Algérie**	12.06.1969	**Allemagne**	17.06.1971
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	**Arménie**	29.07.1994	**Australie**	12.11.1969
Autriche	27.07.1972	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Barbade**	15.03.1976
Belgique	08.07.1969	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Brésil	24.03.1969	**Bulgarie**	09.06.2008	**Burkina Faso**	28.10.2009
Bélarus	26.02.1968	**Cambodge**	28.09.1971	**Cameroun**	25.05.1970
Canada	16.09.1966	**Centrafricaine, République**	05.06.2006	**Chili**	24.10.1968
Chine	17.12.1997	**Chypre**	28.07.1966	**Comores**	23.10.1978
Corée, République de	09.12.1992	**Costa Rica**	27.01.1966	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	05.02.1971	**Danemark**	17.06.1970	**Djibouti**	03.08.1978
Dominicaine, République	29.03.2001	**El Salvador**	15.06.1995	**Equateur**	13.11.1972
Espagne	28.12.1970	**Estonie**	12.03.2003	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	**Finlande**	23.09.1968	**France**	05.08.1971
Gabon	01.10.2009	**Grèce**	07.05.1984	**Guatemala**	14.09.1988
Guinée	12.12.1966	**Géorgie**	22.06.1993	**Honduras**	09.06.1980
Hongrie	18.06.1969	**Inde**	17.11.1998	**Iran, République islamique d'**	10.06.1972
Iraq	02.03.1970	**Irlande**	20.06.1967	**Islande**	22.06.1990
Israël	26.01.1970	**Italie**	05.05.1971	**Jamaïque**	10.01.1975
Japon	10.06.1986	**Jordanie**	10.03.1966	**Kazakhstan**	06.12.1999
Kirghizistan	31.03.1992	**Lettonie**	27.01.1992	**Liban**	01.06.1977
Libye	27.05.1971	**Lituanie**	03.03.2004	**Madagascar**	21.11.1966
Maroc	11.05.1979	**Mauritanie**	30.07.1971	**Moldova, République de**	12.08.1996
Mongolie	24.11.1976	**Monténégro**	03.06.2006	**Mozambique**	23.12.1996
Nicaragua	01.10.1981	**Norvège**	06.06.1966	**Nouvelle-Zélande**	15.07.1965
Ouganda	23.06.1967	**Ouzbékistan**	13.07.1992	**Panama**	19.06.1970
Papouasie Nouvelle-Guinée	01.05.1976	**Paraguay**	20.02.1969	**Pays-Bas**	09.01.1967
Philippines	13.01.1976	**Pologne**	24.11.1966	**Portugal**	09.01.1981
Pérou	27.07.1967	**Roumanie**	06.06.1973	**Royaume-Uni**	27.06.1966

Russie, Fédération de	22.09.1967	**Rwanda**	05.08.2010	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	09.11.2010
Serbie	24.11.2000	**Slovaquie**	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	**Suisse**	11.02.2013	**Suriname**	15.06.1976
Suède	11.06.1965	**Sénégal**	25.04.1966	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	**Thaïlande**	26.02.1969	**Togo**	30.03.2012
Trinité-et-Tobago	19.09.2013	**Tunisie**	17.02.1966	**Turquie**	13.12.1977
Ukraine	19.06.1968	**Uruguay**	02.06.1977	**Venezuela, République bolivarienne du**	10.08.1982
Viet Nam	11.06.2012	**Yémen**	30.01.1989	**Zambie**	23.10.1979

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967**

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	**Australie**	12.12.1971	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977
Age minimum spécifié: 18 ans		*Age minimum spécifié: 16 ans*		*Age minimum spécifié: 16 ans*	
Cameroun	06.11.1970	**Chypre**	11.04.1967	**Equateur**	10.03.1969
Age minimum spécifié: 16 ans		*Age minimum spécifié: 16 ans*		*Age minimum spécifié: 18 ans*	
Espagne	06.11.1967	**Gabon**	18.10.1968	**Inde**	20.03.1975
Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans		*Age minimum spécifié: 18 ans*		*Age minimum spécifié: 18 ans*	
Malaisie	06.06.1974	**Mexique**	29.08.1968	**Mongolie**	03.12.1981
Age minimum spécifié: 16 ans		*Age minimum spécifié: 16 ans*		*Age minimum spécifié: 18 ans*	
Nigéria	14.05.1974	**Ouganda**	23.06.1967	**Paraguay**	10.10.1968
Age minimum spécifié: 16 ans		*Age minimum spécifié: 16 ans*		*Age minimum spécifié: 18 ans*	
Rwanda	01.06.1970	**Slovaquie**	01.01.1993	**Swaziland**	05.06.1981
Age minimum spécifié: 18 ans		*Age minimum spécifié: 18 ans*		*Age minimum spécifié: 16 ans*	
Syrienne, République arabe	26.06.1972	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Turquie**	08.12.1992
Age minimum spécifié: 17 ans		*Age minimum spécifié: 18 ans*		*Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes*	
Viet Nam	20.02.1995				
Age minimum spécifié: 18 ans					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Belgique	17.05.1978	**Bulgarie**	03.10.1969	**Bélarus**	11.03.1970
Dénoncée le 19.04.1988		*Dénoncée le 23.04.1980*		*Dénoncée le 03.05.1979*	

Djibouti	03.08.1978	**France**	18.11.1971	**Hongrie**	08.06.1968
	Dénoncée le 14.06.2006		*Dénoncée le 13.07.1990*		*Dénoncée le 28.05.1998*
Italie	05.05.1971	**Jordanie**	06.06.1966	**Kenya**	20.06.1968
	Dénoncée le 28.07.1981		*Dénoncée le 23.03.1998*		*Dénoncée le 09.04.1979*
Madagascar	23.10.1967	**Panama**	24.09.1970	**Pays-Bas**	08.04.1969
	Dénoncée le 31.05.2000		*Dénoncée le 31.10.2000*		*Dénoncée le 14.09.1976*
Pologne	30.09.1969	**Russie, Fédération de**	04.11.1969	**Suisse**	10.11.1966
	Dénoncée le 21.08.2000		*Dénoncée le 03.05.1979*		*Dénoncée le 17.08.1999*
Thaïlande	05.04.1968	**Tunisie**	24.07.1967	**Ukraine**	17.06.1970
	Dénoncée le 11.05.2004		*Dénoncée le 19.10.1995*		*Dénoncée le 03.05.1979*
Zambie	03.04.1967				
	Dénoncée le 09.02.1976				

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967**

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	**Autriche**	08.12.1971	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
Belgique	06.05.1977	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977	**Brésil**	21.08.1970
Bulgarie	03.10.1969	**Bélarus**	11.03.1970	**Chypre**	18.01.1967
Djibouti	03.08.1978	**Equateur**	10.03.1969	**Espagne**	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	**France**	05.08.1971	**Gabon**	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	**Guatemala**	13.06.1989	**Hongrie**	08.06.1968
Irlande	10.06.1985	**Italie**	05.05.1971	**Jordanie**	06.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	**Madagascar**	23.10.1967	**Malte**	09.06.1988
Mexique	29.08.1968	**Ouganda**	23.06.1967	**Panama**	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	**Pays-Bas**	08.04.1969	**Pologne**	26.06.1968
Portugal	02.05.1985	**Royaume-Uni**	13.12.1966	**Russie, Fédération de**	04.11.1969
Slovaquie	01.01.1993	**Syrienne, République arabe**	18.08.1972	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	**Tunisie**	03.05.1967	**Ukraine**	17.06.1970
Viet Nam	03.10.1994	**Zambie**	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969**

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	**Belgique**	22.07.1969	**Brésil**	21.08.1970
Djibouti	03.08.1978	**France**	02.04.1970	**Panama**	19.06.1970
Sierra Leone	06.11.1967	**Syrienne, République arabe**	06.05.1969	**Sénégal**	15.07.1968
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 06.11.1968**

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Belgique**	22.07.1969
Brésil	12.04.1994	**Danemark**	06.06.1978	**Djibouti**	03.08.1978
Espagne	08.11.1968	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**France**	18.11.1971
Grèce	19.06.1990	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Monténégro**	03.06.2006
Norvège	06.07.1967	**Panama**	04.06.1971	**Pays-Bas**	12.05.1976
Royaume-Uni	13.08.1985	**Russie, Fédération de**	04.11.1969	**Serbie**	24.11.2000
Sierra Leone	06.11.1967	**Slovénie**	29.05.1992	**Tadjikistan**	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine	02.06.1993
Dénoncée le	*04.02.2010*

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970**

29 ratifications

Algérie	12.06.1969	**Brésil**	21.08.1970	**Bulgarie**	21.06.1978
Chili	03.11.1972	**Costa Rica**	16.03.1972	**Equateur**	10.03.1969
Espagne	07.06.1969	**France**	31.05.1973	**Guatemala**	25.07.1983
Honduras	13.04.2012	**Hongrie**	04.01.1994	**Inde**	26.03.2010
Italie	05.05.1971	**Liban**	01.06.1977	**Lituanie**	26.09.1994
Luxembourg	08.04.2008	**Madagascar**	04.01.1971	**Malte**	09.06.1988
Moldova, République de	09.12.1997	**Nicaragua**	01.03.1976	**Panama**	19.06.1970
Pologne	02.05.1973	**Portugal**	02.10.1985	**Pérou**	19.06.2008
Roumanie	28.10.1975	**Thaïlande**	26.02.1969	**Tunisie**	14.04.1970

Turquie	13.11.1975	**Venezuela, République bolivarienne du**	01.02.1984		

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 01.11.1969**

16 ratifications

Allemagne 15.01.1971
A accepté toutes les parties.

Autriche 04.11.1969
A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.

Barbade 15.09.1972
A accepté les parties II et III.

Bolivie, Etat plurinational de 31.01.1977
A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.

Chypre 07.01.1969
A accepté la partie IV.

Equateur 05.04.1978
A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.

Finlande 13.01.1976
A accepté toutes les parties.

Libye 19.06.1975
A accepté toutes les parties.

Norvège 01.11.1968
A accepté toutes les parties.

Pays-Bas 27.10.1969
A accepté toutes les parties.

Slovaquie 01.01.1993
A accepté la partie III.

Suisse 13.09.1977
A accepté toutes les parties.

Suède 26.07.1968
A accepté toutes les parties.

Tchèque, République 01.01.1993
A accepté la partie III.

Uruguay 28.06.1973
A accepté toutes les parties.

Venezuela, République bolivarienne du 01.12.1983
A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972**

53 ratifications

Albanie	11.10.2007	**Allemagne**	26.09.1973	**Argentine**	20.06.1985
A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)					
Azerbaïdjan	09.08.2000	**Belgique**	08.09.1997	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Burkina Faso**	21.05.1974	**Colombie**	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	**Croatie**	08.10.1991	**Côte d'Ivoire**	05.06.1987
Danemark	30.11.1972	**Egypte**	20.06.2003	**El Salvador**	15.06.1995
Espagne	05.05.1971	**Estonie**	01.02.2005	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	**Finlande**	03.09.1974	**France**	28.12.1972
Guatemala	20.05.1994	**Guyana**	19.01.1971	**Hongrie**	04.01.1994
Islande	24.03.2009	**Italie**	23.06.1981	**Kazakhstan**	06.07.2001
Kenya	09.04.1979	**Lettonie**	25.07.1994	**Luxembourg**	08.04.2008
		A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)			
Madagascar	21.12.1971	**Malawi**	20.07.1971	**Malte**	09.06.1988
Maroc	11.05.1979	**Moldova, République de**	09.12.1997	**Monténégro**	03.06.2006
Norvège	14.04.1971	**Pays-Bas**	29.06.1973	**Pologne**	02.06.1995
Portugal	24.02.1983	**Roumanie**	28.10.1975	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	09.11.2010
Serbie	24.11.2000	**Slovaquie**	17.09.2009	**Slovénie**	29.05.1992
		A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)			
Suède	14.05.1970	**Syrienne, République arabe**	18.04.1972	**Tchèque, République**	16.03.2011
				A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)	
Togo	30.03.2012	**Ukraine**	10.11.2004	**Uruguay**	28.06.1973
Zambie	23.12.2013	**Zimbabwe**	16.09.1993		

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972**

15 ratifications

Allemagne	08.08.1974	**Bolivie, Etat plurinational de** *En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.*	31.01.1977	**Costa Rica**	16.03.1972
Danemark	06.06.1978	**Equateur** *En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.*	05.04.1978	**Finlande**	03.09.1974
Libye	19.06.1975	**Luxembourg**	03.07.1980	**Norvège**	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	**Slovaquie**	01.01.1993	**Suède**	14.05.1970
Tchèque, République	01.01.1993	**Uruguay**	28.06.1973	**Venezuela, République bolivarienne du**	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972**

52 ratifications

Albanie	18.08.2004	**Antigua-et-Barbuda**	16.09.2002	**Arménie**	29.04.2005
Australie	15.06.1973	**Azerbaïdjan**	11.03.1993	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Brésil**	04.05.1983	**Burkina Faso**	21.05.1974
Cameroun	06.07.1973	**Centrafricaine, République**	05.06.2006	**Chili**	13.09.1999
Corée, République de	27.12.2001	**Costa Rica**	08.06.1979	**Cuba**	05.01.1972
Egypte	12.05.1976	**El Salvador**	15.06.1995	**Equateur**	02.12.1970
Espagne	30.11.1971	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**France**	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	**Guyana**	10.01.1983	**Iraq**	16.05.1974

Japon	29.04.1971	**Kenya**	09.04.1979	**Kirghizistan**	12.01.2007
Lettonie	08.03.1993	**Liban**	01.06.1977	**Libye**	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	**Malte**	09.06.1988	**Maroc**	16.05.2013
Mexique	18.04.1973	**Moldova, République de**	23.03.2000	**Monténégro**	03.06.2006
Nicaragua	01.03.1976	**Niger**	24.04.1980	**Népal**	19.09.1974
Pays-Bas	10.10.1973	**Portugal**	24.02.1983	**Roumanie**	28.10.1975
Serbie	24.11.2000	**Slovénie**	29.05.1992	**Sri Lanka**	17.03.1975
Swaziland	05.06.1981	**Syrienne, République arabe**	18.04.1972	**Tanzanie, République-Unie de**	30.05.1983
Ukraine	01.03.2006	**Uruguay**	02.06.1977	**Yémen**	29.07.1976
Zambie	20.06.1972				

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973**

36 ratifications

Allemagne 01.10.1975
Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Arménie 27.01.2006
Durée du congé spécifiée: 28 jours . A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Belgique 02.06.2003
Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993
Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Brésil 23.09.1998
Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Burkina Faso 12.07.1974
Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Cameroun 07.08.1973
Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Croatie 08.10.1991
Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Espagne 30.06.1972
Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).

Ex-République yougoslave de Macédoine 17.11.1991
Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Finlande 15.01.1990
Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Guinée 02.06.1977
Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Hongrie 19.08.1998
Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Iraq 19.02.1974
Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Irlande 20.06.1974
Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).

Italie 28.07.1981
Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Kenya 09.04.1979
Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Lettonie 10.06.1994
Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Luxembourg 01.10.1979
Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Madagascar 08.02.1972
Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Malte 09.06.1988
Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Moldova, République de 27.01.1998
Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Monténégro 03.06.2006
Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Norvège 22.06.1973
Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Portugal 17.03.1981
Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Russie, Fédération de 06.09.2010
Durée du congé spécifiée: 28 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Rwanda 13.05.1991
Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).

Serbie 24.11.2000
Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Slovénie 29.05.1992
Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Suisse 09.07.1992
Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Suède 07.06.1978
Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Tchad 15.12.2000
Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Tchèque, République 23.08.1996
Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Ukraine 25.10.2001
Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Uruguay 02.06.1977
Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).

Yémen 01.11.1976
Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991**

32 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	**Brésil**	16.04.1992	**Côte d'Ivoire**	19.06.1972
Guinée	26.05.1977	**Israël**	21.08.1980	**Kirghizistan**	31.03.1992
Liban	06.12.1993	**Moldova, République de**	12.12.2005	**Nouvelle-Zélande**	31.05.1977
Roumanie	11.10.2000	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Turquie**	17.03.2005
Ukraine	24.08.1993	**Uruguay**	02.06.1977		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.08.1974	**Australie**	11.06.1992	**Belize**	15.07.2005
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 21.12.2011*		*Dénoncée le 08.07.2014*

Danemark	10.07.2003	**Finlande**	22.11.1974	**France**	24.03.1972
	Dénoncée le 23.06.2011		*Dénoncée le 09.01.2013*		*Dénoncée le 28.02.2013*
Grèce	24.09.1986	**Italie**	23.06.1981	**Lettonie**	13.01.2006
	Dénoncée le 04.01.2013		*Dénoncée le 19.11.2013*		*Dénoncée le 12.08.2011*
Libéria	08.05.1978	**Luxembourg**	30.11.2005	**Nigéria**	12.06.1973
	Dénoncée le 07.06.2006		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 18.06.2013*
Norvège	14.03.1975	**Pays-Bas**	08.01.1985	**Pologne**	09.10.1975
	Dénoncée le 10.02.2009		*Dénoncée le 13.12.2011*		*Dénoncée le 03.05.2012*
Royaume-Uni	26.03.1981	**Russie, Fédération de**	27.08.1990	**Suède**	17.02.1972
	Dénoncée le 07.08.2013		*Dénoncée le 20.08.2012*		*Dénoncée le 12.06.2012*

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973**

29 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	**Brésil**	25.07.1996	**Costa Rica**	08.06.1979
Egypte	04.08.1982	**Guinée**	26.05.1977	**Israël**	21.08.1980
Kirghizistan	31.03.1992	**Mexique**	02.05.1974	**Nouvelle-Zélande**	31.05.1977
Roumanie	28.10.1975	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tanzanie, République-Unie de**	30.05.1983
Turquie	17.03.2005	**Uruguay**	02.06.1977		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.08.1974	**Belize**	15.07.2005	**Danemark**	28.07.1980
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 08.07.2014*		*Dénoncée le 23.06.2011*
Espagne	30.11.1971	**Finlande**	22.11.1974	**France**	27.02.1978
	Dénoncée le 04.02.2010		*Dénoncée le 09.01.2013*		*Dénoncée le 28.02.2013*
Grèce	08.06.1977	**Italie**	23.06.1981	**Japon**	03.07.1978
	Dénoncée le 04.01.2013		*Dénoncée le 19.11.2013*		*Dénoncée le 05.08.2013*
Kenya	06.06.1990	**Nigéria**	12.06.1973	**Norvège**	09.03.1976
	Dénoncée le 31.07.2014		*Dénoncée le 18.06.2013*		*Dénoncée le 10.02.2009*
Pologne	26.06.1980	**Russie, Fédération de**	05.10.1987	**Suède**	17.02.1972
	Dénoncée le 03.05.2012		*Dénoncée le 20.08.2012*		*Dénoncée le 12.06.2012*

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973**

85 ratifications

Albanie	18.08.2004	**Algérie**	06.06.2006	**Allemagne**	26.09.1973
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	**Argentine**	23.11.2006	**Arménie**	29.07.1994
Australie	26.02.1993	**Autriche**	06.08.1973	**Azerbaïdjan**	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	**Belize**	22.06.1999	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Brésil	18.05.1990	**Burkina Faso**	21.05.1974	**Burundi**	10.10.1997
Bénin	11.06.2001	**Cameroun**	05.04.1976	**Chili**	13.09.1999
Chypre	03.01.1996	**Corée, République de**	27.12.2001	**Costa Rica**	07.12.1977
Croatie	08.10.1991	**Cuba**	17.11.1972	**Côte d'Ivoire**	21.02.1973
Danemark	06.06.1978	**Dominique**	06.01.2004	**Egypte**	25.03.1982
El Salvador	06.09.2006	**Espagne**	21.12.1972	**Estonie**	07.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Finlande**	13.01.1976	**France**	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	**Grèce**	27.06.1988	**Guinée**	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	**Hongrie**	11.09.1972	**Iraq**	27.07.1972
Italie	23.06.1981	**Jordanie**	23.07.1979	**Kazakhstan**	13.12.2000
Kenya	09.04.1979	**Lesotho**	27.01.1998	**Lettonie**	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	**Luxembourg**	09.10.1979	**Mali**	12.06.1995
Malte	09.06.1988	**Maroc**	05.04.2002	**Mexique**	02.05.1974
Moldova, République de	12.08.1996	**Mongolie**	08.10.1996	**Monténégro**	03.06.2006
Nicaragua	01.10.1981	**Niger**	05.04.1972	**Norvège**	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	**Pays-Bas**	19.11.1975	**Pologne**	09.06.1977
Portugal	31.05.1976	**Roumanie**	28.10.1975	**Royaume-Uni**	15.03.1973
Russie, Fédération de	06.09.2010	**Rwanda**	08.11.1988	**République démocratique du Congo**	20.06.2001
Sao Tomé-et-Principe	04.05.2005	**Serbie**	24.11.2000	**Slovaquie**	17.09.2009
Slovénie	29.05.1992	**Sri Lanka**	16.11.1976	**Suriname**	15.06.1976
Suède	11.08.1972	**Syrienne, République arabe**	06.03.1975	**Sénégal**	24.08.1976
Tanzanie, République-Unie de	19.08.1983	**Tchad**	07.01.1998	**Tchèque, République**	09.10.2000
Tunisie	25.05.2007	**Turquie**	12.07.1993	**Ukraine**	03.09.2003
Uruguay	08.07.2013	**Yémen**	29.07.1976	**Zambie**	24.05.1973
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973**

38 ratifications

Allemagne	26.09.1973	**Bolivie, Etat plurinational de**	31.01.1977	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Brésil	24.03.1993	**Chili**	14.10.1994	**Colombie**	16.11.1976
Croatie	08.10.1991	**Cuba**	17.11.1972	**Côte d'Ivoire**	21.02.1973
Equateur	27.03.1975	**Espagne**	08.05.1973	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	**France**	30.06.1972	**Grèce**	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	**Guyana**	10.01.1983	**Hongrie**	11.09.1972
Inde	11.06.1991	**Iraq**	27.07.1972	**Israël**	21.06.1979
Italie	23.06.1981	**Koweït**	29.03.1974	**Liban**	23.02.2000
Luxembourg	08.04.2008	**Malte**	18.05.1990	**Maroc**	22.07.1974
Monténégro	03.06.2006	**Nicaragua**	01.10.1981	**Roumanie**	06.11.1975
Serbie	24.11.2000	**Slovaquie**	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992
Suisse	25.03.1975	**Syrienne, République arabe**	07.02.1977	**Tchèque, République**	01.01.1993
Uruguay	02.06.1977	**Zambie**	24.05.1973		

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975**

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	**Australie**	25.06.1974	**Brésil**	12.08.1994
Costa Rica	03.07.1975	**Cuba**	07.01.1975	**Egypte**	04.08.1982
Espagne	22.04.1975	**Finlande**	13.01.1976	**France**	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	**Iraq**	09.03.1978	**Italie**	23.06.1981
Kenya	09.04.1979	**Maurice**	18.03.2003	**Nicaragua**	01.10.1981
Nigéria	22.03.2004	**Norvège**	21.10.1974	**Pologne**	22.02.1979
Portugal	09.01.1981	**Roumanie**	28.10.1975	**Russie, Fédération de**	14.07.2004
Suède	24.07.1974	**Tanzanie, République-Unie de**	30.05.1983	**Uruguay**	31.07.1980

Dénoncée

Pays-Bas	14.09.1976
	Dénoncée le 17.02.2006

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976**

167 ratifications

Afghanistan 07.04.2010
Age minimum spécifié: 14 ans

Afrique du Sud 30.03.2000
Age minimum spécifié: 15 ans

Albanie 16.02.1998
Age minimum spécifié: 16 ans

Algérie 30.04.1984
Age minimum spécifié: 16 ans

Allemagne 08.04.1976
Age minimum spécifié: 15 ans

Angola 13.06.2001
Age minimum spécifié: 14 ans

Antigua-et-Barbuda 17.03.1983
Age minimum spécifié: 16 ans

Arabie saoudite 02.04.2014
Age minimum spécifié: 15 ans

Argentine 11.11.1996
Age minimum spécifié: 16 ans

Arménie 27.01.2006
Age minimum spécifié: 16 ans

Autriche 18.09.2000
Age minimum spécifié: 15 ans

Azerbaïdjan 19.05.1992
Age minimum spécifié: 16 ans

Bahamas 31.10.2001
Age minimum spécifié: 14 ans

Bahreïn 07.03.2012
Age minimum spécifié: 15 ans

Barbade 04.01.2000
Age minimum spécifié: 16 ans

Belgique 19.04.1988
Age minimum spécifié: 15 ans

Belize 06.03.2000
Age minimum spécifié: 14 ans

Bolivie, Etat plurinational de 11.06.1997
Age minimum spécifié: 14 ans

Bosnie-Herzégovine 02.06.1993
Age minimum spécifié: 15 ans

Botswana 05.06.1997
Age minimum spécifié: 14 ans

Brunéi Darussalam 17.06.2011
Age minimum spécifié: 16 ans

Brésil 28.06.2001
Age minimum spécifié: 16 ans

Bulgarie 23.04.1980
Age minimum spécifié: 16 ans

Burkina Faso 11.02.1999
Age minimum spécifié: 15 ans

Burundi 19.07.2000
Age minimum spécifié: 16 ans

Bélarus 03.05.1979
Age minimum spécifié: 16 ans

Bénin 11.06.2001
Age minimum spécifié: 14 ans

Cabo Verde 07.02.2011
Age minimum spécifié: 15 ans

Cambodge 23.08.1999
Age minimum spécifié: 14 ans

Cameroun 13.08.2001
Age minimum spécifié: 14 ans

Centrafricaine, République 28.06.2000
Age minimum spécifié: 14 ans

Chili 01.02.1999
Age minimum spécifié: 15 ans

Chine 28.04.1999
Age minimum spécifié: 16 ans

Chypre 02.10.1997
Age minimum spécifié: 15 ans

Colombie 02.02.2001
Age minimum spécifié: 15 ans

Comores 17.03.2004
Age minimum spécifié: 15 ans

Congo 26.11.1999
Age minimum spécifié: 14 ans

Corée, République de 28.01.1999
Age minimum spécifié: 15 ans

Costa Rica 11.06.1976
Age minimum spécifié: 15 ans

Croatie 08.10.1991
Age minimum spécifié: 15 ans

Cuba 07.03.1975
Age minimum spécifié: 15 ans

Côte d'Ivoire 07.02.2003
Age minimum spécifié: 14 ans

Danemark 13.11.1997
Age minimum spécifié: 15 ans

Djibouti 14.06.2005
Age minimum spécifié: 16 ans

Dominicaine, République 15.06.1999
Age minimum spécifié: 14 ans. Le champ d'application de la convention est limité à l'industrie ou activitées économiques énumérées dans l'article 5, paragraphe 3. L'emploi de personnes de douze à quatorze ans à des travaux légers est autorisé dans les conditions prévues par l'article 7 paragraphe 3.

Dominique 27.09.1983
Age minimum spécifié: 15 ans

Egypte 09.06.1999
Age minimum spécifié: 15 ans

El Salvador 23.01.1996
Age minimum spécifié: 14 ans

Emirats arabes unis 02.10.1998
Age minimum spécifié: 15 ans

Equateur 19.09.2000
Age minimum spécifié: 14 ans

Erythrée 22.02.2000
Age minimum spécifié: 14 ans

Espagne 16.05.1977
Age minimum spécifié: 16 ans

Estonie 15.03.2007
Age minimum spécifié: 15 ans

Ethiopie 27.05.1999
Age minimum spécifié: 14 ans

Ex-République yougoslave de Macédoine 17.11.1991
Age minimum spécifié: 15 ans

Fidji 03.01.2003
Age minimum spécifié: 15 ans

Finlande 13.01.1976
Age minimum spécifié: 15 ans

France 13.07.1990
Age minimum spécifié: 16 ans

Gabon 25.10.2010
Age minimum spécifié: 16 ans

Gambie 04.09.2000
Age minimum spécifié: 14 ans

Ghana 06.06.2011
Age minimum spécifié: 15 ans

Grenade 14.05.2003
Age minimum spécifié: 16 ans

Grèce 14.03.1986
Age minimum spécifié: 15 ans

Guatemala 27.04.1990
Age minimum spécifié: 14 ans

Guinée 06.06.2003
Age minimum spécifié: 16 ans

Guinée - Bissau 05.03.2009
Age minimum spécifié: 14 ans

Guinée équatoriale 12.06.1985
Age minimum spécifié: 14 ans

Guyana 15.04.1998
Age minimum spécifié: 15 ans

Géorgie 23.09.1996
Age minimum spécifié: 15 ans

Haïti 03.06.2009
Age minimum spécifié: 14 ans

Honduras 09.06.1980
Age minimum spécifié: 14 ans

Hongrie 28.05.1998
Age minimum spécifié: 16 ans

Iles Salomon 22.04.2013
Age minimum spécifié: 14 ans

Indonésie 07.06.1999
Age minimum spécifié: 15 ans

Iraq 13.02.1985
Age minimum spécifié: 15 ans

Irlande 22.06.1978
Age minimum spécifié: 16 ans

Islande 06.12.1999
Age minimum spécifié: 15 ans

Israël 21.06.1979
Age minimum spécifié: 15 ans

Italie 28.07.1981
Age minimum spécifié: 15 ans

Jamaïque 13.10.2003
Age minimum spécifié: 15 ans

Japon 05.06.2000
Age minimum spécifié: 15 ans

Jordanie 23.03.1998
Age minimum spécifié: 16 ans

Kazakhstan 18.05.2001
Age minimum spécifié: 16 ans

Kenya 09.04.1979
Age minimum spécifié: 16 ans

Kirghizistan 31.03.1992
Age minimum spécifié: 16 ans

Kiribati 17.06.2009
Age minimum spécifié: 14 ans

Koweït 15.11.1999
Age minimum spécifié: 15 ans

Lao, République démocratique populaire 13.06.2005
Age minimum spécifié: 14 ans

Lesotho 14.06.2001
Age minimum spécifié: 15 ans

Lettonie 02.06.2006
Age minimum spécifié: 15 ans

Liban 10.06.2003
Age minimum spécifié: 14 ans

Libye 19.06.1975
Age minimum spécifié: 15 ans

Lituanie 22.06.1998
Age minimum spécifié: 16 ans

Luxembourg 24.03.1977
Age minimum spécifié: 15 ans

Madagascar 31.05.2000
Age minimum spécifié: 15 ans

Malaisie 09.09.1997
Age minimum spécifié: 15 ans

Malawi 19.11.1999
Age minimum spécifié: 14 ans

Maldives, République des 04.01.2013
Age minimum spécifié: 16 ans

Mali 11.03.2002
Age minimum spécifié: 15 ans

Malte 09.06.1988
Age minimum spécifié: 16 ans

Maroc 06.01.2000
Age minimum spécifié: 15 ans

Maurice 30.07.1990
Age minimum spécifié: 15 ans

Mauritanie 03.12.2001
Age minimum spécifié: 14 ans

Moldova, République de 21.09.1999
Age minimum spécifié: 16 ans

Mongolie 16.12.2002
Age minimum spécifié: 15 ans

Monténégro 03.06.2006
Age minimum spécifié: 15 ans

Mozambique 16.06.2003
Age minimum spécifié: 15 ans

Namibie 15.11.2000
Age minimum spécifié: 14 ans

Nicaragua 02.11.1981
Age minimum spécifié: 14 ans

Niger 04.12.1978
Age minimum spécifié: 14 ans

Nigéria 02.10.2002
Age minimum spécifié: 15 ans

Norvège 08.07.1980
Age minimum spécifié: 15 ans

Ouganda 25.03.2003
Age minimum spécifié: 14 ans

Panama 31.10.2000
Age minimum spécifié: 14 ans. Age minimum pour le travail maritime et la pêche maritime et pour les mineurs n'ayant pas fin la scolarité obligatoire: 15 ans. Age minimum spécifié pour les travaux souterrains dans les mines: 18 ans. Le champ d'application de la convention no. 138 est limité aux branches d'activité économique ou le types d'entreprises énumérés à l'Article 5, paragraphe 3.

Pays-Bas 14.09.1976
Age minimum spécifié: 15 ans

Portugal 20.05.1998
Age minimum spécifié: 16 ans

Roumanie 19.11.1975
Age minimum spécifié: 16 ans

Rwanda 15.04.1981
Age minimum spécifié: 14 ans

Saint-Marin 01.02.1995
Age minimum spécifié: 16 ans

Sao Tomé-et-Principe 04.05.2005
Age minimum spécifié: 14 ans

Sierra Leone 10.06.2011
Age minimum spécifié: 15 ans

Slovénie 29.05.1992
Age minimum spécifié: 15 ans

Sri Lanka 11.02.2000
Age minimum spécifié: 14 ans

Swaziland 23.10.2002

Népal 30.05.1997
Age minimum spécifié: 14 ans

Ouzbékistan 06.03.2009
Age minimum spécifié: 15 ans

Papouasie Nouvelle-Guinée 02.06.2000
Age minimum spécifié: 16 ans

Philippines 04.06.1998
Age minimum spécifié: 15 ans

Pérou 13.11.2002
Age minimum spécifié: 14 ans

Royaume-Uni 07.06.2000
Age minimum spécifié: 16 ans

République démocratique du Congo 20.06.2001
Age minimum spécifié: 14 ans

Saint-Vincent-et-les Grenadines 25.07.2006
Age minimum spécifié: 14 ans

Serbie 24.11.2000
Age minimum spécifié: 15 ans

Singapour 07.11.2005
Age minimum spécifié: 15 ans

Soudan 07.03.2003
Age minimum spécifié: 14 ans

Suisse 17.08.1999
Age minimum spécifié: 15 ans. L'âge minimum déclaré applicable en vertu de l'article 3 de la convention aux travaux souterrains est 19 ans révolus, et 20 ans révolus pour les apprentis.

Syrienne, République arabe 18.09.2001

Oman 21.07.2005
Age minimum spécifié: 15 ans

Pakistan 06.07.2006
Age minimum spécifié: 14 ans

Paraguay 03.03.2004
Age minimum spécifié: 14 ans

Pologne 22.03.1978
Age minimum spécifié: 15 ans

Qatar 03.01.2006
Age minimum spécifié: 16 ans

Russie, Fédération de 03.05.1979
Age minimum spécifié: 16 ans

Saint-Kitts-et-Nevis 03.06.2005
Age minimum spécifié: 16 ans

Samoa 29.10.2008
Age minimum spécifié: 15 ans

Seychelles 07.03.2000
Age minimum spécifié: 15 ans

Slovaquie 29.09.1997
Age minimum spécifié: 15 ans

Soudan du Sud 29.04.2012
Age minimum spécifié: 14 ans

Suède 23.04.1990
Age minimum spécifié: 15 ans

Sénégal 15.12.1999

Age minimum spécifié: 15 ans

Age minimum spécifié: 15 ans

Age minimum spécifié: 15 ans. En conformité avec l'article 5, paragraphe 2, de la convention, le Gouvernement a déclaré que cet âge minimum ne s'applique pas aux travaux traditionnels champêtres ou ruraux non rémunérés effectués dans le cadre familial, par des enfants de moins de quinze ans et qui sont destinés à mieux les intégrer dans leur milieu social et dans leur environnement.

Tadjikistan 26.11.1993

Age minimum spécifié: 16 ans

Tanzanie, République-Unie de 16.12.1998

Age minimum spécifié: 14 ans

Tchad 21.03.2005

Age minimum spécifié: 14 ans

Tchèque, République 26.04.2007

Age minimum spécifié: 15 ans

Thaïlande 11.05.2004

Age minimum spécifié: 15 ans. Conformément à l'article 5, les dispositions de la Convention doivent s'appliquer aux branches suivantes de l'activité économique: les mines et carrières; la fabrication; la construction; l'électricité ; le gaz et l'eau ; les services sanitaires ; le transport ; le service d'entreposage et communication ; les plantations et toutes autres entreprises agricoles produisant principalement dans un but commercial à l'exception des entreprises familiales et des exploitations agricoles artisanales produisant pour la consommation locale et n'employant pas régulièrement de travailleurs salariés.

Togo 16.03.1984

Age minimum spécifié: 14 ans

Trinité-et-Tobago 03.09.2004

Age minimum spécifié: 16 ans

Tunisie 19.10.1995

Age minimum spécifié: 16 ans

Turkménistan 27.03.2012

Age minimum spécifié: 16 ans

Turquie 30.10.1998

Age minimum spécifié: 15 ans

Ukraine 03.05.1979

Age minimum spécifié: 16 ans

Uruguay 02.06.1977

Age minimum spécifié: 15 ans

Venezuela, République bolivarienne du 15.07.1987

Age minimum spécifié: 14 ans

Viet Nam 24.06.2003

Age minimum spécifié: 15 ans

Yémen 15.06.2000

Age minimum spécifié: 14 ans

Zambie 09.02.1976

Age minimum spécifié: 15 ans

Zimbabwe 06.06.2000

Age minimum spécifié: 14 ans

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976**

39 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	**Allemagne**	23.08.1976	**Argentine**	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Brésil**	27.06.1990
Corée, République de	07.11.2011	**Croatie**	08.10.1991	**Danemark**	06.06.1978
Egypte	25.03.1982	**Equateur**	27.03.1975	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Finlande	04.05.1977	**France**	24.08.1994	**Guinée**	20.04.1976
Guyana	10.01.1983	**Hongrie**	10.06.1975	**Iraq**	31.03.1978
Irlande	04.04.1995	**Islande**	21.06.1991	**Italie**	23.06.1981
Japon	26.07.1977	**Liban**	23.02.2000	**Luxembourg**	08.04.2008
Monténégro	03.06.2006	**Nicaragua**	01.10.1981	**Norvège**	14.06.1977
Portugal	03.05.1999	**Pérou**	16.11.1976	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Suisse**	28.10.1976
Suède	23.09.1975	**Syrienne, République arabe**	01.02.1979	**Tchèque, République**	01.01.1993
Ukraine	17.06.2010	**Uruguay**	31.07.1980	**Venezuela, République bolivarienne du**	05.07.1983

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976**

35 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	**Allemagne**	30.11.1976	**Azerbaïdjan**	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	**Belize**	22.06.1999	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Brésil	16.04.1992	**Chili**	13.09.1999	**Cuba**	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Finlande**	24.02.1992
France	20.10.1975	**Guinée**	20.04.1976	**Guyana**	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	**Iraq**	09.05.1978	**Kenya**	09.04.1979
Mexique	17.02.1977	**Monténégro**	03.06.2006	**Nicaragua**	01.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	**Pologne**	23.04.1979	**Royaume-Uni**	04.12.1975
Russie, Fédération de	19.09.2014	**Saint-Marin**	19.04.1988	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Suède**	23.09.1975
Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Ukraine**	07.03.2003
Venezuela, République bolivarienne du	06.09.1983	**Zimbabwe**	27.08.1998		

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977**

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	**Albanie**	18.08.2004	**Allemagne**	05.12.1978
Autriche	18.09.1978	**Belgique**	19.12.2003	**Belize**	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	**Burkina Faso**	25.08.1997	**Chypre**	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	**Cuba**	14.04.1977	**Danemark**	06.06.1978
El Salvador	15.06.1995	**Equateur**	26.10.1977	**Espagne**	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	**France**	10.09.1984	**Grèce**	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	**Guyana**	10.01.1983	**Hongrie**	04.01.1994
Inde	18.08.1977	**Israël**	21.06.1979	**Italie**	18.10.1979
Kenya	09.04.1979	**Mali**	12.06.1995	**Malte**	09.06.1988
Mexique	28.06.1978	**Moldova, République de**	04.04.2003	**Nicaragua**	01.10.1981
Norvège	24.11.1976	**Pays-Bas**	26.01.1977	**Philippines**	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	**Royaume-Uni**	15.02.1977	**Suisse**	23.05.1977
Suède	19.07.1976	**Uruguay**	19.06.1989	**Venezuela, République bolivarienne du**	05.07.1983
Zambie	04.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977**

68 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	**Algérie**	26.01.1984	**Allemagne**	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	**Argentine**	15.06.1978	**Australie**	10.09.1985
Autriche	02.03.1979	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Brésil	24.11.1981	**Burkina Faso**	28.10.2009	**Bélarus**	03.05.1979
Centrafricaine, République	05.06.2006	**Chypre**	28.06.1977	**Corée, République de**	21.01.1994
Cuba	05.01.1978	**Danemark**	05.06.1981	**Egypte**	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	**Equateur**	26.10.1977	**Espagne**	16.05.1977
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Fidji**	21.01.2013	**Finlande**	14.09.1977
France	10.09.1984	**Grèce**	17.10.1989	**Guinée**	05.06.1978
Guyana	10.01.1983	**Géorgie**	22.06.1993	**Hongrie**	17.06.1976
Inde	25.03.2009	**Iran, République islamique d'**	19.03.2007	**Iraq**	26.07.1978
Irlande	22.06.1979	**Israël**	21.06.1979	**Italie**	18.10.1979
Japon	10.06.1986	**Jordanie**	23.07.1979	**Kenya**	09.04.1979
Kirghizistan	31.03.1992	**Lettonie**	08.03.1993	**Liban**	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	**Luxembourg**	21.03.2001	**Mexique**	28.06.1978
Moldova, République de	19.12.2001	**Monténégro**	03.06.2006	**Nicaragua**	04.11.1977
Niger	28.01.1993	**Norvège**	24.11.1976	**Pays-Bas**	19.06.1979
Pologne	10.10.1979	**Portugal**	09.01.1981	**Royaume-Uni**	15.02.1977

Russie, Fédération de	03.05.1979	**Saint-Marin**	23.05.1985	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992	**Suisse**	23.05.1977
Suède	19.07.1976	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tanzanie, République-Unie de**	30.05.1983
Tchèque, République	01.01.1993	**Tunisie**	23.02.1989	**Turquie**	12.07.1993
Ukraine	03.05.1979	**Venezuela, République bolivarienne du**	08.10.1984		

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 09.12.1978**

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	**Arménie**	27.01.2006	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
A l'exclusion de la partie II					
Burkina Faso	09.12.1977	**Bénin**	11.06.1980	**Cameroun**	04.07.1978
Chypre	28.06.1977	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Guinée**	05.06.1978
Italie	23.06.1981	**Kenya**	09.04.1979	**Monténégro**	03.06.2006
Norvège	24.01.1979	**Ouganda**	31.03.1978	**Philippines**	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	**Saint-Marin**	23.05.1985	**Serbie**	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	**Suède**	28.12.1982	**Tadjikistan**	10.04.2007
Togo	08.11.1983	**Venezuela, République bolivarienne du**	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978**

138 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	**Afrique du Sud**	18.02.2003	**Albanie**	30.06.1999
Algérie	12.07.1993	**Allemagne**	23.07.1979	**Antigua-et-Barbuda**	16.09.2002
Argentine	13.04.1987	**Arménie**	29.04.2005	**Australie**	11.06.1979
Autriche	02.03.1979	**Azerbaïdjan**	12.08.1993	**Bahamas**	16.08.1979
Bangladesh	17.04.1979	**Barbade**	06.04.1983	**Belgique**	29.10.1982
Belize	06.03.2000	**Bosnie-Herzégovine**	11.07.2006	**Botswana**	05.06.1997
Brésil	27.09.1994	**Bulgarie**	12.06.1998	**Burkina Faso**	25.07.2001
Burundi	10.10.1997	**Bélarus**	15.09.1993	**Bénin**	11.06.2001
Canada	13.06.2011	**Centrafricaine, République**	05.06.2006	**Chili**	29.07.1992
Chine	02.11.1990	**Chypre**	28.06.1977	**Colombie**	09.11.1999
Comores	06.06.2014	**Congo**	26.11.1999	**Corée, République de**	15.11.1999
Costa Rica	29.07.1981	**Côte d'Ivoire**	05.06.1987	**Danemark**	06.06.1978
Djibouti	28.02.2005	**Dominicaine, République**	15.06.1999	**Dominique**	29.04.2002
Egypte	25.03.1982	**El Salvador**	15.06.1995	**Equateur**	23.11.1979

Espagne	13.02.1984	**Estonie**	22.03.1994	**Etats-Unis**	15.06.1988
Ethiopie	06.06.2011	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	08.12.2005	**Fidji**	18.05.1998
Finlande	02.10.1978	**France**	08.06.1982	**Gabon**	06.12.1988
Ghana	06.06.2011	**Grenade**	25.10.1994	**Grèce**	28.08.1981
Guatemala	13.06.1989	**Guinée**	16.10.1995	**Guyana**	10.01.1983
Honduras	12.06.2012	**Hongrie**	04.01.1994	**Inde**	27.02.1978
Indonésie	17.10.1990	**Iraq**	11.09.1978	**Irlande**	22.06.1979
Islande	30.06.1981	**Israël**	21.01.2010	**Italie**	18.10.1979
Jamaïque	23.10.1996	**Japon**	14.06.2002	**Jordanie**	05.08.2003
Kazakhstan	13.12.2000	**Kenya**	06.06.1990	**Kirghizistan**	12.01.2007
Koweït	15.08.2000	**Lao, République démocratique populaire**	29.10.2010	**Lesotho**	27.01.1998
Lettonie	25.07.1994	**Libéria**	25.03.2003	**Lituanie**	26.09.1994
Madagascar	22.04.1997	**Malaisie**	14.06.2002	**Malawi**	01.10.1986
Mali	23.01.2008	**Maroc**	16.05.2013	**Maurice**	14.06.1994
Mexique	28.06.1978	**Moldova, République de**	12.08.1996	**Mongolie**	10.08.1998
Monténégro	03.06.2006	**Mozambique**	23.12.1996	**Namibie**	03.01.1995
Nicaragua	01.10.1981	**Nigéria**	03.05.1994	**Norvège**	09.08.1977
Nouvelle-Zélande	05.06.1987	**Népal**	21.03.1995	**Ouganda**	13.01.1994
Pakistan	25.10.1994	**Pays-Bas**	27.07.1978	**Philippines**	10.06.1991
Pologne	15.03.1993	**Portugal**	09.01.1981	**Pérou**	08.11.2004
Roumanie	09.12.1992	**Royaume-Uni**	15.02.1977	**Russie, Fédération de**	18.12.2014
République démocratique du Congo	20.06.2001	**Saint-Kitts-et-Nevis**	12.10.2000	**Saint-Marin**	23.05.1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	09.11.2010	**Sao Tomé-et-Principe**	17.06.1992	**Serbie**	13.05.2005
Seychelles	28.10.2005	**Sierra Leone**	21.01.1985	**Singapour**	04.10.2010
Slovaquie	10.02.1997	**Slovénie**	29.06.2011	**Sri Lanka**	17.03.1994
Suisse	28.06.2000	**Suriname**	16.11.1979	**Suède**	16.05.1977
Swaziland	05.06.1981	**Syrienne, République arabe**	28.05.1985	**Sénégal**	19.11.2004
Tadjikistan	23.01.2014	**Tanzanie, République-Unie de**	30.05.1983	**Tchad**	07.01.1998
Tchèque, République	09.10.2000	**Togo**	08.11.1983	**Trinité-et-Tobago**	07.06.1995
Tunisie	11.02.2014	**Turquie**	12.07.1993	**Ukraine**	16.05.1994
Uruguay	22.05.1987	**Venezuela, République bolivarienne du**	17.06.1983	**Viet Nam**	09.06.2008
Yémen	15.06.2000	**Zambie**	04.12.1978	**Zimbabwe**	14.12.1989

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 03.05.1979**

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	**Costa Rica**	16.06.1981	**Cuba**	09.02.1979
Egypte	17.03.1983	**Iraq**	14.11.1979	**Nouvelle-Zélande**	11.01.1980
Portugal	23.05.1983				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Espagne	28.04.1978	**Finlande**	02.10.1978	**France**	03.05.1978
	Dénoncée le 04.02.2010		*Dénoncée le 09.01.2013*		*Dénoncée le 28.02.2013*
Hongrie	08.06.1978	**Italie**	23.06.1981	**Maroc**	07.03.1980
	Dénoncée le 31.07.2013		*Dénoncée le 19.11.2013*		*Dénoncée le 10.09.2012*
Norvège	24.01.1979	**Pays-Bas**	10.01.1979	**Pologne**	10.10.1979
	Dénoncée le 10.02.2009		*Dénoncée le 13.12.2011*		*Dénoncée le 03.05.2012*
Suède	06.10.1981				
	Dénoncée le 12.06.2012				

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979**

17 ratifications

Brésil	24.09.1998	**Cameroun**	13.06.1978	**Iraq**	15.02.1985
Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours		*Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots*		*Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours*	
Portugal	25.06.1984	**Turquie**	28.07.2005		
Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours		*Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours*			

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.11.2006	**Bulgarie**	12.06.2003	**Espagne**	09.03.1979
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 12.04.2010*		*Dénoncée le 04.02.2010*
Finlande	15.01.1990	**France**	15.06.1978	**Italie**	28.07.1981
	Dénoncée le 09.01.2013		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 19.11.2013*
Kenya	14.09.1990	**Luxembourg**	30.11.2005	**Maroc**	10.07.1980
	Dénoncée le 31.07.2014		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 10.09.2012*
Nicaragua	01.10.1981	**Pays-Bas**	12.11.1980	**Suède**	07.06.1978
	Dénoncée le 20.12.2013		*Dénoncée le 13.12.2011*		*Dénoncée le 12.06.2012*

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981**

56 ratifications

Albanie	12.12.2007	**Algérie**	27.06.2006	**Azerbaïdjan**	19.05.1992
A ratifié le protocole de 1996					
Brésil	17.01.1991	**Costa Rica**	24.06.1981	**Dominique**	06.01.2004
Egypte	17.03.1983	**Estonie**	01.12.2004	**Etats-Unis**	15.06.1988
		A ratifié le protocole de 1996			
Inde	26.09.1996	**Iraq**	15.02.1985	**Islande**	11.05.1999
Israël	06.12.1996	**Jordanie**	01.04.2004	**Kirghizistan**	31.03.1992
Liban	06.12.1993	**Portugal**	02.05.1985	**Pérou**	06.07.2004
Roumanie	15.05.2001	**Slovénie**	21.06.1999	**Tadjikistan**	26.11.1993
A ratifié le protocole de 1996		*A ratifié le protocole de 1996*			
Trinité-et-Tobago	03.06.1999	**Ukraine**	17.03.1994		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.07.1980	**Bahamas**	03.01.2001	**Barbade**	16.05.1994
Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 11.02.2008*		*Dénoncée le 20.06.2013*	
Belgique	16.09.1982	**Belize**	15.07.2005	**Bulgarie**	24.02.2003
Dénoncée le 20.08.2013		*Dénoncée le 08.07.2014*		*Dénoncée le 12.04.2010*	
Bénin	04.02.2010	**Canada**	25.05.1993	**Chypre**	19.09.1995
Dénoncée le 13.06.2011		*Dénoncée le 15.06.2010*		*Dénoncée le 20.07.2012*	
Croatie	19.07.1996	**Danemark**	28.07.1980	**Espagne**	28.04.1978
Dénoncée le 12.02.2010		*Dénoncée le 23.06.2011*		*Dénoncée le 04.02.2010*	
Finlande	02.10.1978	**France**	02.05.1978	**Ghana**	10.05.2005
Dénoncée le 09.01.2013		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 16.08.2013*	
Grèce	18.09.1979	**Hongrie**	30.03.2005	**Irlande**	16.12.1992
Dénoncée le 04.01.2013		*Dénoncée le 31.07.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*	
Italie	23.06.1981	**Japon**	31.05.1983	**Lettonie**	12.11.1998
Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 05.08.2013*		*Dénoncée le 12.08.2011*	
Libéria	08.07.1981	**Lituanie**	14.07.2006	**Luxembourg**	15.02.1991
Dénoncée le 07.06.2006		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 20.09.2011*	
Malte	10.01.2002	**Maroc**	15.06.1981	**Norvège**	24.01.1979
Dénoncée le 22.01.2013		*Dénoncée le 10.09.2012*		*Dénoncée le 10.02.2009*	
Pays-Bas	25.01.1979	**Pologne**	02.06.1995	**Royaume-Uni**	28.11.1980
Dénoncée le 13.12.2011		*Dénoncée le 03.05.2012*		*Dénoncée le 07.08.2013*	
Russie, Fédération de	07.05.1991	**Seychelles**	28.10.2005	**Suède**	20.12.1978
Dénoncée le 20.08.2012		*Dénoncée le 07.01.2014*		*Dénoncée le 12.06.2012*	

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 84ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003**

24 ratifications

Albanie	12.12.2007	**Estonie**	01.12.2004	**Roumanie**	15.05.2001
		A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire			
Slovénie	21.07.2004				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.11.2006	**Belgique**	10.06.2003	**Belize**	15.07.2005
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 08.07.2014*
Bulgarie	09.06.2005	**Chypre**	09.10.2006	**Croatie**	06.07.2010
	Dénoncée le 12.04.2010		*Dénoncée le 20.07.2012*		*Dénoncée le 12.02.2010*
Danemark	10.07.2003	**Finlande**	04.07.2002	**France**	27.04.2004
	Dénoncée le 23.06.2011		*Dénoncée le 09.01.2013*		*Dénoncée le 28.02.2013*
Grèce	14.05.2002	**Hongrie**	30.03.2005	**Irlande**	22.04.1999
	Dénoncée le 04.01.2013		*Dénoncée le 31.07.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*
Lettonie	15.12.2004	**Lituanie**	14.07.2006	**Luxembourg**	30.11.2005
	Dénoncée le 12.08.2011		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 20.09.2011*
Malte	10.01.2002	**Norvège**	27.04.2006	**Pays-Bas**	16.06.2003
	Dénoncée le 22.01.2013		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 13.12.2011*
Royaume-Uni	29.06.2001	**Suède**	15.12.2000		
	Dénoncée le 07.08.2013		*Dénoncée le 12.06.2012*		

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979**

45 ratifications

Allemagne	18.11.1993	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Belgique**	01.06.1994
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Brésil**	14.01.1982	**Costa Rica**	16.06.1981
Croatie	08.10.1991	**Cuba**	29.12.1980	**Danemark**	08.01.1988
Egypte	04.05.1988	**Equateur**	11.07.1978	**Espagne**	17.12.1980
				A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Finlande**	08.06.1979	**France**	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	**Guatemala**	22.02.1996	**Guinée**	08.06.1982
Hongrie	04.01.1994	**Iraq**	17.04.1985	**Italie**	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	**Kirghizistan**	31.03.1992	**Lettonie**	08.03.1993
Liban	04.04.2005	**Luxembourg**	08.04.2008	**Malte**	09.06.1988
				A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air	
Monténégro	03.06.2006	**Niger**	28.01.1993	**Norvège**	13.03.1979

Pologne	02.12.2004	**Portugal**	09.01.1981	**Royaume-Uni** *A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air*	08.03.1979
Russie, Fédération de	03.06.1988	**Saint-Marin**	19.04.1988	**Serbie**	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	**Slovaquie**	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992
Suède	10.07.1978	**Tadjikistan**	26.11.1993	**Tanzanie, République-Unie de** *A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air*	30.05.1983
Tchèque, République	01.01.1993	**Uruguay**	05.09.1988	**Zambie**	19.08.1980

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979**

41 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	**Bangladesh**	17.04.1979	**Belgique**	29.03.1988
Bélarus	03.05.1979	**Congo**	24.06.1986	**Danemark**	05.06.1981
Egypte	03.11.1982	**El Salvador**	30.01.2013	**Equateur**	11.07.1978
Fidji	28.05.2008	**Finlande**	08.06.1979	**France**	10.09.1984
Ghana	27.05.1986	**Grèce**	17.03.1987	**Guatemala**	09.05.1995
Guinée	08.06.1982	**Guyana**	10.01.1983	**Iraq**	04.06.1980
Italie	28.02.1985	**Jamaïque**	04.06.1984	**Kenya**	06.06.1990
Kirghizistan	31.03.1992	**Lettonie**	08.03.1993	**Lituanie**	12.06.2007
Luxembourg	08.04.2008	**Malawi**	01.10.1986	**Malte**	18.05.1990
Norvège	05.07.1989	**Philippines**	18.06.1979	**Pologne**	04.11.1980
Portugal	28.05.1985	**Russie, Fédération de**	03.05.1979	**Seychelles**	12.10.1993
Slovénie	30.01.2003	**Suède**	10.07.1978	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	**Ukraine**	03.05.1979	**Uruguay**	31.07.1980
Venezuela, République bolivarienne du	17.08.1983	**Zambie**	19.08.1980		

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980**

74 ratifications

Albanie	24.07.2002	**Algérie**	26.01.1984	**Allemagne**	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	**Argentine**	20.02.2004	**Arménie**	18.05.2005
Australie	10.09.1985	**Belgique**	21.10.2011	**Belize**	06.03.2000
Burkina Faso	03.04.1980	**Bélarus**	15.09.1993	**Bénin**	11.06.2001
Cambodge	23.08.1999	**Centrafricaine, République**	05.06.2006	**Chine**	07.03.2002
Chypre	06.07.1981	**Congo**	24.06.1986	**Corée, République de**	08.12.1997
Costa Rica	25.09.1984	**Cuba**	29.12.1980	**Danemark**	05.06.1981
Dominicaine, République	15.06.1999	**Dominique**	26.07.2004	**Egypte**	05.12.1991
El Salvador	02.02.2001	**Espagne**	03.03.1982	**Etats-Unis**	03.03.1995
Ex-République yougoslave de Macédoine	22.07.2013	**Finlande**	25.02.1980	**Gabon**	11.10.1979
Ghana	27.05.1986	**Grèce**	31.07.1985	**Guinée**	08.06.1982
Guyana	10.01.1983	**Iraq**	10.07.1980	**Israël**	07.12.1979
Italie	28.02.1985	**Jamaïque**	04.06.1984	**Jordanie**	10.07.2003
Kirghizistan	22.12.2003	**Lesotho**	14.06.2001	**Lettonie**	08.03.1993
Liban	04.04.2005	**Libéria**	02.06.2003	**Luxembourg**	21.03.2001
Malawi	19.11.1999	**Mali**	23.01.2008	**Maroc**	03.04.2009
Maurice	05.04.2004	**Mexique**	10.02.1982	**Moldova, République de**	10.11.2006
Namibie	28.06.1996	**Norvège**	19.03.1980	**Pays-Bas**	08.08.1980
Portugal	09.01.1981	**Roumanie**	04.11.2008	**Royaume-Uni**	19.03.1980
Russie, Fédération de	02.07.1998	**République démocratique du Congo**	03.04.1987	**Saint-Marin**	19.04.1988
Serbie	15.03.2013	**Seychelles**	23.11.1999	**Suisse**	03.03.1981
Suriname	29.09.1981	**Suède**	11.06.1979	**Tchèque, République**	09.10.2000
Togo	30.03.2012	**Trinité-et-Tobago**	17.08.2007	**Tunisie**	23.05.1988
Ukraine	10.11.2004	**Uruguay**	19.06.1989	**Venezuela, République bolivarienne du**	17.08.1983
Zambie	19.08.1980	**Zimbabwe**	27.08.1998		

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981**

52 ratifications

Albanie	30.06.1999	**Antigua-et-Barbuda**	16.09.2002	**Argentine**	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	**Azerbaïdjan**	11.03.1993	**Belgique**	21.05.1991
Belize	22.06.1999	**Botswana**	22.12.1997	**Brésil**	15.06.2010
Bélarus	08.09.1997	**Chili**	17.07.2000	**Chypre**	06.07.1981
Colombie	08.12.2000	**Cuba**	29.12.1980	**Danemark**	05.06.1981
El Salvador	06.09.2006	**Espagne**	18.09.1984	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	22.07.2013
Finlande	25.02.1980	**Gabon**	01.10.2009	**Ghana**	27.05.1986
Grèce	29.07.1996	**Guinée**	08.06.1982	**Guyana**	10.01.1983
Géorgie	10.10.2003	**Hongrie**	04.01.1994	**Italie**	28.02.1985
Lettonie	27.01.1992	**Luxembourg**	21.03.2001	**Mali**	12.06.1995
Maroc	04.06.2013	**Moldova, République de**	04.04.2003	**Norvège**	19.03.1980
Pays-Bas	29.11.1988	**Pologne**	26.07.1982	**Portugal**	09.01.1981
Pérou	27.10.1980	**Royaume-Uni**	19.03.1980	**Russie, Fédération de**	19.09.2014
Saint-Marin	19.04.1988	**Sao Tomé-et-Principe**	04.05.2005	**Seychelles**	23.11.1999
Slovaquie	22.02.2010	**Slovénie**	20.09.2010	**Suisse**	03.03.1981
Suriname	29.09.1981	**Suède**	11.06.1979	**Tchad**	07.01.1998
Tunisie	11.02.2014	**Turquie**	12.07.1993	**Uruguay**	19.06.1989
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 05.12.1981**

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	**Brésil**	18.05.1990	**Chypre**	13.11.1987
Congo	24.06.1986	**Cuba**	15.10.1982	**Danemark**	22.12.1989
Egypte	03.08.1988	**Equateur**	20.05.1988	**Espagne**	03.03.1982
Finlande	03.07.1981	**France**	30.07.1985	**Guinée**	08.06.1982
Iraq	17.04.1985	**Italie**	07.06.2000	**Jamaïque**	04.11.2005
Liban	06.09.2004	**Mexique**	10.02.1982	**Moldova, République de**	22.01.2007
Norvège	05.12.1980	**Pays-Bas**	13.05.1998	**Pérou**	19.04.1988
Russie, Fédération de	14.07.2004	**Seychelles**	28.10.2005	**Suède**	13.06.1980
Tanzanie, République-Unie de	30.05.1983	**Turquie**	17.03.2005		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983**

9 ratifications

Equateur	20.05.1988	**Espagne**	07.02.1985	**Iraq**	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	**Suisse**	04.05.1981	**Turquie**	17.03.2005
Ukraine	09.06.2008	**Uruguay**	19.06.1989	**Venezuela, République bolivarienne du**	05.07.1983

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983**

46 ratifications

Albanie	24.07.2002	**Antigua-et-Barbuda**	16.09.2002	**Argentine**	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	**Azerbaïdjan**	12.08.1993	**Belgique**	29.03.1988
Belize	22.06.1999	**Bosnie-Herzégovine**	26.09.2014	**Brésil**	10.07.1992
Bélarus	08.09.1997	**Bénin**	10.01.2012	**Chypre**	16.01.1989
Colombie	08.12.2000	**Espagne**	11.09.1985	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	22.07.2013
Finlande	09.02.1983	**Gabon**	06.12.1988	**Grèce**	17.09.1996
Guatemala	29.10.1996	**Hongrie**	04.01.1994	**Kirghizistan**	22.12.2003
Lettonie	25.07.1994	**Lituanie**	26.09.1994	**Maroc**	03.04.2009
Maurice	23.11.2011	**Moldova, République de**	14.02.1997	**Niger**	05.06.1985
Norvège	22.06.1982	**Ouganda**	27.03.1990	**Ouzbékistan**	15.12.1997
Pays-Bas	22.12.1993	**Roumanie**	15.12.1992	**Russie, Fédération de**	06.09.2010
Saint-Marin	01.02.1995	**Sainte-Lucie**	06.12.2000	**Sao Tomé-et-Principe**	04.05.2005
Slovaquie	17.09.2009	**Slovénie**	02.02.2006	**Suisse**	16.11.1983
Suriname	05.06.1996	**Suède**	11.08.1982	**Tanzanie, République-Unie de**	14.08.1998
Tunisie	11.02.2014	**Ukraine**	16.05.1994	**Uruguay**	19.06.1989
Zambie	04.02.1986				

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983**

63 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	**Albanie**	09.02.2004	**Algérie**	06.06.2006
		A ratifié le Protocole de 2002			
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	**Argentine**	13.01.2014	**Australie**	26.03.2004
				A ratifié le Protocole de 2002	
Bahreïn	09.09.2009	**Belgique**	28.02.2011	**Belize**	22.06.1999
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Brésil**	18.05.1992	**Bélarus**	30.05.2000
Cabo Verde	09.08.2000	**Centrafricaine, République**	05.06.2006	**Chine**	25.01.2007
Chypre	16.01.1989	**Corée, République de**	20.02.2008	**Croatie**	08.10.1991
Cuba	07.09.1982	**Danemark**	10.07.1995	**El Salvador**	12.10.2000
				A ratifié le Protocole de 2002	
Espagne	11.09.1985	**Ethiopie**	28.01.1991	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Fidji	28.05.2008	**Finlande**	24.04.1985	**Grenade**	26.06.2012
		A ratifié le Protocole de 2002			
Guyana	17.09.2012	**Hongrie**	04.01.1994	**Irlande**	04.04.1995
Islande	21.06.1991	**Kazakhstan**	30.07.1996	**Lesotho**	01.11.2001
Lettonie	25.07.1994	**Luxembourg**	21.03.2001	**Maurice**	25.07.2014
		A ratifié le Protocole de 2002			
Mexique	01.02.1984	**Moldova, République de**	28.04.2000	**Mongolie**	03.02.1998
Monténégro	03.06.2006	**Niger**	19.02.2009	**Nigéria**	03.05.1994
Norvège	22.06.1982	**Nouvelle-Zélande**	12.06.2007	**Pays-Bas**	22.05.1991
Portugal	28.05.1985	**Russie, Fédération de**	02.07.1998	**Sao Tomé-et-Principe**	04.05.2005
A ratifié le Protocole de 2002					
Serbie	24.11.2000	**Seychelles**	28.10.2005	**Slovaquie**	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	**Suède**	11.08.1982	**Syrienne, République arabe**	19.05.2009
A ratifié le Protocole de 2002		*A ratifié le Protocole de 2002*		*A ratifié le Protocole de 2002*	
Tadjikistan	21.10.2009	**Tchèque, République**	01.01.1993	**Turquie**	22.04.2005
Ukraine	04.01.2012	**Uruguay**	05.09.1988	**Venezuela, République bolivarienne du**	25.06.1984
Viet Nam	03.10.1994	**Zambie**	23.12.2013	**Zimbabwe**	09.04.2003

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 90ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 09.02.2005**

10 ratifications

Albanie	09.02.2004	**Argentine**	13.01.2014	**Australie**	10.08.2011
El Salvador	22.07.2004	**Finlande**	09.12.2003	**Luxembourg**	08.04.2008
Portugal	12.11.2010	**Slovénie**	01.03.2010	**Suède**	15.06.2007
Syrienne, République arabe	19.05.2009				

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983**

43 ratifications

Albanie	11.10.2007	**Argentine**	17.03.1988	**Australie**	30.03.1990
Azerbaïdjan	29.10.2010	**Belize**	22.06.1999	**Bolivie, Etat plurinational de**	01.09.1998
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Bulgarie**	03.04.2006	**Chili**	14.10.1994
Corée, République de	29.03.2001	**Croatie**	08.10.1991	**El Salvador**	12.10.2000
Equateur	08.02.2013	**Espagne**	11.09.1985	**Ethiopie**	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	**Finlande**	09.02.1983	**France**	16.03.1989
Grèce	10.06.1988	**Guatemala**	06.01.1994	**Guinée**	16.10.1995
Islande	22.06.2000	**Japon**	09.06.1995	**Kazakhstan**	17.01.2013
Lituanie	06.05.2004	**Maurice**	05.04.2004	**Monténégro**	03.06.2006
Niger	05.06.1985	**Norvège**	22.06.1982	**Paraguay**	21.12.2007
Pays-Bas	24.03.1988	**Portugal**	02.05.1985	**Pérou**	16.06.1986
Russie, Fédération de	13.02.1998	**Saint-Marin**	19.04.1988	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	14.06.2002	**Slovénie**	29.05.1992	**Suède**	11.08.1982
Ukraine	11.04.2000	**Uruguay**	16.11.1989	**Venezuela, République bolivarienne du**	27.11.1984
Yémen	13.03.1989				

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986**

4 ratifications

Espagne	11.09.1985	**Kirghizistan**	10.09.2008	**Philippines**	26.04.1994
Suède	18.04.1984				

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985**

36 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	**Australie**	26.02.1993	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993
Cameroun	13.05.1988	**Centrafricaine, République**	05.06.2006	**Chypre**	05.07.1985
Espagne	26.04.1985	**Ethiopie**	28.01.1991	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Finlande	30.06.1992	**France**	16.03.1989	**Gabon**	06.12.1988
Lesotho	14.06.2001	**Lettonie**	25.07.1994	**Luxembourg**	21.03.2001
Malawi	01.10.1986	**Maroc**	07.10.1993	**Moldova, République de**	14.02.1997
Monténégro	03.06.2006	**Namibie**	28.06.1996	**Niger**	05.06.1985
Ouganda	18.07.1990	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	02.06.2000	**Portugal**	27.11.1995
République démocratique du Congo	03.04.1987	**Sainte-Lucie**	06.12.2000	**Serbie**	24.11.2000
Slovaquie	22.02.2010	**Slovénie**	29.05.1992	**Suède**	20.06.1983
Turquie	04.01.1995	**Ukraine**	16.05.1994	**Venezuela, République bolivarienne du**	06.05.1985
Yémen	13.03.1989	**Zambie**	09.02.1990		

Dénoncée

Brésil	05.01.1995
Dénoncée le	*20.11.1996*

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985**

82 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	**Allemagne**	14.11.1989	**Argentine**	13.04.1987
Australie	07.08.1990	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bahreïn**	02.02.1999
Bolivie, Etat plurinational de	19.12.1996	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Brésil**	18.05.1990
Burkina Faso	26.05.1989	**Chili**	14.10.1994	**Chine**	02.02.1988
Chypre	13.04.1987	**Colombie**	07.12.1989	**Corée, République de**	15.11.1999
Costa Rica	23.07.1991	**Croatie**	08.10.1991	**Cuba**	03.10.1996
Côte d'Ivoire	22.10.1999	**Danemark**	01.04.1985	**Dominicaine, République**	20.06.1994
Egypte	03.08.1988	**El Salvador**	19.12.1986	**Equateur**	20.05.1988
Espagne	02.08.1990	**Ethiopie**	28.01.1991	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Fidji	01.12.2004	**Finlande**	24.04.1985	**France**	16.03.1989
Grèce	31.07.1985	**Guatemala**	05.04.1994	**Guinée**	16.10.1995
Hongrie	20.06.1984	**Irlande**	06.06.1986	**Islande**	22.06.1990
Italie	07.06.2000	**Japon**	12.06.1992	**Jordanie**	13.05.2003
Kirghizistan	31.03.1992	**Koweït**	26.06.1998	**Liban**	23.02.2000

Lituanie	26.09.1994	**Luxembourg**	21.03.2001	**Madagascar**	03.06.1998
Malawi	01.10.1986	**Mali**	12.06.1995	**Malte**	09.06.1988
Maurice	09.06.2004	**Mexique**	05.04.2001	**Mongolie**	03.02.1998
Monténégro	03.06.2006	**Nigéria**	26.08.2010	**Norvège**	13.08.1984
Ouganda	27.03.1990	**Pakistan**	25.10.1994	**Panama**	28.01.1994
Paraguay	02.05.1991	**Pays-Bas**	15.02.1988	**Philippines**	23.08.1991
Pologne	02.12.2004	**Portugal**	03.05.1999	**Pérou**	16.06.1986
Russie, Fédération de	03.06.1988	**Saint-Marin**	23.05.1985	**Sao Tomé-et-Principe**	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	**Slovaquie**	01.01.1993	**Slovénie**	29.05.1992
Suisse	20.06.1985	**Suède**	12.06.1984	**Tadjikistan**	26.11.1993
Tchèque, République	01.01.1993	**Thaïlande**	11.10.2007	**Trinité-et-Tobago**	03.06.1999
Tunisie	05.09.1989	**Turquie**	26.06.2000	**Ukraine**	15.05.2003
Uruguay	13.01.1988	**Yémen**	18.11.1991	**Zambie**	05.01.1989
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988**

49 ratifications

Allemagne	25.04.1991	**Arménie**	29.04.2005	**Australie**	15.05.1987
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.		*En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.*		*En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.*	
Autriche	03.06.1987	**Azerbaïdjan**	19.05.1992	**Bolivie, Etat plurinational de**	14.11.1990
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.		*En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.*		*En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.*	
Brésil	02.07.1990	**Bélarus**	12.10.1990	**Bénin**	06.04.2000
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.		*En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.*		*En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.*	
Canada	22.11.1995	**Chypre**	01.12.1987	**Colombie**	23.03.1990
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.		*En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.*		*En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.*	
Corée, République de	08.12.1997	**Costa Rica**	13.02.2001	**Danemark**	22.01.1988
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.		*En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.*		*En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.*	

El Salvador 24.04.1987
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Espagne 03.10.1989
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.

Etats-Unis 11.06.1990
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Finlande 27.04.1987
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Grèce 17.03.1993
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Guatemala 07.04.1993
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Hongrie 09.04.2010
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Inde 01.04.1992
En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.

Irlande 27.10.1995
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.

Israël 21.01.2010
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Italie 08.11.1989
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Kirghizistan 31.03.1992
En application de l'article 16, paragraphe 2, les article 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.

Lettonie 10.06.1994
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.

Lituanie 10.06.1999
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Maurice 14.06.1994
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.

Mexique 18.04.1988
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.

Moldova, République de 10.02.2012
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 13 et 14, paragraphe 1, ont été acceptés.

Norvège 06.08.1987
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Nouvelle-Zélande 06.11.2001
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Panama 03.04.1996
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.

Pays-Bas 05.10.1990
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.

Pologne 24.04.1991
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.

Portugal 08.12.1993
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Royaume-Uni 27.05.1987
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Russie, Fédération de 27.08.1990
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 15 de la partie II ont été acceptés.

Saint-Marin 01.07.1988
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.

Slovaquie 01.01.1993
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à l4 de la partie II ont été acceptés.

Sri Lanka 01.04.1993
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.

Suisse 07.05.1987
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.

Suède 22.09.1986
En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.

Swaziland 22.09.1992
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.

Tadjikistan 26.11.1993
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.

Tchèque, République 01.01.1993
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.

Ukraine	15.08.1991
En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.	

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988**

31 ratifications

Allemagne	17.10.1994	**Antigua-et-Barbuda**	16.09.2002	**Belgique**	28.02.2011
Bosnie-Herzégovine	02.06.1993	**Brésil**	18.05.1990	**Bulgarie**	01.03.2012
Burkina Faso	25.08.1997	**Bénin**	10.11.1998	**Chili**	30.09.1999
Colombie	25.01.2001	**Croatie**	08.10.1991	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991
Finlande	27.04.1987	**Guatemala**	18.04.1989	**Hongrie**	24.02.1988
Luxembourg	08.04.2008	**Mexique**	17.02.1987	**Monténégro**	03.06.2006
Niger	19.02.2009	**Pologne**	15.09.2004	**Saint-Marin**	19.04.1988
Serbie	24.11.2000	**Seychelles**	28.10.2005	**Slovaquie**	01.01.1993
Slovénie	29.05.1992	**Suède**	01.07.1986	**Tchèque, République**	01.01.1993
Turquie	22.04.2005	**Ukraine**	17.06.2010	**Uruguay**	05.09.1988
Zimbabwe	09.04.2003				

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989**

35 ratifications

Allemagne	18.11.1993	**Australie**	10.08.2011	**Belgique**	11.10.1996
Bolivie, Etat plurinational de	11.06.1990	**Bosnie-Herzégovine**	02.06.1993	**Brésil**	18.05.1990
Cameroun	20.02.1989	**Canada**	16.06.1988	**Chili**	14.10.1994
Chypre	07.08.1992	**Colombie**	25.01.2001	**Corée, République de**	04.04.2007
Croatie	08.10.1991	**Danemark**	18.12.2006	**Equateur**	11.04.1990
Espagne	02.08.1990	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	17.11.1991	**Finlande**	20.06.1988
Guatemala	18.04.1989	**Japon**	11.08.2005	**Kazakhstan**	05.04.2011
Luxembourg	08.04.2008	**Maroc**	13.04.2011	**Monténégro**	03.06.2006
Norvège	04.02.1992	**Ouganda**	27.03.1990	**Pays-Bas**	15.09.1999
Portugal	03.05.1999	**Russie, Fédération de**	04.09.2000	**Serbie**	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	**Suisse**	16.06.1992	**Suède**	02.09.1987
Uruguay	06.09.1995	**Zimbabwe**	09.04.2003		

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 03.10.1990**

18 ratifications

Brésil	04.03.1997	**Guatemala**	03.11.2008	**Géorgie**	22.06.2004
Mexique	05.10.1990	**Roumanie**	11.03.2002	**Slovaquie**	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Bulgarie	01.03.2004	**Danemark**	16.09.1993	**Espagne**	03.10.1989
	Dénoncée le 12.04.2010		*Dénoncée le 23.06.2011*		*Dénoncée le 04.02.2010*
Finlande	30.06.1992	**France**	27.04.2004	**Hongrie**	14.03.1989
	Dénoncée le 09.01.2013		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 31.07.2013*
Maroc	10.09.2012	**Norvège**	26.11.1993	**Russie, Fédération de**	18.10.2006
	Dénoncée le 10.09.2012		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 20.08.2012*
Suisse	15.11.1989	**Suède**	21.02.1990		
	Dénoncée le 21.02.2011		*Dénoncée le 12.06.2012*		

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991**

15 ratifications

Brésil	04.03.1997	**Mexique**	05.10.1990	**Slovaquie**	01.01.1993
Tchèque, République	01.01.1993	**Turquie**	17.03.2005		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	17.10.1994	**Bulgarie**	24.03.2005	**Espagne**	03.07.1990
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 12.04.2010*		*Dénoncée le 04.02.2010*
Finlande	17.01.1995	**France**	27.04.2004	**Hongrie**	14.03.1989
	Dénoncée le 09.01.2013		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 31.07.2013*
Italie	07.11.2002	**Maroc**	10.09.2012	**Norvège**	11.06.1999
	Dénoncée le 19.11.2013		*Dénoncée le 10.09.2012*		*Dénoncée le 10.02.2009*
Suède	21.02.1990				
	Dénoncée le 12.06.2012				

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 02.07.1992**

3 ratifications

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Espagne	02.07.1991	**Hongrie**	13.12.1989	**Philippines**	09.11.2004
	Dénoncée le 04.02.2010		*Dénoncée le 31.07.2013*		*Dénoncée le 20.08.2012*

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 03.07.1991**

14 ratifications

Brésil	04.03.1997	**Egypte**	28.05.2004	**Guyana**	10.06.1996
Mexique	05.10.1990	**Roumanie**	11.10.2000	**Turquie**	17.03.2005

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.11.2006	**Australie**	29.08.1995	**Bulgarie**	30.07.2003
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 21.12.2011*		*Dénoncée le 12.04.2010*
Espagne	03.07.1990	**France**	27.04.2004	**Hongrie**	14.03.1989
	Dénoncée le 04.02.2010		*Dénoncée le 28.02.2013*		*Dénoncée le 31.07.2013*
Luxembourg	15.02.1991	**Maroc**	10.09.2012		
	Dénoncée le 20.09.2011		*Dénoncée le 10.09.2012*		

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991**

25 ratifications

Albanie	24.04.2014	**Algérie**	06.06.2006	**Allemagne**	18.11.1993
Brésil	19.05.2006	**Bélarus**	21.11.2001	**Chine**	07.03.2002
Colombie	06.09.1994	**Danemark**	10.07.1995	**Dominicaine, République**	04.06.1998
Finlande	23.01.1997	**Guatemala**	07.10.1991	**Hongrie**	22.05.1989
Iraq	17.09.1990	**Italie**	12.02.2003	**Kazakhstan**	18.06.2008
Lesotho	27.01.1998	**Luxembourg**	08.04.2008	**Mexique**	05.10.1990
Norvège	24.06.1991	**Panama**	31.01.2008	**Serbie**	16.09.2009
Slovaquie	01.01.1993	**Suède**	07.10.1991	**Tchèque, République**	01.01.1993
Uruguay	25.05.2005				

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991**

8 ratifications

Albanie	04.08.2006	**Belgique**	21.10.2011	**Brésil**	24.03.1993
En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.					
Finlande	19.12.1990	**Norvège**	19.06.1990	**Roumanie**	15.12.1992
Suisse	17.10.1990	**Suède**	18.12.1990		

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 05.09.1991**

22 ratifications

Argentine	03.07.2000	**Bolivie, Etat plurinational de**	11.12.1991	**Brésil**	25.07.2002
Centrafricaine, République	30.08.2010	**Chili**	15.09.2008	**Colombie**	07.08.1991
Costa Rica	02.04.1993	**Danemark**	22.02.1996	**Dominique**	25.06.2002
Equateur	15.05.1998	**Espagne**	15.02.2007	**Fidji**	03.03.1998
Guatemala	05.06.1996	**Honduras**	28.03.1995	**Mexique**	05.09.1990
Nicaragua	25.08.2010	**Norvège**	19.06.1990	**Népal**	14.09.2007
Paraguay	10.08.1993	**Pays-Bas**	02.02.1998	**Pérou**	02.02.1994
Venezuela, République bolivarienne du	22.05.2002				

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 04.11.1993**

18 ratifications

Allemagne	23.11.2007	**Brésil**	23.12.1996	**Burkina Faso**	15.09.1997
Chine	11.01.1995	**Colombie**	06.09.1994	**Corée, République de**	11.04.2003
Dominicaine, République	03.01.2006	**Finlande**	21.01.2014	**Italie**	03.07.2002
Liban	26.04.2006	**Luxembourg**	08.04.2008	**Mexique**	17.09.1992
Norvège	26.11.1993	**Pologne**	19.05.2005	**Suède**	04.11.1992
Syrienne, République arabe	14.06.2006	**Tanzanie, République-Unie de**	15.03.1999	**Zimbabwe**	27.08.1998

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 04.01.1995**

13 ratifications

Albanie	28.06.2004	**Belgique**	28.05.1997	**Brésil**	18.12.2002
Chypre	04.01.1994	**Dominicaine, République**	03.03.1993	**Lao, République démocratique populaire**	04.06.2014
Lituanie	26.09.1994	**Luxembourg**	08.04.2008	**Madagascar**	10.11.2008
Portugal	27.11.1995	**Slovaquie**	11.02.2002	**Slovénie**	12.02.2014
Tchèque, République	06.08.1996				

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 07.07.1994**

15 ratifications

Allemagne	14.11.2006	**Autriche**	02.05.1994	**Barbade**	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	**Dominicaine, République**	04.06.1998	**Espagne**	07.07.1993
Fidji	28.05.2008	**Guyana**	20.08.1996	**Iraq**	09.07.2001
Irlande	09.06.1998	**Liban**	23.02.2000	**Luxembourg**	06.03.2003
Mexique	07.06.1993	**Suisse**	15.02.1994	**Uruguay**	06.09.1995

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 08.06.1995**

21 ratifications

Albanie 03.02.2005
A accepté les obligations de la partie II

Arménie 18.05.2005
A accepté les obligations des parties II et III

Australie 08.06.1994
A accepté les obligations de la partie II

Autriche 20.12.1996
A accepté les obligations de la partie III

Botswana 05.06.1997
A accepté les obligations de la partie II

Bulgarie 28.09.2004
A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).

Burkina Faso	11.02.1999	**Espagne**	16.05.1995	**Finlande**	20.06.1994
A accepté les obligations de la partie II		*A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)*		*A accepté les obligations de la partie III*	
Lettonie	22.02.2002	**Lituanie**	26.09.1994	**Madagascar**	03.06.1998
A accepté les obligations de la partie III		*A accepté les obligations de la partie II*		*A accepté les obligations de la partie II*	
Mexique	24.09.1993	**Portugal**	08.11.2012	**Russie, Fédération de**	20.08.2012
A accepté les obligations de la partie II		*A accepté les obligations des parties II et III*		*A accepté les obligations de la partie II*	
Slovaquie	24.09.1998	**Slovénie**	08.05.2001	**Suisse**	16.06.1995
A accepté les obligations de la partie II		*A accepté les obligations de la partie III*		*A accepté les obligations des parties II et III*	
Tchad	15.12.2000	**Ukraine**	01.03.2006	**Zambie**	25.05.1998
A accepté les obligations de la partie II		*A accepté les obligations de la partie II*		*A accepté les obligations de la partie II*	

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 03.01.1997**

18 ratifications

Albanie	03.03.2003	**Arabie saoudite**	08.10.2001	**Arménie**	03.01.1996
Belgique	09.06.2004	**Bosnie-Herzégovine**	18.01.2010	**Brésil**	02.08.2001
Colombie	09.12.1997	**Estonie**	13.09.2000	**Finlande**	28.02.2013
Inde	06.06.2008	**Liban**	04.04.2005	**Luxembourg**	08.04.2008
Pays-Bas	25.03.1997	**Russie, Fédération de**	10.02.2012	**Slovénie**	01.03.2010
Suède	21.12.1994	**Ukraine**	15.06.2011	**Zimbabwe**	09.04.2003

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998**

14 ratifications

Albanie	03.03.2003	**Australie**	10.08.2011	**Bosnie-Herzégovine**	18.01.2010
Chypre	28.02.1997	**Finlande**	25.05.1999	**Guyana**	03.09.1997
Hongrie	09.04.2010	**Italie**	13.04.2000	**Luxembourg**	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	**Pays-Bas**	05.02.2001	**Portugal**	02.06.2006
Slovénie	08.05.2001	**Suède**	10.06.2002		

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 05.06.1998**

29 ratifications

Afrique du Sud	09.06.2000	**Albanie**	03.03.2003	**Allemagne**	06.09.1998
Arménie	27.04.1999	**Autriche**	26.05.1999	**Belgique**	02.10.2012
Bosnie-Herzégovine	04.02.2010	**Botswana**	05.06.1997	**Brésil**	18.05.2006
Espagne	22.05.1997	**Etats-Unis**	09.02.2001	**Finlande**	09.06.1997
Irlande	09.06.1998	**Liban**	23.02.2000	**Luxembourg**	08.04.2008
Maroc	04.06.2013	**Norvège**	11.06.1999	**Philippines**	27.02.1998
Pologne	25.06.2001	**Portugal**	25.03.2002	**Pérou**	19.06.2008
Russie, Fédération de	19.07.2013	**Slovaquie**	03.06.1998	**Suède**	09.06.1997
Tchèque, République	09.10.2000	**Ukraine**	15.06.2011	**Uruguay**	05.06.2014
Zambie	04.01.1999	**Zimbabwe**	09.04.2003		

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000**

10 ratifications

Albanie	24.07.2002	**Argentine**	31.07.2006	**Belgique**	02.10.2012
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	**Bulgarie**	17.07.2009	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	03.10.2012
Finlande	17.06.1998	**Irlande**	22.04.1999	**Pays-Bas**	31.10.2002
Tadjikistan	29.05.2012				

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000**

15 ratifications

Albanie	24.07.2002	**Brésil**	21.12.2007	**Fidji**	28.05.2008
Pérou	04.10.2006				

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Bulgarie	09.06.2005	**Finlande**	24.02.1999	**France**	27.04.2004
	Dénoncée le 12.04.2010		*Dénoncée le 09.01.2013*		*Dénoncée le 28.02.2013*

Irlande	22.04.1999	**Luxembourg**	30.11.2005	**Maroc**	01.12.2000
	Dénoncée le 21.07.2014		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 10.09.2012*
Nigéria	19.08.2004	**Norvège**	11.06.1999	**Pologne**	09.08.2002
	Dénoncée le 18.06.2013		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 03.05.2012*
Royaume-Uni	02.07.2003	**Suède**	15.12.2000		
	Dénoncée le 07.08.2013		*Dénoncée le 12.06.2012*		

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000**

10 ratifications

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Bulgarie	12.06.2003	**Croatie**	18.11.2005	**Finlande**	25.05.1999
	Dénoncée le 12.04.2010		*Dénoncée le 12.02.2010*		*Dénoncée le 09.01.2013*
France	27.04.2004	**Irlande**	22.04.1999	**Maroc**	01.12.2000
	Dénoncée le 28.02.2013		*Dénoncée le 21.07.2014*		*Dénoncée le 10.09.2012*
Nigéria	22.03.2004	**Norvège**	11.06.1999	**Philippines**	13.03.1998
	Dénoncée le 18.06.2013		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 20.08.2012*
Russie, Fédération de	27.08.2001				
	Dénoncée le 20.08.2012				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 08.08.2002**

21 ratifications

Roumanie	11.10.2000	**Slovénie**	21.07.2004		

Dénonciation (du fait de la ratification de la MLC, 2006)

Allemagne	14.11.2006	**Belgique**	10.06.2003	**Bulgarie**	24.02.2003
	Dénoncée le 16.08.2013		*Dénoncée le 20.08.2013*		*Dénoncée le 12.04.2010*
Danemark	10.07.2003	**Espagne**	07.01.2004	**Finlande**	04.07.2002
	Dénoncée le 23.06.2011		*Dénoncée le 04.02.2010*		*Dénoncée le 09.01.2013*
France	27.04.2004	**Grèce**	14.05.2002	**Irlande**	22.04.1999
	Dénoncée le 28.02.2013		*Dénoncée le 04.01.2013*		*Dénoncée le 21.07.2014*
Lettonie	13.01.2006	**Luxembourg**	30.11.2005	**Malte**	19.09.2002
	Dénoncée le 12.08.2011		*Dénoncée le 20.09.2011*		*Dénoncée le 22.01.2013*
Maroc	01.12.2000	**Norvège**	22.10.2003	**Pays-Bas**	16.06.2003
	Dénoncée le 10.09.2012		*Dénoncée le 10.02.2009*		*Dénoncée le 13.12.2011*

Royaume-Uni	20.12.2001	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	08.02.2002	**Seychelles**	28.10.2005
	Dénoncée le 07.08.2013		*Dénoncée le 09.11.2010*		*Dénoncée le 07.01.2014*
Suède	15.12.2000				
	Dénoncée le 12.06.2012				

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000**

28 ratifications

Albanie	30.06.1999	**Algérie**	06.06.2006	**Belgique**	28.09.2004
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	**Bulgarie**	24.03.2005	**Espagne**	15.06.1999
Ethiopie	24.03.1999	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	03.10.2012	**Fidji**	21.01.2013
Finlande	25.05.1999	**Géorgie**	27.08.2002	**Hongrie**	19.09.2003
Israël	04.10.2012	**Italie**	01.02.2000	**Japon**	28.07.1999
Lituanie	19.03.2004	**Maroc**	10.05.1999	**Moldova, République de**	19.12.2001
Panama	10.08.1999	**Pays-Bas**	15.09.1999	**Pologne**	15.09.2008
Portugal	25.03.2002	**Serbie**	15.03.2013	**Slovaquie**	22.02.2010
Suriname	12.04.2006	**Tchèque, République**	09.10.2000	**Uruguay**	14.06.2004
Zambie	23.12.2013				

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000**

179 ratifications

Afghanistan	07.04.2010	**Afrique du Sud**	07.06.2000	**Albanie**	02.08.2001
Algérie	09.02.2001	**Allemagne**	18.04.2002	**Angola**	13.06.2001
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	**Arabie saoudite**	08.10.2001	**Argentine**	05.02.2001
Arménie	02.01.2006	**Australie**	19.12.2006	**Autriche**	04.12.2001
Azerbaïdjan	30.03.2004	**Bahamas**	14.06.2001	**Bahreïn**	23.03.2001
Bangladesh	12.03.2001	**Barbade**	23.10.2000	**Belgique**	08.05.2002
Belize	06.03.2000	**Bolivie, Etat plurinational de**	06.06.2003	**Bosnie-Herzégovine**	05.10.2001
Botswana	03.01.2000	**Brunéi Darussalam**	09.06.2008	**Brésil**	02.02.2000
Bulgarie	28.07.2000	**Burkina Faso**	25.07.2001	**Burundi**	11.06.2002
Bélarus	31.10.2000	**Bénin**	06.11.2001	**Cabo Verde**	23.10.2001
Cambodge	14.03.2006	**Cameroun**	05.06.2002	**Canada**	06.06.2000
Centrafricaine, République	28.06.2000	**Chili**	17.07.2000	**Chine**	08.08.2002
Chypre	27.11.2000	**Colombie**	28.01.2005	**Comores**	17.03.2004
Congo	23.08.2002	**Corée, République de**	29.03.2001	**Costa Rica**	10.09.2001
Croatie	17.07.2001	**Côte d'Ivoire**	07.02.2003	**Danemark**	14.08.2000

Djibouti	28.02.2005	**Dominicaine, République**	15.11.2000	**Dominique**	04.01.2001
Egypte	06.05.2002	**El Salvador**	12.10.2000	**Emirats arabes unis**	28.06.2001
Equateur	19.09.2000	**Espagne**	02.04.2001	**Estonie**	24.09.2001
Etats-Unis	02.12.1999	**Ethiopie**	02.09.2003	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	30.05.2002
Fidji	17.04.2002	**Finlande**	17.01.2000	**France**	11.09.2001
Gabon	28.03.2001	**Gambie**	03.07.2001	**Ghana**	13.06.2000
Grenade	14.05.2003	**Grèce**	06.11.2001	**Guatemala**	11.10.2001
Guinée	06.06.2003	**Guinée - Bissau**	26.08.2008	**Guinée équatoriale**	13.08.2001
Guyana	15.01.2001	**Géorgie**	24.07.2002	**Haïti**	19.07.2007
Honduras	25.10.2001	**Hongrie**	20.04.2000	**Iles Salomon**	13.04.2012
Indonésie	28.03.2000	**Iran, République islamique d'**	08.05.2002	**Iraq**	09.07.2001
Irlande	20.12.1999	**Islande**	29.05.2000	**Israël**	15.03.2005
Italie	07.06.2000	**Jamaïque**	13.10.2003	**Japon**	18.06.2001
Jordanie	20.04.2000	**Kazakhstan**	26.02.2003	**Kenya**	07.05.2001
Kirghizistan	10.05.2004	**Kiribati**	17.06.2009	**Koweït**	15.08.2000
Lao, République démocratique populaire	13.06.2005	**Lesotho**	14.06.2001	**Lettonie**	02.06.2006
Liban	11.09.2001	**Libye**	04.10.2000	**Libéria**	02.06.2003
Lituanie	29.09.2003	**Luxembourg**	21.03.2001	**Madagascar**	04.10.2001
Malaisie	10.11.2000	**Malawi**	19.11.1999	**Maldives, République des**	04.01.2013
Mali	14.07.2000	**Malte**	15.06.2001	**Maroc**	26.01.2001
Maurice	08.06.2000	**Mauritanie**	03.12.2001	**Mexique**	30.06.2000
Moldova, République de	14.06.2002	**Mongolie**	26.02.2001	**Monténégro**	03.06.2006
Mozambique	16.06.2003	**Myanmar**	18.12.2013	**Namibie**	15.11.2000
Nicaragua	06.11.2000	**Niger**	23.10.2000	**Nigéria**	02.10.2002
Norvège	21.12.2000	**Nouvelle-Zélande**	14.06.2001	**Népal**	03.01.2002
Oman	11.06.2001	**Ouganda**	21.06.2001	**Ouzbékistan**	24.06.2008
Pakistan	11.10.2001	**Panama**	31.10.2000	**Papouasie Nouvelle-Guinée**	02.06.2000
Paraguay	07.03.2001	**Pays-Bas**	14.02.2002	**Philippines**	28.11.2000
Pologne	09.08.2002	**Portugal**	15.06.2000	**Pérou**	10.01.2002
Qatar	30.05.2000	**Roumanie**	13.12.2000	**Royaume-Uni**	22.03.2000
Russie, Fédération de	25.03.2003	**Rwanda**	23.05.2000	**République démocratique du Congo**	20.06.2001
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	**Saint-Marin**	15.03.2000	**Saint-Vincent-et-les Grenadines**	04.12.2001
Sainte-Lucie	06.12.2000	**Samoa**	30.06.2008	**Sao Tomé-et-Principe**	04.05.2005
Serbie	10.07.2003	**Seychelles**	28.09.1999	**Sierra Leone**	10.06.2011
Singapour	14.06.2001	**Slovaquie**	20.12.1999	**Slovénie**	08.05.2001
Somalie	20.03.2014	**Soudan**	07.03.2003	**Soudan du Sud**	29.04.2012
Sri Lanka	01.03.2001	**Suisse**	28.06.2000	**Suriname**	12.04.2006
Suède	13.06.2001	**Swaziland**	23.10.2002	**Syrienne, République arabe**	22.05.2003
Sénégal	01.06.2000	**Tadjikistan**	08.06.2005	**Tanzanie, République-Unie de**	12.09.2001
Tchad	06.11.2000	**Tchèque, République**	19.06.2001	**Thaïlande**	16.02.2001
Timor-Leste	16.06.2009	**Togo**	19.09.2000	**Trinité-et-Tobago**	23.04.2003
Tunisie	28.02.2000	**Turkménistan**	15.11.2010	**Turquie**	02.08.2001
Ukraine	14.12.2000	**Uruguay**	03.08.2001	**Vanuatu**	28.08.2006

Venezuela, République bolivarienne du	26.10.2005	**Viet Nam**	19.12.2000	**Yémen**	15.06.2000
Zambie	10.12.2001	**Zimbabwe**	11.12.2000		

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 07.02.2002**

29 ratifications

Albanie 18.08.2004
Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires

Autriche 30.04.2004
Durée du congé de maternité: 16 semaines

Azerbaïdjan 29.10.2010
Les femmes ont droit à un congé de grossesse et de maternité payé d'une durée de 126 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 56 jours après). En cas de « naissance anormale » ou de naissances multiples, les femmes ont droit à un congé d'une durée de 140 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 70 jours après). Les femmes travaillant dans l'agriculture ont droit à un congé de grossesse et de maternité d'une durée de 140 jours calendaires (70 jours avant l'accouchement et 70 jours après), de 156 jours calendaires en cas de « naissance anormale » (70 jours avant l'accouchement et 86 jours après) et de 180 jours calendaires lors de naissances multiples (70 jours avant l'accouchement et 110 jours après).

Belize 09.11.2005
Durée du congé de maternité: 14 semaines

Bosnie-Herzégovine 18.01.2010
Durée du congé de maternité: 28 jours avant la date de l'accouchement et une période totale d'une année sont garantis (pour les jumeaux et les enfants suivantes, la période totale est de 18 mois).

Bulgarie 06.12.2001
Durée du congé de maternité: 135 jours

Burkina Faso 04.03.2013
Période de congé de maternité: 14 semaines

Bélarus 10.02.2004
Durée du congé de maternité: 126 jours

Bénin 10.01.2012
Durée du congé de maternité: 14 semaines

Chypre 12.01.2005
Durée du congé de maternité: 16 semaines

Cuba 01.06.2004
Durée du congé de maternité: 18 semaines

Ex-République yougoslave de Macédoine 03.10.2012
Le congé de maternité est de 9 mois dans le cas d'un enfant et de 12 mois dans le cas de deux ou plusieurs enfants

Hongrie	04.11.2003	**Italie**	07.02.2001	**Kazakhstan**	13.06.2012
Durée du congé de maternité: 24 semaines		*Durée du congé de maternité: cinq mois*		*Le congé de maternité est de 18 semaines (20 semaines en cas d'accouchement obstrué ou en cas de naissance de deux enfants ou plus)*	
Lettonie	09.02.2009	**Lituanie**	29.09.2003	**Luxembourg**	08.04.2008
Durée du congé de maternité: 16 semaines		*Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires*		*Durée du congé de maternité: 16 semaines*	
Mali	05.06.2008	**Maroc**	13.04.2011	**Moldova, République de**	28.08.2006
Durée du congé de maternité: 14 semaines		*Durée du congé de maternité: 14 semaines*		*Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires*	
Monténégro	19.04.2012	**Pays-Bas**	15.01.2009	**Portugal**	08.11.2012
La période de congé de maternité est de 365 jours dès la naissance de l'enfant		*Durée du congé de maternité: 16 semaines*		*Les travailleuses ont droit à un congé parental initial de 120 ou 150 jours consécutifs.*	
Roumanie	23.10.2002	**Serbie**	31.08.2010	**Slovaquie**	12.12.2000
Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires		*Durée du congé de maternité: 16 semaines*		*Durée du congé de maternité: 28 semaines*	
Slovénie	01.03.2010	**Suisse**	04.06.2014		
Durée du congé de maternité: 105 jours		*Durée du congé de maternité: 14 semaines dès la naissance de l'enfant*			

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003**

15 ratifications

Argentine	26.06.2006	**Bosnie-Herzégovine**	18.01.2010	**Burkina Faso**	28.10.2009
Fidji	28.05.2008	**Finlande**	21.02.2003	**Ghana**	06.06.2011
Kirghizistan	10.05.2004	**Luxembourg**	08.04.2008	**Moldova, République de**	20.09.2002
Portugal	08.11.2012	**Sao Tomé-et-Principe**	04.05.2005	**Slovaquie**	14.06.2002
Suède	09.06.2004	**Ukraine**	01.12.2009	**Uruguay**	25.05.2005

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 09.02.2005**

26 ratifications

Albanie	11.10.2007	**Bahamas**	14.12.2006	**Bangladesh**	28.04.2014
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	**Brésil**	21.01.2010	**Congo**	14.05.2014
Corée, République de	04.04.2007	**Croatie**	06.09.2011	**Espagne**	26.05.2011
France	27.04.2004	**Hongrie**	30.03.2005	**Iles Marshall**	24.08.2011
Indonésie	16.07.2008	**Jordanie**	09.08.2004	**Kazakhstan**	17.05.2010
Kiribati	06.06.2014	**Luxembourg**	20.09.2011	**Madagascar**	06.06.2007
Moldova, République de	28.08.2006	**Nigéria**	19.08.2004	**Pakistan**	21.12.2006
Philippines	19.01.2012	**Russie, Fédération de**	26.02.2010	**Turkménistan**	12.02.2014
Vanuatu	28.07.2006	**Yémen**	06.10.2008		

Application provisoire (article 9)

Azerbaïdjan 17.07.2006
Le gouvernement a notifié, le 10 avril 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.

Lituanie 14.08.2006
Le gouvernement a notifié, le 14 août 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.

Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

Adoptée à la 94ème session de la CIT **Date d'entrée en vigueur: 20.08.2013**

64 ratifications

Afrique du Sud 20.06.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie;prestations de chômage; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.

Allemagne 16.08.2013
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Antigua-et-Barbuda 11.08.2011
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations de chômage.

Argentine 28.05.2014
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité et prestations d'invalidité.

Australie 21.12.2011
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Bahamas 11.02.2008
Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Bangladesh 06.11.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Barbade 20.06.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Belgique 20.08.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Belize 08.07.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Bosnie-Herzégovine 18.01.2010

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité et prestations de survivant.

Bulgarie 12.04.2010

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité et prestations d'invalidité.

Bénin 13.06.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Canada 15.06.2010

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Chypre 20.07.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.

Congo 26.03.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Corée, République de 09.01.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant

Croatie 12.02.2010

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Danemark 23.06.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.

Espagne 04.02.2010

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Fidji 10.10.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité et prestations de survivant.

Finlande 09.01.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.les prestations d'invalidité et les prestations de survivant.

France 28.02.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Gabon 25.09.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Ghana 16.08.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Grèce 04.01.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Hongrie 31.07.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Iles Marshall 25.09.2007

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de survivant.

Iran, République islamique d' 11.06.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Irlande 21.07.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux;, prestations de vieillesse et prestations de survivant.

Italie 19.11.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité, prestations d'invalidité et prestations de survivant..

Japon 05.08.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Kenya 31.07.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations de maternité.

Kiribati 24.10.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Lettonie 12.08.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Libéria 07.06.2006

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.

Lituanie 20.08.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Luxembourg 20.09.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité, prestations de survivant et prestations de dépendance.

Malaisie 20.08.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie and prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Maldives, République des 07.10.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Malte 22.01.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Maroc 10.09.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Maurice 30.05.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Nicaragua 20.12.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Nigéria 18.06.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité et prestations d'invalidité.

Norvège 10.02.2009

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations de maternité.

Palaos 29.05.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; prestations de vieillesse et prestations de survivant.

Panama 06.02.2009

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: pour le schema 1, prestations de vieillesse; prestations d'invalidité et prestations de survivant. Pour le schema 2, soins médicaux ; indemnités de maladie ; prestations de vieillesse; prestations de maternité ; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Pays-Bas 13.12.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Philippines 20.08.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Pologne 03.05.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Royaume-Uni 07.08.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Russie, Fédération de 20.08.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Saint-Kitts-et-Nevis 21.02.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Saint-Vincent-et-les Grenadines 09.11.2010

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: indemnités de maladie; prestations de chômage; prestations de maternité et prestations de survivant.

Samoa 21.11.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Serbie 15.03.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de chômageet prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle

Seychelles 07.01.2014

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : indemnités de maladie; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.

Singapour 15.06.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.

Suisse 21.02.2011

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Suède 12.06.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle; prestations familiales; prestations de maternité; prestations d'invalidité et prestations de survivant.

Togo 14.03.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: prestations de vieillesse; prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et prestations d'invalidité.

Tuvalu 16.02.2012

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes: soins médicaux; indemnités de maladie et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Viet Nam 08.05.2013

Conformément aux paragraphes 2 et 10 de la norme A4.5, le gouvernement a précisé les branches de sécurité sociale suivantes : soins médicaux; prestations de vieillesse et prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Instrument de ratification reçu mais pas enregistré dans l'attente d'information concernant la Norme A4.5 (2) et (10)

Liban 18.02.2013

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 20.02.2009**

32 ratifications

Albanie	24.04.2014	**Allemagne**	21.07.2010	**Argentine**	13.01.2014
Autriche	20.05.2011	**Bosnie-Herzégovine**	09.03.2010	**Canada**	13.06.2011
Chili	27.04.2011	**Chypre**	14.05.2009	**Corée, République de**	20.02.2008
Cuba	05.08.2008	**Danemark**	28.01.2009	**Espagne**	05.05.2009
Ex-République yougoslave de Macédoine	03.10.2012	**Finlande**	26.06.2008	**France**	29.10.2014
Japon	24.07.2007	**Malaisie**	07.06.2012	**Maurice**	19.11.2012
Moldova, République de	12.02.2010	**Niger**	19.02.2009	**Royaume-Uni**	29.05.2008
Russie, Fédération de	24.02.2011	**Serbie**	16.09.2009	**Singapour**	11.06.2012
Slovaquie	22.02.2010	**Slovénie**	12.02.2014	**Suède**	10.07.2008
Tchèque, République	13.10.2008	**Togo**	30.03.2012	**Turquie**	16.01.2014
Viet Nam	16.05.2014	**Zambie**	23.12.2013		

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96ème session de la CIT — **Pas en vigueur**

5 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	**Argentine**	15.09.2011	**Bosnie-Herzégovine**	04.02.2010
Congo	14.05.2014	**Maroc**	16.05.2013		

Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

Adoptée à la 100ème session de la CIT — **Date d'entrée en vigueur: 05.09.2013**

16 ratifications

Afrique du Sud	20.06.2013	**Allemagne**	20.09.2013	**Argentine**	24.03.2014
Bolivie, Etat plurinational de	15.04.2013	**Colombie**	09.05.2014	**Costa Rica**	20.01.2014
Equateur	18.12.2013	**Guyana**	09.08.2013	**Irlande**	28.08.2014
Italie	22.01.2013	**Maurice**	13.09.2012	**Nicaragua**	10.01.2013
Paraguay	07.05.2013	**Philippines**	05.09.2012	**Suisse**	12.11.2014
Uruguay	14.06.2012				

Partie III. Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux [*].

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, de gouvernance ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2014. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2014 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalles réguliers, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires non métropolitains. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses. Une section est consacrée aux cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985 ainsi qu'aux cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. En 1947, lors de sa 103e session, le Conseil d'administration du BIT a décidé que, à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement constitutionnel de 1946, le mandat de la commission d'experts serait étendu aux questions relatives à l'obligation constitutionnelle de soumission aux autorités compétentes prévue par l'article 19 de la Constitution de l'OIT. La commission d'experts a commencé d'exercer le contrôle du respect de cette disposition de la Constitution à partir de 1948 en ce qui concerne les instruments adoptés par la Conférence au cours de sa 31e session. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre «C», «R» ou «P» lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Lorsque la ratification d'une convention a été enregistrée, la convention et la recommandation correspondante sont considérées comme ayant été soumises.

[*] Des informations complémentaires issues des profils par pays contenus dans la base de données NORMLEX sont disponibles à l'adresse suivante: www.ilo.org/global/Standards.

Afghanistan

19 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées) **Membre depuis 1934**

Conventions Fondamentales

C100 **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C013 **C014** C041 C045 **C095** **C106** C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C159**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 105, 138, 144, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1987
C111 1999, 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95	96,99-101

Afrique du Sud

23 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées) **Membre depuis 1994**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C019 C026 C027 C041 C042 C045 C063 C080 C089 C116 **C155** **C176** **C188** **C189**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 45, 100, 111, 144, 155, 176

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81,82(C176,R183),83-92,94-96,99-101	

Albanie

46 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées) **Membre depuis 1991**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C010 C011 C016 C021 C026 C052 C058 C059 **C077** **C078** C088
C095 **C097** **C102** C112 **C131** **C135** **C141** **C143** **C147** **C150** **C151** **C154** **C155** **C156**
C167 **C168** **C171** **C173** **C174** **C175** **C176** **C177** **C178** **C181** **C183** **C185** **C187**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

12 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 122, 135, 138, 144, 150, 151, 154, 178, 182, 185

2 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 147

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-81,82(C176,R183),83,84(C178,P147,R186),85,87,88,90(P155),91, 95(C187,R197)	78,82(P081),84(C179,C180,R185,R187),86,89,90(R193,R194),92,94, 95(R198),96,99-101

Algérie

53 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées) **Membre depuis 1962**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C006 C010 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C024 C032 C042 C044 C056
C058 C062 C063 C068 C069 C070 C071 C072 C073 C074 **C077** **C078** C080 C088
C089 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C099 C101 C108 C119 **C120** C127 **C135**
C142 **C147** **C150** **C155** **C167** **C181**

28 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

26 rapports reçus: Conventions nos. 3, 29, 42, 44, 56, 68, 69, 71, 73, 74, 91, 92, 98, 100, 105, 108, 111, 122, 135, 138, 142, 144, 147, 150, 181, 182

2 rapports non reçus: Conventions nos. 63, 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C013 1987
C087 2014
C127 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3085, 3104

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,94-96,100	99,101

Allemagne

59 conventions en vigueur (sur 85 ratifiées) **Membre depuis 1951**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C015 C016 C017 C018 C019 C022
C023 C024 C025 C026 C027 C042 C045 C053 C056 C062 C063 C073 C088 C092
C096 **C097** C099 C101 **C102** C112 C113 C114 **C115** C116 **C118** **C120** **C121** C125
C126 **C128** **C130** C132 C133 C134 **C135** C136 **C139** **C140** **C141** **C142** **C146** **C147**
C148 **C150** **C152** **C159** **C160** **C161** **C162** **C164** **C166** **C167** **C170** **C172** **C176** **C180**
C187 **C189**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

5 rapports reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 87

7 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 98, 129, 135, 140, 150, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002
C087 1985, 1994
C111 1988
C122 1985

Commission d'enquête en 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56,58-72,74-76,77(C170,R177),78-92,94-96,99-101	77(C171,P089,R178)

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées) **Membre depuis 1976**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C007 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C045 C068 C069
C073 C074 C088 C089 C091 C092 C104 **C106** C107 C108

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

2 rapports reçus: Conventions nos. 88, 98
17 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 68, 69, 73, 74, 87, 89, 91, 92, 105, 106, 107, 108, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990, 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-78,79(C173),80,81,82(R183,C176),83-85,87-90	79(R180),82(P081),86,91,92,94-96,99-101

Antigua-et-Barbuda

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées) **Membre depuis 1982**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 **C014** C017 C019 **C094** C101 C108 **C131 C135 C142 C150 C151 C154**
C155 C158 **C161**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 108, 122, 135, 138, 142, 144, 150, 151, 154, 158, 182, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-82,84,87,94,100	83,85,86,88-92,95,96,99,101

Arabie saoudite

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées) **Membre depuis 1976**

Conventions Fondamentales

C029 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 **C014** C030 C045 C089 C090 **C106** C123 **C174**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 45, 100, 105, 111, 174

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2014
C081 2011
C100 1994
C111 1993, 2005, 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-92,94-96,99-101	

Argentine

68 conventions en vigueur (sur 80 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C026 C027 C030 C031 C032
C033 C034 C035 C036 C041 C042 C045 C050 C052 C053 C058 C068 C071 C073
C077 C078 C079 C080 C088 C090 **C095** C096 C107 **C115 C124 C135 C139 C142**
C150 C151 C154 C155 C156 C159 C169 C177 C184 C187 C188 C189

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 17, 22, 23, 29, 53, 58, 68, 71, 73, 87, 96, 105, 135, 138, 144, 150, 151, 154, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C053 1995
C087 1998, 2005, 2007
C095 1996
C098 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2743, 2817, 2987, 2997, 3046, 3075, 3078, 3083

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-90,92,94,95(R197,C187),96,100	91,95(R198),99,101

Arménie

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées) **Membre depuis 1992**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C017 C018 C026 **C094** **C095** **C097** **C131** C132 **C135** **C143** **C150** **C151** **C154**
C160 **C173** **C174** **C176**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 17, 29, 105, 122, 135, 138, 150, 151, 154, 160, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Australie

41 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026
C027 C042 C045 C047 C058 C063 C069 C073 C080 C083 C085 C086 C088 C092
C099 C112 C116 C123 **C131** C133 **C135** C137 **C142** **C150** **C155** **C156** C158 **C159**
C160 **C162** **C166** **C173** **C175**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 122, 135, 137, 150, 158, 160, 182, MLC, 2006

Ile Norfolk 4 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 122, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1999, 2004
C087 2006
C098 1998, 2000, 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Autriche

44 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées) **Membre depuis 1947**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 C017 C018 C019 C021 C024
C025 C026 C027 C030 C033 C042 C045 C063 C080 C088 C089 **C094** **C095** C099
C101 **C102** C103 C116 **C124** **C128** **C135** **C141** **C142** **C160** **C172** **C173** **C176** **C183**
C187

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 122, 135, 138, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99	100,101

Azerbaïdjan

55 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées) **Membre depuis 1992**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C013 **C014** C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C069 C073 **C077** **C078**
C079 C088 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C113 **C115** C116 C119 **C120** **C124**
C126 **C131** C133 C134 **C135** **C140** **C142** **C147** **C148** **C149** **C151** **C154** **C156** **C159**
C160 **C183** **C185**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 16, 23, 29, 69, 73, 92, 105, 122, 133, 134, 135, 138, 147, 151, 154, 160, 182, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C138 2011

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173),80-82,85-88,91,92	79(R180),83,84,89,90,94-96,99-101

Bahamas

30 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées) **Membre depuis 1976**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 **C014** C017 C019 C022 C026 C042 C045 C050 C064
C065 C086 C088 **C094** **C095** **C097** C103 C117 **C147** **C185**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

6 rapports reçus: Conventions nos. 29, 103, 105, 117, 144, MLC, 2006

2 rapports non reçus: Conventions nos. 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1988
C081 1988
C105 1988
C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-84,87,91,94	85,86,88-90,92,95,96,99-101

Bahreïn

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées) **Membre depuis 1977**

Conventions Fondamentales

C029 **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C089 **C155** **C159**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 182

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2882

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-87	88-92,94-96,99-101

Bangladesh

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées) **Membre depuis 1972**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C027 C032 C045
C059 C080 C089 C090 C096 **C106** C107 C116 **C118** **C149** **C185**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

6 rapports reçus: Conventions nos. 16, 22, 29, 81, 105, 182
2 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1990, 1998
C081 2014
C087 1995, 1997, 1999, 2008, 2013
C098 1987, 1994, 2004, 2006
C107 1985, 1986, 1987, 1989
C111 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008
C098 2006
C107 1986, 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-76,77(C171,R178),78,80,84,85(C181),87,91,94	

Barbade

34 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées) **Membre depuis 1967**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 C017 C019 C022 C026 C042 C050 C063 C065 C074
C086 C090 **C094** **C095** **C097** C101 **C102** C108 **C115** **C118** **C128** **C135** **C147** **C172**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 63, 105, 108, 122, 135, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56,58-72,74-92,94-96,99	100,101

Bélarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées) **Membre depuis 1954**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C010 C011 **C014** C015 C016 C026 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059 C060
C077 **C078** C079 C088 C090 **C095** C103 **C106** C108 **C115** C116 C119 **C120** C123
C124 **C142** **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** **C160** **C167** **C183**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 16, 29, 87, 105, 108, 122, 138, 150, 151, 154, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1997, 2001, 2002, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2013, 2014
C098 2006, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2003, 2005, 2006, 2007, 2013, 2014
C098 2006

Commission d'enquête en 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Belgique

67 conventions en vigueur (sur 102 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015
C016 C017 C018 C019 C021 C022 C023 C026 C027 C032 C033 C041 C042 C043
C045 C050 C053 C054 C055 C056 C057 C058 C062 C064 C068 C069 C073 C074
C077 C080 C082 C084 C085 C088 C089 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C099
C101 **C102** C107 C112 C113 C114 **C115** **C120** **C121** C123 **C124** C125 C126 C132
C139 **C140** **C141** **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** **C161** **C162** **C168** **C171**
C174 **C176** **C177** **C180** **C181**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 122, 132, 138, 150, 151, 154, 176, 177, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Belize

45 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées) **Membre depuis 1981**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C042
C055 C058 C088 C089 C092 **C094** **C095** **C097** C099 C101 C103 C108 **C115** C133
C134 **C135** **C140** **C141** **C147** **C150** **C151** **C154** **C155** **C156** **C183**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 29, 55, 58, 92, 105, 108, 133, 134, 135, 138, 147, 150, 151, 154, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-76,84,87,88,94	77-83,85,86,89-92,95,96,99-101

Bénin

28 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C026 C033 C041 C085 **C095** **C135** **C143**
C147 **C150** **C154** **C160** **C161** **C183**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 135, 138, 150, 154, 160, 182, 183, MLC, 2006

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3070

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Bolivie, Etat plurinational de

46 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 **C014** C017 C019 C020 C026 C030 C042 C045 **C077** **C078** C088 C089
C090 **C095** C096 **C102** C103 **C106** C107 C116 C117 **C118** **C120** **C121** C123 **C124**
C128 **C130** **C131** C136 **C156** **C159** **C160** **C162** **C169** **C189**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 106, 122, 138, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1992
C077 2004
C081 1990, 1992
C087 1993, 1995, 1997, 1998
C107 1988
C122 1992
C129 1992
C131 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3029

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-79,80(C174),81(C175),82(C176),83(C177),84(C178,C179,C180),85(C181),87,88(C183),89(C184),91,100	80(R181),81(R182),82(P081,R183),83(R184),84(P147,R185,R186,R187),85(R188),86,88(R191),89(R192),90,92,94-96,99,101

Bosnie-Herzégovine

63 conventions en vigueur (sur 82 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C003	C008	C009	C011	C012	C013	**C014**	C016	C017	C018	C019	C022	C023
C024	C025	C027	C032	C045	C048	C053	C056	C069	C073	C074	C080	C088	C089
C090	C091	C092	**C094**	**C097**	**C102**	C103	**C106**	C109	C113	C114	C116	C119	**C121**
C126	**C131**	C132	**C135**	C136	**C139**	**C140**	**C142**	**C143**	**C148**	**C154**	**C155**	**C156**	C158
C159	**C161**	**C162**	**C174**	**C175**	**C176**	**C177**	**C181**	**C183**	**C184**	**C185**	**C187**	**C188**	

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 91, 105, 122, 135, 138, 182, 185, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80,81,82(C176,R183),83-89,90(R193,R194),91,92,94-96,99,101	82(P081),90(P155),100

Botswana

15 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées) **Membre depuis 1978**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 **C095** **C151** **C173** **C176**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 151, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72,74-92,94-96,99,100	101

Brésil

80 conventions en vigueur (sur 96 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C007 C011 C012 **C014** C016 C019 C021 C022 C026 C041
C042 C045 C052 C053 C058 C080 C088 C089 C091 C092 C093 **C094** **C095** C096
C097 C099 C101 **C102** C103 C104 **C106** C107 C108 C109 **C110** C113 **C115** C116
C117 **C118** C119 **C120** **C124** C125 C126 C127 **C131** C132 C133 C134 **C135** C136
C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C145** **C146** **C147** **C148** **C151** **C152** **C154** **C155** C158
C159 **C160** **C161** **C162** **C163** **C164** **C166** **C167** **C168** **C169** **C170** **C171** **C174** **C176**
C178 **C185**

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

28 rapports reçus: Conventions nos. 16, 22, 29, 53, 92, 94, 103, 105, 118, 122, 133, 134, 135, 138, 144, 145, 146, 147, 151, 154, 155, 160, 163, 164, 166, 178, 182, 185

1 rapports non reçus: Conventions nos. 117

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C029 1992, 1993, 1996, 1997
C094 1990
C098 1989, 1991, 1998
C105 1993, 1996
C107 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1993, 1996, 1999

C111 1993, 1994, 1995, 2000

C122 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50,51(C127,R128,R129,R130,R131),53(R133,R134),54-56,58-62,63(C148,R156,R157),64(C151,R158,R159),65,66,67(C154,C155,R163,R164,R165),68(C158,P110,R166),69-72,74-77,80,82(C176,R183),84(C178,R185),87,89,91	51(C128),52,53(C129,C130),63(C149),64(C150),67(C156),68(C157),78,79,81,82(P081),83,84(C179,C180,P147,R186,R187),85,86,88,90,92,94-96,99-101

Brunéi Darussalam

2 conventions en vigueur (sur 2 ratifiées) **Membre depuis 2007**

Conventions Fondamentales

C138 **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

1 rapports reçus: Conventions nos. 138

1 rapports non reçus: Conventions nos. 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	96,99-101

Bulgarie

64 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées) **Membre depuis 1920**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C030
C032 C034 C035 C036 C037 C038 C039 C040 C042 C043 C044 C045 C049 C052
C053 C054 C055 C056 C057 C058 C059 C060 C062 C068 C069 C071 C072 C073
C075 **C077** **C078** C079 C080 C088 **C094** **C095** **C102** **C106** C108 C112 C113 C116
C120 C123 **C124** C127 **C146** **C147** **C156** **C161** **C163** **C164** **C166** **C173** **C177** **C178**
C179 **C180** **C181** **C183**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 3, 14, 29, 30, 52, 71, 87, 95, 98, 105, 106, 108, 122, 138, 144, 161, 177, 181, 182, 183, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008
C111 1990

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Burkina Faso

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033 C041 C052
C095 **C097** C101 C116 **C131** C132 **C135** **C141** **C142** **C143** **C150** **C159** **C161** **C170**
C173 **C183** **C184**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 122, 135, 138, 142, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986, 1991
C098 1986
C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées) **Membre depuis 1963**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C042 C050 C052 C059
C062 C064 C089 C090 **C094** C101 **C135**

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 11, 12, 14, 17, 19, 26, 27, 29, 42, 52, 62, 64, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005
C182 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,95	94,96,99-101

Cabo Verde

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées) **Membre depuis 1979**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C019 **C118** **C155**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-92,94-96,99-101	

Cambodge

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées) **Membre depuis 1969**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C013 **C150**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 105, 122, 138, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2007, 2010, 2011, 2013, 2014

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2318, 2655, 3064

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Cameroun

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C009 C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C019 C026 C033
C045 C050 C052 C064 C065 **C077** **C078** C089 C090 **C094** **C095** **C097** C099 C101
C106 C108 C116 C123 **C131** C132 **C135** **C143** **C146** C158 **C162**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 9, 16, 29, 87, 105, 108, 111, 122, 135, 138, 146, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990
C078 1995
C087 1986, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000, 2003
C098 1994

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1999, 2000, 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56,58-72,74-92,94-96,101	99,100

Canada

22 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C007 C008 **C014** C015 C016 C022 C026 C027 C032 C045 C058 C063 C068

C069 C073 C074 C080 C088 C108 C116 **C147** **C160** **C162** **C187**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

6 rapports reçus: Conventions nos. 29, 88, 105, 122, 160, 182

2 rapports non reçus: Conventions nos. 108, 186

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1987, 1999, 2004, 2010, 2013

C122 1985, 1992

C162 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3003, 3015, 3057

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Centrafricaine, République

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C004 C005 C006 C010 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033
C041 C052 C062 C067 C088 **C094** **C095** C099 C101 C104 C116 C117 **C118** C119
C120 **C131** **C142** **C150** **C155** C158 **C169**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

8 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 105, 122, 138, 150, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1989, 1990

C041 1991

C052 1991, 1992

C081 1990

C087 1985, 1986, 1987, 1988, 1989

C095 2006

C098 1986

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990

C118 1991, 1992, 1993

C119 1989, 1991, 1993

C138 2010

C169 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1988, 1989

C138 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Chili

51 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	**C014**
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C022	C024	C025	C026	C027	C030	C032	C034
C035	C036	C037	C038	C042	C045	C063	C080	C103	**C115**	**C121**	C127	**C131**	**C135**
C136	**C140**	**C151**	**C156**	**C159**	**C161**	**C162**	**C169**	**C187**					

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 29, 63, 105, 122, 135, 138, 144, 151, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985, 1987

C003 1989

C020 1988

C030 1985, 1987

C035 1987, 1992, 1993, 1995, 2001, 2009

C036 1987

C037 1987

C038 1987

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1992

C122 1985, 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3017, 3053, 3102

Commission d'enquête en 1974

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-82,87,95(C187,R197),100	83-86,88-92,94,95(R198),96,99,101

Chine

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C100 **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C011 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C027 C032 C045 C059 C080
C150 **C155** **C159** **C167** **C170**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 16, 22, 23, 122, 138, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1994
C122 2009
C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,100	101

Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C022
C023 C032 C042 C045 C050 C058 C059 C064 C065 C074 C090 C092 **C097** C101
C108 **C115** **C124** C133 **C141** **C142** **C147** **C148** **C150** **C151** **C155** **C160**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 29, 74, 92, 97, 105, 108, 122, 133, 138, 144, 147, 150, 151, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Chine - Région administrative spéciale de Macao

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C006 **C014** C017 C018 C019 C022 C023 C026 C027 C068 C069 C073 C074
C080 C088 C092 **C106** C108 **C115** **C120** **C148** **C150** **C155** **C167**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 22, 23, 29, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 105, 108, 122, 138, 150, 182

Chypre

50 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C015 C016 C019 C023 C044 C045 C058 C088 C089 C090 C092 **C094**
C095 **C097** **C102** **C106** C114 C116 C119 **C121** C123 **C124** **C128** **C135** **C141** **C142**
C143 **C147** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** C158 **C159** **C160** **C162** **C171** **C172** **C175**
C183 **C187**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 122, 135, 138, 150, 151, 154, 160, 182, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990
C151 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Colombie

54 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C030 C052
C062 C080 C088 **C095** C099 C101 C104 **C106** C107 C116 C136 **C151** **C154** **C159**

C160 **C161** **C162** **C167** **C169** **C170** **C174** **C189**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 29, 81, 105, 138, 151, 154, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985, 1988, 1990
C009 1985
C017 1985, 1992
C022 1985
C081 2014
C087 1985, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1995, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2008, 2009
C098 1991, 1992, 1994, 1996
C111 1985

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1989, 1990, 2001

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2761, 2824, 2830, 2946, 2958, 2960, 3027, 3034, 3061, 3063, 3074, 3087, 3088, 3090, 3091, 3092, 3097, 3103

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-81,82(C176,P081),83-89,90(R193,R194),91,92,94-96,99-101	82(R183),90(P155)

Comores

29 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées) — Membre depuis 1978

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C006 C010 C011 C012 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033 C042
C052 **C077** **C078** C089 **C095** C099 C101 **C106**

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

12 rapports reçus: Conventions nos. 1, 19, 29, 42, 77, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182
13 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, 12, 13, 14, 17, 52, 81, 89, 99, 101, 106, 122

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-78,87	79-86,88-92,94-96,99-101

Congo

22 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C089 **C095** C119 **C149** **C150** **C152** **C185** **C188**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

5 rapports reçus: Conventions nos. 14, 89, 98, 144, 149

7 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 81, 87, 105, 138, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53,54(C131,C132),55,56,58(C138,R146),59,60(C142,R150),61,62, 63(C148,C149,R157),64-66,67(C154,C155,C156),68(C158),71(C160, C161),74,75(C167,C168),76,84,87,91,94,96	54(R135,R136),58(C137,R145),60(C141,C143,R149,R151),63(R156), 67(R163,R164,R165),68(C157,P110,R166),69,70,71(R170,R171),72, 75(R175,R176),77-83,85,86,88-90,92,95,99-101

Corée, République de

27 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées) **Membre depuis 1991**

Conventions Fondamentales

C100 **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C019 C026 C047 C053 C073 C088 **C115** **C131** **C135** **C139** **C142** **C150** **C155** **C156** **C159** **C160** **C162** **C170** **C185** **C187**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 88, 111, 115, 135, 139, 155, 159, 162, 170, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2004

C111 2009, 2013, 2014

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2620, 3047

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Costa Rica

49 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées) **Membre depuis 1944**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C011 **C014** C016 C026 C045 C088 C089 C090 C092 **C094** **C095** C096
C099 C101 **C102** **C106** C107 C112 C113 C114 C117 **C120** C127 **C130** **C131** C134
C135 C137 **C141** **C145** **C147** **C148** **C150** **C159** **C160** **C169** **C189**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 16, 29, 92, 96, 105, 122, 134, 135, 138, 145, 147, 150, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1993, 1997
C098 1999, 2001, 2002, 2004, 2006, 2009, 2010

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3080

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C019 C026 C033 C041 C045 C052
C095 C096 C099 **C110** C116 C133 **C135** C136 **C159**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

5 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 133, 138, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 135

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002
C052 1992
C087 1995
C135 1995, 1998
C136 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101

Croatie

46 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées) — Membre depuis 1992

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023 C024
C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C090 C091 C092 **C102**
C103 **C106** C109 C113 C116 C119 **C121** C132 **C135** C136 **C139** **C147** **C148** **C155**
C156 **C159** **C161** **C162** **C179** **C185**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

2 rapports reçus: Conventions nos. 98, 135

12 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 29, 87, 103, 105, 106, 122, 132, 138, 182, 185, 186

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1995, 2014
C102 1998
C162 2003, 2006, 2008

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3044

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85,87,91,94	86,88-90,92,95,96,99-101

Cuba

75 conventions en vigueur (sur 89 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	**C014**	C015
C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C026	C027	C030	C032	C033	C042
C045	C046	C052	C053	C058	C059	C060	C063	C067	C072	**C077**	**C078**	C079	C080
C088	C089	C090	C091	C092	C093	**C094**	**C095**	C096	**C097**	C099	C101	C103	C104
C106	C107	C108	**C110**	C112	C113	C116	**C120**	**C131**	**C135**	C136	C137	**C140**	**C141**
C142	**C145**	**C148**	**C150**	**C151**	**C152**	**C155**	**C159**	**C183**	**C187**				

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 63, 92, 105, 108, 122, 135, 138, 145, 150, 151

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1993
C087 1991, 1992, 1993, 2003
C111 1991, 1992, 1994, 1995, 1996
C122 1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Danemark

53 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C006	C007	C008	C009	C011	C012	**C014**	C015	C016	C018	C019	C021
C027	C032	C042	C052	C053	C058	C062	C063	C073	C080	C088	C092	**C094**	**C102**
C106	C108	C112	**C115**	C116	**C118**	C119	**C120**	C126	**C130**	C133	C134	**C135**	**C139**
C141	**C142**	**C147**	**C148**	**C149**	**C150**	**C151**	**C152**	**C155**	**C159**	**C160**	**C162**	**C163**	**C167**
C169	**C180**	**C187**											

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 108, 122, 135, 138, 150, 151, 160, 182, MLC, 2006

Groenland 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 7, 16, 29, 105, 122

Iles Féroé 3 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986
C098 1985, 1986, 1989
C151 1986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Djibouti

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées) **Membre depuis 1978**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C005	C006	C009	C010	C011	C012	C013	**C014**	C015	C016	C017	C018
C019	C022	C023	C024	C026	C033	C035	C036	C037	C038	C043	C044	C045	C049
C052	C053	C055	C056	C058	C063	C069	C071	C073	**C077**	**C078**	C088	C089	C091
C094	**C095**	C096	C099	C101	**C106**	C108	**C115**	**C120**	C123	**C124**	C125	C126	

46 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

41 rapports reçus: Conventions nos. 1, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 37, 38, 52, 53, 55, 56, 69, 71, 73, 77, 78, 88, 89, 94, 95, 96, 98, 99, 101, 105, 106, 108, 115, 120, 122, 125, 126

5 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 63, 124, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2006
C087 1999, 2000, 2001, 2007

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2753, 3058

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64,65,67,71,72,83,87	66,68-70,74-82,84-86,88-92,94-96,99-101

Dominicaine, République

32 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées) **Membre depuis 1924**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C007 C010 C019 C026 C045 C052 **C077** C079 C080 C088 C089 C090
C095 C104 **C106** C107 C119 **C150** **C159** **C167** **C170** **C171** **C172**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 29, 98, 105, 106, 107, 111, 122, 138, 144, 150, 171, 172, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C010 1991
C081 1990
C087 1989, 1991
C095 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991
C098 1987, 1988, 1989, 1991
C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992
C111 2004, 2008, 2013, 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C095 1987, 1988, 1989
C098 1987, 1988
C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2786, 3068, 3071, 3079

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94,95,99	96,100,101

Dominique

26 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées) **Membre depuis 1982**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C011 C012 **C014** C016 C019 C022 C026 **C094** **C095** **C097** C108 **C135** **C147**

C150 **C169**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 14, 16, 19, 22, 29, 87, 94, 97, 98, 105, 108, 111, 135, 138, 144, 147, 150, 169, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-79,87	80-86,88-92,94-96,99-101

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées) **Membre depuis 1936**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C009	C011	**C014**	C017	C018	C019	C022	C023	C026	C030	C041	C045
C052	C053	C055	C056	C062	C063	C068	C069	C071	C073	C074	C080	C088	C089
C092	**C094**	**C095**	C096	C101	C104	**C106**	C107	**C115**	C116	**C118**	**C131**	C134	**C135**
C137	**C139**	**C142**	**C145**	**C147**	**C148**	**C149**	**C150**	**C152**	**C159**	**C166**			

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

22 rapports reçus: Conventions nos. 9, 22, 29, 53, 55, 56, 63, 68, 69, 71, 73, 92, 105, 134, 135, 138, 144, 145, 147, 150, 166, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 74

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2008, 2010, 2013
C098 1985
C111 1991, 1993

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3025

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

El Salvador

31 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées) **Membre depuis 1948**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C012 **C077** **C078** C088 C099 C104 C107 **C131** **C135** **C141** **C142** **C149** **C150** **C151** **C155** **C156** **C159** **C160**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 105, 107, 122, 135, 138, 142, 144, 150, 151, 155, 160, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990
C111 2004

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2871, 2896, 2897, 2923, 2957, 3007, 3054, 3099

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-61,63(C149),64,67(R164,R165,C155,C156),69(R168,C159), 71,72,74-81,87,90(P155)	62,63(R156,R157,C148),65,66,67(R163,C154),68,69(R167),70,82-86, 88,89,90(R193,R194),91,92,94-96,99-101

Emirats arabes unis

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées) **Membre depuis 1972**

Conventions Fondamentales

C029 **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C089

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2003
C138 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-92,95,96	94,99-101

Equateur

57 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées) **Membre depuis 1934**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C024 C026 C035 C037 C039 C045 **C077** **C078** C086 C088 **C095** **C097**
C101 **C102** C103 C104 **C106** C107 **C110** C112 C113 C114 **C115** C116 C117 **C118**
C119 **C120** **C121** C123 **C124** C127 **C128** **C130** **C131** C136 **C139** **C141** **C142** **C148**
C149 **C152** C153 **C156** **C159** **C162** **C169** **C189**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 87, 95, 98, 101, 102, 103, 105, 106, 110, 115, 117, 119, 122, 136, 138, 139, 142, 144, 148, 149, 153, 159, 162, 169, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C077 1985, 2005
C078 1985, 2005
C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1992, 1993, 1998
C098 1985, 1987, 1999, 2014
C103 1985, 1986, 1991
C105 1987, 1988, 1989, 1993
C153 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1987, 1988, 1989
C098 1987
C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2970

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-88,90(P155),91,92,94,95,100,101	89,90(R193,R194),96,99

Erythrée

7 conventions en vigueur (sur 7 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 105, 138

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Espagne

87 conventions en vigueur (sur 133 ratifiées) **Membre depuis 1956**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	**C014**
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C028	C030
C031	C032	C033	C034	C042	C044	C045	C046	C048	C052	C053	C055	C056	C058
C059	C060	C062	C063	C068	C069	C070	C073	C074	**C077**	**C078**	C079	C080	C088
C089	C090	C091	C092	**C094**	**C095**	C096	**C097**	C099	C101	**C102**	C103	**C106**	C108
C109	C112	C113	C114	**C115**	C116	C117	C119	**C120**	C123	**C124**	C126	C127	**C131**
C132	C134	**C135**	C136	C137	**C140**	**C141**	**C142**	**C145**	**C146**	**C147**	**C148**	**C150**	**C151**
C152	C153	**C154**	**C155**	**C156**	**C157**	C158	**C159**	**C160**	**C162**	**C163**	**C164**	**C165**	**C166**
C169	**C172**	**C173**	**C176**	**C180**	**C181**	**C185**	**C187**						

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 62, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 122, 127, 132, 135, 136, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 162, 176, 181, MLC, 2006, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992
C097 2001
C122 1985, 1988, 1995, 2013
C136 1992
C155 2007
C158 1994

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3093

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Estonie

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées) **Membre depuis 1992**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C019
C020 C022 C023 C027 C041 C045 C053 C108 **C135** **C147** **C174**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 29, 53, 105, 108, 122, 135, 138, 147, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Etats-Unis

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées) **Membre depuis 1980**

Conventions Fondamentales

C105 **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C053 C054 C055 C057 C058 C074 C080 **C147** **C150** **C160** **C176**

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 144, 176, 182

Guam 1 rapports demandés

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 144

Iles Mariannes du Nord 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 144

Iles Vierges américaines 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 144

Porto Rico 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 144

Samoa américaines 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 2002
C144 2005, 2007
C182 2006, 2014

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96,99-101	

Ethiopie

21 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées) **Membre depuis 1923**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 **C014** C080 C088 C096 **C106** C116 **C155** **C156** C158 **C159** **C181**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 11, 29, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1992, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007, 2009
C098 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Ex-République yougoslave de Macédoine

75 conventions en vigueur (sur 77 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 **C094** **C097** **C102** C103 **C106** C109 C113 C114 C116 C119 **C121**
C126 **C131** C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C148** **C150** **C151** **C154** **C155**
C156 C158 **C159** **C161** **C162** **C177** **C181** **C183** **C187**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 45, 88, 100, 111, 119, 135, 136, 139, 144, 148, 155, 158, 159, 161, 162, 177, 181, 183, 187

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-83,85,87,88,95(C187,R197)	84,86,89-92,94,95(R198),96,99-101

Fidji

35 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées) **Membre depuis 1974**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C008 C011 C012 C019 C026 C045 C050 C058 C059 C064 C065 C084 C085
C086 C108 **C142 C149 C155 C159 C169 C172 C178 C181 C184**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 29, 87, 105, 108, 122, 138, 169, 178, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2013
C098 1996, 2002
C111 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2013

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2723

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72,74-82,84,85,87,89,92,94	83,86,88,90,91,95,96,99-101

Finlande

71 conventions en vigueur (sur 101 ratifiées) **Membre depuis 1920**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C007	C008	C009	C011	C012	C013	**C014**	C015	C016	C017	C018	C019	C020
C021	C022	C027	C030	C032	C034	C042	C045	C047	C052	C053	C062	C063	C072
C073	C075	C080	C088	C091	C092	**C094**	C096	C108	**C115**	C116	**C118**	C119	**C120**
C121	**C124**	**C128**	**C130**	C132	C133	C134	**C135**	C136	C137	**C139**	**C140**	**C141**	**C142**
C145	**C146**	**C147**	**C148**	**C149**	**C150**	**C151**	**C152**	**C154**	**C155**	**C156**	C158	**C159**	**C160**
C161	**C162**	**C163**	**C164**	**C167**	**C168**	**C170**	**C173**	**C174**	**C175**	**C176**	**C177**	**C178**	**C179**
C180	**C181**	**C184**	**C187**	**C189**									

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 105, 108, 122, 135, 138, 150, 151, 154, 160, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

France

79 conventions en vigueur (sur 125 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C008	C009	C010	C011	C012	C013	**C014**	C015
C016	C017	C018	C019	C021	C022	C023	C024	C026	C027	C032	C033	C035	C036
C037	C038	C041	C042	C043	C044	C045	C049	C052	C053	C054	C055	C056	C058
C062	C063	C068	C069	C070	C071	C072	C073	C074	C075	**C077**	**C078**	C080	C082
C084	C085	C088	C089	C090	C091	C092	**C094**	**C095**	C096	**C097**	C099	C101	**C102**
C106	C108	C109	C112	C113	C114	**C115**	C116	**C118**	**C120**	C123	**C124**	C125	C126
C127	**C131**	C133	C134	**C135**	C136	C137	**C139**	**C140**	**C141**	**C142**	**C145**	**C146**	**C147**
C148	**C149**	**C152**	**C156**	C158	**C159**	**C163**	**C164**	**C166**	**C178**	**C179**	**C180**	**C185**	**C187**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

10 rapports reçus: Conventions nos. 29, 63, 71, 96, 97, 105, 122, 135, 138, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 185

Nouvelle-Calédonie *7 rapports demandés*

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 63, 71, 105, 108, 120, 122

Polynésie française *19 rapports demandés*

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 9, 16, 22, 23, 29, 53, 55, 56, 58, 63, 69, 71, 73, 105, 108, 122, 145, 146, 147

Terres australes et antarctiques françaises *19 rapports demandés*

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 98, 108, 133, 134, 146, 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C118 1997

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Gabon

35 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 **C014** C019 C026 C033 C041 C045
C052 **C095** C096 C099 C101 **C106** C123 **C124** **C135** **C150** **C151** **C154** C158

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 98, 135, 150, 151, 154

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1991
C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-81,82(C176),83(C177),84,85(C181),87,89(C184),91,94	82(P081,R183),83(R184),85(R188),86,88,89(R192),90,92,95,96,99-101

Gambie

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées) **Membre depuis 1995**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82-92,94-96	99-101

Géorgie

16 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C052 C088 C117 **C142** **C151** **C163** **C181** **C185**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98, 151, 163

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Ghana

40 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées) **Membre depuis 1957**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C011 **C014** C015 C016 C019 C022 C023 C026 C030 C045 C050 C058
C059 C064 C065 C069 C074 C088 C089 C090 C092 **C094** C096 C103 **C106** C107
C108 **C115** C116 C117 C119 **C120** **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C184**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

21 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 19, 29, 30, 81, 87, 89, 94, 96, 98, 103, 105, 106, 107, 115, 117, 119, 138, 149, 182

5 rapports non reçus: Conventions nos. 108, 144, 150, 151, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1989
C030 1989

C087 1991
C111 1986
C119 1990

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Grèce

51 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C011 C013 **C014** C015 C016
C017 C019 C023 C027 C041 C042 C045 C052 C055 C058 C062 C068 C069 C071
C073 **C077** **C078** C080 C088 C089 C090 C092 **C095** **C102** C103 **C106** C108 **C115**
C124 C126 C133 C134 **C135** C136 **C141** **C142** **C147** **C149** **C150** **C151** **C154** **C156**
C159 **C160** **C180**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 71, 81, 87, 98, 102, 108, 135, 150, 151, 154, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989
C087 1985, 1987, 1989, 1995
C090 1985
C098 1989, 1991, 2011, 2013
C102 2014

Commission d'enquête en 1968

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Grenade

27 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées) **Membre depuis 1979**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C019 C026 C050 C058 C064
C065 C086 **C094** **C095** **C097** C099 C108 **C155**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 81, 87, 98, 108, 155

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94,95	96,99-101

Guatemala

68 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées) **Membre depuis 1945**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C019 C026 C030 C045 C050 C058 C059
C062 C063 C064 C065 **C077** **C078** C079 C080 C086 C088 C089 C090 **C094** **C095**
C096 **C097** C099 C101 C103 C104 **C106** C108 C109 **C110** C112 C113 C114 C116
C117 **C118** C119 **C120** **C124** C127 **C131** **C141** **C148** **C149** **C154** **C156** **C159** **C160**
C161 **C162** **C163** **C167** **C169**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 1, 16, 58, 81, 87, 98, 103, 108, 129, 154, 160, 161, 162, 163, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1993, 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2009, 2010, 2011, 2013
C098 1985, 1986, 2003, 2006, 2007
C105 1986, 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985, 2011
C098 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2203, 2445, 2609, 2673, 2811, 2869, 2927, 2948, 2967, 2978, 2989, 3035, 3040, 3042, 3062, 3089, 3094

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Guinée

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées) **Membre depuis 1959**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C010 C011 C013 **C014** C016 C017 C018 C026 C033 C041
C045 C052 C062 C089 C090 **C094** **C095** C099 C112 C113 C114 **C115** C117 **C118**
C119 **C120** **C121** C132 C133 C134 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C148** **C149**
C150 **C151** **C152** **C156** **C159**

38 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 3, 11, 14, 16, 45, 62, 81, 87, 89, 90, 94, 98, 100, 105, 111, 113, 115, 117, 118, 121, 122, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1985
C111 1985
C139 1989, 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56,58-72,74-83,87	84-86,88-92,94-96,99-101

Guinée - Bissau

31 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées) **Membre depuis 1977**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C007 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C045 C068 C069
C073 C074 C088 C089 C091 C092 C104 **C106** C107 C108

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 27, 68, 69, 73, 74, 81, 91, 92, 98, 107, 108

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

63-72,74-88,94	89-92,95,96,99-101

Guinée équatoriale

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées) **Membre depuis 1981**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 **C014** C030 C068 C092 C103

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 68, 87, 92, 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72,74-79,84,87	80-83,85,86,88-92,94-96,99-101

Guyana

44 conventions en vigueur (sur 47 ratifiées) **Membre depuis 1966**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C010 C011 C012 C015 C019 C026 C042 C045 C050 C064 C065
C086 **C094** **C095** **C097** C108 **C115** **C131** **C135** C136 C137 **C139** **C140** **C141** **C142**
C149 **C150** **C151** **C155** **C166** **C172** **C175** **C189**

30 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

16 rapports reçus: Conventions nos. 81, 87, 95, 98, 100, 108, 111, 129, 138, 140, 144, 149, 151, 155, 172, 175
14 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 29, 94, 105, 115, 131, 135, 137, 139, 141, 142, 150, 166

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C042 1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56,58-72,74-92,94,95,100	96,99,101

Haïti

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C012 **C014** C017 C019 C024 C025 C030 C042 C045 **C077** **C078** C090 **C106** C107

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 1, 12, 14, 17, 24, 25, 30, 42, 81, 87, 98, 100, 106, 107, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990
C087 1988, 1989
C098 1989
C105 1985, 1986, 1987, 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C105 1985

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-66,67(C156,R165),69-72,74,75(C167),87	67(C154,C155,R163,R164),68,75(C168,R175,R176),76-86,88-92,94-96,99-101

Honduras

25 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées) **Membre depuis 1955**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C027 C032 C042 C045 C062 **C078** **C095** **C102** **C106** C108 C116 C127 **C169**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 42, 81, 87, 98, 100, 102, 108, 127, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1992
C098 2013

C122 1997, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3032, 3077

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
38-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Hongrie

51 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées) **Membre depuis 1922**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C004 C006 C007 C010 C012 C013 **C014** C015 C016 C017 C018 C019
C021 C024 C026 C027 C041 C042 C045 C048 C052 C062 **C077** **C078** C088 **C095**
C099 C101 C103 **C115** C123 **C124** C127 C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C141** **C142**
C145 **C147** **C148** **C151** **C154** **C155** **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C165** **C166** **C167**
C175 **C181** **C183** **C185**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 98, 129, 135, 151, 154, 160, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C122 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Iles Marshall

2 conventions en vigueur (sur 2 ratifiées) **Membre depuis 2007**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

1 rapports reçus: Conventions nos. MLC, 2006

1 rapports non reçus: Conventions nos. 185

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99-101

Iles Salomon

22 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées) **Membre depuis 1984**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C011 C012 **C014** C016 C019 C026 C042 C045 C084 **C094** **C095** C108

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 45, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74,87	70-72,75-86,88-92,94-96,99-101

Inde

42 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C100** **C105** **C111**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026
C027 C032 C041 C042 C045 C080 C088 C089 C090 C107 C108 **C115** C116 **C118**
C123 C127 C136 **C141** **C142** **C147** **C160** **C174**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 16, 22, 81, 108, 147, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2000, 2001, 2003, 2008
C100 1988, 1991, 2010
C107 1986, 1988, 1990, 1991, 1993, 1997
C111 2007
C141 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1994

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2962, 3100

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Indonésie

18 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées) **Membre depuis 1950**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C019 C027 C045 C069 C088 **C106 C120 C185**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

5 rapports reçus: Conventions nos. 81, 87, 98, 106, 185

1 rapports non reçus: Conventions nos. 69

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004
C098 1986, 1991, 1993, 1994, 1995, 1997, 1998
C105 2008

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3050

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Iran, République islamique d'

13 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 C100 C105 C111 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 **C095** C104 **C106** C108 **C142**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

3 rapports reçus: Conventions nos. 95, 111, 142

2 rapports non reçus: Conventions nos. 108, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C095 2005, 2007

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1993, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2003, 2006, 2008, 2009, 2010, 2013

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1985, 1996, 1997, 2009

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2508

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(R193,R194),91,92,94-96	90(P155),99-101

Iraq

59 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées) **Membre depuis 1932**

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C008	C011	C013	**C014**	C015	C016	C017	C018	C019	C022	C023	C026	C027
C030	C041	C042	C052	C058	C059	**C077**	**C078**	C080	C088	C089	C092	C093	**C094**
C095	**C106**	C107	C108	C109	**C115**	C116	**C118**	C119	**C120**	**C131**	C132	**C135**	C136
C137	**C139**	**C140**	**C142**	**C145**	**C146**	**C147**	**C148**	**C149**	**C150**	**C152**	C153	**C167**	**C172**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 81, 92, 98, 108, 135, 145, 146, 147, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1989, 1990, 1992

C098 2008

C105 1989, 1991, 1992

C111 1993

C118 1993, 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,89	88,90-92,94-96,99-101

Irlande

60 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées) **Membre depuis 1923**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C005 C006 C007 C008 C010 C011 C012 **C014** C015 C016 C018 C019
C020 C021 C022 C023 C026 C027 C028 C032 C041 C042 C043 C044 C045 C049
C053 C062 C063 C068 C069 C073 C074 C080 C088 C089 C092 C096 C099 **C102**
C108 C116 **C118** **C121** **C124** C132 **C139** **C142** **C147** **C155** **C159** **C160** **C172** **C176**
C177 **C178** **C179** **C180** **C189**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 53, 68, 69, 73, 74, 81, 87, 92, 98, 108, 144, 147, 160, 178, 179, 180

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C023 1985, 1991
C100 1985
C105 1985, 1991
C122 1985
C144 1985
C159 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-87,94,100	88-92,95,96,99,101

Islande

22 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées) **Membre depuis 1945**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 C015 C058 C091 **C102** C108 **C139** **C147** **C155** **C156** **C159**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

5 rapports reçus: Conventions nos. 81, 87, 98, 108, 129
1 rapports non reçus: Conventions nos. 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

C159 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Israël

45 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées) **Membre depuis 1949**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C009 C010 **C014** C019 C020 C030 C048 C052 C053 **C077** **C078** C079
C088 C090 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C101 **C102** **C106** C112 C116 C117
C118 C133 C134 C136 **C141** **C142** **C147** **C150** **C160** **C181**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 9, 53, 81, 87, 92, 98, 133, 134, 147, 150, 160, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C097 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Italie

75 conventions en vigueur (sur 113 ratifiées) **Membre depuis 1945**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015
C016 C018 C019 C022 C023 C026 C027 C032 C035 C036 C037 C038 C039 C040
C042 C044 C045 C048 C052 C053 C055 C058 C059 C060 C068 C069 C071 C073
C074 **C077** **C078** C079 C080 C088 C089 C090 C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097**
C099 C101 **C102** C103 **C106** C108 C109 C112 C114 **C115** C117 **C118** C119 **C120**

C123 **C124** C127 C132 C133 C134 **C135** C136 C137 **C139** **C141** **C142** **C143** **C145**
C146 **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C159** **C160** **C164** **C167** **C170** **C175** **C181**
C183 **C189**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

9 rapports reçus: Conventions nos. 71, 81, 87, 98, 108, 129, 135, 150, 151

1 rapports non reçus: Conventions nos. 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1988
C122 1991, 2007
C143 2009
C147 1995

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées) **Membre depuis 1962**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C008 C011 C015 C016 C019 C026 C050 C058 C064 C065 C086 **C094** **C097**
C117 **C149** **C150** **C152**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

4 rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 81, 150

2 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1990, 1993
C087 1985, 1987
C098 1987
C100 1987, 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-91	92,94-96,99-101

Japon

38 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées) **Membre depuis 1951**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C009 C010 C015 C016 C018 C019 C021 C022 C026 C027
C042 C045 C050 C058 C069 C073 C080 C088 C096 **C102** **C115** C116 C119 **C120**
C121 **C131** C134 **C139** **C142** **C147** **C156** **C159** **C162** **C181** **C187**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 81, 87, 98, 144, 159, 181

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989, 1993, 1995, 2001, 2008
C098 1985, 1987, 2002
C100 1993, 1994, 2007
C156 2004

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2177, 2183, 3051

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Jordanie

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées) **Membre depuis 1956**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C102 **C106** C116 C117 **C118** C119 **C120** C123 **C124** **C135** **C142** **C147** **C150** **C159**
C185

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 98, 135, 144, 147, 150, 185

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1985, 1990

C119 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-91	92,94-96,99-101

Kazakhstan

21 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C088 **C095** **C135** **C148** **C155** **C156** **C162** **C167** **C183** **C185** **C187**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

11 rapports reçus: Conventions nos. 81, 87, 88, 98, 129, 135, 148, 155, 162, 167, 183

2 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2014

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82(C176,R183),87,88,91	80,81,82(P081),83-86,89,90,92,94-96,99-101

Kenya

43 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées) **Membre depuis 1964**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C027 C032 C045 C050
C058 C059 C063 C064 C065 C086 C088 C089 **C094** **C097** C099 C112 **C118** C123
C131 C132 C134 **C135** C137 **C140** **C141** **C142** **C143** **C146** **C149**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 45, 81, 88, 98, 129, 135, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1990, 1991, 1994

C138 2001, 2003, 2006, 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Kirghizistan

53 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées) **Membre depuis 1992**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011	**C014**	C016	C017	C023	C027	C032	C045	C047	C052	C069	C073	**C077**	**C078**
C079	C090	C092	**C095**	**C097**	C103	**C106**	C108	C113	**C115**	C116	C119	**C120**	**C124**
C126	**C131**	C133	C134	**C142**	**C147**	**C148**	**C149**	**C150**	**C154**	**C157**	**C159**	**C160**	**C184**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

2 rapports reçus: Conventions nos. 87, 98

11 rapports non reçus: Conventions nos. 45, 81, 111, 115, 119, 120, 142, 148, 154, 159, 184

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87,89	79-86,88,90-92,94-96,99-101

Kiribati

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées) **Membre depuis 2000**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

2 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105

3 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 186

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2794

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
94	88-92,95,96,99-101

Koweït

19 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées) **Membre depuis 1961**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C030 C052 C089 **C106** C116 C117 C119 C136 **C159**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 98, 119, 136, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1992, 1995, 1996, 2000
C106 1992
C111 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-76,78,79,80(C174),81-85,87,88,90,91	77,80(R181),86,89,92,94-96,99-101

Lao, République démocratique populaire

9 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées) **Membre depuis 1964**

Conventions Fondamentales

C029 **C100** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C013 **C171**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 4, 13, 100, 111, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56,58-72,74-81,82(R183,C176),83-92,94-96,99,100	82(P081),101

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées) **Membre depuis 1980**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 **C014** C019 C026 C045 C064 C065 **C135** **C150** **C155** C158 **C167**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

6 rapports reçus: Conventions nos. 45, 81, 87, 98, 158, 167

2 rapports non reçus: Conventions nos. 135, 155

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96	99-101

Lettonie

42 conventions en vigueur (sur 52 ratifiées) **Membre depuis 1991**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 C005 C006 C007 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017
C018 C019 C024 **C106** C108 **C115** C119 **C120** **C131** C132 C133 **C135** **C142** **C147**
C148 **C149** **C150** **C151** **C154** **C155** C158 **C160** **C173** **C180** **C183**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 81, 87, 98, 111, 115, 119, 120, 129, 135, 148, 151, 154, 155, MLC, 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Liban

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées) **Membre depuis 1948**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C008 C009 **C014** C015 C017 C019 C026 C030 C045 C052 C058 C059 C071
C073 C074 **C077** **C078** C088 C089 C090 **C095** **C106** C109 **C115** **C120** C127 **C131**
C133 C136 **C139** **C142** **C147** **C148** **C150** **C152** **C159** **C170** **C172** **C174** **C176**

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

8 rapports reçus: Conventions nos. 1, 30, 52, 89, 100, 106, 111, 172

17 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 45, 81, 88, 98, 115, 120, 122, 127, 136, 139, 142, 148, 159, 170, 174, 176

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Libéria

16 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C105** **C111** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C022 C023 C053 C055 C058 C065 C092 C104 C108 **C110** C112 C113 C114 C133
C147 **C150**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 81, 87, 98, 108, 186

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987
C055 1988, 1990
C087 1985, 1987, 1990
C098 1990

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3081

Commission d'enquête en 1962

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-76,77(C170,C171,R177,R178),78-81,82(C176,R183), 83-87,91,94	77(P089),82(P081),88-90,92,95,96,99-101

Libye

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées) **Membre depuis 1952**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C003 **C014** C026 C052 C053 C059 C088 C089 **C095** C096 **C102** C103 C104 **C118** **C121** **C128** **C130** **C131**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

3 rapports reçus: Conventions nos. 81, 87, 98

9 rapports non reçus: Conventions nos. 53, 88, 96, 100, 111, 122, 128, 130, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985
C029 1992
C081 1988, 1991, 1992
C095 1996, 2006
C105 1987, 1990, 1991, 1992
C118 1992, 1999, 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C118 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées) **Membre depuis 1991**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C019 C024 C027 C047 C073 C079 C080 C088 C090
C108 **C115** C116 C127 **C131** **C135** **C142** **C147** **C149** **C154** **C156** **C159** **C160** **C171**
C173 **C181** **C183** **C185**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 88, 98, 127, 135, 154, 159, 181

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3073

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Luxembourg

69 conventions en vigueur (sur 100 ratifiées) **Membre depuis 1920**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C028
C030 C042 C045 C053 C055 C056 C059 C060 C068 C069 C073 C074 **C077** **C078**
C079 C080 C088 C089 C090 C092 C096 **C102** C103 C108 **C115** C116 C119 **C120**
C121 C127 **C130** C132 C133 **C135** C136 **C139** **C142** **C146** **C147** **C148** **C149** **C150**
C151 **C155** C158 **C159** **C161** **C162** **C166** **C167** **C170** **C171** **C172** **C174** **C175** **C176**
C178 **C180** **C183** **C184** **C185**

28 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

26 rapports reçus: Conventions nos. 2, 13, 81, 87, 88, 96, 98, 115, 119, 120, 127, 129, 135, 136, 139, 148, 151, 155, 159, 161, 162, 167, 170, 174, 176, 184

2 rapports non reçus: Conventions nos. 185, 186

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Madagascar

37 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C012 C013 **C014** C019 C026 C033 C041 C052 C088 C089
C095 **C097** C101 C116 C117 **C118** C119 **C120** C123 **C124** C127 C132 **C159** **C171**
C173 **C185**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 13, 81, 87, 88, 98, 117, 119, 120, 127, 129, 144, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986
C127 1992

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-89,91,100	90,92,94-96,99,101

Malaisie

16 conventions en vigueur (sur 17 ratifiées) **Membre depuis 1957**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C050 C064 C065 C088 **C095** C119 C123 **C187**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

5 rapports reçus: Conventions nos. 81, 98, 100, 119, 187
2 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 88

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1991, 1992
C012 1991, 1992
C019 1996, 1998
C029 2013, 2014
C097 1996, 1997, 1998

C098 1985, 1992, 1994, 1999
C105 1990
C138 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56,58-72,74-92,94,95(C187,R197)	95(R198),96,99-101

Malaisie - Péninsulaire

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C017 C019 C045

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C019 2011
C105 1986

Malaisie - Sabah

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C015 C016 C086 **C094** **C097**

Malaisie - Sarawak

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C007 C011 C012 **C014** C015 C016 C019 C086 **C094**

Malawi

29 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées) **Membre depuis 1965**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 C089 **C097** C099 C104 C107
C149 **C150** C158 **C159**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

9 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 89, 98, 100, 107, 111, 158, 159
6 rapports non reçus: Conventions nos. 45, 81, 99, 105, 129, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Maldives, République des

8 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées) **Membre depuis 2009**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Convention du travail maritime

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3076

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99-101

Mali

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C017 C018 C019 C026 C033 C041 C052 **C095** **C135** **C141** **C150** **C151** **C159** **C183**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 29, 52, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 135, 138, 144, 151, 159, 182, 183

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3030

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-83,84(C178,C179,C180,R185,R186,R187),85,87-89,9	84(P147),86,90(P155),92,94-96,99-101

Malte

47 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées) **Membre depuis 1965**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C005 C007 C008 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C019
C021 C022 C026 C032 C035 C036 C042 C043 C045 C049 C053 C062 C073 C074
C077 **C078** C088 C089 **C095** C096 C099 **C106** C108 C117 C119 **C124** C127 **C131**
C132 **C135** C136 **C141** **C147** **C148** **C149** **C159** **C180**

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

8 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 100, 106, 111, 117, 132, 149

15 rapports non reçus: Conventions nos. 2, 13, 62, 81, 87, 88, 96, 98, 119, 127, 129, 135, 136, 148, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94,95	96,99-101

Maroc

49 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées) **Membre depuis 1956**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C011 C012 C013 **C014** C015 C017 C018 C019 C022 C026 C027 C030
C041 C042 C045 C052 C055 C065 C080 **C094** C099 C101 C104 **C106** C108 C116
C119 **C131** **C135** C136 **C145** **C146** **C147** **C150** **C151** **C154** C158 **C162** **C163** **C164**
C166 **C176** **C178** **C179** **C180** **C181** **C183** **C188**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 13, 45, 81, 98, 119, 129, 135, 136, 154, 162, 181, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1992
C029 1992
C052 1989
C098 1987, 1988, 1994, 1997, 1998
C105 1992
C136 1988, 1993
C182 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C098 1997

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3024

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Maurice

40 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées) **Membre depuis 1969**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C032 C042
C050 C058 C059 C063 C064 C065 C074 C084 C086 C088 **C094** **C095** **C097** C099
C108 C137 **C150** **C154** **C155** **C156** **C159** **C160** **C175** **C187** **C189**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 19, 81, 87, 88, 98, 154, 159, 187, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987
C026 1985

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3052, 3086

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Mauritanie

40 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées) **Membre depuis 1961**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003 C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C015 C017 C018 C019 C022 C023 C026
C033 C041 C052 C053 C058 C062 C084 C089 C090 C091 **C094** **C095** C096 C101
C102 C112 C114 C116 **C118**

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

1 rapports reçus: Conventions nos. 102

20 rapports non reçus: Conventions nos. 3, 13, 14, 29, 33, 52, 62, 81, 87, 89, 96, 98, 100, 101, 111, 112, 114, 122, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1990, 2002, 2003, 2005, 2010
C081 1986, 2000, 2013
C087 1986, 1987, 1993
C095 1995
C100 2009
C111 1993
C122 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-80,81(C175),82(C176,R183),83,84(C178,C179,C180, R185,R186,R187),85-91	81(R182),82(P081),84(P147),92,94-96,99-101

Mexique

67 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées) **Membre depuis 1931**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C006 C007 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C019 C021 C022 C023
C026 C027 C030 C032 C034 C042 C043 C045 C046 C049 C052 C053 C054 C055
C056 C058 C062 C063 C080 C090 **C095** C096 C099 **C102** **C106** C107 C108 C109
C110 C112 **C115** C116 **C118** **C120** C123 **C124** **C131** C134 **C135** **C140** **C141** **C142**
C150 **C152** C153 **C155** **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C166** **C167** **C169** **C170** **C172**
C173

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

11 rapports reçus: Conventions nos. 13, 45, 87, 96, 115, 120, 135, 150, 159, 161, 170

2 rapports non reçus: Conventions nos. 155, 167

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995
C102 1999

C111 2006
C155 1996, 2010, 2011
C169 1995, 2000
C182 2008

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3060

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(P155,R194),91,94	90(R193),92,95,96,99-101

Moldova, République de

41 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées) **Membre depuis 1992**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C047 C088 C092 **C095** **C097** C099 C103 C108 C117 C119 C127 **C131** C132
C133 **C135** **C141** **C142** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** C158 **C160** **C181** **C183** **C184**
C185 **C187**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 88, 98, 119, 127, 129, 135, 151, 154, 155, 160, 181, 184, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91,95(C187,R197)	92,94,95(R198),96,99-101

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées) **Membre depuis 1968**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C059 C103 C123 **C135** **C155** **C159**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

7 rapports reçus: Conventions nos. 100, 111, 122, 123, 138, 144, 182

6 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 103, 135, 155, 159

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56,58-72,74-81,82(C176,R183),83-92,94-96,99-101	82(P081)

Monténégro

67 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées) **Membre depuis 2006**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 **C097** **C102** C103 **C106** C113 C114 C116 C119 **C121** C126 **C131**
C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C148** **C155** **C156** C158 **C159** **C161** **C162**
C183

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 13, 45, 81, 87, 88, 98, 119, 129, 135, 136, 139, 140, 148, 155, 158, 159, 161, 162, 183

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
96,99-101	

Mozambique

18 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées) **Membre depuis 1976**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C011 **C014** C017 C018 C030 C088

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 88, 98

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101

Myanmar

20 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées) **Membre depuis 1948**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C017 C018 C019 C021 C022 C026 C027 C041 C042 C052 C063

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1995, 1996, 1999, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011
C052 1987
C087 1987, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1995, 1996, 1999
C087 1993, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010, 2011

Sessions spéciales de la Commission de la Conférence

C029 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012

Commission d'enquête en 1996

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Namibie

11 conventions en vigueur (sur 11 ratifiées) **Membre depuis 1978**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C150 C158

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 87, 98

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72,74-92,94-96,99-101	

Népal

11 conventions en vigueur (sur 11 ratifiées) **Membre depuis 1966**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 **C131** **C169**

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

1 rapports reçus: Conventions nos. 98

1 rapports non reçus: Conventions nos. 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1997

C144 2005

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56,58-72,74-92,94,95	96,99-101

Nicaragua

50 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées) **Membre depuis 1957**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014**
C015 C016 C017 C018 C019 C020 C021 C022 C023 C024 C025 C026 C027 C028
C030 C045 C063 **C077** **C078** C088 **C095** **C110** **C115** C117 C119 C127 **C131** **C135**
C136 C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C146** **C169** **C189**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

12 rapports reçus: Conventions nos. 13, 45, 87, 88, 98, 111, 115, 119, 127, 135, 136, 139

1 rapports non reçus: Conventions nos. 4

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989

C098 1989

Commission d'enquête en 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Niger

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées) **Membre depuis 1961**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C018 C026 C033 C041 C065 **C095** **C102** C104
C116 C117 C119 **C131** **C135** **C142** **C148** **C154** **C155** **C156** C158 **C161** **C187**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

2 rapports reçus: Conventions nos. 81, 138

10 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 87, 98, 119, 135, 148, 154, 155, 161, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C138 2014

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87,88,95(C187,R197)	83-86,89-92,94,95(R198),96,99-101

Nigéria

30 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C008 C009 C011 C015 C016 C019 C026 C032 C045 C050 C058 C059 C064 C065

C088 **C094** **C095** **C097** C104 C116 C123 C133 C134 C137 **C155** **C159** **C178** **C179** **C185**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 11, 16, 45, 81, 87, 88, 98, 100, 111, 144, 155, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2009
C087 1986, 1991, 1995, 1996, 1997, 2011
C105 1990
C134 1989

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1995, 1996, 1997

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94,95,100	96,99,101

Norvège

74 conventions en vigueur (sur 107 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C018 C019
C021 C022 C024 C025 C026 C027 C030 C032 C034 C042 C043 C044 C047 C049
C050 C053 C056 C058 C059 C063 C068 C069 C071 C073 C075 C080 C088 C090
C091 C092 **C094** **C095** C096 **C097** C101 **C102** C108 C109 C112 C113 **C115** C116
C118 C119 **C120** C126 **C128** **C130** C132 C133 C134 **C135** C137 **C139** **C141** **C142**
C143 **C145** **C147** **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** **C156** **C159** **C160** **C162**
C163 **C164** **C167** **C168** **C169** **C170** **C176** **C178** **C179** **C180**

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 81, 87, 88, 98, 115, 119, 120, 129, 135, 139, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 162, 167, 170, 176, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C008	C009	C010	C011	C012	**C014**	C015	C016	C017	C021	C022	C023
C026	C030	C032	C041	C042	C044	C045	C047	C049	C050	C052	C053	C058	C059
C060	C063	C064	C065	C068	C069	C074	C080	C082	C084	C088	C089	C092	**C097**
C099	C101	C104	C116	C133	C134	**C145**	**C155**	**C160**					

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 88, 98, 155

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017	1997
C026	1998
C081	1996
C088	1985
C100	1994
C122	1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Oman

4 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées) **Membre depuis 1994**

Conventions Fondamentales

C029 **C105** **C138** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-92,95(R197,R198),99	94,95(C187),96,100,101

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées) **Membre depuis 1963**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 C017 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 **C094** **C095** C123 **C124** **C143** **C154** C158 **C159** **C162**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

1 rapports reçus: Conventions nos. 154

12 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 19, 26, 29, 45, 100, 105, 111, 144, 158, 159, 162

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2014
C029 2006
C081 1989, 1990, 2001, 2003, 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-80,87	81-86,88-92,94-96,99-101

Ouzbékistan

13 conventions en vigueur (sur 13 ratifiées) **Membre depuis 1992**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C047 C052 C103 **C135** **C154**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100, 105, 111, 135, 154, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2010, 2011, 2013

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C182 2011, 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

80-92,94-96,99-101	

Pakistan

33 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées) **Membre depuis 1947**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C006 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C021 C022 C027 C032 C041
C045 C059 C080 C089 C090 C096 **C106** C107 C116 **C118** **C159** **C185**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 81, 96, 100, 111, 144, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C022 1992
C029 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1996, 1997, 1999
C081 2013, 2014
C087 1985, 1987, 1988, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001, 2009, 2011
C096 1985, 1986, 1987
C098 1992, 2003, 2006
C105 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1992, 2000, 2002
C107 1989
C111 1987, 1993, 1995

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1986, 1987, 1988
C087 1987, 1988
C105 1986, 1987, 1988
C111 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2889, 2902, 3018

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-80,87,91	81-86,88-90,92,94-96,99-101

Palaos

1 conventions en vigueur (sur 1 ratifiées) **Membre depuis 2012**

Convention du travail maritime

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 186

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	101

Panama

56 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C003	C008	C009	C010	C011	C012	C013	C015	C016	C017	C019	C020	C021	C022
C023	C026	C027	C030	C032	C042	C043	C045	C052	C053	C055	C056	C058	C063
C064	C065	C068	C069	C071	C073	C074	**C077**	**C078**	C080	C086	C088	C089	C092
C094	**C095**	C096	C104	C107	C108	**C110**	C112	C113	C114	C116	C117	C119	**C120**
C123	**C124**	C125	C126	C127	**C159**	**C160**	**C167**	**C181**					

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

16 rapports reçus: Conventions nos. 13, 30, 45, 88, 100, 107, 110, 111, 119, 120, 127, 138, 159, 167, 181, MLC, 2006

1 rapports non reçus: Conventions nos. 117

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987
C022 1985, 1987
C023 1985
C029 1992, 1995
C032 1987
C053 1985, 1987
C055 1987, 1988, 1992
C068 1985, 1987
C087 1989, 1991, 1992, 2001, 2003, 2005, 2009, 2011
C092 1987
C098 1991, 2000
C126 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1991
C098 1991

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3048, 3049, 3055, 3106

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

31-56,58-72,74-87,88(R191),89(R192),90(R193,R194),92,94,95(R197,R198),96(R199),99,100(R201),101	88(C183),89(C184),90(P155),91,95(C187),96(C188),100)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées) **Membre depuis 1976**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C010 C011 C012 C018 C019 C022 C026 C027 C042 C045 C085 C099 C103 C158

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 2, 45, 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-87	88-92,94-96,99-101

Paraguay

37 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées) **Membre depuis 1956**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C011 **C014** C026 C030 C052 C059 C060 **C077** **C078** C079 C089 C090 **C095** C099 C101 **C106** C107 **C115** C116 C117 C119 **C120** C123 **C124** **C156** **C159** **C169** **C189**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 79, 100, 111, 115, 119, 120, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1996
C029 2008, 2013
C079 2002
C081 1992
C087 1985, 1992, 1993
C090 2002
C098 1985, 1993
C169 2003, 2006

C182 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2648, 2937, 3010, 3019, 3101

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56,58-72,74-92,94-96,100	99,101

Pays-Bas

67 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	**C014**	C015	C016
C017	C018	C019	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C032	C033	C041	C042
C044	C045	C048	C058	C062	C063	C068	C069	C070	C071	C073	C074	C080	C088
C089	C090	C091	C092	**C094**	**C095**	C096	**C097**	C099	C101	**C102**	C103	**C106**	C112
C113	C114	**C115**	C116	**C118**	**C121**	C123	**C124**	C126	**C128**	**C130**	**C131**	C133	**C135**
C137	**C140**	**C141**	**C142**	**C145**	**C146**	**C147**	**C150**	**C151**	**C152**	**C154**	**C155**	**C156**	**C159**
C160	**C162**	**C169**	**C174**	**C175**	**C177**	**C180**	**C181**	**C183**					

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 62, 81, 87, 88, 97, 98, 115, 129, 135, 151, 154, 155, 159, 162, 174, 181, MLC, 2006

Aruba *4 rapports demandés*

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 88, 135

Curaçao *3 rapports demandés*

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 88

Partie caribéenne des Pays-Bas *3 rapports demandés*

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 88

Sint-Maarten *4 rapports demandés*

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 81, 87, 88, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989
C087 1985, 1987, 1989, 1991
C103 2004
C122 1986

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,101	99,100

Pérou

66 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C004 C008 C009 C010 C011 C012 **C014** C019 C020 C022 C023 C024 C025
C026 C027 C032 C035 C036 C037 C038 C039 C040 C041 C044 C045 C052 C053
C055 C056 C058 C059 C062 C067 C068 C069 C070 C071 C073 **C077** **C078** C079
C080 C088 C090 C099 C101 **C102** **C106** C107 C112 C113 C114 C127 **C139** **C147**
C151 **C152** **C156** **C159** **C169** **C176** **C178**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 62, 81, 88, 100, 111, 127, 139, 144, 151, 159, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985
C024 1985
C025 1985
C029 1992, 1993, 1999
C035 1994, 1996
C036 1996
C037 1996
C038 1996
C039 1996
C040 1996
C068 1985, 1986, 1988
C087 1990, 1991
C098 1991, 2001
C102 1997, 2002, 2005
C105 1985, 1990, 1992
C122 1994, 1998
C139 1992
C169 2009, 2010

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2941, 2982, 2996, 2998, 3009, 3026, 3043, 3056, 3065, 3066, 3069, 3096

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Philippines

30 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées) **Membre depuis 1948**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C019 C023 C053 C059 **C077** C088 C089 C090 C093 **C094** **C095** **C097** C099
C110 **C118** **C141** **C143** **C149** **C157** **C159** **C165** **C176** **C179** **C185** **C189**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 88, 100, 111, 144, 159, 176, MLC, 2006, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989, 1991, 2007, 2009
C095 1990
C182 2006

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Pologne

66 conventions en vigueur (sur 91 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017
C018 C019 C022 C023 C024 C025 C027 C035 C036 C037 C038 C039 C040 C042
C045 C048 C062 C068 C069 C070 C073 C074 **C077** **C078** C079 C080 C090 C091
C092 **C095** C096 C099 C101 **C102** C103 C108 C112 C113 **C115** C116 C119 **C120**
C123 **C124** C127 C133 C134 **C135** C137 **C140** **C141** **C142** **C145** **C147** **C148** **C149**
C151 **C159** **C160** **C161** **C170** **C176** **C178** **C181**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 13, 62, 100, 111, 115, 119, 120, 127, 135, 144, 148, 151, 159, 161, 170, 176, 181, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1987, 1988, 1989
C029 1987
C087 1987, 1988, 1989
C095 2004
C098 1987, 1988, 1989
C111 1987

Commission d'enquête en 1982

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Portugal

72 conventions en vigueur (sur 81 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C004	C006	C007	C008	C011	C012	**C014**	C017	C018	C019	C022	C023	C026
C027	C045	C063	C068	C069	C073	C074	**C077**	**C078**	C088	C089	C091	C092	**C095**
C096	**C097**	**C102**	C103	C104	**C106**	C107	C108	C109	**C115**	C117	**C120**	**C124**	C127
C131	C132	**C135**	C137	**C139**	**C142**	**C143**	**C145**	**C146**	**C147**	**C148**	**C149**	**C150**	**C151**
C155	**C156**	C158	**C159**	**C160**	**C162**	**C171**	**C173**	**C175**	**C176**	**C181**	**C183**	**C184**	

28 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

18 rapports reçus: Conventions nos. 29, 45, 88, 105, 117, 120, 127, 135, 142, 144, 149, 151, 158, 159, 173, 175, 176, 181
10 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 111, 115, 122, 139, 148, 155, 162, 183, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1995
C019 1988
C081 1985
C095 1986, 1988, 1989
C098 1987
C122 1986, 2001, 2003, 2014

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3072

Commission d'enquête en 1961

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Qatar

6 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées) **Membre depuis 1972**

Conventions Fondamentales

C029 **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 81, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2014
C111 2002
C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72,74-92,94-96,99	100,101

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C027 C042 C050 C062 C064 C088
C089 **C094** **C095** **C102** C116 C117 **C118** C119 **C120** **C121** **C135** **C150** C158

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 11, 29, 105, 135, 138, 150, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2011, 2014
C119 2007
C182 2009

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3067

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-82,87	83-86,88-92,94-96,99-101

Roumanie

50 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées) **Membre depuis 1956**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C008 C009 C010 C011 C013 **C014** C015
C016 C022 C024 C027 C059 C068 C088 C089 C092 **C095** **C102** C108 C116 C117
C127 **C131** C133 C134 **C135** C136 C137 **C147** **C150** **C154** **C163** **C166** **C168** **C180**
C183

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 88, 100, 111, 127, 135, 136, 144, 154

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1990
C081 1988, 2005
C087 1987, 1989, 2007
C098 2011
C111 1993, 1994
C129 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Commission d'enquête en 1989

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Royaume-Uni

55 conventions en vigueur (sur 87 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C004	C005	C006	C007	C008	C010	C011	C012	C015	C016	C017	C018	C019
C021	C022	C023	C024	C025	C026	C032	C035	C036	C037	C038	C039	C040	C041
C042	C043	C044	C045	C050	C056	C063	C064	C065	C068	C069	C070	C074	C080
C082	C083	C084	C085	C086	C088	C092	**C094**	**C095**	**C097**	C099	C101	**C102**	C108
C114	**C115**	C116	**C120**	**C124**	C126	C133	**C135**	**C140**	**C141**	**C142**	**C147**	**C148**	**C150**
C151	**C160**	**C178**	**C180**	**C187**									

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 97, 100, 111, 115, 120, 135, 144, 148, 151, 187

Anguilla 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 148

Bermudes 2 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 115, 135

Gibraltar 7 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 45, 82, 100, 135, 142, 151

Guernesey 5 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 115, 135, 148, 151

Ile de Man 2 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 151

Iles Falkland (Malvinas) 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45

Jersey 2 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 115

Montserrat 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 82

Sainte-Hélène 1 rapports demandés

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 151

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029	2000
C087	1985, 1987, 1988, 1989, 1991, 1992, 1995, 1997, 2007
C098	1994, 1996
C100	1986, 1988, 2006
C122	1985, 1987, 1993
C144	1993
C180	2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Russie, Fédération de

51 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées) **Membre depuis 1954**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C010 C011 C013 **C014** C015 C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059
C060 C069 C073 **C077** **C078** C079 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C112 C113
C115 C116 C119 **C120** C123 **C124** C126 C132 C133 C134 **C135** C137 **C140** **C142**
C147 **C148** **C149** **C150** **C151** **C152** **C154** **C155** **C156** **C159** **C160** **C162** **C163** **C173**
C174 **C176** **C179** **C185** **C187**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 45, 100, 111, 115, 119, 120, 135, 148, 154, 155, 159, 162, 173, 174, MLC, 2006, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2005
C095 1995, 1998, 1999
C108 1999
C111 2010
C182 2009

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-88,91,94,95(C187,R197)	

Rwanda

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées) **Membre depuis 1962**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C011 C012 **C014** C017 C018 C019 C026 C042 C050 C062 C064 C089 **C094**
C118 C123 C132 **C135**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

8 rapports reçus: Conventions nos. 14, 29, 81, 105, 132, 135, 138, 182

4 rapports non reçus: Conventions nos. 62, 89, 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-79,81,87	80,82-86,88-92,94-96,99-101

Sainte-Lucie

28 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées) **Membre depuis 1980**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C011 C012 **C014** C015 C016 C017 C019 C026 C050 C064 C065
C094 **C095** **C097** C101 C108 **C154** C158

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 100, 111, 154, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154,R163),68(C158,R166),87	66,67(C155,C156,R164,R165),68(C157,P110),69-72,74-86,88-92,94-96,99-101

Saint-Kitts-et-Nevis

10 conventions en vigueur (sur 10 ratifiées) **Membre depuis 1996**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Convention du travail maritime

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 100, 111, 144, 186

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84,87,94	83,85,86,88-92,95,96,99-101

Saint-Marin

23 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées) **Membre depuis 1982**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C088 C103 C119 **C140** **C142** **C143** **C148** **C150** **C151** **C154** **C156** **C159** **C160** **C161**

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 88, 98, 100, 103, 105, 111, 119, 138, 140, 142, 143, 144, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-92,94-96	99-101

Saint-Vincent-et-les Grenadines

21 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées) **Membre depuis 1995**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C010 C011 C012 C016 C019 C026 **C094** **C095** C101 C108 **C180**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 100, 111, 144, 186

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84,86,87,94	82,83,85,88-92,95,96,99-101

Samoa

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées) **Membre depuis 2005**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Convention du travail maritime

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
94	95,96,99-101

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées) **Membre depuis 1982**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C017 C018 C019 C088 **C106** **C135** **C151** **C154** **C155** **C159** **C184**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 88, 98, 100, 111, 135, 144, 151, 154, 155, 159, 184

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72,74-76,87,89	77-86,88,90-92,94-96,99-101

Sénégal

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C010 C011 C012 C013 **C014** C018 C019 C026 C033 C041 C052
C089 **C095** C096 C099 C101 **C102** C116 C117 **C120** **C121** C125 **C135**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 96, 100, 111, 120, 135, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2013

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Serbie

61 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées) **Membre depuis 2000**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C003	C008	C009	C011	C012	C013	**C014**	C016	C017	C018	C019	C022	C023
C024	C025	C027	C032	C045	C048	C053	C056	C069	C073	C074	C080	C088	C089
C090	C091	C092	**C094**	**C097**	**C102**	C103	**C106**	C109	C113	C114	C116	C119	**C121**
C126	**C131**	C132	**C135**	C136	**C139**	**C140**	**C142**	**C143**	**C148**	**C150**	**C155**	**C156**	C158
C159	**C161**	**C162**	**C167**	**C181**	**C183**	**C187**							

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

15 rapports reçus: Conventions nos. 13, 45, 88, 100, 119, 135, 136, 139, 144, 148, 155, 159, 161, 167, 187

2 rapports non reçus: Conventions nos. 111, 162

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2003, 2004, 2011

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89-92,94-96,99-101	

Seychelles

26 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées) **Membre depuis 1977**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002	C005	C007	C008	C010	C011	C015	C016	C022	C026	C050	C058	C064	C065
C073	C099	C108	**C147**	**C148**	**C149**	**C150**	**C151**	**C152**	**C155**	**C161**	**C180**		

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 100, 111, 144, 148, 151, 155, 161

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72,74-88,94	89-92,95,96,99-101

Sierra Leone

30 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées) **Membre depuis 1961**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C015 C016 C017 C019 C022 C026 C032 C045 C050 C058 C059
C064 C065 C086 C088 **C094** **C095** C099 C101 C119 C125 C126

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 8, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 81, 88, 94, 95, 99, 100, 101, 111, 119, 125, 126, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C059 1986
C081 1986
C119 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-61,62(C145,C147,R153,R155)	62(C146,R154),63-72,74-92,94-96,99-101

Singapour

20 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées) **Membre depuis 1965**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C008 C011 C012 C015 C016 C019 C022 C032 C045 C050 C064 C065
C086 C088 **C094** **C187**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 88, 100, 144, MLC, 2006, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1987, 1992, 1993
C008 1987
C098 1994

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Slovaquie

70 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C010 C011 C012 C013 **C014** C017 C018 C019 C021 C026 C027 C034
C037 C038 C039 C040 C042 C043 C045 C049 C052 **C077** **C078** C080 C088 C089
C090 **C095** C099 **C102** **C115** C116 **C120** C123 **C124** **C128** **C130** **C135** C136 **C139**
C140 **C142** **C148** **C151** **C154** **C155** **C156** C158 **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C167**
C171 **C173** **C176** **C181** **C183** **C184** **C187**

34 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 14, 27, 52, 81, 88, 98, 100, 111, 115, 120, 123, 129, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 144, 148, 151, 154, 155, 156, 158, 159, 161, 167, 176, 181, 183, 184, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2006
C122 2004

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Slovénie

79 conventions en vigueur (sur 82 ratifiées) **Membre depuis 1992**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C003 C008 C009 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023
C024 C025 C027 C032 C045 C048 C053 C056 C069 C073 C074 C080 C088 C089
C090 C091 C092 **C095** **C097** **C102** C103 **C106** C108 C109 C113 C114 C116 C119
C121 C126 **C131** C132 **C135** C136 **C139** **C140** **C142** **C143** **C147** **C148** **C149** **C151**
C154 **C155** **C156** C158 **C159** **C161** **C162** **C171** **C173** **C174** **C175** **C180** **C183** **C187**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 88, 100, 111, 119, 135, 136, 139, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 174

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99-101	

Somalie

14 conventions en vigueur (sur 19 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C105** **C111** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C016 C017 C019 C022 C023 C045 C050 C064 C065 C084 C085 **C094** **C095**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 16, 17, 19, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 94, 95, 105, 111

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74,75,87	76-86,88-92,94-96,99-101

Soudan

14 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées) **Membre depuis 1956**

Conventions Fondamentales

C029 **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C019 C026 **C095** C117

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989, 1992, 1993, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2010

C098 1994
C105 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1992, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-80,87	81-86,88-92,94-96,99-101

Soudan du Sud

7 conventions en vigueur (sur 7 ratifiées) **Membre depuis 2012**

Conventions Fondamentales

C029 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	101

Sri Lanka

31 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées) **Membre depuis 1948**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C007 C008 C010 C011 C015 C016 C018 C026 C041 C045 C058
C063 C080 C089 C090 **C095** C096 C099 C103 **C106** C108 **C110** **C115** C116 **C131**
C135 **C160**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 96, 100, 103, 111, 115, 135, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1997, 1999, 2007
C098 1985, 1987
C099 1985
C103 2011
C131 1985

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Suède

66 conventions en vigueur (sur 93 ratifiées) — Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C007 C008 C009 C010 C011 C012 C013 **C014** C015 C016 C017 C018 C019
C020 C021 C027 C032 C034 C042 C045 C047 C058 C063 C073 C075 C080 C088
C092 C096 C101 **C102** C108 **C115** C116 **C118** C119 **C120** **C121** **C128** **C130** C132
C133 C134 **C135** C137 **C139** **C140** **C141** **C142** **C143** **C145** **C146** **C147** **C148** **C149**
C150 **C151** **C152** **C154** **C155** **C156** **C157** C158 **C159** **C160** **C161** **C162** **C163** **C164**
C167 **C168** **C170** **C174** **C175** **C176** **C178** **C180** **C184** **C187**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 135, 139, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 167, 170, 174, 176, 184, MLC, 2006, 187

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2008
C098 1993

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99,101	100

Suisse

45 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées) — Membre depuis 1919

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C004 C005 C006 C008 C011 **C014** C015 C016 C018 C019 C023 C026 C027

C041 C044 C045 C058 C062 C063 C080 C088 C089 **C102** **C115** C116 C119 **C120**
C123 **C128** C132 C136 **C139** **C141** **C142** **C150** **C151** C153 **C154** **C159** **C160** **C162**
C163 **C168** **C172** **C173** **C183** **C189**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 45, 62, 88, 100, 111, 115, 119, 120, 136, 139, 144, 151, 154, 159, 162, MLC, 2006

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2006
C100 1986, 1988
C128 1993

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2265, 3023

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées) **Membre depuis 1976**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C105** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C013 **C014** C017 C019 C027 C041 C042 C062 C088 **C094** **C095** C096 C101
C106 C112 **C118** **C135** **C150** **C151** **C154** **C181**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 62, 88, 135, 144, 151, 154, 181, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72,74-89	90-92,94-96,99-101

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées) **Membre depuis 1975**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 **C014** C019 C026 C045 C050 C059 C064 C065 C086 C089 C090
C094 **C095** C096 C099 C101 C104 C123 **C131** **C160**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 45, 87, 96, 100, 111, 144, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2005, 2009, 2010, 2011, 2013, 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1997, 2009, 2010, 2011

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2949

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72,74-92,94-96	99-101

Syrienne, République arabe

51 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées) **Membre depuis 1947**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C011 **C014** C017 C018 C019 C026 C030 C045 C052 C053 C063 C080
C088 C089 **C094** **C095** C096 C099 C101 C104 **C106** C107 **C115** C116 C117 **C118**
C119 **C120** C123 **C124** C125 **C131** **C135** C136 **C139** **C155** **C170**

36 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

28 rapports reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, 45, 52, 81, 89, 94, 95, 98, 100, 101, 106, 111, 119, 120, 123, 124, 129, 131, 135, 136, 138, 139, 155, 170, 182
8 rapports non reçus: Conventions nos. 2, 88, 96, 105, 107, 115, 117, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992
C087 1985, 1986, 1992, 1996
C098 1992
C106 1988

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-65,67,68,69(C159,R167),71,72,74-76,77(C170,R177),87-89,90(P155)	66,69(R168),70,77(C171,P089,R178),78-86,90(R193,R194),91,92,94-96,99-101

Tadjikistan

50 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 **C014** C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C069 C073 **C077** **C078** C079
C090 C092 **C095** **C097** C103 **C106** C108 C113 **C115** C116 C119 **C120** **C124** C126
C133 C134 **C142** **C143** **C147** **C148** **C149** **C155** **C159** **C160** **C177**

37 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 14, 27, 29, 32, 45, 47, 52, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 95, 97, 98, 100, 103, 105, 106, 111, 113, 115, 119, 120, 122, 124, 126, 138, 142, 143, 148, 149, 155, 159, 177, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83,86,87	84,85,88-92,94-96,99-101

Tanzanie, République-Unie de

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées) **Membre depuis 1962**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C011 C012 C015 C016 C017 C019 C026 C050 C059 C063 C064 C065 C086 **C094**
C095 **C131** C134 **C135** C137 **C140** **C142** **C148** **C149** **C152** **C154** **C170**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

7 rapports reçus: Conventions nos. 100, 111, 144, 148, 149, 154, 170

1 rapports non reçus: Conventions nos. 135

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1990, 1991, 1992
C081 1987
C105 1987, 1990, 1991, 1992, 2000

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Tanzanie. Tanganyika

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C032 C045 C088 C101 C108

Tanzanie. Zanzibar

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C007 C058 C085 **C097**

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C052 **C095** C116 C132 **C135** **C151 C173**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 98, 100, 105, 111, 135, 138, 144, 151, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1993, 1999
C087 1993
C144 2013

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3004

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Tchèque, République

64 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 C087 C098 C100 C105 C111 C138 C182

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 C122 C129 C144

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C005 C010 C011 C012 C013 **C014** C017 C018 C019 C021 C026 C027 C034
C037 C038 C039 C040 C042 C043 C045 C049 C052 **C077** **C078** C080 C088 C089
C090 **C095** C099 **C102** C108 **C115** C116 **C120** C123 **C124** **C128** **C130** C132 **C135**
C136 **C139** **C140** **C142** **C148** **C150** **C155** **C159** **C160** **C161** **C163** **C164** **C167** **C171**
C176 **C181** **C187**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

9 rapports reçus: Conventions nos. 29, 105, 108, 138, 150, 160, 163, 164, 182

2 rapports non reçus: Conventions nos. 122, 135

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989

C111 1985, 1988, 1990, 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92,94-96,99-101	

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C100** **C105** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C122

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C080 C088 C104 C116 C123 C127 **C159**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

4 rapports reçus: Conventions nos. 14, 19, 105, 127

5 rapports non reçus: Conventions nos. 88, 100, 122, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1987, 1990, 1991, 1992, 1994, 1995

C105 1992

C122 2006, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1991

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Timor-Leste

4 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées) **Membre depuis 2003**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
92,94-96	99-101

Togo

26 conventions en vigueur (sur 28 ratifiées) **Membre depuis 1960**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C005 C006 C011 C013 **C014** C026 C033 C041 C085 **C095** **C102** **C143** **C150** **C187**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 81, 100, 111, 122, 129, 144, 150, MLC, 2006, 187

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3105

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56,58-72,74-87,89,94,95(C187,R197)	88,90-92,95(R198),96,99-101

Trinité-et-Tobago

21 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées) **Membre depuis 1963**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C015 C016 C019 C050 C065 C085 **C097** C125 **C147** **C150** **C159**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100, 111, 144, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1987

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Tunisie

56 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées) **Membre depuis 1956**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C004 C006 C008 C011 C012 C013 **C014** C016 C017 C018 C019 C022 C023 C026
C045 C052 C055 C058 C059 C062 C065 C073 **C077** C088 C089 C090 C091 **C095**
C099 C104 **C106** C107 C108 C112 C113 C114 C116 C117 **C118** C119 **C120** C123
C124 C127 **C135** **C142** **C150** **C151** **C154** **C159**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

1 rapports reçus: Conventions nos. 117
12 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 45, 62, 88, 100, 111, 119, 120, 122, 127, 135, 159

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985
C087 1985
C127 1987

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2994, 3095

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Turkménistan

9 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées) **Membre depuis 1993**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 29, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-92,94-96,99,100	101

Turquie

53 conventions en vigueur (sur 57 ratifiées) **Membre depuis 1932**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C011 **C014** C015 C026 C034 C042 C045 C053 C055 C058 C059 C068 C069
C073 **C077** C080 C088 C092 **C094** **C095** C096 C099 **C102** C108 **C115** C116 **C118**
C119 C123 C127 C133 C134 **C135** **C142** **C146** **C151** **C152** C153 **C155** C158 **C159**
C161 **C164** **C166** **C187**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

22 rapports reçus: Conventions nos. 14, 29, 45, 81, 88, 96, 100, 105, 111, 115, 119, 127, 138, 142, 144, 151, 153, 155, 158, 159, 161, 182

2 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 135

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1995
C087 1997, 2005, 2007, 2009, 2010, 2011
C095 1985
C098 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1998, 2000, 2013
C111 1985, 1987, 1990, 1991
C122 2002
C158 2001

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 3084, 3098

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Tuvalu

1 conventions en vigueur (sur 1 ratifiées) **Membre depuis 2008**

Convention du travail maritime

1 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Aucun rapports reçus: Conventions nos. 186

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	99-101

Ukraine

61 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées) **Membre depuis 1954**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C002 C010 C011 **C014** C015 C016 C023 C027 C032 C045 C047 C052 C058 C059
C060 C069 C073 **C077** **C078** C079 C090 C092 **C095** C103 **C106** C108 C112 C113
C115 C116 C119 **C120** C123 **C124** C126 **C131** C132 C133 **C135** **C139** **C140** **C142**
C147 **C149** **C150** C153 **C154** **C155** **C156** C158 **C159** **C160** **C161** **C173** **C174** **C176**
C184

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 2, 45, 100, 111, 115, 119, 120, 135, 139, 144, 154, 155, 159, 161, 174, 176, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1997, 2000, 2001, 2003, 2010
C138 2004

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Uruguay

80 conventions en vigueur (sur 109 ratifiées) **Membre depuis 1919**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001	C002	C003	C004	C005	C006	C007	C008	C009	C010	C011	C012	C013	**C014**
C015	C016	C017	C018	C019	C020	C021	C022	C023	C024	C025	C026	C027	C030
C032	C033	C042	C043	C045	C052	C054	C058	C059	C060	C062	C063	C067	C073
C077	**C078**	C079	C080	C089	C090	C093	**C094**	**C095**	C096	**C097**	C099	C101	**C102**
C103	**C106**	C108	**C110**	C112	C113	C114	**C115**	C116	**C118**	C119	**C120**	**C121**	**C128**
C130	**C131**	C132	C133	C134	**C135**	C136	C137	**C139**	**C141**	**C148**	**C149**	**C150**	**C151**
C153	**C154**	**C155**	**C156**	**C159**	**C161**	**C162**	**C167**	**C172**	**C176**	**C181**	**C184**	**C189**	

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 100, 111, 115, 119, 120, 136, 139, 144, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 162, 167, 181, 184, 189

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2002
C098 2011
C128 1988
C131 1991, 1998, 2003

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56,58-72,74-89,90(R193,R194),91,92,95(R197,R198),100	90(P155),94,95(C187),96,99,101

Vanuatu

8 conventions en vigueur (sur 8 ratifiées) **Membre depuis 2003**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C182**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

7 rapports reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

1 rapports non reçus: Conventions nos. 185

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
	91,92,94-96,99-101

Venezuela, République bolivarienne du

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées) **Membre depuis 1958**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C001 C002 C003 C004 C005 C006 C007 C011 C013 **C014** C019 C021 C022 C026
C027 C041 C045 C080 C088 **C095** **C097** **C102** C103 C116 C117 **C118** **C120** **C121**
C127 **C128** **C130** **C139** **C140** **C141** **C142** **C143** **C149** **C150** C153 **C155** **C156** C158
C169

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 13, 26, 45, 88, 100, 111, 120, 127, 139, 144, 155, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2014
C087 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2000, 2001, 2002

Cas actifs devant le comité de la liberté sindicale

Cas Nos. 2254, 2917, 2968, 3016, 3059, 3082

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56,58-72,74-92,94-96,99-101	

Viet Nam

19 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées) **Membre depuis 1992**

Conventions Fondamentales

C029 **C100** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Convention du travail maritime

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C006 **C014** C027 C045 C080 C116 **C120** C123 **C124** **C155** **C187**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 45, 100, 111, 120, 122, 144, 155

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92,94-96,99,100	101

Yémen

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées) **Membre depuis 1965**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C015 C016 C019 C058 C059 C064 C065 C086 **C094** **C095** C104 **C131** C132
C135 **C156** C158 **C159** **C185**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 19, 94, 100, 111, 122, 135, 144, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1991, 1993
C098 1985, 1991, 1993
C182 2014

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985
C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-87,88(C183),89(C184),91,95(C187)	88(R191),89(R192),90,92,94,95(R197,R198),96,99-101

Zambie

44 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées) **Membre depuis 1964**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C122** **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C005 C011 C012 C017 C018 C019 C026 C045 C050 C064 C065 C086 C089 **C095**
C097 C099 C103 C117 C123 **C124** **C131** **C135** C136 **C141** **C148** **C149** **C150** **C151**
C154 **C155** C158 **C159** **C173** **C176** **C181** **C187**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

8 rapports reçus: Conventions nos. 17, 100, 111, 136, 144, 148, 159, 176

5 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 135, 151, 154, 173

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1987, 1989, 1990
C122 1995
C138 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56,58-72,74-92,94-96	99-101

Zimbabwe

25 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées) **Membre depuis 1980**

Conventions Fondamentales

C029 **C087** **C098** **C100** **C105** **C111** **C138** **C182**

Conventions De gouvernance (prioritaires)

C081 **C129** **C144**

Conventions Techniques (les conventions à jour apparaissent en gras)

C014 C019 C026 C045 C099 **C135** **C140** **C150** **C155** **C159** **C161** **C162** **C170** **C174** **C176**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées pour la session de 2014

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos. 100, 111, 135, 144, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2006, 2007, 2008, 2011, 2013
C098 2002, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008
C098 2003

Commission d'enquête en 2008

Soumission des instruments adoptés par la conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72,74-92,94-96,99-101	

Annexe. Liste des conventions adoptées par session

Liste des conventions et protocoles adoptés par session

★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
● Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
◆ Convention ou Protocole pas en vigueur.
■ Convention retirée.

1ère session de la CIT, 1919

- C001 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C002 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C003 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C004 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C005 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C006 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C007 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- ★ C008 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufrage), 1920
- ★ C009 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C010 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C011 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C012 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C013 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C014 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C015 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- ★ C016 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C017 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C018 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C019 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C020 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C021 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- ★ C022 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C023 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C024 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C025 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

C026 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

C027 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

● C028 Convention (n°28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

C029 **Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930**

C030 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

■ C031 Convention (n°31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

● C032 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

● C033 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

● C034 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

● C035 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

● C036 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

● C037 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

● C038 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

● C039 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

● C040 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

● C041 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

★ C042 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

C043 Convention (n°43) des verreries à vitres, 1934

● C044 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

C045 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

■ C046 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935

C047 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

● C048 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

C049 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C050 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- ■ C051 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- ● C052 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- ★ C053 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ★ C054 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- ★ C055 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- ★ C056 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ★ C057 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C058 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C059 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C060 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- ■ C061 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- ● C062 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- ● C063 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C064 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C065 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- ● C066 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- ● C067 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- ★ C068 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- ★ C069 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ★ C070 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C071 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ★ C072 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- ★ C073 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- ★ C074 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ★ C075 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ★ C076 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C077 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C078 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C079 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C080 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C081 *Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947*
- ★ C082 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C083 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C084 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C085 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C086 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C087 **Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948**
- C088 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C089 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C090 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- ★ C091 Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949
- ★ C092 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ★ C093 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C094 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C095 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- ● C096 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C097 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C098 **Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949**

34e session de la CIT, 1951

- C099 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C100 **Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951**

35e session de la CIT, 1952

- ★ C101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- ● C103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C105 **Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957**
- C106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- ● C107 Convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- ● C108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ★ C109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C111 **Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958**

43e session de la CIT, 1959

- ★ C112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

C115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

C116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

C117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

C118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

C119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

C120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

C121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

C122 *Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964*

49e session de la CIT, 1965

★ C123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

C124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

C125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

C126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

C127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

C128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

C129 *Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969*

C130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

C131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

C132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

★ C133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

★ C134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

C135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
C136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

C137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
C138 **Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973**

59e session de la CIT, 1974

C139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
C140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

C141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
C142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
C143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

C144 *Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976*

62e session de la CIT, 1976

★ C145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
★ C146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
★ C147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

C148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
C149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

C150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
C151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

C152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
C153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

C154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
★ C155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
C156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982
- P110 Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

69e session de la CIT, 1983

- C159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- ★ C163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- ★ C164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- ★ C165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- ★ C166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990
- P089 Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

78e session de la CIT, 1991

- C172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

C175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

C176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

P081 Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

83e session de la CIT, 1996

C177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

★ C178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

C179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

★ C180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

P147 Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

85e session de la CIT, 1997

C181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

C182 **Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999**

88e session de la CIT, 2000

C183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

90e session de la CIT, 2002

P155 Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

91e session de la CIT, 2003

C185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

MLC Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)

95e session de la CIT, 2006

C187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

♦ C188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

100e session de la CIT, 2011

C189 Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011

103e session de la CIT, 2014

♦ P029 Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930